

Le Monde

45, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14355 - 6 F

VENDREDI 22 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Le pari de Téhéran

ES « retrouvailles » entre la monarchie wahhabite et sa grande rivale au sein du monde musulman, la République islamique, n'ont été permises que grâce à la nouvelle orientation politique des dirigeants iraniens. Téhéran semble, en effet, disposé à accepter toutes les concessions possibles en vue d'assurer le succès de l'ouverture diplomatique engagée depuis la mort de Khomeiny par le président Rafsanjani en direction du monde arabe et de l'Occident.

Au cours des sept mois qui ont précédé la guerre du Golfe, Téhéran a su gagner progressivement la confiance des Occidentaux et de leurs alliés arabes, tout en réclamant le départ des forces étrangères dans la région, afin de ménager la susceptibilité des Iraniens les plus radicaux. Les Saoudiens, pour leur part, paraissent avoir publié leurs prévisions à l'égard d'une République islamique singulièrement assagie depuis deux ans. Et ils souhaitent assurer le plein succès du prochain pèlerinage au moment où Bagdad recommande aux musulmans de n'y pas participer, pour protester contre le déploiement des troupes occidentales sur la « terre sacrée » de l'Islam.

GRACE à la bonne volonté dont ils ont fait preuve à l'égard de l'Arabie saoudite et du roi Fahd - récemment encore qualifié à Téhéran de « gouverneur de l'Alabama » par le bouillant ayatollah Khomeini - les Iraniens espèrent également qu'ils pourront disposer d'un strapontin auprès du groupe des huit (les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, plus l'Égypte et la Syrie) chargé d'élaborer les arrangements de sécurité de l'après-guerre dans le Golfe.

Le grand pendant de la normalisation des relations entre Ryad et Téhéran, est à titre posthume l'imam Khomeiny, qui avait déclaré peu avant sa mort que si l'Iran pouvait un jour se réconcilier avec l'Irak, il ne pourrait jamais pardonner aux Saoudiens le « massacre » de ses pèlerins à La Mecque en 1987. L'intransigence doctrinale de celui qui fut l'adversaire irréductible de la dynastie saoudienne et qui entendait enlever à celle-ci la tutelle des Lieux saints de La Mecque et de Médine est en train d'être lentement, mais sûrement, abandonnée par ses successeurs.

DES divergences fondamentales subsistent cependant entre les dirigeants chiites iraniens et le régime conservateur wahhabite d'Arabie saoudite. Soumis à une forte pression intérieure de la part des partisans de la ligne dure, dite de l'imam, encore majoritaire au sein du Majlis (Parlement), les dirigeants de Téhéran sont obligés de garder une certaine distance avec Ryad sous peine de voir se renforcer cette opposition qu'ils ont jusqu'à présent contenue, voire neutralisée, en lui étant tout moyen d'agir efficacement. En présumant une « dékhoménisation », auparavant menée avec une extrême prudence, ne risquent-ils pas de compromettre tous les succès de cette entreprise ? C'est un pari périlleux que M. Rafsanjani semble avoir accepté.

Lire page 5
l'article de JEAN GUEYRAS

Lire également

- La levée de l'embargo sur l'Irak inquiète les entreprises françaises
par YVES MAMOU
page 27
- L'emprise des États-Unis sur le Koweït
par VÉRONIQUE MAURUS
page 3

M0147 - 0322 0 - 6.00 F



En réintégrant la présidence collégiale

La Serbie joue l'apaisement dans la crise yougoslave

La crise politique ouverte par la Serbie et les menaces d'intervention de l'armée semblent s'estomper en Yougoslavie. Mercredi 20 mars, le Parlement serbe, jouant l'apaisement, a fait volte-face et refusé, par 224 voix contre 17 et 4 abstentions, la démission de M. Borisav Jovic de son poste de président de la direction collégiale du pays. Celle-ci devait donc se réunir au complet, jeudi à Belgrade, et poursuivre, avec les dirigeants des Républiques, ses discussions sur l'avenir de la Fédération.

BELGRADE

de notre correspondante

Pendant sept heures de discussions mercredi, les députés socialistes (ex-communistes), qui disposent de 194 des 250 sièges du Parlement serbe, ont prié M. Jovic de rester à la présidence fédérale, tandis que les représentants de l'opposition préconisaient sa révocation, estimant qu'il avait « accentué la crise politique yougoslave » et qu'il s'agissait d'une « farce » s'il revenait sur sa décision.

En début de session, M. Jovic avait développé longuement les raisons de sa démission, présentée vendredi 15 mars, estimant que la majorité des membres de la présidence collégiale prônait la « dissolution de la Yougoslavie » et qu'en

refusant de voter les mesures d'urgence proposées par l'armée, cette majorité comptait « paralyser les forces armées ». Il a également accusé les plus hautes institutions de la Fédération d'avoir plongé le pays dans une grave crise constitutionnelle. Une fois de plus, il a attaqué le gouvernement fédéral et la politique financière et économique du premier ministre, M. Markovic, qui a provoqué, à ses yeux, « la liquidation d'un grand nombre d'entreprises et la chute brutale de la production ». M. Markovic est accusé d'avoir « fermé le marché yougoslave aux entreprises nationales pour le céder aux étrangers ». Ce qui explique, selon lui, l'immense soutien de l'étranger à la réforme du gouvernement fédéral.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 8

Nouveaux incidents dans l'île

La Réunion : M. Mitterrand admoneste le gouvernement

De nouveaux incidents se sont produits à Saint-Denis-de-La Réunion dans la soirée du mercredi 20 mars, des groupes de jeunes gens attaquant des automobilistes à coups de pierres et dévalisant les passagers d'un autobus. Les forces de l'ordre ont procédé à des arrestations. Mercredi, au conseil des ministres, M. Mitterrand a fait la leçon au gouvernement sur les problèmes de l'île, où M^{me} Mitterrand, présidente de France Libertés, devait se rendre jeudi pour une visite « prévue de longue date ».



Lire nos informations page 11

Les conséquences de l'unification allemande

Le gouvernement de Bonn réagit vivement aux déclarations du président de la Bundesbank.

page 27

Le printemps de M. Giscard d'Estaing

L'ancien chef de l'Etat pousse les feux sur l'Europe.

page 11

Décès du général Michel Gouraud

Il avait été condamné puis amnistié après le putsch de 1961.

page 38

La banalisation du racisme

Un rapport de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

page 12

AFFAIRES

- Les paris d'Usinor-Sacilor
- La course à la technologie des laboratoires
- Oscar de la Renta, créateur et homme d'affaires.

pages 31 à 33

Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 38

Le fédéralisme en question

Il suppose, à défaut de fédérateur, la conscience d'une identité commune

par André Fontaine

« Le vingtième siècle ouvrira l'ère des fédérations, ou l'humanité recommencera un purgatoire de mille ans. » Ainsi s'exprimait, en 1863, deux ans avant de mourir, dans son *Philosophie fédérative*, Pierre-Joseph Proudhon, philosophe et militant socialiste vomi par Marx, à qui l'on doit le célèbre aphorisme selon lequel « La propriété, c'est le vol ».

Il n'y avait guère que les États-Unis et la Suisse, à l'époque, pour s'être dotés d'institutions fédérales. De l'URSS à l'Inde, du Canada au Mexique, du Brésil à l'Australie, les plus vastes pays du monde, à l'exception de la Chine, ont depuis lors suivi leur exemple et le conseil de Proudhon. C'est aussi le cas, en Europe, de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. En Afrique, du Nigeria et de l'Afrique du Sud. En Amérique, de l'Argentine et du Venezuela. En Asie, de la Malaisie et des Emirats arabes unis. On a envisagé une « cantonalisation », ce qui revient au même, pour essayer de résoudre le casse-tête libanais. Enfin, l'Europe communautaire, confi-

dération de fait, débat depuis quarante ans de l'opportunité de se muer en fédération : autrement dit, pour ses membres, de se désaisir, au profit d'un Etat « supranational », d'attributs essentiels de leur souveraineté. Aujourd'hui, cependant, le fédéralisme se trouve, en plusieurs endroits, mis à rude épreuve. L'URSS se décompose, sans que le référendum de Gorbatchev y puisse grand-chose. La Yougoslavie implose. Tchèques et Slovaques se supportent de plus en plus difficilement. Tous ces pays ont en commun d'avoir été, ou d'être encore, communistes. Est-ce à dire que l'échec du communisme est la cause de l'effacement du système fédéral ? Le Canada n'a jamais, et de loin, été communiste : or le « souverainisme » a de nouveau le vent en poupe au Québec. L'union indienne est périodiquement secouée par des remous « intercommunautaires ». A peine Mitterrand et Giscard d'Estaing avaient-ils parlé, l'an dernier, l'un de sa « finalité fédérale », l'autre de sa « vocation » également « fédérale », l'Europe des Douze a donné une nouvelle preuve, à l'occasion de la guerre du Golfe, de son inconsistance politique.

Lire la suite page 8

Injustices roumaines

Prévenus en tenue de bagnard, enfants « rééduqués », détentions arbitraires... La révolution judiciaire reste à faire

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

D'abord on entend leur pas, comme un chuintement discret, qui aimerait se retenir pour ne pas déranger. Puis on les voit : ils sont une vingtaine, serrés en rangs d'écoliers qui ne s'avanceraient pas de chahuter, dans leur tenue de bagnard en grosse laine rayée. Avec leur calot sur la tête et leur crâne piqué d'une timide repousse, ils ont tous l'air d'avoir les oreilles trop grandes et décollées. On ne peut croiser leurs yeux, car ils les baissent. Dans la clarté dorée de l'hiver, poudreuse d'une poussière qui file dans un ral de lumière, ils avancent ainsi, hâves, vers leurs juges.

Car ces hommes n'ont pas encore été jugés, et, comme le dit sans rire le nouveau code de procédure pénale modifié depuis la révolution, ils sont présumés innocents. A côté de cette cohorte blême, deux lycéens en tenue bleu nuit ont pris place dans le box des accusés. On les a tondus, eux aussi, dégageant une nuque enfantine, tristement fragile. Arrêtés en mai pour avoir volé une

moto, fait un tour dessus et tenté d'en vendre les pièces détachées, ils ont reconnu le vol. Leur famille a remboursé le préjudice. Coupables, ils ne pourront retrouver la liberté avant d'avoir purgé « une mesure éducative » de deux ans minimum. Ils ont déjà manqué la rentrée scolaire de l'année dernière et ne sont pas près de reprendre leurs cours de dessin industriel.

Dans les couloirs glacés du palais de justice de Bucarest - ce palais dont la légende veut qu'il soit composé de trois cent soixante-cinq pièces, autant que de jours dans l'année, - des marchands ambulants vendent des gâteaux plats à tout un petit monde qui semble passer sa vie en attente. Caravansérail bruisant de paysannes aux hanches lourdes, en courtes jupes aux godets virevoltants, petits Tsiganes quémandeurs aux yeux noirs, plaideurs anonymes qui réchauffent leurs doigts gourds autour d'un gobelet de café. Le bâtiment porte encore les traces du tremblement de terre de l'année dernière et des ouvriers s'affairaient avec lenteur autour de pierres brisées.

AGATHE LOGEART

Lire la suite page 9

LIVRES • IDÉES

■ Edgar Allan Poe, le premier Américain ■ Danièle Salles ■ Rimbaud, l'indépendant à outrance ■ Quand y a-t-il littérature ? ■ L'histoire, par Jean-Pierre Rioux ■ Le feuillet de Michel Brudeau : « Grain de beauté » ■ Histoires littéraires, par François Bort : la pantoufle et les étoiles. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Plein pour Strindberg ».

pages 17 à 28

Le onzième Salon du livre de Paris, inauguré jeudi 21 mars par MM. Rocard et Lang, ouvre ses portes au public vendredi matin 22 mars jusqu'au mercredi 27 mars. A cette occasion le Monde publie avec son numéro daté 23 mars, un supplément consacré aux livres de poche : « Le fond des poches » : l'histoire passée et présente de l'édition « populaire », les grandes collections, et, bien sûr, l'avenir des livres au format de poche.

JEANNENEY

Collection XX^e siècle 95 F

Editions du Seuil

Arts décoratifs

Un musée rénové

MM. Jack Lang, ministre de la culture, et Antoine Riboud, président de l'Union centrale des arts décoratifs, devaient annoncer, jeudi 21 mars, les projets de rénovation du Musée des arts décoratifs, à Paris. Profitant du démantèlement du ministère des finances et des travaux du Grand Louvre, le musée gagnera près de 5 000 mètres carrés. Ce sera l'occasion de réorganiser les collections et de redéfinir la vocation de cet établissement. Mais le flou demeure : le projet culturel est encore embryonnaire et la direction scientifique n'est pas en place. Les sommes investies dans cette rénovation ne serviront-elles qu'au décor ?

Lire page 14 l'article de LAURENCE BENAÏM ainsi qu'un entretien avec M. Antoine Riboud

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La situation politique et économique de l'émirat

L'emprise des Etats-Unis sur le Koweït

Les Américains contrôlent plus ou moins discrètement la situation et s'arrogent la part du lion dans la reconstruction

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

« Américains ? » Le petit garçon s'est précipité, l'œil brillant, un drapeau étoilé à la main. « Non, Français ! » Un instant désorienté, il nous jauge du haut de ses cinq ans, puis se reprend, sourit largement. « Hello... »

Dans Koweït libérée, il fait bon être de ces alliés, vénéralisés désormais comme des sauveurs. Pour Américains ou Anglais, Français, Italiens et même Espagnols, le sourire est le même, chaleureux, sympathique à chaque rencontre, chaque barrage routier. Partout fleurissent les drapeaux. Peu importe la couleur, pourvu qu'ils symbolisent un pays « ami ». Ici et là, quelques rues, spontanément rebaptisées, affichent sur des plaques barbouillées à la main des noms familiers : « British Street », « Thatcher Street », « Mitterrand Street ».

« Aujourd'hui, on est fier d'être Français à Koweït », se renforce M. Michel Chaloub, qui représente les grandes marques de luxe françaises. Fiers, mais guère plus avancés pour autant. Car, dès qu'on passe de la rue aux affaires sérieuses, les Américains sont là, omniprésents, si puissants que leur ambassadeur, un petit homme direct à l'allure toujours pressée, est déjà surnommé « le procureur » dans les ambassades rivales. « Le Koweït est en train de devenir une colonie américaine », s'indigne un diplomate européen.

L'emprise américaine est d'autant plus apparente que, jusque-là, le Koweït, ancienne colonie britannique, s'était toujours appliqué à mener une politique de totale indépendance, refusant de se laisser enfermer dans un camp ou un autre. Conservateur et fondamentalement attaché au capitalisme, l'émirat n'en menait pas moins une politique pétrolière strictement autonome. Il avait, un moment, soutenu le mouvement des non-alignés et même entretenu, depuis des années, des relations diplomatiques cordiales avec les Etats-Unis qu'avaient URSS et même la Chine.

Or, en quelques semaines, les Etats-Unis ont littéralement noyauté le petit pays, assurant, dans la foulée de la victoire, le contrôle de tous les secteurs-clés : la défense, bien sûr, mais aussi la sécurité intérieure - les troupes américaines l'assurent, en appui, discret mais constant, de l'armée koweïtienne.

Les Américains contrôlent également les principaux moyens d'accès (ports et aéroports), le pétrole et même la communication : c'est la société Randon de Washington qui a été chargée par le ministère koweïtien de l'information de toutes les relations avec la presse internationale. Sans oublier, bien entendu, les contrats de reconstruction.

« Tout est chapeauté par l'US Corps »

Le génie de l'armée américaine, l'US Corps, s'est vu déléguer l'organisation et la supervision de la remise en état du pays pendant les trois premiers mois. Electricité, eau, routes, ports, santé, etc. : l'US Corps a la haute main sur tous les contrats d'urgence. Sur les huit premiers contrats conclus avec son aide, cinq sont revenus à des sociétés américaines, deux à des saoudiennes et un seul à une compagnie britannique.

Dans le secteur pétrolier - pourtant hors de ses compétences, théoriquement - c'est pire encore : quatre sociétés texanes et une canadienne ont été sélectionnées pour l'exploitation des puits en flammes, auxquelles s'ajoutent Bechtel et Caterpillar, toutes deux américaines, pour les équipements annexes et Evergreen (Canada) pour le soutien aérien des travaux. « Il n'y a rien à faire, gémit un petit entrepreneur français spécialisé dans l'aduction d'eau. Tout est chapeauté par l'US Corps ». Le marché reste ouvert, protestent en chœur Américains et Koweïtiens ; les Français auront leur part. Cependant, force est de constater qu'elle reste, pour l'heure, limitée. Si les services

commerciaux français ont réussi à faire venir une douzaine de sociétés françaises directement intéressées par les domaines prioritaires - électricité, aviation civile, pétrole, etc. - seul jusqu'ici Thomson a signé un contrat en bonne et due forme pour fournir au Koweït des émetteurs mobiles de télévision.

Tout n'est certes pas perdu. « Nous gérons un budget de 45 millions de dollars pour quatre-vingt dix jours, assure l'US Corps. Pas tout l'effort de reconstruction. Les gros contrats viendront plus tard ». Partis avec retard tant sur le plan économique que politique - les négociations initiales de la France à s'engager militairement dans le conflit n'ont pas été oubliées à Koweït - les Français, souffrent, à l'évidence, dans cette phase initiale, de l'absence de liens historiques, culturels ou commerciaux solides avec l'émirat.

L'année dernière, la France n'était que le huitième fournisseur du pays avec à peine 3,9 % du marché. Mais il est non moins évident que la participation de la division « Daguet », à la libération et celle, fort appréciée, de quelques quatre cent-vingt soldats français aux travaux actuels de déminage ouvrent, pour l'avenir, de nouvelles perspectives. Selon de nombreux témoins, la France, longtemps mal connue, vient désormais au troisième rang des « amis » occidentaux du Koweït, juste après les Américains et les Britanniques. « Nous n'oublierons jamais », dit un Koweïtien.

L'inévitable ambassadeur américain

« Les Français auront 10 % [des contrats], les Anglais 20 %, les Américains tout le reste », déclare, plus brutal, un banquier. Une « part de gâteau » confirmée par... l'ambassadeur américain lui-même. « Les Koweïtiens vont chercher de préférence des fournisseurs dans les pays qui les ont aidés, explique-t-il ; mais ce sont

des hommes d'affaires. Nous aurons 70 %, car ils aiment la qualité ; mais certains secteurs seront rebaptisés par d'autres nations : l'Allemagne, par exemple, pas changer toutes les prises électriques du pays... »

Ces propos sont, on s'en doute, peu faits pour rassurer les autres alliés. « Les Américains y vont fort, grogne, en privé, un ambassadeur européen. Ils devraient prendre garde, cela pourrait se retourner contre eux ».

Le succès, pour le moins mitigé, des premières opérations d'urgence et le profond mécontentement qui en a résulté sont, en grande partie, responsables de la démission du gouvernement koweïtien et ils risquent, par contre, de ternir quelque peu la réputation des nombreux spécialistes américains impliqués. D'autant que l'agacement provoqué, depuis trois semaines, par l'emprise américaine commence à déborder les murs des ambassades rivales, disent certains experts français consultés indépendamment par les autorités koweïtiennes.

La « visite guidée » nommée Freedom Flight (le vol de la liberté), organisée vendredi dernier au profit de quelques cent trente-cinq personnalités américaines du monde de la politique, de l'économie ou de la presse, tous venus, caméras à la main, constater sur place les résultats de l'offensive américaine, a certes été chaleureusement accueillie par le gouvernement koweïtien ; mais, mobilisant force moyens matériels, elle a suscité des réactions mitigées dans un pays privé de tout et contraint d'interdire le retour de plus de la moitié de sa population toujours en exil.

De même a-t-on noté l'attitude de l'ambassadeur américain qui, lors de la cérémonie du retour de l'émir, a refusé de s'asseoir avec le reste du corps diplomatique pour s'installer, seul, parmi les dignitaires koweïtiens... Détail ? Le fait est, aussi, que le premier commentaire officiel sur la démission du gouvernement koweïtien n'est venu qu'après la confirmation de la nouvelle par... l'inévitable ambassadeur des Etats-Unis !

VÉRONIQUE MAURIS

Les Koweïtiens ont accueilli avec scepticisme la démission du gouvernement

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Présentée officiellement par le premier ministre, Cheikh Saad, comme une mesure « normale » après les bouleversements intervenus, la démission du gouvernement a été accueillie avec beaucoup de scepticisme par les Koweïtiens, dont la principale préoccupation demeure le rétablissement de l'électricité, de l'eau et de la distribution alimentaire. « Sans cela, inutile de parler », confie ainsi un des dirigeants du Forum démocratique, qui estime que « l'urgence de la situation prime par l'instant sur le débat politique, tant la population est fatiguée et incapable d'écouter ». Il ajoute qu'en tout état de cause « l'opposition n'est pas prête à partager la responsabilité des carences du gouvernement dans la remise en ordre du pays ».

Décidée sous la pression du mécontentement populaire, cette démission est certes, selon M. Khaled Najjar, « un signe positif », mais il soupçonne que « cela peut être aussi une simple tentative de calmer la colère et de dissuader une opposition pour l'instant unie dans sa dénonciation des autorités ».

Dans l'attente de la formation d'un nouveau cabinet, qui devrait intervenir rapidement - on parle d'un délai maximum d'une semaine - certaines personnalités de l'opposition, comme M. Ali Bedah, posent trois conditions à une éventuelle participation au gouvernement : « L'engagement de celui-ci à appliquer la Constitution de 1962 ; la fixation de la date des élections pour un nouveau Parlement et la mise à l'écart des ministres qui ont failli, spécialement ceux appartenant à la famille Al Sabah ». L'opposition

réclame, à cet égard, le départ des ministres de la défense, des affaires étrangères, de l'intérieur et des finances, tous membres de la famille régnante. En l'état actuel des choses, cette participation de l'opposition semble exclue. On ne se bouscule pas pour entrer dans un gouvernement qui aura la difficile tâche de gérer une situation catastrophique sur le plan matériel et quelque peu incertaine sur le plan politique.

Dans ces conditions, beaucoup de Koweïtiens craignent que le nouveau gouvernement ne soit qu'un reflet de l'ancien, avec des permutations qui donneraient l'illusion du changement. L'incapacité des autorités à relever les défis immédiats qui se posent au pays alimente en tout cas le discours d'une opposition qui a d'autant plus de facilités à dénoncer la faillite de la famille Al Sabah que celle-ci, dans son exil saoudien, ne s'était pas montrée avare de promesses.

« Oh en est, affirme à cet égard M. Khaled Najjar, le plan de trois mois dont nous parlait la radio officielle ? Oh sont les 900 millions de contrats prétendument signés pour une remise en ordre rapide du pays ? On nous dit que l'armée américaine est capable de remettre en route l'électricité en cinq jours, pourquoi le gouvernement s'y oppose-t-il, si ce n'est pour profiter de contrats plus avantageux ? Dans une telle situation, est-ce le moment ? » Il serait temps de séparer les affaires de la famille Sabah et du gouvernement », ténacité, pour sa part, M. Hamed Bouchra, qui, comme beaucoup ici, craint que le cataclysme passé, tout ne redevienne comme avant.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lente reprise à Koweït-Ville

« Le problème, c'est qu'on ne peut rien acheter ! »

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Trois savons, cinq biberons, une cartouche de cigarettes, dix boîtes de chapelure, deux tubes de colle et un de crème solaire : l'étalage de l'ex-blanchisserie du Liban, soigneusement aligné sur des cartons devant la boutique déserte, n'est guère alléchant. C'est tout ce qu'il reste des stocks cachés pendant l'occupation irakienne. Mais la marchandise arrivera bientôt, importée par camions d'Arabie saoudite, assurant les propriétaires, deux frères égyptiens souriants, aimables, aussi fiers de leur « affaire » que s'ils vendaient des bijoux place Vendôme.

L'esprit d'entreprise commence timidement à renaitre à Koweït-Ville. Ça et là, quelques barbiers, quelques coiffeurs, une poignée de petits garages, ont levé leurs rideaux. Le premier journal de la résistance, d'abord photocopié dans une école maternelle, a trouvé, depuis peu, une vraie imprimerie et distribue chaque jour à vingt mille exemplaires - le quart du tirage des anciens quotidiens nationaux - un tabloïd de huit pages parfaitement imprimé.

Cet embryon de vie économique paraît désirable à qui a connu le Koweït de naguère, opulent, frénétique, grisé par les pétrodollars, voué à la finance, aux loisirs et à la consommation. Un Koweït désormais mythique, dont même les principaux responsables n'osent prédire le retour. « Nous sommes confrontés à un désastre économique », a souligné d'entrée de jeu Cheikh Salem Abdelaziz Al Sabah, gouverneur de la Banque centrale et

membre de la famille royale, en présentant à la presse, mardi 19 mars, un état des lieux économique pour le moins flou.

A quand la reconstruction, le redémarrage ? « Nous devons admettre que ce sera une tâche difficile », a-t-il répondu, en énumérant les dégâts causés par l'Irak : exportations et revenus pétroliers réduits à zéro « sans doute pour longtemps », pillage non chiffrable, à l'exception des 950 000 dollars d'or dérobés à la Banque centrale, destruction des infrastructures, etc.

Bons et mauvais dinars

La reconstruction sera-t-elle financée par emprunt ou par vente d'actifs ? La décision n'a pas encore été prise. Grâce aux quelques 100 milliards de dollars accumulés et placés à l'étranger avant la guerre - dont seule une vingtaine a été absorbée par le financement des forces alliées -, « a priori l'émirat conserve amplement de quoi voir venir... »

Le secteur privé, naguère florissant et « qu'il faut réactiver », sera-t-il indemnisé de ses pertes et comment ? Les assurances, pour la plupart, ne marcheront pas, sauf si le cas de guerre a été explicitement prévu dans le contrat. Quant à verser des indemnités publiques, c'est une autre affaire. « Le gouvernement pense que l'Irak doit payer », a répondu Cheikh Salem, sans cacher son scepticisme.

Les autorités monétaires se sont enfin décidées à parer au plus pressé. Lundi 19 mars, a annoncé Cheikh Salem, les banques koweïtiennes ont recommencé à faire face à leurs obliga-

tions vis-à-vis de l'étranger. Dimanche prochain, elles devraient reprendre une activité interne, à une échelle toutefois réduite. Le taux de change des quelques 700 millions de nouveaux dinars imprimés à Londres - qui seront, en principe, mis en circulation à partir de dimanche - n'a toujours pas été officiellement fixé ; mais il sera « très proche de l'ancien » : 2,8748 dollars pour 1 dinar, soit environ 17 francs, a précisé le gouverneur.

Pas question toutefois de reprendre les anciens dinars koweïtiens volés à la Banque centrale pendant l'occupation, ni les nombreux dinars irakiens imposés comme monnaie pendant sept mois par les occupants. Les Koweïtiens ayant, pendant cette période, tiré de l'argent frais de la Banque, ne perdront rien puisque, comme prévu (le Monde du 19 mars) les comptes bancaires seront gérés à compter du 2 août.

Seront, en revanche, pénalisés tous ceux qui ont touché des « mauvais dinars » à l'occasion de transactions, ou ceux qui ont perçu de la monnaie irakienne, ce qui est le cas de la quasi-totalité des fonctionnaires.

Seule mesure de compensation : les Koweïtiens, les vrais - pas les expatriés -, restés au pays pendant l'occupation, recevront de l'Etat une indemnisation forfaitaire de 500 dinars, soit environ 8 600 francs par personne. Une « somme inutile », s'empresse de le dire la plupart des gens ont de l'argent chez eux ; le problème, ici, c'est qu'on ne peut rien acheter ! »

V. M.


L'émirat demanderait le blocage de comptes bancaires irakiens « clandestins »

Le Koweït menacerait de retirer ses capitaux des banques européennes qui ne bloqueraient pas les fonds irakiens clandestinement déposés chez elles, affirme le Financial Times dans son édition du jeudi 21 mars.

Selon le quotidien britannique, ces fonds, qui pourraient atteindre 5 milliards de dollars (environ 27 milliards de francs), auraient été versés par Bagdad, avant et après l'invasion du Koweït en août 1990, sur des comptes ouverts au nom de particuliers ou de sociétés pour masquer leur origine et permettre ainsi qu'ils échappent au gel des dépôts officiels irakiens décrété par l'ONU.

L'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis affirme que, à l'issue d'une enquête de plusieurs mois menée par une agence privée américaine pour le compte du gouvernement koweïtien, celui-ci détenait des informations qui prouvent que des capitaux irakiens ont été transférés dans des banques en Suisse et à Londres.

Les entreprises françaises ont encore toutes leurs chances au Koweït selon M. Rausch. - Les entreprises françaises ont encore toutes leurs chances au Koweït, ce marché n'étant en rien devenu le monopole des Etats-Unis, a souligné, mercredi 20 mars, le ministre du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch. « Rien n'est encore joué », puisqu'au-delà de la phase d'urgence, qui ne porte que sur des montants relativement modestes, la reconstruction du Koweït s'étalera sur des mois, a ajouté le ministre. « Tout le monde me paraît donc placé à ce stade à la même enseigne ». M. Despons, directeur des relations économiques extérieures, a souligné qu'« il y a une mobilisation générale de l'administration pour aider les entreprises françaises ». « S'il faut du crédit, il y en aura sans limites », a-t-il conclu.



ISMAIL KADARÉ

Printemps albanais

Chronique, lettres, réflexions

Fayard

Voilà un précieux document. Étant donné l'immense popularité de Kadare en Albanie, il aura certainement des conséquences sur l'avenir politique du "pays des aigles".

Nicole Zand, Le Monde

FAYARD

L'édition albanaise est en vente chez le même éditeur.

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

IRAK : la répression de l'insurrection par les troupes de M. Saddam Hussein

Les Etats-Unis ont mis leurs menaces à exécution en abattant un avion irakien

Les Etats-Unis, qui avaient menacé d'abattre tout appareil irakien prenant l'air en violation du cessez-le-feu provisoire, ont mis, mercredi 20 mars, leurs menaces à exécution. Pour la première fois depuis la fin des hostilités dans le Golfe, l'avion américain a abattu un avion irakien. Avertissement d'autant plus significatif que l'appareil irakien en question évoluait près de Takrit, ville natale de Saddam Hussein et de ses plus proches collaborateurs.

« Si d'autres avions violent l'accord, ils seront abattus. Mais je ne pense pas qu'il soit probable que cela se produise », a déclaré le président George Bush. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a souligné pour sa part que cette opération ne signifiait pas une reprise des hostilités contre l'Irak. « Nous nous conformons simplement au cessez-le-feu, comme nous l'avons signifié aux Irakiens. »

Selon le porte-parole du commandement américain à Ryad, deux appareils irakiens avaient été repérés par un avion-radar AWACS. L'un de ces deux appareils, un Sukhoï-22, a été abattu

par un F-15 et l'autre a préféré « se poser de lui-même après l'engagement ».

Dimanche dernier, les chefs militaires alliés avaient de nouveau rencontré leurs homologues irakiens et les avaient avertis que tout appareil prenant l'air courrait le risque d'être abattu. Ce même avertissement avait été transmis quelques jours auparavant par le général Norman Schwarzkopf dans une lettre aux dirigeants irakiens. Ces derniers avaient demandé l'autorisation de faire voler certains appareils dans l'espace aérien irakien, mais les Etats-Unis avaient rejeté cette demande.

Les Kurdes ont consolidé leurs positions

M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a déclaré à Damas que des hélicoptères irakiens avaient bombardé mercredi les puits de pétrole situés près de Kirkouk. Les Etats-Unis avaient accusé mardi l'Irak d'utiliser des hélicoptères contre les rebelles kurdes. Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait déclaré devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants que le président Bush déciderait de l'action à mener si l'Irak persistait dans ces

Un reportage diffusé jeudi matin par la Japanese Broadcasting Corporation, montre des images de rebelles kurdes dansant mardi dans les rues de Kirkouk en signe de victoire. Ce reportage, le premier tourné par une équipe de journalistes étrangers sur les lieux mêmes des combats, montre aussi des hélicoptères irakiens attaquant les positions tenues par les insurgés.

Selon l'UPK, les insurgés kurdes ont consolidé leurs positions dans les provinces septentrionales de Tassime, Dohouk, Souleimaniyeh et Irbil. Ils contrôleraient les champs pétrolifères du Nord ainsi qu'une bonne part des provinces de Ninive, Salaheddin et Diyala, au nord de Bagdad. Le chef de l'UPK a précisé à Damas que les dirigeants de l'opposition s'installeraient prochainement au Kurdistan libéré pour coordonner les activités de la rébellion du Nord kurde et du Sud chiite. « La libération du Kurdistan irakien est un événement unique dans l'histoire. C'est la première fois que le peuple kurde contrôle toutes les cités et les villes kurdes ainsi que les installations économiques et militaires de la région. »

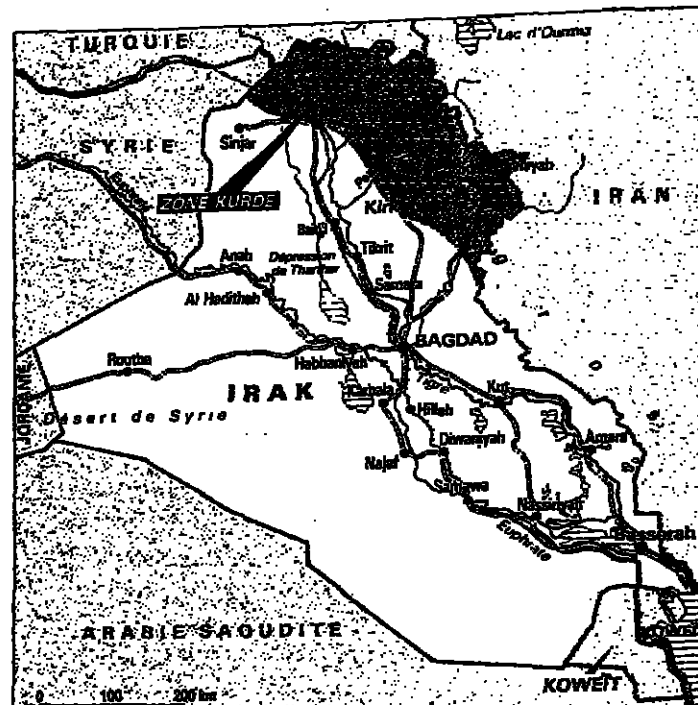
Par ailleurs, selon l'agence iranienne IRNA, les forces irakiennes « égarées des gens » dans la ville sainte de Karbala (sud de l'Irak) soumise, selon des réfugiés, à d'in-

tenses bombardements. D'après l'organisation islamiste chiite Daawa, les forces de Bagdad ont ligoté des civils sur des blindés à Bassorah et s'en servent comme boucliers humains. Des civils seraient regroupés à Bassorah et dans d'autres villes du sud dans de vastes enclos, sans eau ni nourriture, afin de vider les villes de leurs habitants et de s'en emparer plus facilement.

« Viols et meurtres d'innocents »

En revanche, l'agence irakienne IRNA a rapporté une déclaration du gouverneur de Bassorah, Abdallah Ajzani - tué au cours de l'insurrection, selon la radio de Téhéran - qui a accusé les insurgés d'avoir commis « des viols et des meurtres d'innocents et de membres du Baas ». Le président Saddam Hussein a pour sa part reçu mercredi la plus haute autorité religieuse chiite dans le monde, le grand ayatollah Aboul Kasseem El Khoei. « Grâce soit rendue au Dieu tout puissant, vous avez réussi à écraser cette sédition », a dit ce dernier à la télévision irakienne.

Le dignitaire religieux, qui vit dans la ville sainte de Najaf, ne s'était pas manifesté pendant la guerre irano-irakienne et avait fait



l'objet de critiques à Téhéran pour ne pas avoir pris parti pour l'Iran. Certains opposants irakiens avaient fait état de son soutien aux soulèvements antigouvernementaux, mais il a qualifié les rebelles

An Conseil de sécurité

Nouveau projet de résolution américain sur les conditions d'un cessez-le-feu permanent

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se sont réunis, mercredi 20 mars, afin de prendre connaissance d'un nouveau projet de résolution américain sur les conditions d'un cessez-le-feu permanent en Irak. Selon des sources diplomatiques, ce projet à l'état d'esquisse prévoit la proclamation d'un cessez-le-feu formel si l'Irak détruit ses armes chimiques et biologiques, renonce au terrorisme, accepte une démarcation claire de la frontière avec le Koweït, le long de laquelle pourraient être déployés des observateurs de l'ONU.

Cette résolution devrait également préciser certains points de celle adoptée le 2 mars, qui fixait déjà plusieurs conditions à l'Irak pour tout cessez-le-feu formel. Différents mécanismes seraient insti-

tués afin de veiller au paiement de dommages de guerre par l'Irak, de s'assurer que tous les biens saisis au Koweït retourneront à leurs propriétaires publics ou privés, et que tous les civils détenus en Irak rentreront chez eux.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité devaient se réunir jeudi afin de discuter de ce projet, qui doit obtenir l'agrément de chacun (Chine, France, Grande-Bretagne et URSS en plus des Etats-Unis) avant d'être présenté aux dix membres non permanents. Cette résolution viserait notamment à accélérer le rapatriement des troupes alliées déployées dans le sud de l'Irak. (AFP, Reuters.)



Selon l'ancien ambassadeur américain au Koweït

Washington a sous-estimé la « stupidité » de M. Saddam Hussein

Sortant de l'ombre pour la première fois depuis huit mois, le dernier ambassadeur américain à Bagdad, M. April Glaspie, a déclaré mercredi, 20 mars, que les Etats-Unis avaient commis l'erreur de ne pas réaliser avant l'invasion du Koweït que le président irakien Saddam Hussein était « stupide », « ignorant » et « imperméable à la logique ».

M. Glaspie, dont la prestation et les erreurs d'analyse en Irak avaient suscité de vives controverses, avait entrepris de faire entendre sa version des faits, en s'exprimant devant la commission sénatoriale des affaires étrangères.

Elle a ainsi rapporté comment M. Saddam Hussein avait « rendu les armes » lors d'un tête-à-tête, le 25 juillet dernier, où elle l'avait averti que les Etats-Unis ne toléreraient pas le recours à la force.

Furieux également d'apprendre que les Etats-Unis allaient mener des manœuvres conjointes avec les Emirats arabes unis, après s'être interrompu pour donner un coup de téléphone au président égyptien Hosni Mubarak, M. Saddam Hussein « m'a déclaré qu'il voulait que je dise au président (George) Bush qu'il ne réglerait pas ses problèmes avec le Koweït par la violence », a déclaré M. Glaspie. Le lendemain, toutes les attaques contre le Koweït avaient disparu des

journaux. « C'était une tromperie délibérée », a-t-elle constaté. L'ambassadeur a quitté Bagdad le 30 juillet, et le 2 août l'armée irakienne s'empara du Koweït. Le 11 septembre, l'Irak publiait ce qu'il présentait comme un enregistrement de cette rencontre, attribuant à M. Glaspie cette phrase : « Nous n'avons pas d'opinion sur les conflits interarabes, comme votre différend territorial avec le Koweït. » La diplomatie était depuis restée pratiquement au secret à Washington. Elle a expliqué aux sénateurs que cet enregistrement avait été trafiqué. Elle avait dit au maître de Bagdad que Washington ne prenait pas parti dans les différends territoriaux qui divisaient presque tous les pays arabes, mais insistait pour qu'ils ne soient pas réglés « par la menace, l'intimidation, et encore moins l'agression ».

« Il était en train de gagner »

M. Glaspie a toutefois reconnu que les Etats-Unis, pas plus que le reste du monde, et en particulier les voisins de l'Irak, n'avaient compris que Saddam Hussein « était imperméable à la logique et à la diplomatie ». Le dernier entretien qu'il ait eu avec un ambassadeur remontait à novembre 1984, a-t-elle souligné. « Il était totalement

isolé et extrêmement ignorant ». L'erreur d'analyse, a estimé la diplomate, tenait sans doute à deux facteurs. D'une part, à chaque brouille avec le Koweït, depuis 1983, l'Irak avait pris l'habitude de faire des incursions limitées en territoire koweïtien, et les concentrations de troupes dans le sud du pays ont été simplement interprétées comme une nouvelle démonstration de force.

« Mais je crois que ce qui a vraiment conduit les gens à croire qu'il n'envahirait pas le Koweït, c'est qu'il était en train de gagner », a poursuivi M. Glaspie.

« Il était clair que les Arabes allaient lui donner l'aide qu'il exigeait, ils allaient annuler ses dettes. Notre erreur, comme celle de tous les gouvernements du monde, est d'avoir cru qu'il était stupide, qu'il ne croyait pas les avertissements clairs et répétés que nous défendions nos intérêts vitaux. »

L'ambassadeur a encore estimé qu'avant la crise les Etats-Unis ont cherché à « éduquer » le président irakien, en lui faisant miroiter des relations normales avec Washington, s'il respectait les droits de l'homme et expulsait un terroriste comme le Palestinien Aboul Abbas, qu'il laissait transiter par l'aéroport de Bagdad. (AFP, Reuters.)

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Téhéran et Ryad ont...

L'Iran et l'Arabie saoudite, après trois années de rupture, ont annoncé officiellement, mercredi 20 mars, la reprise de leurs relations diplomatiques (nos dernières éditions du 21 mars). Prochain effet le 26 mars, cette décision était pratiquement acquise depuis la rencontre dimanche à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, entre le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayyal.

L'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques, le 26 avril 1988, quelques mois après le « vendredi noir » du 31 juillet 1987 au cours duquel plus de 400 pilotes, dont 275 iraniens, avaient été tués à La Mecque lors d'affrontements avec

les forces de l'aviation saoudite. Les efforts pour rétablir les relations diplomatiques ont été poursuivis par le prince Saoud El Fayyal, ministre des affaires étrangères saoudien, et le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Une annonce officielle a été faite par le prince Saoud El Fayyal, ministre des affaires étrangères saoudien, et le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Une annonce officielle a été faite par le prince Saoud El Fayyal, ministre des affaires étrangères saoudien, et le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati.

Premier pas vers une normalisation entre l'Egypte et l'Irak

Changement de ton dans les relations égypto-iraniennes : le président Hosni Mubarak a adressé un message à son homologue iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui lui sera remis par M. Ahmed Nassef, le nouveau chargé des intérêts de l'Irak au Caire, lors de son arrivée à Téhéran le 26 mars.

LE CAIRE

de notre correspondant

Cette mission constitue un premier signe concret vers la normalisation des relations entre les deux pays. Les relations diplomatiques entre le Caire et Téhéran avaient été rompues en avril 1979, à la suite de la décision du président Sadate de livrer le chah, qui avait obtenu l'asile politique en Egypte. La tension est devenue franchement hostile quand le rais défait a qualifié l'imam Khomeiny de « faux » et, surtout, après sa décision, en 1981, de fournir des armes à l'Irak, en guerre contre l'Iran. Téhéran a répliqué en soutenant les mouvements extrémistes musulmans égyptiens, dont un commando a assassiné Anouar El Sadate en octobre 1981.

Les rapports ne se sont pas améliorés avec l'accession au pouvoir du président Mubarak. Le nouveau chef, quelques mois après son arrivée à la présidence, mettait en garde Téhéran contre toute atteinte aux intérêts et à la sécurité de l'Egypte.

PROCH

Solution de compromis à la crise g...

BEYROUTH

de notre correspondant

Le gouvernement libanais s'est réuni à Beyrouth, pour la première fois depuis trois mois qu'il existe. A cette occasion, il a pris plusieurs décisions importantes : tout d'abord, la dissolution des milices. Mais il ne s'agit encore que d'une décision de principe, dont les détails et les modalités restent à déterminer par une commission mixte libano-syrienne. Ensuite, les ministres ont décidé de former trois autres commissions pour étudier le problème de la nomination des députés supplémentaires, celui du retour des personnes déplacées et, enfin, celui des relations privilégiées avec la Syrie. En attaquant à une question épineuse qui menaçait de faire éclater la fragile coalition d'« ententes nationales », et en restant au plan des principes sur les autres, le gouvernement libanais - secouru par l'attention sanglante qui a fallu coûter la vie au ministre de la défense (Le Monde du 21 mars) - semble avoir réussi à accorder au pays une nouvelle période de calme, dans

l'attente d'un problème de la guerre. Le dénouement de la crise libanaise n'est pas simple. Les libanais ont obtenu que de la décision libanaise et de la décision syrienne. Le fait que une solution de compromis a été trouvée, sans que les deux camps ne se soient jamais rencontrés, est un succès. Le fait que une solution de compromis a été trouvée, sans que les deux camps ne se soient jamais rencontrés, est un succès.

Le mois de la 309 chez NEUBAUER
Exceptionnel jusqu'au 30 avril :
Votre 309 superéquipée PLUS

- Alarme
- Toit ouvrant
- Poste de radio
- Tatouage des glaces

GRATUIT !

NEUBAUER PEUGEOT

- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
- 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.81.15.58
- 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
- 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

Centre Georges Pompidou
Bibliothèque publique d'information

En présence de Georges Kiejman
Ministre délégué auprès du Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice

PROCES PENAL ET DROITS DE L'HOMME

émergence d'une conscience européenne, héritages culturels et résistance des pouvoirs

Colloque Européen : 26/27 mars 1991

Grande Salle du Centre Georges Pompidou

BULLETIN D'INSCRIPTION Date limite : 15 mars 1991 A retourner à :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Programme

26 MARS 1991
9 h 30 - 10 h
Séance inaugurale

10 h - 12 h
Le temps des réformes en Europe.

14 h - 16 h
Quels droits pour l'homme en procès ?

16 h 30 - 18 h 30
Ce que disent les professionnels, ce que pensent les justiciables.

27 MARS 1991
9 h 30 - 12 h 30
Procès en images, images en procès.

14 h 30 - 16 h 30
Le procès pénal en démocratie.

16 h 45 - 18 h 30
Séance de clôture

Renseignements : 42 77 12 33 poste 45 14

Salle d'actualité de la BPI / Débats
Jean-Luc Villard
Bibliothèque publique d'information
75197 PARIS CEDEX 04

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Après trois ans de rupture

Téhéran et Ryad ont rétabli leurs relations diplomatiques

L'Iran et l'Arabie saoudite, après trois années de rupture, ont annoncé officiellement, mercredi 20 mars, la reprise de leurs relations diplomatiques (nos dernières éditions du 21 mars). Prenant effet le 26 mars, cette décision était pratiquement acquise depuis la rencontre dimanche à Mascate, capitale du sultanat d'Oman, entre le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, et son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayçal.

L'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques, le 26 avril 1988, quelques mois après le « vendredi noir » du 31 juillet 1987 au cours duquel plus de 400 pèlerins, dont 275 iraniens, avaient été tués à La Mecque lors d'affrontements avec

les forces de l'ordre. Du coup, tous les efforts pacifiques de la diplomatie iranienne qui avait réussi, depuis près de deux ans, à détacher en partie l'Arabie saoudite du camp irakien, étaient remis en question. Le principal artisan de cette politique de rapprochement avec Ryad, l'homme d'État iranien, fut le premier à déclencher les hostilités en dénonçant les « hooligans wahabites », la « dynastie corrompue des Al Saoud » qu'il fallait déraciner et priver du contrôle des lieux saints, ainsi que des richesses du sous-sol « qui appartiennent au monde de l'islam ».

Une véritable déclaration de guerre, inspirée vraisemblablement par l'imam Khomeiny qui n'a jamais cessé de nourrir une haine tenace à l'égard de la famille Al Saoud. « Aucune eau, aucune fontaine sacrée », avait affirmé le Guide de la révolution dans une proclamation à l'oumma (communauté islamique) ne peut laver le crime du « vendredi noir » des dirigeants saoudiens, désormais marqués pour

l'éternité du sceau du déshonneur. En fait, l'un des rêves impossibles de l'imam avait été d'enlever à la dynastie wahabite « lâche et incroyante » la tutelle des lieux saints de La Mecque et de Médine pour la confier à une juridiction religieuse islamique indépendante de Ryad.

L'épineuse question des quotas

Cette idée obsessionnelle devait transformer en véritable cauchemar, pour les responsables saoudiens de la sécurité saoudienne, tous les pèlerins (hadj) qui eurent lieu après la création de la République islamique de Téhéran et qui devinrent autant de tentatives d'exporter les conceptions islamiques du nouveau régime iranien. Pour l'imam Khomeiny, « aborder les problèmes politiques au cours du hadj constitue un droit divin imprescriptible », alors que la loi saoudienne interdit « toute politique » durant le hadj.

En septembre 1982, conduisant le pèlerinage, l'homme d'État iranien Moassavi Khoeini - mentor des étudiants qui avaient pris d'assaut l'ambassade des États-Unis en novembre 1979 - avait été expulsé avec une centaine d'agitateurs chevronnés. En 1986, 51 kilos d'explosifs étaient saisis dans les bagages d'un groupe de pèlerins iraniens, aussitôt refoulés.

C'est dans ce climat de méfiance mutuelle que survint le « vendredi noir » de juillet 1987, qui devait conduire huit mois plus tard à la rupture entre les deux capitales. Auparavant, une tentative de médiation de la dernière chance, conduite par le chef de la diplomatie algérienne, M. Ahmed Taleb Ibrahim, avait échoué devant l'intransigence des deux parties.

Pour éviter la répétition de ces sanglants événements, l'Arabie saoudite décidait de réduire le quota des pèlerins de chaque pays islamique, fixant à 45 000 au lieu de 150 000 le nombre des iraniens autorisés chaque année à participer au hadj. Et Téhéran répliquait par le boycottage du pèlerinage.

L'épineuse question des quotas vient d'être réglée aux termes d'un accord de compromis intervenu à Mascate entre les chefs de la diplomatie des deux pays. Selon le *Tehran Times*, 110 000 pèlerins iraniens - et non 150 000 comme le souhaitait Téhéran - se rendront en juin prochain au hadj, mettant fin ainsi au boycottage.

Les autorités iraniennes se seraient engagées à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que l'arrivée des pèlerins dans la « maison de Dieu » ait lieu dans le calme, renonçant ainsi au principe sacro-saint de Khomeiny selon lequel la politisation du hadj constitue un « droit divin imprescriptible ».

JEAN GUEYRAS

En raison de l'attitude d'Amman pendant le conflit

Le Sénat américain a voté la suppression de l'aide à la Jordanie

Le Sénat américain a voté, mercredi 20 mars, la suppression de l'aide à la Jordanie pour 1991 en raison de l'attitude de ce pays vis-à-vis des États-Unis pendant la guerre du Golfe. La décision du Sénat a été prise par acclamations. Les sénateurs avaient auparavant rejeté, par 57 voix contre 43, un amendement pour le maintien d'une aide à la Jordanie. L'aide économique et militaire pour l'exercice budgétaire en cours (année fiscale 1991) avait été fixée à 57 millions de dollars.

« Nous sommes à l'évidence très déçus que cette action (du Sénat) restreigne la marge de manœuvre du président en ce qui concerne la Jordanie à un moment où nous avançons avec précaution dans un processus de paix compliqué au Proche-Orient », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, en soulignant que l'administration américaine tenterait de faire échec à ce texte (un amendement à un projet de loi) soit quand il sera étudié par la Chambre des représentants, soit en conférence des deux chambres.

L'administration américaine avait décidé le 6 février de réexaminer le montant de son aide à la Jordanie à la suite d'un violent discours antiaméricain du roi Hussein. Elle n'avait cependant jamais annoncé la résultat de cette révision. (AFP)

ALEXANDRE BUCCIANTI

Premier pas vers une normalisation entre l'Égypte et l'Iran

Changement de ton dans les relations égypto-iraniennes : le président Hosni Moubarak a adressé un message à son homologue iranien Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, qui lui sera remis par M. Ahmed Nameq, le nouveau chargé des intérêts de l'Égypte en Iran, lors de son arrivée à Téhéran le 26 mars.

LE CAIRE

de notre correspondant

Cette mission constitue un premier signe concret vers la normalisation des rapports entre les deux pays. Les relations diplomatiques entre Le Caire et Téhéran avaient été rompues en avril 1979, à la suite du refus du président Sadate de livrer le chah, qui avait obtenu l'asile politique en Égypte. La tension est devenue franche hostilité quand le raïs défunt a qualifié l'imam Khomeiny de « fou » et, surtout, après sa décision, en 1981, de fournir des armes à l'Irak, en guerre contre l'Iran. Téhéran a répliqué en soutenant les mouvements extrémistes musulmans égyptiens, dont un commando a assassiné Anouar El Sadate en octobre 1981.

Les rapports ne se sont pas améliorés avec l'accession au pouvoir du président Moubarak. Le nouveau raïs, quelques mois après son arrivée à la présidence, mettait en garde Téhéran contre toute atteinte aux intérêts et à la sécurité de

l'Égypte. En août 1984, à la suite de l'explosion d'une série de mines dans le golfe de Suez et en mer Rouge, les responsables égyptiens ont accusé l'Iran d'être le commanditaire de l'opération, réalisée par un cargo libyen. A la suite de cette affaire, Le Caire a intensifié l'envoi d'armes et d'experts militaires « volontaires » en Irak. En mai 1987, à la suite d'un attentat commis par un commando islamiste contre un ancien ministre égyptien de l'intérieur, le dernier lien entre Le Caire et Téhéran a été rompu avec la fermeture de la section chargée des intérêts de l'Iran en Égypte. Toutefois, après le rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Damas, en décembre 1989, la tension a commencé à baisser entre l'Égypte et l'Iran. En août 1990, l'invasion du Koweït par l'Irak a retardé un rapprochement tenté à l'occasion du sommet de l'Organisation de la Conférence islamique - au Caire, - et alors que le représentant de l'Iran avait annoncé que son pays allait faire un geste de bonne volonté en libérant tous les Égyptiens faits prisonniers durant la guerre contre l'Irak.

Aujourd'hui, les conditions semblent réunies pour que la normalisation entre Le Caire et Téhéran progresse assez rapidement. L'Iran ne paraît plus, aux yeux des Égyptiens, être le grand exportateur de révolution islamique qu'il était, et les deux pays sont d'accord sur un point au moins : leur hostilité ouverte au président Saddam Hussein.

ALEXANDRE BUCCIANTI

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Solution de compromis pour mettre fin à la crise gouvernementale

BEYROUTH

de notre correspondant

Le gouvernement libanais s'est réuni au complet, mercredi 20 mars à Beyrouth, pour la première fois depuis trois mois qu'il existe. A cette occasion, il a pris plusieurs décisions importantes : tout d'abord, la dissolution des milices. Mais il ne s'agit encore que d'une décision de principe, dont les détails et les modalités restent à déterminer par une commission ministérielle.

Ensuite, les ministres ont décidé de former trois autres commissions pour étudier le problème de la nomination des députés additionnels, celui du retour des personnes déplacées et, enfin, celui des relations privilégiées avec la Syrie. En s'attaquant à une question épineuse qui menaçait de faire éclater la fragile coalition d'« entente nationale », et en restant au plan des principes sur les autres, le gouvernement libanais - secondé par l'attentat sanglant qui a failli coûter la vie au ministre de la défense (le *Monde* du 21 mars) - semble avoir réussi à accorder au pays une nouvelle période de calme, dans

l'attente d'un règlement des grands problèmes régionaux au lendemain de la guerre du Golfe.

Le dénouement de la longue crise gouvernementale est intervenu selon un schéma qui se dessinait depuis plusieurs jours. Le chef des Forces libanaises (FL), M. Samir Geagea - qui boycottait jusqu'alors le gouvernement - en a démissionné tout en acceptant qu'un membre du bureau des FL, M. Roger Dib, le remplace au poste de ministre d'État sans portefeuille. Son allié, M. Georges Saadé, a, quant à lui, purement et simplement rallié le gouvernement.

En contrepartie, M. Geagea aurait obtenu que la mise en application de la décision de dissolution des milices et celle de la nomination des députés soient retardées. Le fait que le chef des FL ait mis une sourdine à sa politique d'obstruction est attribué aux « conseils » américains, ainsi qu'à son sens des réalités. M. Geagea aurait su, une fois de plus, s'arrêter à temps. Bien que l'on démente, de source américaine, qu'une rencontre ait eu lieu à Chypre avec des émissaires des FL, il est clair que ces dernières ont commencé à changer d'attitude après la visite à

Damas du secrétaire d'État américain. Les autorités syriennes avaient alors laissé entendre à M. James Baker qu'elles étaient décidées à en finir avec le refus des FL.

LUCIEN GEORGE

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

Le guide du courrier facile

220 modèles de lettres pour tous et pour toutes les situations

AFRIQUE

TUNISIE : trente-cinquième anniversaire de l'indépendance

Le président Ben Ali se félicite de l'entente avec l'opposition pendant la crise du Golfe

Le président Ben Ali s'est montré plutôt satisfait de « l'adhésion responsable et spontanée aux positions officielles » de l'ensemble de la classe politique et, en particulier, des partis d'opposition, tout au long de ces derniers mois. Le chef de l'Etat, qui s'adressait à la nation, mercredi 20 mars, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de l'indépendance, a souhaité que cet « esprit d'entente et de coopération » puisse perdurer.

TUNIS

de nos envoyés spéciaux

Si « impérieuse » qu'elle soit, la réconciliation nationale n'est encore qu'un vœu pieux. Aussi, « convaincu de la nécessité du pluralisme », M. Ben Ali a-t-il répété qu'il demeurerait disposé à « faire évoluer les rapports politiques entre les différentes parties », notamment « en fonction de la sincérité de leurs intentions et de leur respect des lois ». Pour autant, le chef de l'Etat n'a pas illustré ses propos par l'annonce de nouvelles mesures de libéralisation de la vie politique. Il est vrai qu'un dialogue s'est amorcé, ces derniers semaines, entre le pouvoir et l'opposition légale, qui avait pris l'initiative d'écrire à M. Ben Ali en vue de « relancer le processus démocratique ».

Cette volonté de décrispation a été marquée par plusieurs rencontres avec trois émissaires du chef de l'Etat, qui seraient en train de rédiger leurs conclusions.

En revanche, le président a usé d'un ton très ferme pour dénoncer

Hâter l'intégration maghrébine

Dans un communiqué diffusé mardi, M. Rached Gannouchi, le président d'Ennahdha, avait affirmé que la direction de ce mouvement « n'avait ni organisé, ni planifié » cet attentat. Il n'avait pas formellement condamné celui-ci, qui, à l'en croire, est le fruit « d'une réaction irrationnelle de jeunes islamistes », face à la répression dont ils sont victimes.

Sans s'apaiser outre mesure sur l'après-guerre du Golfe, M. Ben Ali a insisté sur la nécessité de hâter le processus d'intégration maghrébine, « afin de créer un ensemble régional solide à l'intérieur de l'espace méditerranéen ». De même, le chef de l'Etat n'a-t-il évoqué que brièvement la lutte nationale pour l'indépendance, rendant hommage aux « éminentes figures » de l'époque, sans citer notamment l'ex-président Habib Bourguiba, qui, destitué pour « sénilité » le 7 novembre 1987, est contraint, depuis lors, de vivre en reclus.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ

Amérique du Nord. Embarquement immédiat.

NEW YORK	2995F
BOSTON	2995F
WASHINGTON	3395F
MIAMI	3700F
MONTREAL	2995F
TORONTO	3395F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Les nouveaux gouverneurs ont pris leurs fonctions dans une situation critique

Les gouverneurs des vingt-sept États brésiliens élus en novembre 1990 viennent de prendre leurs fonctions. Cette prise de pouvoir s'est faite dans une situation la plupart du temps difficile : la récession s'installe et les gouvernements locaux doivent affronter de multiples problèmes financiers et sociaux.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

En dépit d'une passation de pouvoir peu orthodoxe en raison du refus du nouveau gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola, d'être intronisé par son prédécesseur, M. Moreira Franco, la ville a fêté l'événement avec joie : le palais de Guanabara, siège du gouvernement de l'État, a accueilli des milliers d'invités et de badauds pour des réjouissances « populaires » sur fond de feux d'artifice, au rythme de la samba et des orchestres de rues. Des festivités comparables ont accompagné nombre de prises de fonctions dans les autres capitales du pays.

Les fêtes terminées, les nouveaux élus vont affronter une situation qui ne porte guère à l'enthousiasme. Certains États sont pratiquement en cessation de paiement. Dans le Mato-Grosso-do-Sul, une partie des 67 000 fonctionnaires - non payés depuis trois mois - occupent depuis quatre semaines les couloirs du palais du gouverneur à Campo-Grande. L'État de São-Paulo, le plus riche de la fédération, a dû retarder, à plusieurs reprises ces trois derniers mois, le versement des salaires de ses employés, et dans l'État de Piauí, les hôpitaux publics sont fermés pour cause de grève, le personnel n'étant plus rémunéré depuis quatre mois.

Plusieurs banques d'État ne doivent leur survie qu'à l'appui massif - et coûteux - de la Banque centrale. De multiples raisons expliquent, en dehors de la conjoncture nationale, ces faillites virtuelles. Les travaux publics entrepris par les États ont été parfois somptueux, ou le plus souvent mal contrôlés. C'est ainsi que le troisième pont de Florianópolis, dans l'État de Santa-Catarina, dont la construction était prévue pour durer quelques mois, a nécessité plusieurs années à un coût vingt fois supérieur à celui initialement prévu. Le gouverneur de Bahia, M. Nilo Coelho, a été accusé par la presse d'avoir construit un réseau routier de plus de 600 kilomètres, bénéficiant principalement à ses propriétés personnelles. Le gouvernement d'Amazonie a engagé la construction d'un « sambodrome » à Manaus, pour accueillir 60 000 personnes lors du carnaval annuel.

Un assassinat toutes les trois heures

Dans ce contexte, la population tente de survivre par tous les moyens. Dans les grandes villes, les occupations de terrain se multiplient. A Rio-de-Janeiro, ces « invasions » se sont produites à Jacarepaguá, dans la banlieue sud, où des centaines de personnes ont occupé des espaces en friche malgré l'intervention de la police, et à Gavea, toujours dans la zone sud, où une nouvelle favela est née de l'occupation de plus de 400 familles venues pour la plupart de celle, voisine, de la Rocinha. Au nord de la ville, aux abords des quartiers les plus pauvres, des milliers de sans-abri s'installent également sans qu'il existe un minimum de conditions sanitaires. Le chômage fait, lui, des ravages particulièrement visibles à São-Paulo, où là aussi de nouveaux « quartiers » naissent sans cesse.

COLOMBIE : trois policiers tués, plus de 50 militaires enlevés dans des affrontements entre forces de l'ordre et guérilla. - Trois policiers ont trouvé la mort, trois autres ont été blessés et plus de cinquante militaires ont été enlevés dans des affrontements, mercredi 20 mars, entre forces de l'ordre et unités de la guérilla, a-t-on appris de source officielle colombienne. Ces incidents se sont produits au cours de deux attaques de la guérilla, l'une contre la localité de Santa Elena del Opón, dans la province de Santander (nord-est du pays), l'autre dans la région de Magdalena Medio (400 km au nord de Bogotá). - (AFP.)

La pauvreté a son corollaire, une violence toujours plus grande. Les grandes métropoles comme Rio-de-Janeiro et São-Paulo en font principalement les frais. Selon les chiffres donnés par les responsables policiers des deux villes, le nombre mensuel moyen d'homicides est actuellement de 767 à São-Paulo et de 673 à Rio-de-Janeiro. Dans les deux cas, cela représente une augmentation de plus de 60 % en cinq ans. La situation est telle dans certaines banlieues, comme la Baixada Fluminense au nord de Rio-de-Janeiro, que les autorités sont totalement dépassées.

On estime, par exemple, que dans dans le seul quartier de Nova-Iguacu, un assassinat est commis toutes les trois heures et demie, et, là encore, ce chiffre est en augmentation constante. Le vice-gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Nilo Batista, qui exerce son ancienne charge de délégué général de la police de l'État, a annoncé son intention de passer un mois dans la Baixada Fluminense afin de connaître les causes du fléau et d'étudier les moyens d'y mettre un terme.

La violence n'épargne pas les États ruraux du pays. Dans le Para amazonien, au nord du pays, les meurtres de dirigeants syndicaux se multiplient. Le président du syndicat des travailleurs ruraux de Rio-Maria, Expedito Ribeiro de

Souza, a été assassiné le 2 février dernier. Un mois plus tard, son successeur, Carlos Cabral Pereira, a échappé de peu à un sort identique. Le gouvernement fédéral a dépêché ses forces de police pour le protéger, et le ministre de la justice, M. Jarbas Passarinho, a annoncé une opération de « désarmement » dans la région. En neuf ans, les conflits de la terre ont provoqué la mort de 383 personnes dans ce seul État.

« Administrer le chaos »

D'une manière générale, dans un pays constitué, selon le mot d'un observateur délaissé, « par des morceaux d'État plus que par un État », les gouverneurs doivent faire face à une accumulation de problèmes qui est à l'échelle même du Brésil : gigantesque. Le nouveau gouverneur de l'État du Paraíba (Nord-est), M. Ronaldo Cunha Lima, résumait cette situation à sa manière en évoquant la dette de l'État de 355 milliards de cruzeiros (7 milliards de francs environ), et les salaires non payés depuis trois mois de ses 114 000 fonctionnaires : « Je vais administrer le chaos ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

L'ancien dictateur panaméen Noriega s'est converti en prison au protestantisme baptiste

L'ex-agent de la CIA et ancien homme fort panaméen, Manuel Noriega, qui attend dans une prison de Floride le début de son procès fixé au 24 juin, vient d'opérer une nouvelle métamorphose : il vient de se convertir au protestantisme baptiste. Il est vrai que « Face d'assaut », comme on l'appelait au temps de sa splendeur, lorsque catholique par tradition et fétichiste vaudou par superstition, il mêlait trop ses intérêts à ceux des barons de la drogue colombienne, a eu une vision.

Le 15 mai 1990, il a reçu Jésus-Christ comme son sauveur, à 11 heures du matin, dans la petite pièce du Centre correctionnel métropolitain du comté de Dade, en Floride, où il est incarcéré. Le récit de cette étonnante conversion à l'américaine figure dans une de ses lettres écrites en espagnol, où Manuel Noriega explique sa rencontre avec Dieu, et que publie jeudi 21 mars le périodique religieux *Florida Baptist Witness* (le Témoin baptiste).

Selon l'avocat de M. Noriega, M. Frank Rubino, son client est devenu « un chrétien du renouveau » entre les quatre murs de sa prison de Miami, et deux évangélistes Cliff Brannon et Rudy Hernandez sont venus plusieurs fois le

visiter, lui donnant une « instruction biblique » et lui faisant lire une bible en espagnol. « Avant que le Christ pénètre dans ma vie, les réalités du monde matériel avaient la priorité dans ma vie quotidienne », écrit-il dans une autre lettre, ajoutant qu'il souffrait alors des « illusions de la grandeur », et que son cœur était « hermétique à l'Évangile ». Sera-t-il aujourd'hui plus ouvert au repentir et aux arguments des juges américains, qui le menacent de cent quarante-cinq ans de prison pour avoir touché des pots de vin du cartel de la drogue ? M. Rubino a précisé que la conversion de l'ex-dictateur, qui clame son innocence et se plaint d'être victime d'un procès politique, n'allait rien changer à sa défense.

M.-C. D.

Un pilote cubain a fait défection en Floride avec son Mig-27. - Un pilote cubain de Mig-27 a déscendu mercredi 20 mars en se posant aux commandes de son chasseur-bombardier sur la base navale américaine de Boca Chica (Floride), ont annoncé des responsables de cette base. A Washington, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que l'incident « semblait être une défection ». Il a refusé de fournir des détails. - (AFP.)

La police de New-York accusée à son tour de violences

Au moment où toute l'Amérique est scandalisée par les brutalités commises par la police de Los Angeles (le Monde du 7 mars) deux affaires viennent de mettre à son tour, mercredi 20 mars, la police new-yorkaise sur la sellette.

La justice a tout d'abord annoncé que cinq policiers du Queens venaient d'être inculpés d'homicide involontaire. Ils sont accusés d'avoir tué en février dernier le jeune Frederico Pereira (vingt et un ans) qu'ils avaient arrêté parce qu'ils pensaient qu'il se trouvait dans une voiture volée. Le procureur a indiqué que douze témoins avaient assuré que Pereira gisait à plat ventre sur le trottoir, les mains liées derrière le dos par des menottes, quand un officier de police lui avait passé les mains autour du cou. Pereira est mort d'asphyxie.

Par ailleurs, le quotidien *Newsday* révélait mercredi que M. Luz Diaz venait de déposer une plainte contre la police après que son fils sourd et muet de 16 ans ait été battu par deux policiers parce qu'il ne répondait pas à leurs questions.

Selon le jeune Arnaldo Deliz, qui a été appréhendé le 14 mars dernier alors que des policiers le soupçonnaient de vouloir voler une voiture, ceux-ci lui ont passé les menottes puis l'ont frappé au visage. Il souffre de contusions au visage. - (AFP.)

DIPLOMATIE

Les nouveaux rapports Est-Ouest

M. Vaclav Havel en visite au siège de l'OTAN

En visite officielle en Belgique, M. Vaclav Havel, président de la République tchécoslovaque, s'est rendu, jeudi 21 mars, au siège de l'OTAN. Au moins la moitié des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique étaient venus l'entendre. Venant du Luxembourg, le chef de l'État tchécoslovaque s'est entretenu à Bruxelles avec le roi Baudouin et avec les responsables de la Commission européenne. Il devait ensuite visiter les Pays-Bas et rencontrer, samedi à Paris, M. François Mitterrand.

BRUXELLES

de notre correspondant

M. Gorbatchev ayant reporté en janvier sa venue à l'OTAN, M. Havel est le premier chef d'État à honorer l'invitation faite aux dirigeants des pays d'Europe de l'Est par le sommet de Londres, au juillet 1990, à venir s'adresser au Conseil de l'Atlantique nord, comme témoignage de la détente. Cette visite a toutefois été précédée de nombreuses autres, effectuées par des responsables d'Europe centrale ou orientale, notamment celles de M. Edouard Chevardnadze, dès octobre 1989, et de M. Petre Roman, premier ministre de Roumanie, un an plus tard. Le discours que devait prononcer jeudi M. Havel et la déclaration écrite qui l'accompagne vont sans doute dans le sens souhaité par le secrétaire général de l'Organisation, M. Manfred Wörner, soucieux de conserver une raison d'être à son administration par

le renouvellement de ses missions. M. Wörner a fréquemment souligné que « l'alliance n'a pas besoin d'un ennemi pour exister ». « Elle cherche, écrivait-il dans le numéro de février de la *Revue de l'OTAN*, à transformer de manière fondamentale les relations de sécurité en Europe, plutôt qu'à simplement reproduire l'ancien modèle d'antagonisme Est-Ouest à des niveaux de forces réduits ».

Des invités venus de l'Est

Selon un haut fonctionnaire de l'OTAN, la visite de M. Havel servira à « planter le décor » pour développer le dialogue sur un continent qui a déjà « retrouvé son identité culturelle ». Beaucoup a déjà été fait en peu de temps. « Il y a deux ans, nos responsables de la sécurité se seraient évanouis s'ils avaient croisé certains de nos visiteurs actuels dans nos couloirs », poursuit ce haut fonctionnaire. En effet, les invités venus de l'Est sont de plus en plus nombreux. Mercredi, par exemple, quatre Russes et un Tchécoslovaque participaient à un colloque - « L'économie soviétique sous la conduite de M. Gorbatchev » - organisé par la direction des affaires économiques de l'Organisation, dans ses murs. Surtout, répondant à la déclaration de Londres, les pays de l'Est ont accueilli auprès de l'OTAN leurs ambassadeurs déjà en poste à Bruxelles pour des « liaisons » avec elle. Les contacts sont fréquents, au point qu'un débat s'esquissait sur la marge de manœuvre qu'il convient de laisser à l'OTAN aux lieux et places des États membres. Ainsi, la France demande à tout le moins d'être informée du contenu de ces contacts pris par dessus la tête des gouvernements nationaux.

M. Gorbatchev bienvenu

Tout en estimant qu'il serait prématuré de parler de participation ou d'association des pays d'Europe centrale et orientale à l'Alliance, les responsables de l'OTAN souhaitent, en s'entourant de précautions de langage, qu'on aide les anciens pays satellites de Moscou à « diversifier leurs sources d'armement ». Mais ils considèrent aussi qu'il ne faut surtout pas donner à l'URSS l'impression qu'on cherche à l'isoler de ses anciens partenaires du défunt pacte de Varsovie. D'où l'insistance à souligner que, après M. Havel, M. Gorbatchev sera aussi le bienvenu.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La « reconstitution » de la Route maritime de la soie

L'arche aux cent savants

Les Japonais - dont le prince Mikasa, oncle de l'empereur - viennent de réserver un accueil solennel au navire japonais *Arche-de-la-Paix*, prêt à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) afin de « reconstituer » la Route de la soie. L'expédition scientifique avait atteint début mars les côtes nipponnes après un périple de quatre mois et demi.

C'est le 23 octobre 1990 que le bateau du sultan Qabus d'Oman, battant pavillon de l'ONU, avait quitté Venise pour rallier Oskia, à travers 27 500 kilomètres coupés d'escalades dans vingt ports de quinze pays. Il s'agissait d'étudier et de mettre en valeur l'énorme capital culturel et scientifique, enfoui ou toujours vivant, légué par quelque deux millénaires d'échanges multiformes par la mer entre l'Occident et l'Orient.

Cette navigation, qui a sorti de leurs laboratoires ou de leurs fouilles, pour les mettre sur les flots, une centaine de savants d'une trentaine de nationalités (pas tous ensemble cependant car presque à chaque escale se produisait un renouvellement partiel de l'équipe), constituait la deuxième étape du projet « Routes de la soie, routes de dialogue », lancé officiellement en 1988 et qui doit s'étaler sur une dizaine d'années (le Monde du 18 novembre 1989).

La première étape s'était déroulée en Chine intérieure durant l'été 1990 : la prochaine, concernant également la Route terrestre de la soie, aura pour théâtre, prochainement, l'Asie soviétique. Le comité scientifique chapeautant l'ensemble des opérations est animé par le sinologue français d'origine russe, Vadime Elisseoff. Le financement n'est pas inscrit au budget de l'UNESCO, il est assuré par

des contributions volontaires d'États ou d'entreprises.

Après le gouvernement omanais (15 millions de francs), le plus généreux donateur a été jusqu'à présent le groupe de presse japonais Asahi (7,5 millions de francs promis dont la moitié a déjà été versée). Le coût global du projet est estimé à environ 30 millions de francs, non compris les dépenses locales des États hôtes. La France, qui doit accueillir en 1993 à Paris, au Grand Palais, l'exposition internationale « Routes de la soie », s'est jusqu'à présent guère intéressée - financièrement - au projet de l'UNESCO. Peut-être sera-t-elle plus tentée de le faire si le français était traité par le projet à part égale avec l'anglais, les deux langues étant les idiomes de travail de l'UNESCO.

Une banque de données

Sauf le Vietnam, tous les pays contactés par l'UNESCO avaient accepté d'organiser sur leur sol des rencontres internationales entre experts : en tout, dix-neuf séminaires représentant deux cent cinquante communications, sans compter une centaine de visites de monuments ou musées et cent vingt-deux réunions scientifiques organisées à bord même de l'*Arche-de-la-Paix*. Quarante-cinq journalistes de treize pays ont « couvert » tout ou partie de l'expédition, deux d'entre eux, les Français François Bernard et Edith Huyghe, tenant de bout en bout le « journal de bord » que l'UNESCO utilisera notamment pour sa banque de données sur les Routes de la soie.

En dehors du décès à bord de l'historien iranien Faridani et d'une menace de pirates érythréens en mer Rouge, venant après la promesse non tenue par l'Égypte de permettre à l'*Arche-de-la-Paix* de traverser gratis le canal de Suez,

Nominations d'ambassadeurs

M. Hubert Collin de Verdière à Téhéran. - M. Hubert Collin de Verdière a été nommé ambassadeur de France en Iran, en remplacement de M. Christian Graeff.

[Né en 1941, M. Collin de Verdière est titulaire d'un DES de sciences économiques, diplômé de l'École des hautes études commerciales et ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a

été en poste notamment à Canberra, Alger et Madrid, et a occupé diverses fonctions à l'administration centrale avant d'être nommé en janvier 1987 ambassadeur à Abou-Dhabi (Émirats arabes unis).]

M. Bernard Poletti à Abou-Dhabi. - M. Bernard Poletti a été nommé ambassadeur de France aux Émirats arabes unis, en remplacement de M. Hubert Collin de Verdière.

[Né en 1946, M. Poletti est licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'École nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Tripoli et à Ryad, ainsi qu'à l'administration centrale et au secrétariat général du comité interministériel de la sécurité nationale. Il était depuis 1988 deuxième conseiller à la mission permanente française auprès de l'ONU à New York.]

10^e anniversaire

هكذا من لا يملك

• La Monde • Vendredi 22 mars 1991 7



Eugène Scanziani
La parole dérangée

Christian Gailly
L'air

Bernard-Marie Koltès
Roberto Zucco
Prologue

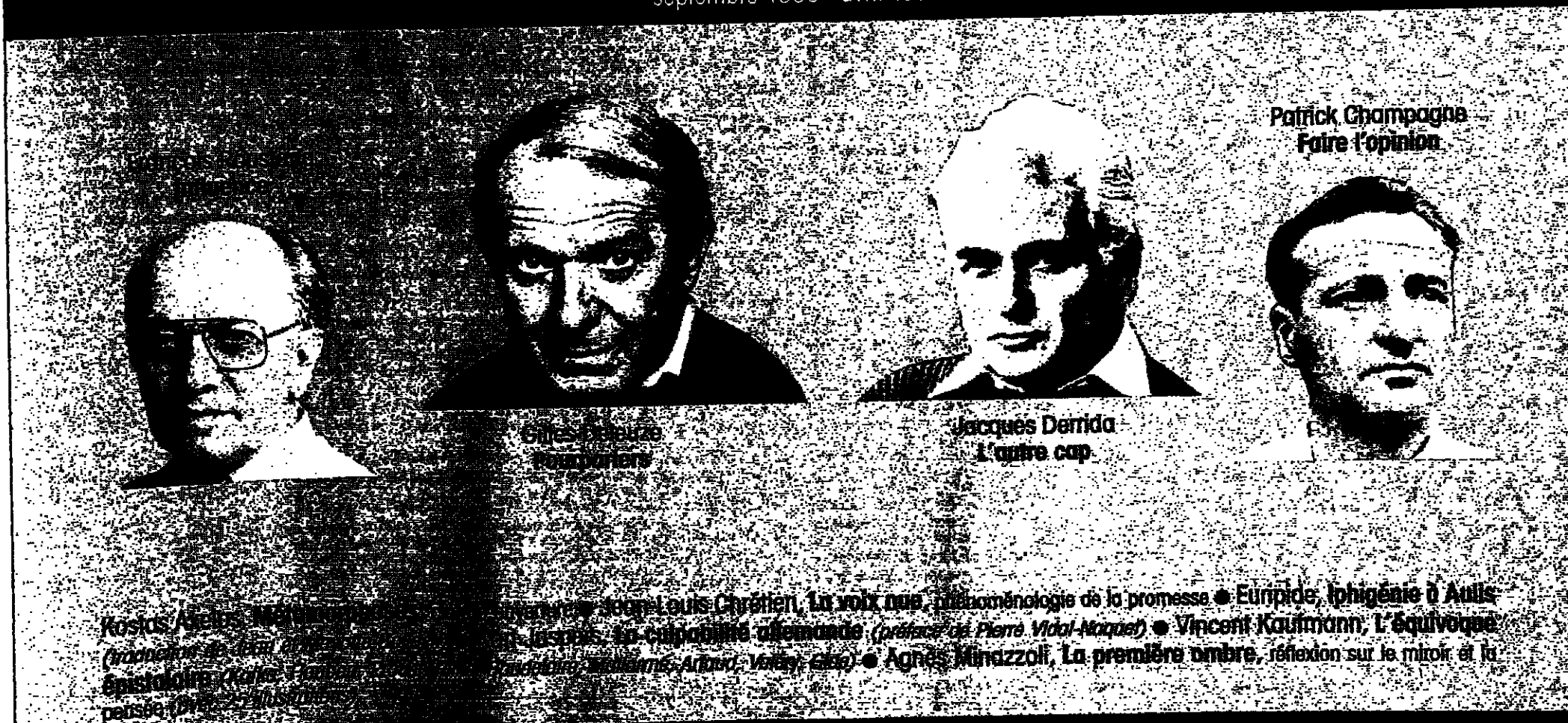
Jean Rouaud
Les champs d'honneur
(trad. Georges Bataille)

Jean Benet
Dans le péanonyme
Barbe, une tâche
(trad. Claude Mauriac)



EDITIONS DE MINUIT

septembre 1990 - avril 1991



Patrick Champaña
Faire l'opinion

Jacques Derrida
L'autre cap

Rosario Acuña, Mémoires
(traduction de Jean-Louis Christian)

La voix nue, phénoménologie de la promesse • Euripide, Iphigénie à Aulis
(traduction de Jean-Louis Christian) • Les lettres, la culpabilité allemande (présence de Pierre Vidal-Naquet) • Vincent Kaufmann, L'équivoque
Epistolaire • Kierkegaard, L'existence • Agnès Minozzi, La première ombre, réflexion sur le miroir et la
pensée (trad. de Jean-Louis Christian)

10^e anniversaire de la loi de 1981 sur le commerce du livre

EUROPE

Injustices roumaines

Suite de la première page

A la section militaire de la Cour suprême, les juges gaulois ont gardé leurs capotes. La machine à écrire du greffier cliquette, puissante. Les détenus, ici, sont en civil. Ils ont de belles toques de fourrure et d'épais pardessus. Il est vrai qu'il s'agit, entre autres, de Julian Vlad, l'ancien chef de la Securitate, et de Tudor Postelnicu, ancien ministre de l'intérieur de Ceausescu, poursuivis pour les mauvais traitements infligés à des manifestants pendant les jours qui ont précédé la chute de la dictature. Leur famille est là, qui s'entrelient avec eux sans entrave, comme le font aussi leurs avocats, ce qui n'est pas donné à tout le monde. Privilèges devant la justice, privilèges en prison aussi.

La prison de Jilava est à quelques kilomètres de Bucarest. Un millier de détenus, sur les 26 000 personnes incarcérées en Roumanie, y vivent, ou plutôt, y survivent. Six ou sept cents autres, comme MM. Vlad et Postelnicu, car ils seraient, dit-on, « malades », sont retenus à l'hôpital pénitentiaire, voisin de quelques dizaines de mètres. Il vaut mieux venir à Jilava quand il fait jour, car il y a pénurie d'ampoules électriques. On s'y guide à tâtons dès la nuit tombée.

« L'entrée dans une collectivité »

On ne garde pas ici un compte précis du nombre des détenus : à quoi bon, puisqu'ils rentrent et sortent sans cesse. La plupart des fenêtres de ces bâtiments rose pâle de trois étages entourés de miradors sont brisées, possible trace de la mutinerie qui se déroula ici, quarante-quatre jours durant, il y a tout juste un an. Le chauffage ne fonctionne pas, c'est pourquoi, hormis pour leur douche hebdomadaire, les détenus ne quittent pas leur uniforme, « en vraie laine naturelle, sans mélange synthétique », commente un surveillant minajoux mi-plaisantin.

Un coup de matraque frappé à la porte des cellules prévient de l'arrivée de visiteurs. Le chef de chambre fait face à la porte, les yeux baissés, les bras le long du corps. Les autres prisonniers, une douzaine, se mettent immédiatement en rang le long de châlits superposés. Ils tournent le dos, face au mur. Silencieux. Aucun objet personnel n'est visible : livres ou lettres sont empaquetés sous chaque paillasse, faite au carré. L'uniforme de bagnard n'est en rien une punition, expliquent les policiers chargés de la surveillance (1) : « Il ne mène pas à la dépersonnalisation mais indique seulement un statut et prévient le contact et les trafics en tout genre. » De même, la tonne systématique n'aurait pas de caractère vexatoire : « Comme dans l'ar-

mée, elle est le symbole de l'entrée dans une grande collectivité. » Prévenus et condamnés sont mêlés, « car on n'a pas les moyens de faire la distinction ».

Dans un bâtiment mitoyen, les détenus affectés au service général font la cuisine. Une soupe de farine de maïs et de la marmelade pour ceux qui ne sont pas en état de travailler. Des pois, un peu de viande et toujours de la marmelade pour ceux qui le peuvent - et le doivent d'ailleurs, car la loi leur en fait obligation. De 5% à 10% de ce qu'ils gagnent, travaillant aux champs ou dans un atelier, leur sont reversés, le reste allant à l'Etat qui, après tout, les loge et les nourrit.

Il est loin, ce temps paradoxal où le « Petit Papa » Ceausescu, convaincu de l'inutilité des prisons dans un Etat socialiste, décidait d'amnisties massives à l'occasion de son anniversaire ou du congrès du parti, et faisait passer les gosses qui polluaient son paysage. Des brutalités d'alors, on ne connaît rien, ou presque. L'extérieur se contentait de cette image d'apparence bonhomie qui cachait, en réalité, une politique discrétionnaire et totalement incohérente. Aujourd'hui la criminalité grimpait dangereusement, l'administration pénitentiaire totalement désorganisée ne sait plus très bien ce qu'on attend d'elle.

C'est un chirurgien qui est de garde, ce soir, à l'hôpital pénitentiaire. Il manque de tout, dit-il, « de médicaments, de médecins aussi », au milieu du bloc opératoire où se bécote, comme autant de petites méduses, les gants de caoutchouc dont on se ressert, d'une opération à l'autre. Cette porte-là, celle de la cellule des grévistes de la faim, n'aurait pas dû s'ouvrir. La bête fait accourir les gardes de l'hôpital. Peut-on être plus pâle encore que ces hommes-là, détenus de droit commun, qui n'intéressent personne ? Ils n'ont plus le moindre contact avec l'extérieur : ni visites ni courrier.

La toute-puissance de la Procuration

On les bat, affirment-ils, unanimement, et souvent, pour ça, fois, le regard de leurs gardes, plus en plus nerveux. « Une violence strictement légitime », à l'intention « d'affablateurs-escrocs », nous assure-t-on, si la porte refermée. Il fait nuit si vite, l'hiver à Bucarest, que l'on s'en veut de vous guider par les couloirs, vers la sortie. « Car à cette heure-ci, on ne peut plus rien voir... »

Pathétiques visages laissés derrière soi, insupportable violence, palpable dans son acceptation de part et d'autre : c'est un monde de rebuts que l'on entrevoit aujourd'hui. Qu'est-ce qui a bien pu changer ici, depuis la révolution,

sinon le fait de voir, ou d'entrevoir, peut-être ? De la justice de la révolution roumaine, l'Occident garde en mémoire les images du procès et de l'exécution des époux Ceausescu, celles de leurs collaborateurs répandant comme ils pouvaient à des juges pressés d'en finir. Sinistres images, que la Roumanie, avide de reconnaissance internationale (2), aimait aujourd'hui gommer.

Il faut donc donner des gages et des assurances, à l'extérieur du moins. C'est ce que ne cesse de faire le premier ministre, M. Petre Roman, chaque fois que l'occasion lui est donnée de répéter que la rupture de son pays avec un passé totalitaire est « définitive ». Aussi appelle-t-on comme consultants les grands noms du droit européen : M. Robert Badinter, qui n'en demandait pas tant, est aujourd'hui présent à Bucarest comme le parrain du projet de Constitution qui devrait être examiné au printemps. On multiplie des échanges, qui ressemblent parfois à s'y méprendre à des alibis. Ainsi au mois de janvier, une délégation de la conférence des bâtonniers français est-elle venue en Roumanie, pleine de bonne volonté et très émue du dévouement de ses confrères : la rencontre a accouché du jumelage des quarante barreaux roumains avec quarante barreaux français, et de la création auprès du barreau de Bucarest d'un institut de formation des droits de l'homme.

Dès le mois de janvier qui a suivi la chute de Ceausescu, on a toléré les textes les plus répressifs, qu'il s'agisse de la peine de mort, de la répression de l'avortement ou des incriminations de désarmement de l'Etat socialiste. On a ouvert de grands chantiers législatifs. Un nouveau code de procédure pénale, voté au mois de novembre, prétend faire litte du passé. Ainsi, il serait possible, désormais, dès l'arrestation, de connaître les charges qui pèsent contre soi, d'être immédiatement assuré de la présence d'un défenseur et même d'introduire des recours contre l'Etat si ses décisions paraissent illégales.

Mais les textes, examinés avec soin, réservent, loin des déclarations d'intention, quelques surprises. Les délais de « rétention » en sont un bon exemple. Au terme d'une garde à vue de cinq jours dans les locaux de la police, le parquet, théoriquement avisé dans un délai de vingt-quatre heures, peut ordonner la prolongation de la détention pour une durée de... trente jours, renouvelable une nouvelle fois pour trente jours. Au système judiciaire roumain et dont la puissance n'a pas faibli. Autorité d'enquête et de poursuite, directement rattachée à la présidence de l'Etat, elle est restée, reconnaît le ministre de la justice, « un pouvoir distinct, incontrôlable et insubordonné ».

On l'a vu à l'œuvre après les événements de la rue Piater, lors que le pouvoir avait appelé à la classe et par chambre, non pas en fonction de leur âge ou de la gravité des actes qu'ils ont commis, mais uniquement en fonction de leur niveau scolaire. Ainsi un très jeune voleur à l'étalage cotoiera-t-il, du matin au soir, dans sa classe et pendant la nuit dans son dortoir, de jeunes majeurs auteurs d'actes délictuels ou mêmes criminels. Tout écart de discipline se traduit par des sanctions dont la plus sévère est l'envoi au « mitard » : cellule d'isolement de 3 mètres carrés avec pour tout confort un matelas au sol.

La lumière y est indirecte. Il n'y a ni fenêtre ni aération, l'odeur est nauséabonde. Les peines de mitard privent l'enfant de tout contact avec les autres détenus, de promenades, de correspondance avec sa famille. Pendant les dix jours maximum d'isolement, seul le psychologue s'entretient avec l'enfant. Heureusement, le directeur de l'établissement, un militaire, nous a affirmé que le psychologue parvenait à faire accepter la discipline aux fortes têtes et que les enfants participaient avec « plaisir » au système dans son ensemble.



PANC 40

rescousse des milliers de mineurs pour rétablir l'ordre dans les rues de Bucarest, offrant la ville aux tabagages et aux pillages soigneusement orientés contre les étudiants et les opposants, ou ceux qui pouvaient être pris pour tel, les poursuivies qui s'ensuivirent furent particulièrement sélectives. Après les journaux, les sièges de partis et de journaux d'opposition dévastés, la chasse aux Tziganes, les morts et les blessés, la Procuration ne décida de poursuivre, à l'exception de deux militaires et d'un mineur, que des manifestants ou des passants râlés sans distinction (3). Le procureur, M. Mihai Ursu Popa Cherecheanu, paraît aujourd'hui navré. Il a à cœur de balayer « la fausse impression d'injustice ». Alors qu'il y eut plus d'un millier de personnes interpellées - et que les procès se poursuivent encore.

Dénoncé comme « fasciste et légionnaire »

Si policiers, militaires et mineurs paraissent avoir échappé à la répression, on cherche à vous convaincre que ce n'est que pour des raisons de technique pure. Comment reconnaître les mineurs « alors qu'ils étaient habillés de la même manière », comment établir de solides dossiers d'accusation lorsque les victimes ont été réticentes à porter plainte et que ceux qui ont dû être hospitalisés ont été impossibles à retrouver « puisqu'ils ont laissé des adresses incomplètes » ?

Ce jeune homme, qui fut ingénieur dans une grosse usine de Bucarest, n'avait jamais pensé qu'il pourrait aller en prison. Dénoncé comme « fasciste et légionnaire » par les ouvriers de son entreprise qui lui reprochaient d'avoir participé à des manifestations, il a perdu son travail et vend aujourd'hui des journaux à la sauvette. Son histoire n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Interpellé le 28 juin 1990, on le relâcha le 30 octobre, après de longues grèves de la faim, de la soif et de la

désolée, une nouvelle fois, de n'avoir pu faire mieux (trois cents juges sur mille trois cents ont été nommés depuis la révolution et deux cent cinquante postes restent vacants), le barreau n'est pas mieux loti. Comme les facultés de sciences économiques, d'histoire et de philosophie, celles de droit ont constitué le vivier de la nomenklatura des Ceausescu. « Juristes » au service de l'Etat, de nombreux « securistes » ont cru pouvoir s'offrir une toute neuve respectabilité en s'inscrivant au barreau quand ils ont senti tourner le vent. Les anciens apparatchiks ne se cachent pas : l'Union des avocats de Roumanie, qui regroupe tous les avocats roumains, n'inspire d'ailleurs pas à cet égard une confiance à toute épreuve.

Une longue hérité de brutalités

L'idée même du droit et de sa valeur comme règle est un concept neuf qui a du mal à se frayer un chemin dans une Roumanie si profondément marquée par son passé. Seuls les anciens ont gardé, poissant, le souvenir vécu de l'Etat de droit. « Mais ils ont perdu le contact avec la réalité immédiate », assure M^{me} Marianne Celac, l'une des plus anciennes dissidentes, présidente de l'Alliance civique. Les jeunes, eux, restent marqués par l'idée que la raison, la vérité se trouvent toujours d'un même côté. Le système a appris aux Roumains à abandonner d'avance. Toute l'expérience personnelle et sociale disait que ce n'était pas la peine de se donner de la peine. Ici, on a vécu dans un arrangement social qui nous a appris à vivre à côté de la loi qui était punitive, violente. »

Il y a cinquante-six ans, dans son Bucarest (5), Paul Morand ne disait guère autre chose en parlant des Roumains : « Ces pauvres gens ont tant plié le dos devant les gilets gouvernementaux qu'ils en gardent l'échine toute courbée. » Et un peu plus haut : « Une longue hérité de brutalités, de tortures, d'exactions et de mutilations leur a enseigné au cours des siècles l'art d'attendre. »

AGATHE LOGEART

(1) Depuis le 13 janvier, les prisons dépendent du ministère de la justice et non plus de l'intérieur. Mais tous les membres de l'administration pénitentiaire sont des policiers.

(2) La Roumanie a obtenu, le 1^{er} février, le statut d'invité spécial de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui « vise à encourager le pays concerné à poursuivre le processus de démocratisation », avant d'être, le cas échéant, admis comme Etat membre. Dans le même temps, la Commission européenne qui avait gelé sa décision du fait des événements de juin, a autorisé la Roumanie à bénéficier de l'aide économique que des pays occidentaux destinent à la reconstruction de l'Europe de l'Est.

(3) On peut lire à ce propos la minutieuse enquête de Mihai Berindei, Ariadna Combes et Anne Planchet, Roumanie, le Livre blanc. La réalité d'un pouvoir néo-communiste. Ed. La Découverte, 95 F.

(4) C'est ce texte qui, majoritairement, a été utilisé contre des Tziganes après les affrontements inter-ethniques de Tirgu-Mures qui firent cinq morts et plusieurs centaines de blessés au mois de mars.

(5) Paul Morand, Bucarest, réédité en 1990 chez Plon.

Un témoignage de la Fédération internationale des droits de l'homme

La « rééducation » des enfants

Par un effet de la « clémence » de Ceausescu, les enfants roumains délinquants n'étaient pas soumis à une sanction pénale, mais à une mesure de rééducation et de travail. Une mission de la Fédération internationale des droits de l'homme, qui s'est rendue l'automne dernier à Bucarest, a pu observer la réalité du traitement infligé aux mineurs délinquants, comme en témoignent Catherine Cahen-Salvador, avocate, et Alain Girardet, magistrat. De son côté, le ministre de la justice nous a assuré qu'une réforme de ce système est en cours d'élaboration.

C'est le commissariat n° 12, à la périphérie de Bucarest. Les locaux de détention sont situés en sous-sol. Lorsque la porte s'ouvre, sept enfants, en tenue de bagnard, pyjama rayé noir et blanc, se regroupent de dos derrière un hublot, de ses codétenus. Dans cette cellule de 5 mètres carrés, trois lits superposés occupent la majeure partie de l'espace. Ils ont pour tout confort un seau pour uriner et n'ont droit à aucun objet personnel. Il fait sombre, la cellule n'est

« éclairée » que par un soupirail en contrebas d'une cour et par une petite ouverture pratiquée au-dessus de la porte qui laisse passer la faible lumière du couloir.

Les enfants n'avaient eu, depuis leur arrestation, aucun contact avec leur famille ni avec un avocat. Les familles elles-mêmes ne sont pas avisées de l'arrestation de leur enfant. C'est ainsi que nous avons rencontré la mère d'un adolescent qui avait recherché son fils des semaines durant, allant de commissariat en commissariat, et qui, en désespoir de cause, était allée chercher son fils à la morgue... Il était arrêté et détenu à l'hôpital de la prison de Jilava. Elle ne l'apprit qu'au bout d'un mois.

Le crâne rasé, en tenue bleue

En fait, pendant la phase d'enquête, l'enfant n'a pas droit à un avocat. Il n'a bien évidemment pas accès à son dossier. Il répond aux questions que lui pose le procureur qui enquête. On imagine assez bien le désarroi, devant un représentant de l'autorité judiciaire, d'un enfant qui ne comprendra pas nécessairement le sens et la portée des questions qui lui seront posées et des réponses qu'il fera. C'est seule-

ment lors du procès que le mineur bénéficiera d'un avocat, mais ni ce dernier ni le juge ne disposent d'une réelle marge de manœuvre : une fois la matérialité de l'infraction caractérisée, le juge est tenu de prendre une mesure de rééducation qui ne doit pas être inférieure à deux ans mais ne peut pas excéder cinq ans.

Le paradoxe est que cette prétendue mesure de rééducation ne tient pas compte de l'encadrement familial ni des possibilités d'accueil dont l'enfant peut effectivement disposer. Quelle que soit sa situation, l'enfant est inmanquablement envoyé dans un centre de rééducation qui n'est autre qu'une prison : murs d'enceinte d'au moins 6 mètres de haut, surmontés de fils de fer barbelés, jalonnés de miradors. Les enfants, le crâne rasé, en tenue bleue, sont soumis à un régime militaire dont nous n'avons pu entrevoir qu'une partie de la rigueur et de la sévérité lors de notre deuxième mission, effectuée en novembre dernier à Créteil, près de Bucarest. A notre arrivée, il était 20 heures. Il faisait très froid. Un groupe d'enfants attendaient des instructions dehors, immobiles, en rangs serrés. Dans cet établissement, les pensionnaires sont regroupés par

classe et par chambre, non pas en fonction de leur âge ou de la gravité des actes qu'ils ont commis, mais uniquement en fonction de leur niveau scolaire. Ainsi un très jeune voleur à l'étalage cotoiera-t-il, du matin au soir, dans sa classe et pendant la nuit dans son dortoir, de jeunes majeurs auteurs d'actes délictuels ou mêmes criminels. Tout écart de discipline se traduit par des sanctions dont la plus sévère est l'envoi au « mitard » : cellule d'isolement de 3 mètres carrés avec pour tout confort un matelas au sol.

La lumière y est indirecte. Il n'y a ni fenêtre ni aération, l'odeur est nauséabonde. Les peines de mitard privent l'enfant de tout contact avec les autres détenus, de promenades, de correspondance avec sa famille. Pendant les dix jours maximum d'isolement, seul le psychologue s'entretient avec l'enfant. Heureusement, le directeur de l'établissement, un militaire, nous a affirmé que le psychologue parvenait à faire accepter la discipline aux fortes têtes et que les enfants participaient avec « plaisir » au système dans son ensemble.

CATHERINE CAHEN-SALVADOR et ALAIN GIRARDET

POUR GARDER UNE PEAU JEUNE VOUS AVEZ 30 SECONDES ?



VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36 15 CODE A37 puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de justice à CRÉTEIL

le JEUDI 11 AVRIL 1991, à 9 h 30

UN PAVILLON de 4 P.P. à SUCY-EN-BRIE (94)

7, rue des Longues-Rues

Clavé s/s-sol avec GARAGE, sur TERRAIN de 506 m² env.

M. à P. : 400 000 F. S'adr. M^{re} TACNET, avocat à CHAMPIGNY-

Tél. : 47-06-94-22 - M^{re} BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats à

PARIS (8^e) - 35, bd Malesherbes - Tél. : 45-22-04-36 - Ts avocats

TGI Créteil. - Sur place pour visiter, le 8 avril de 9 h 45 à 10 h 45.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement tente de rallier l'UDC et l'UDF à son projet de solidarité financière entre les communes

En raison du nombre d'orateurs inscrits - près d'une quarantaine - l'Assemblée nationale n'a pu achever, mercredi 20 mars, la discussion générale sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement. Cette journée a été mise à profit par le ministre de la ville, M. Michel Delebarre, et par le groupe socialiste pour tenter de rallier à leur projet, en remaniant le texte initial, les groupes UDC et UDF et d'isoler, ainsi, le RPR. L'opposition continue de réclamer, avant de prendre une position définitive, une simulation des mesures qui seront finalement arrêtées. Le débat devait reprendre, jeudi, avec une motion de renvoi en commission présentée par le président du groupe UDF, M. Charles Millon.

De quoi s'agit-il, au fond ? D'une réforme ? Pas même. « Plutôt d'ajustements », a dit aux députés, mercredi, le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, avant de rejoindre le Sénat pour y défendre le projet de loi sur le statut de la Corse. « Ajustements », a-t-il expliqué, parce que la redistribution proposée porte sur 1 milliard de francs en régime de croisière, soit 1,5 % de la dotation globale de fonctionnement versée [par l'Etat] aux communes en 1991. » En d'autres termes, il n'y

aurait pas lieu de monter sur ses grands chevaux, comme l'ont fait, ces derniers jours, quelques-uns des responsables de l'opposition.

La réforme de la dotation globale de fonctionnement, renforcée, en Ile-de-France, par l'institution d'un fonds de solidarité intercommunal, consiste simplement, pour l'Etat, à verser un peu moins aux communes les plus riches pour donner un peu plus aux plus pauvres. Avant d'atteindre le milliard de francs promis par M. Marchand, le montant de cette redistribution ne sera, cette année, que de 400 millions de francs. Trois cents quatre-vingt-dix-neuf communes en profiteraient, concentrées, notamment, dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime, la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne. Le dispositif spécifique à l'Ile-de-France prévoit, en outre, de prélever quelque 500 millions de francs, au total, sur cinquante-deux communes dont le potentiel fiscal est supérieur à une fois et demie le potentiel fiscal moyen par habitant, pour les redistribuer à quatre-vingt-quatre villes de plus de dix mille habitants qui supportent des charges particulières sans disposer de ressources fiscales suffisantes.

M. Richard (PS) :
« Aboissons moins ! »

« C'est une réponse d'urgence à une situation de crise, dans le respect de l'autonomie communale », a affirmé M. Marchand, pour lequel, tous les critères proposés par le gouvernement sont « perfectibles ». Après lui, M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, a invité l'Assemblée à « un débat de qualité ». Anticipant les critiques de l'opposition, M. Delebarre a déclaré : « J'espère qu'on n'entendra plus parler de villes bien gérées, vouées au sacrifice au bénéfice de villes mal gérées. De tels arguments sont aussi inexactes que profondément choquants. Comment peut-on qualifier de mauvaise gestion l'effort des communes qui ont accueilli une population évacuée des villes où elle résidait auparavant et dans lesquelles elle ne trouvait plus à se loger ? » M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur pour avis de la commission des finances, a été plus clair encore : « Ce débat ne devrait pas être parasité par des joutes politiques, a-t-il lancé. Lorsque nous aboyons moins, les Français nous en savent gré. »

A la faveur d'une suspension de séance, un clivage, déjà perceptible lors du travail en commission, allait se confirmer entre, d'une part, le RPR, adversaire résolu du projet, et

d'autre part, l'UDC et l'UDF, qui, ensemble, ont décidé d'adopter une position plus souple en tenant compte des ouvertures proposées par le gouvernement. « Le RPR va se retrouver tout seul sur son île », jubila M. Jean Auroux, président du groupe socialiste.

Comme la plupart des députés, y compris ceux de la majorité, les centristes souhaitent, notamment, que le critère du logement social, pris en compte pour déterminer la liste des communes bénéficiaires de la nouvelle dotation de solidarité urbaine, ne soit pas limité aux seules HLM. M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC, qui a rencontré le premier ministre dans l'après-midi de mercredi, tient, d'autre part, à ce que le système de péréquation soit rapidement étendu aux zones rurales. Il veut, enfin, la suppression de tout ce qui, dans le texte, pourrait inciter les communes à augmenter la pression fiscale. L'UDF, pour sa part, suggère la mise en place d'un contrôle sur l'utilisation des ressources supplémentaires attribuées aux communes pauvres. Sur plusieurs de ces points, des accords pourraient être trouvés lors de la discussion du projet article par article. « Il appartient au gouvernement de saisir sa chance », estime ainsi M. Charles Millon, président du groupe UDF.

Toutefois, en attendant que ces possibles convergences se traduisent par des amendements proposés ou agréés par le gouvernement, la première journée de débat a repris son cours au travers d'une succession de procédures parlementaires destinées à bloquer ou à retarder l'examen du texte. M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a défendu une exception d'irrecevabilité, fondée sur le caractère inconstitutionnel du projet. Voté par le RPR et par l'UDF, tandis que la majorité du groupe UDC ne prenait pas part au vote, elle a été repoussée par les socialistes et les communistes. La démission de M. Mazeaud s'appuie notamment sur les articles 34 et 73 de la Constitution, relatifs à la libre administration des collectivités locales, et elle vise le prélèvement qui serait opéré sur les ressources fiscales des communes de la région Ile-de-France.

Inquiets de cette disposition, les deux rapporteurs socialistes du projet, son Conseil de sécurité, lancent, les autres, réhabilités dans l'opinion publique, le « machin » méprisé par de Gaulle apparaît, aujourd'hui, comme le meilleur garant d'un « code de bonne conduite mondial » en matière de ventes d'armes. L'ONU, oui, pour les principes, mais doublée d'un contrôle de l'OTAN, afin de « définir une stratégie de vente d'armes sur des critères politiques », suggère M. Hollande, au nom de l'efficacité.

celle-ci a permis de mesurer les différences d'appréciation qui subsistent entre l'UDC et l'UDF : alors que M. Méhaignerie se déclarait prêt à retirer la question dans la mesure où, selon lui, le ministre s'était montré « ouvert pour corriger les effets pervers » de son projet, M. Delattre, après un temps d'hésitation qui lui a valu les quolibets d'un petit carré de députés RPR, a préféré aller jusqu'au vote de l'Assemblée, afin, dit-il, de « maintenir la pression ».

M. Noir : « Le chacun-pour-soi est suicidaire »

La suite du débat, jusqu'à une heure avancée de la nuit, n'a été qu'une redite, souvent laborieuse, des arguments déjà échangés dans la presse au cours des dernières semaines. Pour M. Robert Pujade (RPR, Côte-d'Or), la réforme proposée n'est que « bricolage fiscal » et « guérilla politicienne ». « Nous sommes dans une stratégie de rapine en main des communes », déclarait M. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine), tandis que M. Jean Auroux (PS, Loire) dénonçait « les militants de l'égoïsme local ». Pour le Parti communiste, MM. Jacques Brunhes et Jean-Pierre Brard ont laissé planer le doute sur le vote de leur groupe. Enfin, un nouveau député non inscrit, privé, du même coup, de temps de parole, bien que maire de la troisième ville française, M. Michel Noir, exprimait, hors de l'hémicycle, le sens du vote positif qu'il émettait sur le projet. « La politique du chacun-pour-soi est suicidaire », disait-il. Tous les jours, comme président de la communauté urbaine de Lyon, je prends des décisions de solidarité financière. Je ne vais pas faire la contraire ici. Sans parler, il y avait dix Vaulx-en-Velin par an. »

JEAN-LOUIS SAUX

o M. Magret (FN) : « Une prime à la mauvaise gestion ». — M. Bruno Magret, député général du Front national, a affirmé, mardi 19 mars, à Rennes, que la réforme de la dotation globale de fonctionnement est « une prime à la mauvaise gestion, c'est une immigration mal contrôlée ». Selon le dirigeant d'extrême droite, « cette péréquation entre les communes riches et pauvres cache, en fait, la politique socialiste de l'immigration », et « ce n'est pas un hasard si M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, parle, au même moment, de droit de vote aux immigrés ».

Guerre du Golfe et ventes d'armes : « Plus jamais ça »

Chaque guerre a son « plus jamais ça ». Celle qui vient de s'achever ne manque pas à la tradition. « Plus jamais nos soldats contre nos propres armes », la formule a fait mouche auprès de l'opinion publique et, donc, auprès de ceux qui, à l'Assemblée nationale, sont chargés de la représenter. « Dans notre électoral, constate M. François Loncle (PS, Eure), la question des ventes d'armes apparaît comme une préoccupation majeure, avant même celle de la Palestine. » Dans les couloirs du Palais-Bourbon, au lendemain du débat sur les conséquences de la guerre du Golfe et la situation au Proche-Orient, nombreux sont les députés qui jurent que, cette fois, on ne les y reprendra plus.

« Parmi les causes indirectes de ce conflit, il y a le laxisme en matière de ventes d'armes, qui a permis la suréquipement militaire de cette région du monde. Il faut en tirer les leçons », observe M. Jean-Marie Le Guen (PS, Paris) lorsqu'on l'interroge sur les tâches que la guerre du Golfe a mises à l'ordre du jour des débats politiques des semaines à venir. Sur ce constat, tout le monde, ou presque, s'accorde, mais les difficultés commencent dès la première « leçon » : qui contrôle quoi, comment, et jusqu'où ?

« Nous devons commencer par balayer devant notre porte », observe M. François d'Aubert (UDF, Mayenne). La France a toujours utilisé la force de ses ventes d'armes pour compenser sa faiblesse diplomatique. »

Le contrôle et ses critères

M. d'Aubert prône un renforcement du contrôle parlementaire, afin de mettre les élus face à leurs responsabilités en les obligeant à se prononcer sur une « liste noire » — proposée par le gouvernement — des pays auxquels on ne doit pas vendre d'équipements militaires. Un point de vue que conteste M. Raymond Marcellin (UDF, Morbihan) au nom du « réalisme ». « Ne rêvons pas, dit l'ancien ministre de l'intérieur, la question de la vente des armes relève de la responsabilité du gouvernement. »

« Cette affaire ne peut être réglée qu'au niveau international », estime M. Daniel Colin (UDF, Var). Si la France était la seule à décider d'un contrôle, ou si elle n'était suivie que par un ou deux pays, ce serait un marché de dupes. M. François Hollande (PS, Corrèze) rétorque : « Attention à ne pas faire preuve de trop de naïveté ! Au moment où nous ouvrons ce débat, les Etats-Unis sont en train d'élaborer un projet de loi destiné à faciliter l'exportation de leurs ventes d'armes (1). »

Qui serait chargé de ce contrôle au niveau international ? « Tous les pays producteurs, qui doivent signer un engagement », répond M. Colin. L'ONU, oui, plutôt, son Conseil de sécurité, lancent, les autres, réhabilités dans l'opinion publique, le « machin » méprisé par de Gaulle apparaît, aujourd'hui, comme le meilleur garant d'un « code de bonne conduite mondial » en matière de ventes d'armes. L'ONU, oui, pour les principes, mais doublée d'un contrôle de l'OTAN, afin de « définir une stratégie de vente d'armes sur des critères politiques », suggère M. Hollande, au nom de l'efficacité.

Et quels seraient, justement, ces critères ? « La solvabilité et le caractère démocratique des pays acheteurs », estime d'un commun accord, MM. d'Aubert et Hollande. Mais à intervenir un autre débat : « Attention à l'impérialisme ! », prévient M. Pierre Mauroy (Nord), premier secrétaire du Parti socialiste. « De quel droit les gros et riches s'autoriseraient-ils à décider pour les petits et pauvres ? », s'indigne M. Julien Dray (PS, Essonne). « Pas question de cautionner l'alliance de ceux qui ont tout et qui disent aux autres : vous, eh bien, nous estimons que vous n'avez droit qu'à l'arquebuse », observe, en écho, M. Michel Suchod (PS, Dordogne).

Au contraire, estime M. Le

Guen, « on a le droit à la subjectivité ». « On ne peut pas, au nom de la justice, de la morale, de la paix, de la sécurité collective et de la sauvegarde de la paix sur la planète, pour le député de Paris, n'être pas en mesure de faire l'égalité consensuelle sur la base des pays en voie de développement soient consacrées au commerce des armes. D'autre part, parce qu'au-delà de l'égalité il y a la sécurité collective et la sauvegarde de la paix sur la planète. » Pour le député de Paris, n'être pas en mesure de faire l'égalité consensuelle sur la base des pays en voie de développement soient consacrées au commerce des armes. D'autre part, parce qu'au-delà de l'égalité il y a la sécurité collective et la sauvegarde de la paix sur la planète. »

Le prix de la morale

Meis renforcer les contrôles et instituer des critères de sélection signifie aussi et peut-être avant tout réduire la production des armes, donc pour les pays — fabricants — comme la France — les ressources commerciales, les moyens de défense nationale, l'activité des usines d'armement et, finalement, l'emploi. Autre argument auquel un député est sensible, surtout lorsque, comme MM. Marcellin, Hollande, Suchod ou Colin, sa circonscription abrite une poudrière, un arsenal ou une manufacture d'armes.

« Nous devons penser à préparer la reconversion de nos industries d'armement », souligne M. Hollande, et prévient les Français que, si nous vendons moins d'armes, nous devons payer plus cher notre effort de défense, parce qu'il faudra acheter ailleurs. La morale à tirer, dit-il, est que la reconversion est très importante. Indiquant, de son côté, M. Colin, Des milliers de personnes sont concernées. Nous ne pouvons pas traiter cela à la légère. » « N'oublions pas que nous devons fabriquer des armes pour notre propre défense », rappelle M. Marcellin, et que les commandes de l'Etat font vivre nos arsenaux. »

Faux problème, réplique M. Jean-Marc Ayrault (PS, Loire-Atlantique). Pour le maire de Nantes, si la France veut vraiment contrôler et réduire le commerce des armes, elle doit aller jusqu'au bout de sa logique et changer de stratégie. « C'est sans doute, d'abord, de développer le discours sur la puissance française dans le monde, déclare-t-il. La guerre du Golfe a montré que, déjà, nous ne pouvions pas avoir de politique autonome. Peut-on encore se permettre de dépenser 220 milliards de francs par an pour notre défense, alors que la question de notre efficacité s'est posée dans ce conflit ? Il faut tirer les conclusions, cesser de vivre au-dessus de nos moyens et développer une vraie stratégie de défense européenne. »

Et si cette soudaine frénésie du « plus jamais ça » n'était, au fond, qu'un prurit post-guerre ? « C'est vrai que l'on est, sans doute, en train de s'acheter une bonne conscience, reconnaît M. Hollande, parce que moralement on a souffert ces derniers temps et parce qu'on sait qu'on est loin de l'idée de la réalisation... » M. Suchod, qui, avec certains de ses amis de Socialisme et République (le courant de M. Jean-Pierre Chevènement), avait voté contre l'engagement des troupes françaises dans le Golfe, en janvier dernier, constate, cynique : « Médialement, c'est une bonne idée de parler de désarmement et de contrôle des ventes d'armes, après avoir offert à la France, pendant des semaines, le spectacle d'un Salon du Bourget permanent sur les écrans de télévision. » Il ajoute, avec une pointe d'ironie amère : « Dieu merci, ce débat apparaît quand la guerre est finie... »

PASCALLE ROBERT-DIARO

(1) L'administration américaine a soumis au Congrès une proposition visant à autoriser l'Export-Import Bank, une agence gouvernementale, à garantir les contrats de vente d'armes américaines à des clients étrangers (le Monde du 20 mars).

Nouvelles violentes

SAINT-DENIS

de notre correspondant

C'est presque devenu une habitude. Chaque jour désormais, selon un scénario devenu classique, des bandes de jeunes se rassemblent à la nuit tombée, selon la règle bien connue des trois « U » : Unité de lieu : le Chaudron et ses environs ; Unité de temps : à la tombée du jour jusqu'à tard dans la nuit ; Unité d'action et sans d'armes : le gilet contre la grenade lacrymogène.

Mais alors que les jours précédents les casseurs s'en étaient amusés, pris aux biens matériels (commerces, grandes surfaces), il semble bien aujourd'hui que cette cotière, qui n'est que l'expression d'un profond malaise, soit devenue aveugle. Première dans ce genre de manifestation : les émeutes ont attaqué, mercredi 20 mars, nos autobus. Après avoir « varié » sous la menace le conducteur à abandonner son véhicule, ils ont rançonné les passagers, comme dans un véritable racket. Billets, argent, sacs, tout y est passé.

Plus tard dans la soirée, les automobilistes ont été pris à partie tandis que deux voitures s'enflammaient.

A la recherche d'un

L'UDF demande « un

L'UDF a réuni, mercredi 20 mars, ses parlementaires, quels que soient les groupes auxquels ils appartiennent au Sénat, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, pour examiner, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le document préparé par un groupe de travail sur la construction européenne.

Le livre donné par l'UDF à son document résume parfaitement sa ligne directrice : « Un nouvel élan pour l'Europe ». Dans un premier chapitre, elle présente la philosophie générale de sa conception. « Avant d'arriver au marché, l'Europe constitue pour l'UDF une communauté de droit fondée sur le respect de la liberté, de la dignité humaine et des droits fondamentaux. » Elle en déduit que l'Europe doit être « fédérale et décentralisée », c'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », basé de quoi, elle redoute l'apparition de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'Union. Aussi, elle en déduit qu'elle doit être « fédérale et décentralisée », c'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », basé de quoi, elle redoute l'apparition de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'Union. Aussi, elle en déduit qu'elle doit être « fédérale et décentralisée », c'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », basé de quoi, elle redoute l'apparition de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'Union.

Le printemps de M. Giscard

par Daniel Conton

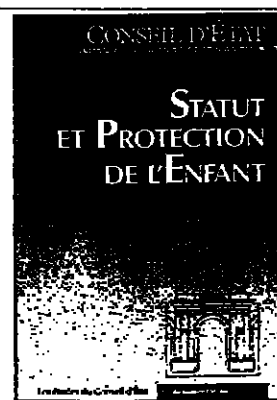
Au risque, comme l'auteur de ce texte, de paraître un peu porteur de pluie à l'approche du printemps, M. Giscard d'Estaing n'a de toutes les manières pas l'intention, sur la base de plus en plus fréquente de l'Europe, de laisser entendre son attitude politique et morale. Mais il pourra lui nier en effet une telle persévérance et un véritable engagement européen. Déjà, durant son septennat, certains lui reprochaient « une obsession du futur ». Et depuis 1981, il n'a jamais cessé de risquer de laisser entendre de plus en plus la formule de son livre : « La renaissance de l'Europe ». Une liste de l'opposition aux élections européennes de juin 1989, d'une assidue présence à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a compris qu'il pouvait, pour de tout cela, bien des dividendes.

Avec le projet UDF présenté hier, c'est pour un nouvel élan de l'Europe, c'est bien un nouveau plan de M. Giscard d'Estaing entend aussi se donner à lui-même. Sur la scène européenne bien sûr. Ses propositions extrêmement avancées, dans l'immédiat, s'ajoutent à sa réponse nette aux électeurs par la liste de la veille, de président de la Bundesbank, Helmut Kohl, sur la possibilité d'une union unique européenne, s'ajoutent à son examen des attentions à Bonn, Londres ou Bruxelles. Au niveau intérieur, l'ancien président peut prétendre servir de répit dans les débats qui ont à l'égard de droits comme à gauche, en faisant d'un point de vue stratégique d'une plate-forme politique. Mais la vitesse M. Giscard d'Estaing n'est pas la prudence actuelle sur la

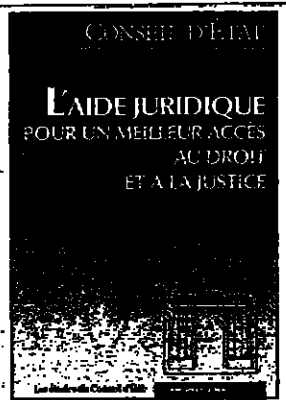
Nouvelle...

la collection Les Études du Conseil d'État

Le droit au cœur de l'actualité ou les réflexions menées par la Section du rapport et des études du Conseil d'État.



Statut et protection de l'enfant
L'adaptation du statut et de la protection de l'enfant à l'évolution de la société.
240 p., 95 F



L'aide juridique, pour un meilleur accès au droit et à la justice
L'étude qui a servi de base à l'élaboration du projet de loi sur l'aide légale.
240 p., 100 F

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire
75007 Paris
Tél. : (1) 40 15 70 00

Vente par minitel
36 15 - 36 16 Docitel

Salon du livre de Paris
Stand A 19

La documentation Française

سكز ل ل ل ل ل

POLITIQUE

La situation dans l'île de la Réunion

Nouvelles violences

SAINT-DENIS

de notre correspondant

C'est presque devenu une habitude. Chaque jour désormais, selon un scénario devenu classique, des bandes de jeunes se rassemblent à la nuit tombée, selon la règle bien connue des trois unités. Unité de lieu : le Chaudron et maintenant les Camélias ; unité de temps : à la nuit ; unité d'action et aussi d'instruments : le gilet contre la grenade lacrymogène.

Mais alors que les jours précédents les casseurs s'en étaient surtout pris aux biens matériels (commerces, grandes surfaces), il semble bien aujourd'hui que cette colère, qui n'est que l'expression d'un profond malaise, soit devenue aveugle. Première dans ce genre de manifestation : les émeutiers ont attaqué, mercredi 20 mars, un autobus. Après avoir « invité » sous la menace le conducteur à abandonner son véhicule, ils ont rançonné les passagers, comme dans un véritable western : bijoux, argent, sacs, tout y est passé.

Plus tard dans la soirée, les automobilistes ont été pris à partie tandis que deux voitures s'enflam-

maient sur un parking des Calchassiers. Le pire a malgré tout été évité quand les habitants du Chaudron ont réussi à dissuader les jeunes de mettre le feu aux cuves d'essence de la station Caltex, qui venait d'être pillée. Comme les autres jours, des arrestations ont été opérées : comparution immédiate, peines de prison. La justice a montré qu'elle n'entendait plus être clémentine.

Judi 21 mars, la ville avait repris son visage normal. A une exception près : la quasi-totalité des magasins de Saint-Denis étaient fermés pour une opération « île morte ». Cette journée d'action, organisée par les trois principaux syndicats patronaux de l'île et les chambres de commerce et des métiers, manifeste l'irritation croissante des chefs d'entreprise face aux troubles à répétition de ces dernières semaines. Ils craignent tout particulièrement l'image négative que ces émeutes donnent de la Réunion à l'extérieur. Les commerçants pris à partie depuis le départ de ces événements sont également sur les nerfs. Des vigiles armées ont été recrutées pour la circonstance. — (Interim.)

La leçon de M. Mitterrand

La tension qui règne à Saint-Denis de la Réunion depuis les 23 et 24 février par la saisie du matériel d'émission de Télé-Free-DOM, qui avaient fait onze morts, préoccupe M. François Mitterrand. Le chef de l'Etat ne paraît pas totalement satisfait de la façon dont le gouvernement gère cette affaire.

Devant le conseil des ministres, mercredi 20 mars, après que M. Michel Rocard eut rendu compte de sa visite dans l'île le 17 mars, le président de la République a fait un long exposé sur les problèmes politiques et sociaux de la Réunion. Cette intervention est apparue à plusieurs membres du gouvernement comme une leçon adressée au premier ministre qu'au ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen. Ce dernier, qui a demandé à deux reprises la parole, se l'est vu refuser par M. Mitterrand au motif que la Réunion était close et que personne n'est admis à s'exprimer en fin de conseil après le président de la

République. M. Mitterrand a certes assuré le ministre des DOM-TOM qu'il aurait l'occasion d'énoncer son point de vue ultérieurement. Le refus de lui donner aussitôt la parole n'en a pas moins renforcé l'impression d'une remontrance à son endroit, même si plus tard dans la journée M. Le Pen s'est entendu assurer par l'Élysée que les maladresses relevées dans l'affaire de Télé-Free-DOM étaient davantage imputables au Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'au gouvernement.

Sur le fond, M. Mitterrand estime qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte du contexte politique et social réunionnais dans le traitement du dossier de cette télévision pirate. Il a expliqué que ce contexte est caractérisé par l'archaïsme du contraste entre de très grandes fortunes et l'extrême pauvreté d'une large part de la population, dont témoigne et que tend à soulager l'extension prise dans l'île par le revenu minimum d'insertion. Le

président a observé que la situation est à cet égard très différente de celle qu'on observe dans l'île Maurice voisine, où les grandes fortunes locales s'investissent dans l'économie et y impulsent un véritable développement, ce qui n'est pas le cas à la Réunion.

M. Mitterrand a abordé aussi le problème du Parti communiste réunionnais, qui se réclame de la majorité présidentielle, et que certains responsables de l'opposition à la Réunion avaient mis en cause à la suite des émeutes de la fin février. Certains propos de M. Le Pen, qui s'était aussitôt rendu sur place, avaient été interprétés dans le même sens, interprétation que le ministre des DOM-TOM dément catégoriquement. Au reste, la mission de la commission des lois de l'Assemblée nationale, conduite dans l'île par son président, M. Michel Sapin, au début du mois, avait conclu à la non-implication du PCR dans ces violences, et M. Rocard s'était entretenu avec le secrétaire

général du parti, M. Paul Vergès, lors de sa visite à Saint-Denis. Le chef de l'Etat partage la conviction que le PCR n'a pas contribué aux émeutes. Il a expliqué que, si certains aspects de la politique de M. Paul Vergès et de ses partisans sont contestables, au total ce parti ne doit pas être considéré par le gouvernement comme un adversaire.

Lors de son voyage dans l'île, M. Rocard avait expliqué qu'il avait besoin de temps pour résoudre les problèmes accumulés au cours des dernières décennies et regretté l'étrouffement des moyens budgétaires qu'il peut consacrer. Même si le président de la République a indiqué qu'il apprécie l'action menée depuis deux ans par le gouvernement, son exposé sur les difficultés de la Réunion ne peut apparaître que comme une façon de dire sur ce sujet ce que le premier ministre n'a pas dit. Une fois encore, après la « trêve » de la crise du Golfe, M. Mitterrand prend M. Rocard en défaut de conscience sociale.

A la recherche d'un « fédéralisme décentralisateur »

L'UDF demande « un nouvel élan pour l'Europe »

L'UDF a réuni, mercredi 20 mars, ses parlementaires, quels que soient les groupes auxquels ils appartiennent au Sénat, à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, pour examiner, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing, le document préparé par un groupe de travail sur la construction européenne.

Le titre donné par l'UDF à son document résume parfaitement sa ligne directrice : « Un nouvel élan pour l'Europe ». Dans un premier chapitre, elle présente la philosophie générale de sa conception : « Avant d'être un marché, l'Europe constitue pour l'UDF une communauté de droit fondée sur le respect de la liberté, de la dignité humaine et des droits fondamentaux ». Elle en déduit que l'Europe doit être « fédérale et décentralisée », c'est-à-dire qu'elle doit se faire « sans défaire la France », et respecter « le principe de subsidiarité », faute de quoi, elle redoute l'apparition de tendances « centrifuges », donc « destructrices » de l'union. Aussi, pour les libéraux et les centristes,

« renforcer l'union politique de l'Europe, c'est à la fois la doter de compétences nouvelles et mieux délimiter ses compétences ».

Parmi ces nouvelles compétences, l'UDF met au premier rang « une politique étrangère et de défense commune », constatant que le nouvel état des relations internationales entraîne un « risque de régression dans les relations entre les Etats membres de la CEE eux-mêmes ».

Eviter la zone mark

Aussi, en matière militaire, elle propose une architecture à trois niveaux : « Un niveau euro-américain pour faire face à ce qui demeure de la menace soviétique ; « un niveau européen pour traiter ensemble les problèmes d'intérêt commun », qui devrait être constitué « provisoirement » par l'UEO ; « un niveau national qui resterait compétent pour les autres problèmes », comme par exemple le statut des Malouines ou les rapports de la France avec l'Afrique.

Elle en déduit deux « propositions concrètes » : la création d'une « force d'intervention européenne »,

car elle juge « la brigade franco-allemande déjà politiquement démodée » ; l'institution d'une « agence européenne des armements » qui aurait « le monopole des commandes d'armement des Etats membres » et qui « coordonnerait leurs politiques d'exportation ».

Tout cela implique « un renforcement des institutions communautaires ». L'UDF propose, notamment, l'élection des députés européens dans des conditions « quasi identiques dans les deux Etats » et dans des circonscriptions régionales, l'investiture du président de la Commission, et de celle-ci tout entière, par le Parlement, le président ayant la liberté d'en choisir les membres sur une liste dressée par le Conseil européen.

L'UDF confirme aussi son choix d'une monnaie unique de préférence à une « monnaie parallèle » proposée par la Grande-Bretagne et l'Espagne, ne sachant pas qu'il s'agit là d'un « débat politique ». Elle justifie son choix en expliquant, notamment, que « le poids grandissant de l'Allemagne nous laisse peu de temps avant que le système monétaire européen ne devienne une véritable zone mark ». Th. B.

Qui est responsable de la saisie de Télé Free-DOM ?

Qui est responsable de la saisie, le 24 février, de Télé Free-DOM ? En théorie, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui, dès mai 1990, a porté plainte contre la télévision pirate et demandé, au parquet de Saint-Denis-de-la-Réunion la saisie du matériel. Mais comme il est d'usage, le CSA a laissé le parquet libre de déterminer, en liaison avec le préfet, le moment le plus opportun pour effectuer cette délicate opération.

Echaudé par les émeutes de mars 1990, le parquet a temporisé. En novembre dernier, il écrivait au CSA pour lui demander si la plainte courait toujours et recevait une confirmation des « sages » de l'audiovisuel. Pendant ce temps, le CSA tentait de négocier avec le docteur Camille Sudre une entrée de Télé Free-DOM à hauteur de 20 % dans le capital d'Antenne Réunion, seule station légalement autorisée. Devant le refus du docteur Sudre, M. Jacques Boutet, président du CSA, a écrit le 23 janvier 1991 au préfet pour proposer un nouveau compromis : si Télé Free-DOM acceptait de suspendre ses émissions pirates et de constituer un tour de table économiquement viable, le CSA s'engageait à légaliser la station après un nouvel appel d'offres sur une fréquence.

« Nous avons tout tenté pour éviter l'affrontement », explique aujourd'hui M. Boutet. Mais nous ne pouvons pas saisir quotidiennement des radios en métropole et tolérer des pirates à la

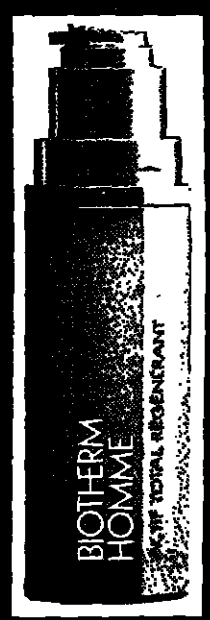
Réunion. Il semble que le président de la République ait une vision différente des choses, nourrie, semble-t-il, par un rapport de M. Michel François, député socialiste de l'Oise et ancien conseiller de M. Mitterrand. Il est vrai aussi que le chef de l'Etat,

lors de son dernier voyage à la Réunion en 1988, s'était exprimé au micro de la station pirate, alors qu'il avait refusé de parler à chaîne publique RFO, soupçonnée à l'époque d'être trop favorable au gouvernement de M. Chirac... J.-F. L.

ACTIF TOTAL REGENERANT

EN 30 SECONDES, CHAQUE MATIN, TOUT LE SOIN DONT VOTRE PEAU A BESOIN.

BIOHERM HOMME



Le printemps de M. Giscard d'Estaing

par Daniel Carton

Au risque, comme l'aurait dit de Gaulle, de paraître sauter sur sa chaise comme un cabri, M. Giscard d'Estaing n'a de toute évidence pas l'intention, sur le terrain de plus en plus fréquent de l'Europe, de laisser entamer son autorité politique et morale. Nul ne pourra lui nier en effet une réelle persévérance et un véritable engagement européen. Dès, durant son septennat, certains lui reprochaient « son obsession du futur ». Et depuis 1981, il n'a jamais cessé, au risque de lasser encore, de plaider selon la formule de son livre Deux français sur trois (février 1984) pour « la renaissance de l'Europe ». Tête de liste de l'opposition aux élections européennes de juin 1989, d'une assiduité presque exemplaire à Strasbourg, M. Giscard d'Estaing a compris qu'il pouvait retirer de tout cela bien des dividendes.

Avec le projet UDF présenté mercredi « pour un nouvel élan » de l'Europe, c'est bien un nouvel élan que M. Giscard d'Estaing entend aussi se donner à lui-même. Sur la scène européenne bien sûr. Ses propositions extrêmement avancées, prises dans l'immédiat comme une réponse nette aux déclarations pessimistes de la veille du président de la Bundesbank, M. Poehl, sur la possibilité d'une monnaie unique européenne, seront certainement examinées attentivement à Bonn, Londres ou Bruxelles. Au niveau intérieur, l'ancien président peut prétendre servir de référence dans tous les débats qui vont s'engager à droite comme à gauche, en faisant d'un point de vue stratégique d'une pierre trois coups. Il prend de vitesse M. Mitterrand dont il n'admet plus la prudence actuelle sur la

scène européenne. Il resserre sous son panache une UDF qui semblait pourtant depuis des mois condamnée à l'implosion. Les centristes passionnés par l'affaire le suivent comme un seul homme.

De M. Alain Madelin à M. Jean François-Poncet, ce projet UDF n'a souffert aucune contestation majeure. Il met enfin en difficulté sérieuse le RPR en lui opposant l'image d'une UDF rassemblée et qui pour une fois sait ce qu'elle veut. Jamais, depuis l'échec des négociations de l'UDF sur les premières présidentielles du 9 novembre 1989, M. Giscard d'Estaing n'a semblé autant résolu à remettre le RPR à sa place. Il pousse les feux sur l'Europe pour étouffer les velléités de M. Balladur et provoquer MM. Pasqua et Seguin. La campagne commune des élections européennes de 1989 semble à cet égard bien loin ! Il reproche verbalement à M. Longuet son soutien au maire RPR sortant et sorti de Biarritz. Il ne voit aucun inconvénient à ce qu'à l'Assemblée nationale les députés UDF se démarquent du groupe RPR sur la réforme socialiste de la DGF. Demain, il demandera que l'on parle décentralisation, sujet qui a aussi le don de hérisser le poil RPR. M. Juppé a proposé mercredi la convocation d'états généraux de l'opposition sur l'Europe. L'UDF n'a pas dit non. Mais convaincu que l'Europe est « son domaine réservé », que M. Chirac a trop de soucis avec le RPR pour pouvoir rivaliser avec lui, M. Giscard d'Estaing paraît désormais vouloir conduire les affaires de l'opposition à sa guise.

Nouvelle...

la collection Les Études de La Documentation française

Des clés pour lire le présent. L'actualité analysée dans quatre séries de la collection : Économie Société International Institutions



La Forêt en France
par Pierre Bazire et Jean Gadant
La forêt, patrimoine de l'avenir. Pour une politique cohérente de protection et de mise en valeur.
160 p., 75 F (parution avril)

L'Europe industrielle horizon 93
Tome I. Les groupes et l'intégration européenne. Sous la direction de Jean-Pierre Gilly
Le capitalisme mondial en effervescence : analogie des groupes industriels.
172 p., 75 F

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire
75007 Paris
Tél : (1) 40 15 70 00

Vente par minitel
3615 - 3616 Docel

Salon du livre de Paris
Stand A 19

La documentation Française



Dans un rapport remis au premier ministre

La commission des droits de l'homme dénonce la banalisation du racisme dans les mentalités

La commission nationale consultative des droits de l'homme, a remis au premier ministre son rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie, jeudi 21 mars, à l'occasion de la Journée internationale de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale. Ce document constitue en France la première tentative d'inventaire des différents manifestations de racisme constatées durant l'année 1990, accompagnée d'une analyse du contexte sociopolitique et de propositions (1). Si le nombre des agressions racistes est resté stable, la forte hausse des menaces et des injures traduirait « la banalisation d'un certain racisme dans les mentalités ».

M. Michel Rocard a indiqué à cette occasion sa volonté de favoriser la concertation entre administrations, associations de terrain et autorités religieuses, en généralisant les « cellules départementales de lutte contre le racisme » mises en place l'an dernier à Marseille, Lille et Strasbourg, autour des préfets.

Sur le front du racisme, l'année 1990 resta celle de Carpentras, de l'affaire Notin et des ratonnades de Carcassonne. Mais c'est aussi l'année où « Monsieur D. s'est heurté à un refus de service dans un café parce qu'il parlait en arabe avec un ami », celle où des maires ont exercé leur droit de préemption pour empêcher l'acquisition d'un logement par un étranger, où des graffiti antiarabes ont souillé les murs des villes. Ces exemples sont cités, parmi bien d'autres, dans le rapport de la commission nationale des droits de l'homme présidée par M. Paul Bouchet, conseiller d'Etat, et où siègent représentants des ministères, des syndicats, des associations antiracistes et de défense des droits de l'homme, et des cultes.

Systématiquement, l'ensemble des faits relevés par les services de police et de gendarmerie a été classé, parfois analysé. La vision de la situation, côté administration, forcément très partielle, est complétée par la vision d'experts et de militants antiracistes.

Propagande antisémite ouverte

La France a-t-elle la fièvre raciste ? Les statistiques des exactions enregistrées par le ministère de l'Intérieur dressent une double série de courbes de température. Si les violences racistes (tentatives d'agression physique, incendies criminels, etc.) n'ont pas augmenté en nombre depuis la brutale aggravation de 1982, les menaces et injures en tout genre (graffitis, tracts, lettres et appels anonymes) enregistrent une hausse vertigineuse depuis 1988. La commission estime que « la banalisation d'un certain racisme dans les mentalités et les comportements de la vie quotidienne se poursuit et s'amplifie, dénotant une levée progressive des interdits ».

En 1990, la police a enregistré 52 cas de violences racistes, dont



37 contre des Maghrébins, faisant un mort et 36 blessés, et 20 actes de violence antisémite, faisant 3 blessés. La profanation de Carpentras et les 37 autres actes du même type perpétrés dans des cimetières (dont 24 à caractère antisémite) qui ont immédiatement suivi, constituent évidemment un paroxysme. La seule constante observée dans le profil des auteurs présumés, réside dans leur « très jeune âge », note la commission. Celle-ci souligne par ailleurs la responsabilité particulière des skin heads, utilisés par l'extrême droite dans des agressions contre des Maghrébins dont ils tentent parfois d'imputer la responsabilité à des Juifs.

Quels sont les vecteurs du racisme ? La commission répond nettement : « l'extrême droite violente » et le Front national. Avec une précision entomologique, elle dresse un panorama de l'extrême-droite où apparaissent scissions, alliances, noms des responsables, publications et autres activités. Le fait marquant de 1990, selon la commission, est la contagion des

théories niant la réalité du génocide juif. « La réhabilitation unanime qui a suivi la profanation de Carpentras et, peu après, le vote de la loi Gayssot (anticraciste) ont aussi eu pour conséquence majeure une sorte d'union sacrée des groupes extrémistes, les éléments négationnistes et antisémites étant désormais considérés comme une tendance à part entière de la « droite nationale » (...), note le rapport. L'attitude pro-islamique du Front national pendant la guerre du Golfe ne fait que confirmer cette tendance de l'extrême droite à se ressourcer autour de l'antisémitisme, même si, ainsi que le souligne la commission, « l'antisémitisme et l'islamisme, loin d'être incompatibles, sont complémentaires » dans son idéologie.

Sanctions aggravées

Le rapport apparaît beaucoup moins convaincant lorsqu'il se contente de questionner les administrations, pour dresser le bilan des discriminations racistes ou xé-

phobes à l'embauche ou pour l'attribution de logements. Son bilan de la répression laisse également le lecteur sur sa faim. A la fin de 1990, 94 procédures au titre de la loi de 1972 contre le racisme étaient répertoriées au ministère de la justice, dont 24 avaient donné lieu à des condamnations définitives, et 75 autres procédures concernaient des infractions de violence raciste, dont 14 avaient conduit à des condamnations. Le rapport note l'aggravation des sanctions pénales prononcées par les tribunaux : peines d'emprisonnement sans sursis, amendes de 50 000 F.

Les problèmes de la médiatisation excessive des discours et des actes racistes, et ceux tenant au rapport entre répression du racisme et liberté de la presse sont, en revanche, abordés avec franchise. « La pédagogie et le respect de la vérité sont tout aussi importants que la répression », estime la commission, visiblement réticente à l'égard d'une éventuelle extension de l'arsenal juridique concernant la presse.

Au-delà du bilan de l'action des pouvoirs publics et des associations anti-racistes, décrit par le menu, les suggestions les plus intéressantes de la Commission concernent la multiplication de « médiateurs » locaux capables de régler les petits différends et de conseiller les victimes avant le recours à la justice et l'introduction d'une « étude critique des racismes » dans les programmes scolaires.

Il est aussi question de sensibiliser les étudiants en journalisme et les instituteurs de sondage sur les aspects idéologiques des dossiers concernant le racisme, et d'améliorer les conditions d'accueil des étrangers dans les services publics par la formation des personnels. La réalité du racisme, vécue ou ressentie, vacille-t-elle sous la poussée de ces bonnes intentions ? Rien n'est moins sûr, mais la publication, désormais annuelle, d'un état officiel du racisme et de l'anticracisme, ne peut que favoriser réflexions et mobilisations.

PHILIPPE BERNARD

(1) 1990. La lutte contre le racisme et la xénophobie. La documentation française. 246 pages. 140 F.

La fin d'un tabou

« Raciste, moi ? » 42 % des Français répondent « un peu », voire « plutôt », alors que moins d'un sur trois rejette catégoriquement l'accusation. 26 % préfèrent s'avouer « pas trop raciste », selon un sondage publié par la commission nationale des droits de l'homme à l'occasion de la présentation de son rapport 1990 (1). Dès lors, il n'est guère surprenant que, pour 94 % des personnes interrogées, le racisme soit un phénomène répandu en France.

La fin du tabou est confirmée par les réponses traduisant les sentiments à l'égard des personnes étrangères ou d'origine étrangère : 42 % des sondés affirment nourrir de l'antipathie à l'égard des

Maghrébins (50 % de sympathie), 39 % à l'égard des Tziganes (53 % de sympathie), 37 % à l'égard des Beurs (56 % de sympathie). Les Antillais, les Asiatiques, les Noirs d'Afrique et les Juifs s'en tirent nettement mieux avec respectivement 86 %, 77 %, 74 % et 73 % d'opinions sympathiques. 71 % des personnes interrogées estiment qu'il y a « trop d'Arabes » en France et « trop de Juifs » selon 24 %. L'apport des travailleurs immigrés à l'économie française n'est reconnu que par un tiers des sondés, une majorité (54 %) les considérant comme « une charge », et 43 % allant jusqu'à estimer qu'un immigré qui perd son emploi devrait être renvoyé dans son pays d'origine

(48 % d'opinions contraires).

Pourtant, une tolérance certaine apparaît, dès qu'on aborde des sujets autres que l'emploi. Ainsi, les contrôles d'identité policiers « au faciès » sont jugés anormaux par 65 % des personnes questionnées, et 31 % d'entre elles laisseraient leur fils de dix-sept ans tout à fait libre de sortir avec un garçon arabe. 43 % pensent que la justice ne poursuit pas assez les personnes qui ont des comportements ou expriment des opinions racistes.

(1) Sondage CSA réalisé du 25 octobre au 6 novembre 1990 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes âgées de dix-huit ans et plus.

Annulation d'un pèlerinage à Auschwitz de militants anti-avortement. — L'Union des nations de l'Europe chrétienne (UNEC), qui regroupe des catholiques intégristes, a annulé le pèlerinage anti-avortement qu'elle devait organiser, à Auschwitz, du 28 mars au 1^{er} avril prochain. L'UNEC explique avoir pris sa décision « sous le diktat des comités de coordination des organisations juives ». Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), entre autres, avait fait part de son « indignation » à propos d'un voyage qui, selon lui, « assimilerait péniencement l'avortement au plus grand génocide de tous les temps » (le Monde du 13 février).

Le Monde Sans Visa

MÉDECINE

En 1992

Un diplôme unique sera créé pour les infirmières

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, qui inaugurerait mercredi 20 mars le salon infirmier européen, a annoncé une série de mesures concernant la formation des infirmières. (Nos dernières éditions du 21 mars.) Tout d'abord, un diplôme unique sera mis en place dès 1992. Ce diplôme permettra aux infirmières d'exercer dans tous les secteurs : soins généraux, santé mentale, secteur libéral ou hospitalier.

Actuellement, on distingue les diplômes d'Etat infirmiers en soins généraux et les diplômes d'infirmiers en santé mentale. Si les premiers autorisent l'exercice de cette profession dans tous les secteurs, les seconds forment des infirmiers à « exercice limité ». En 1979, un premier rapprochement avait eu lieu entre ces deux formations et depuis, la majorité des infirmières et de leurs syndicats souhaitaient l'instauration d'un diplôme unique. Cette harmonisation va nécessiter une refonte totale des études et dès septembre 1992, « les élèves infirmières seront formées grâce à un nouveau programme », a annoncé M. Bruno Durieux.

Cette nouvelle formation « permettra de renforcer l'unité de la profession, de réaliser l'indispensable harmonisation européenne, a précisé le ministre, mais surtout d'appréhender au cours des études toutes les dimensions de l'être

humain : en matière de soins techniques, de soins éducatifs et relationnels, de soins de base, tout en prenant en compte la dimension psychologique des malades ». Parallèlement, une réflexion sera engagée avec le ministère de l'Éducation nationale pour définir les « modules du nouveau programme qui pourraient être pris en compte par les universités pour permettre aux infirmières de poursuivre éventuellement des études universitaires ».

La formation des cadres infirmiers, c'est-à-dire essentiellement des surveillantes, sera également améliorée. Une formation pour les cadres nommés à l'ancienneté sera instituée, « afin de leur assurer un niveau de compétence en rapport avec les exigences de leur fonction ». Et une modernisation de la formation dispensée dans les écoles de cadres est également engagée. Une commission de suivi sera enfin créée, pour veiller à la mise à jour du décret de compétence, qui fixe avec précision les actes professionnels des infirmières. On compte chaque année environ 13 000 élèves-infirmières et infirmiers inscrits en première année sur l'ensemble de la France.

M. L.

A la suite de dix-sept cas de trichinose humaine en France

L'importation de viande chevaline des Etats-Unis est interdite

Dix-sept cas de trichinose humaine — affection parasitaire transmise par la viande de cheval — ont été détectés dans les départements du Puy-de-Dôme et de l'Ailier, a indiqué, mercredi 20 mars, le ministère de l'Agriculture. L'enquête administrative réalisée par les services vétérinaires a montré que les viandes provenaient d'un abattoir américain. Les produits disponibles sur le marché ont été immédiatement retirés de la consommation et les importations de viande chevaline en provenance des Etats-Unis font, à compter du mercredi 20 mars, l'objet d'une interdiction d'importation en France.

La trichinose est une maladie parasitaire provoquée par un ver, le *trichinella spiralis*, qui se développe dans le tube digestif des animaux contaminés, chevaux ou porcs. Les larves se disséminent ensuite dans l'organisme pour atteindre tous les muscles de l'ani-

mal, et la consommation de cette viande propage la maladie. Cette affection, qui se manifeste par des douleurs abdominales, une diarrhée, de la fièvre et des courbatures, peut avoir des conséquences graves, notamment chez les personnes âgées.

La fécondation *in vitro* autorisée par les députés suisses. — En Suisse, les députés du Conseil national se sont prononcés, mercredi 20 mars, pour la fécondation *in vitro* (par 98 voix contre 76 et 11 abstentions), à la condition que les embryons surnuméraires soient détruits. Le premier bébé éprouvée est né en Suisse en 1985 et, depuis, bien d'autres ont suivi, hors de tout cadre légal. Il semble peu probable que la seconde chambre du Parlement s'oppose à la nouvelle loi, mais un référendum populaire reste possible. — (AFP)

ENVIRONNEMENT

M. Rocard maintient le système des redevances sur l'eau

C'est par un véritable « mini-conseil des ministres » que se sont terminées, mercredi 20 mars à la Cité des sciences de La Villette, les Assises nationales de l'eau. M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement, avait réuni à mobiliser une bonne partie de ses collègues du gouvernement. D'emblée, le premier ministre l'a conforté dans sa position : « La venue d'un écologiste au gouvernement a posé pas mal de problèmes, sinon à Brice Lalonde lui-même, du moins aux autres ministres, mais nous avons surmonté ces problèmes ».

Ancien ministre de l'Agriculture, M. Rocard a confirmé que les prélèvements d'eau pour l'irrigation donneront désormais lieu à paiement, étant bien entendu que les prélèvements les plus faibles seront exonérés. Il a précisé qu'il n'était pas « hostile » à la proposition de la profession agricole de comptabiliser les prélèvements d'eau par « groupements d'usagers ».

Tout en confirmant que le projet de loi sur l'eau sera discuté au Parlement « vers la fin avril », le premier ministre a reconnu que, « après de longues réflexions, le gouvernement n'a pas jugé nécessaire d'inscrire dans son projet de loi une modification du système de redevances ». Autrement dit, ni les consommateurs ni les agriculteurs ne paieront une contribution nouvelle aux actions de dépollution, comme il avait été annoncé ici ou là. Pourtant, M. Rocard a

rappelé que deux millions de Français sont aujourd'hui desservis par une eau non potable et que la teneur en nitrates augmente chaque année de 2 milliards par litre. « Il commence à y avoir danger public, ce n'est pas acceptable », s'est-il exalté.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat au budget, M. Michel Charasse, a chiffré les données de cette politique de « reconquête ». Pour dépolluer les cours d'eau, les agences de bassin ont dépensé 43,8 milliards de francs, au cours de leur cinquième programme pluriannuel. Elles s'apprêtent à en dépenser le double au cours de leur sixième programme, qui s'achèvera en 1998.

ROGER CANS

Fermeture d'une raffinerie polluante à Mexico. — A l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de la nationalisation des pétroles, le président mexicain Carlos Salinas a annoncé la fermeture de l'importante raffinerie d'Azcapotzalco à compter du lundi 18 mars. Cette entreprise, située au nord-ouest de la capitale, rejette dans l'atmosphère un dangereux cocktail de gaz et de poussières. Sa fermeture interviendra quelques jours après l'une des plus graves pollutions atmosphériques de l'histoire de la capitale mexicaine. Les troubles respiratoires avaient été tels que les principales usines de l'agglomération avaient dû être mises en chômage pendant trois jours. — (AFP)

JUSTICE

La mise en c...

Selon ses accusés « nié dans chaque

Entouré de M. Jean-Jacques Beucier, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et du général Alain de Boissieu, président de l'Union pour la défense des armées françaises (UDAF), M. Jean-Marie Varaut a annoncé, mercredi 20 mars, au cours d'une conférence de presse, que « tous les éléments étaient réunis pour caractériser le crime contre l'humanité » pour lequel il entend poursuivre M. Georges Boudarel, maître de conférences d'histoire, ancien instructeur politique dans un camp viet-

M. Varaut a annoncé son intention de déposer plainte avec constitution de partie civile au tribunal de Paris, la semaine prochaine. Agissant au nom de deux anciens prisonniers du camp 113 dans lequel M. Boudarel assurait les cours de propagande vietnamienne en 1953 (le Monde du 14 mars), l'avocat a précisé que dix-huit autres anciens prisonniers ont consigné leurs témoignages par écrit.

Une politique d'hégémonie idéologique

Sans entrer dans le détail de ses témoignages, M. Varaut, prêt à M. Boudarel lors de son passage au camp 113, a déclaré avoir vu « dans chaque individu l'idée même d'humanité par des traitements inhumains », notamment par une politique délibérée de malnutrition et de dégradation politique assimilable à des pratiques de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréhension du colonel Eric Weinberger qui cumula une dégradation dans le camp 113 au Vietnam après une

autre fois, M. Varaut a déclaré avoir vu « dans chaque individu l'idée même d'humanité par des traitements inhumains », notamment par une politique délibérée de malnutrition et de dégradation politique assimilable à des pratiques de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréhension du colonel Eric Weinberger qui cumula une dégradation dans le camp 113 au Vietnam après une

Les magistrats ont décidé de poursuivre M. Boudarel pour le crime contre l'humanité. M. Varaut a déclaré avoir vu « dans chaque individu l'idée même d'humanité par des traitements inhumains », notamment par une politique délibérée de malnutrition et de dégradation politique assimilable à des pratiques de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréhension du colonel Eric Weinberger qui cumula une dégradation dans le camp 113 au Vietnam après une

La mise en c...

COUPE D'EURO

Les Lomb...

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant l'équipe italienne du Milan AC (1-0), mercredi 20 mars, en match retour des quarts de finale. La but de la victoire a été inscrit par le Britannique Chris Waddle.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'Olympique de Marseille pensait avoir tout envisagé : le meilleur, le pire et même une défaite sur un but marqué à la minute, comme l'an dernier contre le Benfica Lisbonne. Il se croyait à l'abri de l'imprévu. Plus rien ne pouvait l'échapper de la part de ses compatriotes européens qui se refusent depuis toujours aux clubs français. Il se trompait.

Le temps réglementaire était presque écoulé. L'arbitre du jour, le Suédois Bo Karlsson, accordait simplement quelques secondes supplémentaires pour compenser divers arriérés de jeu. Un quart d'heure plus tôt, à la soixante-quinzième minute de ce quart de finale, le Britannique de l'OM, Chris Waddle, avait inscrit le but de la victoire marseillaise en renversant de volée un centre du Chanceliérien Abadi. Pelé, dévot de la tête par Jean-Pierre Papin. Ce but assurait pratiquement la qualification et permettait d'effacer une piètre prestation d'ensemble.

Panne mystérieuse

Entre les bêtises de Manuel Amoros, la nervosité de Jean-Pierre Papin et le manque d'inspiration offensif du milieu de terrain, l'OM n'avait guère convaincu. Mais il allait néanmoins obtenir une qualification méritée. C'était l'heure de secondes. Le public frappait dans ses mains. Après tout,

Le but de la victoire a été inscrit par le Britannique Chris Waddle.

Le temps réglementaire était presque écoulé. L'arbitre du jour, le Suédois Bo Karlsson, accordait simplement quelques secondes supplémentaires pour compenser divers arriérés de jeu. Un quart d'heure plus tôt, à la soixante-quinzième minute de ce quart de finale, le Britannique de l'OM, Chris Waddle, avait inscrit le but de la victoire marseillaise en renversant de volée un centre du Chanceliérien Abadi. Pelé, dévot de la tête par Jean-Pierre Papin. Ce but assurait pratiquement la qualification et permettait d'effacer une piètre prestation d'ensemble.

Entre les bêtises de Manuel Amoros, la nervosité de Jean-Pierre Papin et le manque d'inspiration offensif du milieu de terrain, l'OM n'avait guère convaincu. Mais il allait néanmoins obtenir une qualification méritée. C'était l'heure de secondes. Le public frappait dans ses mains. Après tout,

مركز من لاجل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La mise en cause de l'ancien instructeur politique du camp 113

Selon ses accusateurs, M. Georges Boudarel aurait « nié dans chaque individu l'idée même d'humanité »

Entouré de M. Jean-Jacques Beucier, ancien secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et du général Alain de Boissieu, président de l'Union pour la défense des armées françaises (UDAF), M. Jean-Marc Varaut a annoncé, mercredi 20 mars au cours d'une conférence de presse, que « tous les éléments étaient réunis pour caractériser le crime contre l'humanité » pour lequel il entend poursuivre M. Georges Boudarel, maître de conférences d'histoire, ancien instructeur politique dans un camp vietnamien.

M. Varaut a annoncé son intention de déposer plainte avec constitution de partie civile au tribunal de Paris, la semaine prochaine. Agissant au nom de deux anciens prisonniers du camp 113 dans lequel M. Boudarel assurait les cours de propagande vietnamienne en 1953 (le Monde du 14 mars), l'avocat a précisé que dix-huit autres anciens prisonniers ont consigné leurs témoignages par écrit.

Une politique d'hégémonie idéologique

Sans entrer dans le détail de ces témoignages, M. Varaut prête à M. Boudarel lors de son passage au camp 113 une « volonté d'avoir nié dans chaque individu l'idée même d'humanité par des traitements inhumains », notamment par une politique délibérée de malnutrition et de rééducation politique assimilable à des pratiques de torture et d'extermination. M. Varaut a notamment cité l'appréciation du colonel Eric Weinberger qui cumula une détention dans le camp 113 au Vietnam après une

autre dans un camp nazi en Allemagne : « En plus des morts, il y avait chez les vietnamiens le viol des consciences. »

Contre le fait que la justice aura pour la première fois à se pencher sur des accusations de crimes contre l'humanité ne faisant pas référence à la deuxième guerre mondiale, la procédure engagée contre M. Boudarel va ouvrir un débat juridique dont l'affaire Klaus Barbie avait déjà illustré la complexité.

A cette occasion, la chambre criminelle de la cour de cassation avait, dans un arrêt du 20 décembre 1985, donné sa définition des crimes contre l'humanité, crimes imprescriptibles, constitués, selon elle, par « des actes inhumains et des persécutions qui, au nom d'un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique, ont été commis de façon systématique, non seulement contre des personnes en raison de leur appartenance à une collectivité raciale ou religieuse, mais aussi contre les adversaires de cette politique quelle que soit la forme de leur opposition ».

Les magistrats auront à se prononcer sur l'existence de l'Etat vietnamien en 1953, certes embryonnaire mais déjà reconnu par les pays de l'Est, mais surtout sur la réalité d'une politique d'hégémonie idéologique du Vietnam, mouvement insurrectionnel indépendant, accompagné d'un système dans la persécution et les mauvais traitements. La partie civile ne devra donc pas se contenter de recueillir des témoignages d'actes mais devra prouver qu'elles étaient commises au nom d'une politique explicite. M. Varaut assure déjà disposer d'une circulaire des autorités vietnamiennes instituant une « dénutrition organisée et généralisée des prisonniers français ». Celle-ci prévoyait quatre types de rations. La ration A, constituée de quatre « ké-bath »

[boules de riz], pour les meilleurs travailleurs, les délateurs et les bons élèves des cours de propagande politique. La ration B, trois « ké-bath », pour les bons éléments. La ration C, deux « ké-bath », pour ceux qui somnolent pendant les cours. La ration D, un « ké-bath » pour les irréductibles, autant dire qu'ils étaient condamnés à mort ».

« Le rôle civilisateur de l'armée française »

Pour sa défense, M. Boudarel a toujours assuré que les prisonniers français disposaient de la ration alimentaire d'un combattant vietnamien. Expliquant que le taux de mortalité dans les camps, comparable à celui des camps nazis (60 %), était dû aux maladies tropicales et à l'absence de médicaments, l'ancien chef-adjoint du camp 113 précise que, si le gouvernement de Hô Chi Minh n'avait pas eu les moyens de sa politique, celui-ci s'était cependant donné pour but « d'affaiblir la combativité des prisonniers et des libérations successives afin de ne pas contraindre la campagne menée en France contre la poursuite de la guerre. Sur un plan de tactique militaire, les libérations de prisonniers dans les zones combattantes avaient pour but « d'affaiblir la combativité des troupes françaises qui allaient être attaquées ». Ainsi 4 700 prisonniers français ont été libérés entre 1945 et 1954. Mais à la fin de la guerre, 10 754 hommes ont été retrouvés « vivants » alors que le nombre de disparus s'approchait de 37 000 (1).

Sur la manière dont était instruit le procès contre M. Boudarel, M. Beucier a précisé : « On nous accuse d'être récupérés par l'extrême-droite, et ainsi l'extrême-gauche récupère à la façon Georges Boudarel, c'est absurde. Il n'y a rien de politique dans cette affaire, pour nous M. Boudarel est un

assassin. » M. Varaut a indiqué qu'il « s'en tiendrait au camp 113 et au rôle qu'y a joué M. Boudarel. Nous ne voulons pas nous laisser entraîner dans le débat politique à un moment où la guerre d'Indochine est tout de même réévaluée dans l'opinion publique qui découvre le rôle civilisateur de l'armée française ».

De leur côté, une vingtaine de députés UDF-PRP ont rendu hommage aux victimes françaises de la guerre d'Indochine en déposant une gerbe, mercredi, devant le monument aux morts du Palais-Bourbon, accusant M. Boudarel de s'être rendu coupable de « tortures morales et physiques ». Interrogés par l'AFP, des élus gaullistes, qui ont souhaité garder l'anonymat, ont déploré que certains de ces élus n'aient pas la même attitude à l'égard de proches de l'OAS qui ont tenté d'assassiner le général de Gaulle.

L'université Jussieu-Paris-VII soutient pour sa part son enseignant d'histoire après un vote unanime de son conseil d'administration. Rappelant dans un communiqué que M. Boudarel est un « chercheur aux qualités reconnues par ses pairs et appréciées par ses étudiants », amnistié en 1966 pour des faits liés à un engagement politique, l'université affirme qu'il « doit donc être protégé contre l'arbitraire médiatique ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

(1) Statistiques établies par le commandant Martin et reproduites dans la thèse de Robert Bonafant, « Les prisonniers de guerre du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient dans les camps vietnamiens », université de Montpellier III.

L'affaire des fausses factures et du financement du Parti socialiste

M. Marchand réfute les accusations de l'ex-inspecteur Gaudino

Le ministre de l'intérieur a réfuté, mercredi 20 mars, les accusations de l'ex-inspecteur de police Antoine Gaudino, selon lesquelles il aurait été impliqué dans l'affaire des fausses factures des bureaux d'études Urba-Gracco, chargés du financement occulte du Parti socialiste.

Interrogé à l'issue du conseil des ministres, M. Philippe Marchand a souligné que M. Gaudino avait fait référence à un livre qui, évoquant la construction du pont de l'île de Ré (le Monde du 21 mars), citait une date : le 16 mai 1986. « Je n'étais plus président du conseil général de la Charente-Maritime depuis le 17 mars 1985 », a souligné le ministre. Celui-ci a admis que le PDG d'Urba-Gracco, M. Gérard Monnaie, lui avait toute-

fois « parlé » alors qu'il était à la tête du conseil général. « Mais je ne lui avais pas répondu », a déclaré le ministre de l'intérieur, dont l'entourage précise qu'il avait ainsi opposé une fin de non-recevoir.

La position de M. Marchand paraît, en la matière, constante. Lors de l'émission, « Droit de réponse » du 12 septembre 1987 consacrée au pont de l'île de Ré, il avait déjà affirmé son refus d'entrer dans une telle logique.

Cette émission de TF 1, dont le nouveau PDG, M. Francis Bouygues, était à la tête du groupe chargé du chantier de l'île de Ré, avait été la dernière de « Droit de réponse ».

E. In.

En marge de l'affaire Doucé

L'ex-inspecteur Jean-Marc Dufour et « le Figaro » condamnés pour diffamation envers M. Philippe Guillaume

Présidée par M. Alain Lacabanne, la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a condamné, mercredi 20 mars, M. Jean-Marc Dufour, l'inspecteur des renseignements généraux révoqué à la suite de l'affaire Doucé, et M. Christian Grimaldi, directeur de publication du Figaro, à verser chacun 10 000 F d'amende pour diffamation envers M. Philippe Guillaume, ancien PDG d'Anglo-Traffic 2 et de FR 3. Dans une interview publiée par le quotidien le 25 octobre 1990, le policier laissait entendre qu'il avait été chargé par sa hiérarchie de tendre un piège à M. Guillaume en recrutant un jeune prostitué homosexuel.

Le tribunal a considéré que « l'imputation ou l'allégation est fautive même si elle est présentée par voie d'information, dès lors qu'elle se rapporte à un fait précis contraire à l'honneur et à la considération ».

Le jugement ajoute que l'imputation d'homosexualité « formulée à l'égard d'un homme marié, père de famille, porte atteinte à sa considération des lors qu'il lui est prêt un comportement personnel contraire aux règles de conduite qu'il devait respecter en fonction de sa situation familiale ». Le tribunal a refusé la demande en réparation de M. Guillaume, qui avait exigé le versement de 1 F de dommages et intérêts pour M. Dufour et de 1 million de francs pour M. Grimaldi, estimant qu'il ne pouvait prononcer une condamnation supérieure à l'égard du directeur de publication du Figaro. MM. Dufour et Grimaldi devront verser chacun un franc à M. Guillaume.

CORRESPONDANCE

« La chute d'un maire »

Une lettre de M. Pierre Dumons

A la suite de l'article paru sous le titre « La chute d'un maire » et consacré aux difficultés de M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire (PS) d'Angoulême, dans nos éditions du 25 février, nous avons reçu de M. Pierre Dumons les précisions suivantes :

Il est écrit dans cet article : 1 - Que je serais « un familier de M. Boucheron ». J'affirme que je n'ai jamais rencontré, ni par téléphone, ni échangé de courrier avec M. Boucheron. Je n'ai jamais eu avec lui aucune relation, et personne ne m'a jamais proposé, le concernant, quelque tractation que ce fût.

2 - Qu'ayant « habité Bordeaux », j'animais les bureaux d'études « aujourd'hui sur la sellette ». Je n'ai jamais résidé à Bordeaux. Si je revendique la responsabilité des bureaux d'études que dirige, parmi lesquels E.I.S. et Duchassaigne, et dont la clientèle nombreuse, aux références considérables, depuis la fondation du groupe en 1934, attestera de la probité et de la qualité professionnelle, je n'ai jamais eu la moindre responsabilité ni la moindre influence sur la gestion des sociétés SEPC (dont je suis seulement porteur d'un faible nombre de titres et

aux assemblées générales de laquelle je n'ai jamais été convoqué) et SCCA (dont j'ignore quasiment tout) :

3 - Que « la société EIS était impliquée dans le procès de M. Orta », relatif à une affaire concernant la ville de Carcassonne. Il doit y avoir confusion ou une homonymie. Je ne connais pas M. Orta. Je n'ai pas traité d'affaire concernant la ville de Carcassonne. La société EIS dont je suis président n'a jamais été mise en cause dans « l'affaire Orta » et je n'ai jamais été entendu à aucun stade de cette affaire.

4 - Enfin je nie toute responsabilité dans « l'affaire Boucheron », à propos de laquelle je viens d'être inculpé, à ma grande surprise, sans connaître encore les charges qui me sont imputées et au sujet desquelles j'ai hâte de m'expliquer devant le magistrat instructeur.

[M. Boucheron était salarié de la SEPC, dont M. Dumons admet être porteur de titres. Il ne nous appartient pas de commenter les motifs pour lesquels le président Guy Joly a inculpé M. Pierre Dumons de « complicité de corruption, faux en écriture de commerce et usage, recel d'abus de biens sociaux et complicité d'ingérence ». — D. R.]

SPORTS

COUPE D'EUROPE DE FOOTBALL : Marseille élimine Milan (1-0)

Les Lombards, sans gloire et dans le noir

L'Olympique de Marseille s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions en dominant l'équipe italienne du Milan AC (1-0), mercredi 20 mars, en match retour des quarts de finale. Le but de la victoire a été inscrit par le Britannique Chris Waddle.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'Olympique de Marseille pensait avoir tout envisagé : le meilleur, le pire et même une défaite sur un but marqué à la main, comme l'an dernier contre le Benfica Lisbonne. Il se croyait à l'abri de l'imprévu. Plus rien ne pouvait étonner de la part de ces compétitions européennes qui se refusent depuis toujours aux clubs français. Il se trompait.

Le temps réglementaire était presque écoulé. L'arbitre du jour, le Suédois Bo Karlsson, accordait simplement quelques secondes supplémentaires pour compenser divers arrêts de jeu. Un quart d'heure plus tôt, à la soixante-quinzième minute de ce quart de finale, le Britannique de l'OM, Chris Waddle, avait inscrit le but de la victoire marseillaise en reprenant de volée un centre du Ghanaéen Abedi Pele dévié de la tête par Jean-Pierre Papin. Ce but assurait pratiquement la qualification et permettait d'effacer une piètre prestation d'ensemble.

Panne mystérieuse

Entre les bévues de Manuel Amoros, la nervosité de Jean-Pierre Papin et la manque d'esprit offensif du milieu de terrain, l'OM n'avait guère convaincu. Mais il allait néanmoins obtenir une qualification méritée. C'était une affaire de secondes. Le public frappait dans ses mains. Après tout,

n'était-ce pas le meilleur moyen de ne pas se ronger les ongles ou de regarder trop souvent sa montre ?

Dans les confortables loges, la France de la politique s'immobilisait autant que celle du show-biz : MM. Laurent Fabius (président de l'Assemblée nationale), Jean-Louis Bianco (secrétaire général de l'Elysée) et Jean-Paul Huchon (directeur de cabinet de M. Michel Rocard) étaient présents, ainsi que Jean-Paul Belmondo ou Vanessa Paradis. Quinze ans après l'épopée des « verts » de Saint-Etienne, le stade vélodrome est devenu un endroit où il est de bon ton de s'écarter les mercredis de fête.

Bernard Tapie et la « queue de poisson »

Mais soudain, là-bas, à gauche de la tribune officielle, les projecteurs de l'un des quatre pylônes d'éclairage se sont éteints, victimes d'une mystérieuse panne. Les trois autres pylônes du même type étant toujours valides, les deux équipes continuèrent à jouer comme si de rien n'était, du moins pendant quelques secondes. Car les Milanais, emmenés par le Néerlandais Ruud Gullit, décidèrent bientôt de rentrer aux vestiaires, assurant que la visibilité n'était plus suffisante. Les joueurs marseillais, eux, souhaitaient bien au contraire en finir au plus vite et certifier, à juste titre, qu'il était possible de jouer ainsi.

La revendication des Milanais avait aussi d'autres motivations. D'abord, ils n'avaient guère apprécié le fait que, quelques minutes plus tôt, le terrain soit envahi à deux reprises par des photographes persuadés que le coup de sifflet final venait d'être donné. Ensuite et surtout, il venait de trouver dans ces failles de l'organisation, une ultime chance de survis. Ils pensaient qu'une réclamation bien étayée obligerait l'UEFA, le « gouvernement » du football européen, à faire rejouer le match.

Dans ces conditions, ils n'avaient nullement l'intention de reprendre le jeu. D'ailleurs, lorsque une partie des projecteurs défectueux s'alluma de nouveau, Franco Baresi, leur capitaine et deux dirigeants, les invitèrent à ne pas obéir à l'arbitre suédois pourtant très patient. Ni d'interminables palabres avec les joueurs et les dirigeants, ni les sifflets du public local et les brèves échauffourées entre leurs supporters et les forces de l'ordre ne purent les convaincre de revenir pour éviter des incidents plus graves. A bout de patience, M. Karlsson siffla la fin du match, libérant enfin la joie des Marseillais.

Quelques minutes plus tard, au son des vestiaires, les joueurs italiens et leur entraîneur, Arrigo Sacchi, refusèrent toute déclaration sur cette pitoyable sortie. On apprit cependant qu'ils allaient déposer une réclamation auprès de l'UEFA, en particulier à propos de la sécurité et de l'éclairage. Il faut attendre l'arrivée d'un Bernard Tapie euphorique pour évoquer enfin ce qu'il appella une « sortie en queue de poisson » des Italiens. « Ce n'est pas très bien pour le sport », assura le député des Bouches-du-Rhône, qui venait de suivre le match depuis sa loge. « Si Berlusconi avait été là, cela ne se serait pas passé comme cela », ajouta-t-il.

M. Silvio Berlusconi n'est pas homme à tolérer de ses joueurs qu'ils s'échappent ainsi. Absent du stade-vélodrome, il n'a pu intervenir dans les négociations. Sa présence aurait pourtant été souhaitable, car, en agissant de la sorte, les joueurs n'avaient sans doute pas conscience des risques qu'ils prenaient pour leur club. Confrontée à de tels cas, l'UEFA ne peut être que très sévère. Une suspension d'au moins une année semble inévitable tant la faute des Lombards ne semble guère discutable.

Le Milan AC aura du mal à s'en remettre. En quelques minutes, le club italien a tout perdu. Sur le plan sportif, les joueurs lombards,

vainqueurs de la Coupe d'Europe des clubs champions en 1989 et 1990, ne forment plus une grande équipe. Sur le plan de la réputation, le club et certains de ses joueurs (Gullit, Baresi) ont également tenu une image très positive en Europe. Milan n'est plus Milan. Marseille est plus que jamais Marseille. Certains de ses habitants fanfaronneront et défilèrent jusqu'au petit jour sur la Cannebière. Sans le vouloir, le mytique Milan AC n'aurait-il pas désigné son successeur ?

LA FRÉNÉSIE QUI S'EMPARA DE LA VILLE EST TELLE QUE SON MAIRE, LE TRÈS DISCRET ROBERT VIGOUROUX, N'Y ÉCHAPPE PAS. AINSI A-T-IL DÉROGÉ À SA RÉSERVE HABITUELLE POUR ASSURER QU'UN STADE D'ENVIRON SOIXANTE-DIX MILLE PLACES SERAIT CONSTRUIT, DANS LES ANNÉES À VENIR, EN PÉRIPHÉRIE DE LA VILLE, NON LOIN DE L'AÉROPORT DE MARIGNANE.

PHILIPPE BROUSSARD

Les résultats

Coupe des champions
Marseille b. Milan A.C. 1-0. Marseille qualifié ; Spartak Moscou b. Real Madrid 3-1. Spartak qualifié ; Etoile rouge Belgrade b. Dynamo Dresde 2-1 ; match suspendu à la 78^e minute pour violence dans les tribunes, des spectateurs lançant des objets divers sur les joueurs yougoslaves ; Bayern de Munich b. F.C. Porto 2-0. Bayern qualifié.

Coupe de l'UEFA
As Rome b. Anderlecht 3-2. Rome qualifié ; Inter Milan-Atalanta Bergame 2-0. Inter qualifié ; Barcelona-Dinamo Kiev 1-1. Barcelona qualifié ; Sporting de Lisbonne b. Bologne 2-0. Sporting qualifié.

Coupe des coupes
Juventus de Turin b. F.C. Lège 3-0. Juventus qualifiée ; Sampdoria-Legia Varsovie 2-2. Legia qualifiée.

CULTURE

ARTS

Une vitrine en chantier

Le Musée des arts décoratifs entreprend sa rénovation, mais s'interroge encore sur sa vocation

Situé le long de la rue de Rivoli, entre les Tuileries et le Palais-Royal, le Musée des arts décoratifs renouveau à l'ombre et à la poussière. Moderniser, agrandir, favoriser l'accueil du public : telles sont les grandes lignes de ce renouveau annoncé. « Rendre le musée accessible et fréquentable », voilà la priorité pour M. Pierre Lambertin, ancien préfet, aujourd'hui bras droit de M. Antoine Riboud aux Arts décoratifs. L'homme de terrain, le gestionnaire, c'est lui. Le lifting a été confié à M. Daniel Kahane. Car le programme est architectural avant d'être culturel. L'important, c'est la boîte.

Entre le premier coup de pioche prévu pour avril et la fin des travaux annoncée pour début 1994, le bâtiment des arts décoratifs (il abrite le Musée des arts décoratifs proprement dit, celui de la publicité et celui des arts de la mode) aura gagné 5 000 m² supplémentaires, grâce à la récupération de l'aile de Rohan (ex-ministère des finances) et à la construction de 1 000 m² de réserves en sous-sol. L'actuel Musée des arts de la mode, situé dans le Pavillon de Marsan, sera transféré dans l'aile de Rohan. A sa place sera créé un département de design (centre de documentation, galeries permanentes et expositions temporaires).

Mais, comme le précise le communiqué de presse, « l'extension des surfaces n'est pas une fin en soi ». Le souci de clarté prime. Les baies vitrées du pavillon de Marsan offrent une vue exceptionnelle – la ligne Concorde-Etoile-Defense se dessine à l'horizon – elles étaient néanmoins occultées, conservation des costumes obligée. En 1994, les Arts décoratifs s'ouvriront sur les jardins du Carrousel. Une large entrée devrait remplacer les deux accès peu accueillants qui n'incitent guère à la curiosité. Aujourd'hui, seuls 300 000 visiteurs (plus de 5 millions pour le Louvre voisin) pénètrent dans ce dédale parfois étonnant, mais largement ignoré. Sait-on que le musée possède 120 000 objets, 10 000 costumes, 100 000 affiches ? Qu'un tiers seulement des collections sont montrées ? Qui connaît l'existence

du Centre du verre ? Un département ouvert en 1985, subventionné par le Centre national des arts plastiques, qui met à la disposition du public un service de documentation. Du côté du Musée de la mode, en dépit de ses trésors, l'obscurité est encore plus opaque. Six ans après son inauguration en fanfare, le public doute, à juste titre, de son existence.

Pour rénover sa vitrine, l'UCAD dispose d'un budget de 175 millions de francs (70 millions de francs en provenance de l'établissement public du Grand Louvre, 105 millions de francs versés par le ministère de la culture). Un geste aussi généreux qu'intéressé. Sans une solide toile, le Musée des arts décoratifs aurait vraiment fait tâche au milieu du vieux palais métamorphosé en fringante entreprise culturelle depuis l'inauguration de la pyramide de Pei.

Le beau dans l'utile

Le dieu Communication, superman des temps modernes, a donc été dépêché sur les lieux : création de zones de détente, d'une cafétéria, d'une galerie marchande, de zones d'information avec bornes vidéo pour guider le visiteur. Au niveau 1, une « rue » d'animations sera mise en place, dotée d'une salle de conférences, de « haltes techniques » où des échantillons « non précieux » de marbre, de céramique, de papiers peints, de tissus, de verre, pourront être manipulés par le visiteur. L'architecture intérieure sera confiée à l'agence Cobalt, responsable avec M. Jean-Michel Wilmette de l'agencement des espaces de restauration du Grand Louvre.

« Entretenir en France la culture des arts en poursuivant le beau dans l'utile », tel était, à sa naissance, le projet initial de l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD). C'est cette association, créée en 1882, qui engendrera le Musée des arts décoratifs inauguré au Pavillon de Marsan par Emile Loubet en 1905. L'UCAD a accompagné les grands moments de la création du début de ce siècle : art nouveau, art déco et, plus

tard, l'Union des artistes modernes, mené par René Herbst, Le Corbusier, Mallet-Stevens et Charlotte Perriand.

Dans les années 60, il accueille encore les manifestations d'avant-garde dans le domaine des arts plastiques. En 1969, le Centre de création industrielle (CCI) s'y installe avec bonheur avant d'être récupéré par le Centre Pompidou. Ensuite c'est un sommet entrecoupé de quelques coups d'éclats signés de M^{me} Yvonne Brunhammer. Et c'est ce capital assoupi que M. Antoine Riboud, patron du premier groupe alimentaire français, est chargé de réveiller. « Nous arrivons un peu tard dans cette maison », constate M. Pierre Lambertin, qui a décidé de laisser le musée ouvert pendant les travaux. Les vraies difficultés commencent en effet. Car, si le projet architectural est au point (et absorbe la quasi-totalité des fonds), le projet culturel reste embryonnaire, tout en étant soumis au maigre budget de fonctionnement de la maison (environ 75 millions de francs). Et pour cause : la direction scientifique n'est pas encore mise en place.

Le 2 avril, M^{me} Yvonne Brunhammer sera nommée chargée de mission auprès du président et devra prendre en charge le Musée des arts de la mode. M^{me} Danièle Giraudy, hier à la tête du musée Picasso d'Antibes, lui succédera en juin prochain. Aura-t-elle le temps de mettre en place un véritable programme d'ici au début de 1994 ?

Les incertitudes du mécénat

Reste un point d'interrogation : le rôle et le pouvoir effectif de M^{me} Mariella Berthéas, nommée directrice de la communication et du mécénat. Déléguée générale de la Fondation Jacques Doucet, elle dirige actuellement l'Espace Koenigswald pendant vingt-cinq ans. Tout le débat est là : le Musée des arts décoratifs est-il voué à n'être qu'un musée des « arts mineurs » ? On peut même se demander s'il n'est pas destiné à n'être que l'antichambre dorée du Grand Louvre.

M. Antoine Riboud, P. D. G. de BSN-Gervais Danone, est aussi depuis deux ans le président de l'Union centrale des arts décoratifs. Il nous explique ici ses projets.

« Vous présidez l'Union centrale des arts décoratifs (UCAD) depuis mars 1989. Quelles leçons en tirez-vous ? »

« Globalement, le bilan est très positif. L'UCAD regroupe des musées, des écoles qui tous vivent très pauvrement. Le personnel n'a pas le même salaire que celui du Louvre. La conservation est peu nombreuse, dévouée, mais très compartimentée. C'est une entreprise qui a besoin de se moderniser, d'évoluer. Pendant un an, il a fallu s'assurer qu'on restait bien rue de Rivoli. Nous avons finalement, eu gain de cause. Heureusement car notre adresse est magique. »

« Avez-vous des modèles en matière de musée d'arts décoratifs ? »

« Il n'y a pas de modèles, mais des exemples dont on doit pouvoir s'inspirer. A York, en Grande-Bretagne, on présente à un large public les objets de la vie quotidienne. On y a par exemple reconstitué une rue du dix-neuvième siècle. La Fondation Gulbenkian, de Lisbonne, possède, elle, des pièces magnifiques. Le Musée des arts décoratifs de Paris doit trouver un équilibre entre la présentation des objets usuels et celle des œuvres d'art. Mais je ne suis pas un professionnel. Aussi ai-je embauché Danièle Giraudy. Elle a un an et demi pour élaborer un projet. Mais, entre réforme et révolution, il y a une plage. Je constate qu'il y a 4 millions de visiteurs au Louvre et seulement 300 000 aux Arts déco. On doit pouvoir doubler cette fréquentation. »

« Quel intérêt accordez-vous à la conservation ? »

« La première chose à faire, c'est de mettre nos collections sur ordinateur, pour estimer nos richesses. Cette informatisation demandera des moyens importants qui devront figurer dans notre budget de fonctionnement. J'ai également l'intention de créer une Fondation pour entretenir ce patrimoine. »

« Pensez-vous que les industriels soient prêts à investir dans ce domaine ? »

« Les musées, c'est comme le sport. Les industriels sont de plus en plus conscients de leur responsabilité collective vis-à-vis du public. On ne fera pas rêver les citoyens avec des parts

de marché. Je commencerai à rechercher des partenaires dès la fin de l'année, quand je pourrai montrer quelque chose. Pour l'instant, rien n'est prêt. Il faudra cinq ans pour atteindre pleinement des objectifs qui ne sont d'ailleurs pas encore tous définis. »

« Au siège social de BSN, la décoration n'est pas éblouissante : tissu orange, sièges en plastique. Pour un président des Arts décoratifs, est-ce là une bonne image de marque ? »

« Une entreprise, c'est par définition la sobriété, un lieu qu'on doit gérer avec une immense rigueur, pas une scène de représentation. Faire refaire une entrée par un grand styliste, ce ne fait pas partie de mon système de valeurs. »

« Avec l'arrivée des gestionnaires, le rôle des conservateurs va-t-il être redéfini ? »

« Les conservateurs sont les créatifs du musée. Ils doivent innover, gérer le capital culturel de l'UCAD, assurer la présentation des expositions permanentes et mettre en scène la communication de l'établissement. Les gestionnaires sont là pour vérifier les comptes. Ils n'ont aucun pouvoir de sanction. »

« Qui sanctionne, alors ? »

« Le public. Mais il s'agit de trouver un équilibre entre l'édifice formel et la dictature de l'Audimat. Je n'attends de l'UCAD aucune rentabilité. »

« Qu'est-ce qui vous a poussé à accepter le poste que vous occupez ? »

« Yvonne Brunhammer m'a demandé de venir ici à un moment de ma vie où je me rendais compte que je n'avais jamais donné de temps à la collectivité. C'est pour moi, si vous voulez, une forme de mécénat. Et puis, les métiers d'art m'intéressent. »

« Et le design ? »

« Il a bouleversé notre vie ! On est passé d'une économie de produits à une économie de marques. Aujourd'hui, tout est design. Ce n'est plus l'épicerie qui fait l'argumentaire de vente, mais la publicité, l'image, l'emballage. Un exemple. Un jour, mon copain Rostropovitch me présente le ministre de l'Agriculture soviétique qui me dit : « Vous, vous devez être très riche avec les 750 000 tonnes de yaourts que vous vendez chaque année. » Je lui ai simplement répondu que je ne vendais pas des yaourts mais des Danone. »

Propos recueillis par LAURENCE BENAÏM

MUSIQUES

Divine surprise

David Owen Norris a trente-sept ans, il est pianiste concertiste, répertoire à Covent Garden, organiste, clavicembaliste, pianofortiste, écrivain, conférencier, auteur d'émissions de radio et de télévision, musicologue, professeur à l'Académie royale de musique de Londres, et il dirige un festival qui associe professionnels et amateurs. David Owen Norris est britannique. Il vient de remporter l'unique prix de la Fondation Gilmore : 250 000 dollars en contrats et autres services (le Monde du 6 novembre).

Les jurés du concours ont été fidèles aux souhaits exprimés par feu M. Gilmore : déboucher un pianiste dont la carrière ne soit pas à la hauteur de son art. Déboucher est le bon mot, car ce concours n'en est pas tout à fait dans la mesure où les candidats ignorent qu'ils sont concurrents. Pour réaliser ce tour de force, la Fondation Gilmore s'appuie sur une commission internationale constituée de professionnels de la musique, auxquels elle demande de dresser dans le plus grand secret une liste de pianistes talentueux, ignorés en dehors de leur pays. De sélection en sélection, la fondation en retient quelques-uns. Les jurés assistent à leurs concerts de

façon anonyme. Ces pianistes sont donc jugés dans le cadre de leurs activités habituelles.

Comment David Owen Norris a-t-il appris cette distinction ? « J'étais à l'hôtel, quand on a sonné à la porte de ma chambre. J'ai ouvert, et j'ai eu la surprise de voir entrer une équipe de télévision. Je n'ai d'abord rien compris, mais lorsque l'on m'a expliqué de quoi il retournait, mes jambes se sont mises à flageoler. Par chance, j'étais près d'un fauteuil. Mes esprits revenus, j'ai compris la portée de ce prix et la chance d'avoir été distingué par une fondation qui va me permettre de jouer dans le monde entier tout en préservant ma vie de famille. Et puisque vous êtes français, je vous dois une information qui vous tienne droit au cœur : ce n'est qu'à l'âge de vingt-cinq ans que je suis devenu pianiste, grâce à l'enseignement d'Yvonne Lefébure et à la méthode d'Alfred Cortot qu'elle enseignait. »

David Owen Norris sera l'invité du Festival festival, le 16 juillet prochain. Les pressés se jetteront sur son enregistrement du Quintette avec piano d'Arnold Bax qui vient d'être publié par le très britannique Chandos.

A. L.

THÉÂTRE

Le vertige au bord du vide

Les mots de Nathalie Sarraute, le lyrisme de Marina Tsvetaeva

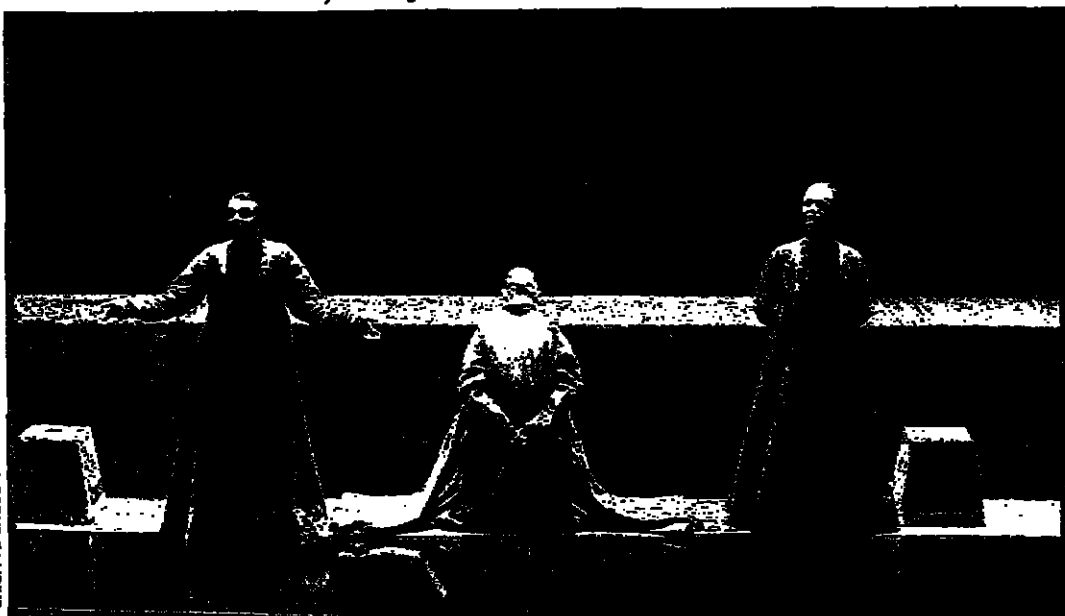
LES FRUITS D'OR
ou Paris-Ville
PHÈDRE
à l'Athénée

Voici un roman, *Les Fruits d'or*, qui remporte un foudroyant succès. L'avoir lu est un devoir, on doit pouvoir en citer des extraits, en déguster les coups de génie. C'est une affaire entendue, l'auteur n'a rien à envier à Shakespeare, ses platitudes de style ne sont que coquetteries délibérées, il l'a affirmé au cours d'une interview, il faudrait être nul et aigri pour en douter. A moins que...

Dans son roman – adapté au théâtre par Elisabeth Chailloux, également metteur en scène, et Antoine Collin, qui connaît bien les milieux littéraires – Nathalie Sarraute décrit les glissements progressifs de l'opinion, la façon dont elle se modifie et modifie les comportements. La façon dont ces modifications creusent leur chemin au-dessus de gens qui cherchent un sens à leur vie et ne le trouvent que dans l'obligation d'exprimer une opinion – quand on exerce le métier de « critique », on se sent intimement touché.

Rien n'est dit, rien n'est expliqué, la vérité apparaît furtivement dans les blancs entre les mots, ces moments où la parole vous lâche et que, pris de vertige, on oscille au bord du vide. Plus que le vide : l'absolue incertitude. Les balises s'évanouissent au point qu'on se demande si l'on est resté soi-même...

Les textes de Nathalie Sarraute directement écrits pour la scène exigent des qualités pour courantes – intensité, retenue, sens du silence affûté... Elisabeth Chailloux a peut-être pensé qu'en adaptant un roman sa marge de manœuvre serait plus large. Elle a réuni une distribution intéressante – Daniel Berion, Jean-Gabriel Nordmann, Adel Hakim, Brigitte Catillon, Pierre-Alain Chapuis, Christine Brücher, Marie-France Cantzer. Mais elle fait jouer les comé-



Yann Collette, Eric Doyle et Anne Benoit dans Phèdre

diens au premier degré, au plus près des mots, avec une vigueur rageuse. Il n'y a plus de désarroi ni d'ambiguïté, seulement une satire amusante, bien menée, mais superficielle.

Le parti pris est sans doute imposé par le décor : la scène et la salle du Paris-Ville, bordées d'arcs, font penser à un péristyle de tragédie. On a beau installer des panneaux, il est difficile d'y créer l'ambiance feutrée au bord de l'étouffement que demande le théâtre de Nathalie Sarraute.

Hiérarchie et dérision

Les Fruits d'or auraient, par exemple, été mieux à leur place dans la jolie salle à l'italienne de l'Athénée où se joue la *Phèdre* de Marina Tsvetaeva, qui aurait pu, en revanche, trouver son cadre au Paris-Ville. Cela dit, le décorateur de cette Phé-

dre, Lou Gosco, a tiré un magnifique parti des cariatides, des moulures, des ors de l'Athénée. Il a meublé l'espace de splendides tapisseries russes surchargées de dessins orientalistes, fondus dans des ors éteints. Les personnages portent de lourdes robes qui engourent, d'une même harmonie de couleurs. Une passerelle noire laquée traverse les fauteuils d'orchestre et se termine par un piano – Anne-Marie Fijal accompagne le spectacle en direct.

Le metteur en scène, Sophie Louchevsky, installe le hiératisme d'un théâtre cérémoniel, fait intervenir la dérision et repartir sur des proférations lyriques... On ne voit pas le pourquoi de cette fragmentation, ni des portraits agrandis de Léline et de Staline projetés un moment sur les tapisseries. Certes, Marina Tsvetaeva est soviétique, mais elle s'inspire de Sénèque et traite surtout de la grande

peur du sexe, de l'absence des hommes dans la vie des femmes...

Là encore, la mise en scène se décale du texte. Elle se prend au piège du plaisir esthétique qui en arrive par moments à étouffer le propos du spectacle. Dans ces moments, les comédiens « ramment » : Michèle Glézet, Eric Doyle, Philippe Fauré, Anne Benoit et même Dominique Raymond (Phèdre) et Yann Collette (Hippolyte et Thésée), à qui on aurait intérêt à donner le champ libre, à faire confiance. Faisons-leur confiance, la liberté, ils la trouveront au fil des représentations.

COLETTE GODARD

Paris-Ville, de mardi au samedi à 21 h. Dimanche à 16 h 30. Jusqu'au 14 avril. Tél. : 42-02-02-68.

Athénée, du mercredi au samedi à 20 h 30. Mardi à 19 h. Jusqu'au 20 avril. Tél. : 47-42-67-27.

CINEMA

Le l...
Un...
en terrifi...

EATING

d'Henry Jaglom

Elles sont trente-huit, plus une. Trente-huit femmes américaines, californiennes plus encore, réunies dans une grande maison sous prétexte d'anniversaires simultanés de trois d'entre elles (30 ans, 40 ans, 50 ans). Et une Française qui s'est glissée dans la partie, avec sa caméra vidéo, pour tourner un reportage sur les « mœurs sud-californiennes », comme on dirait d'un sujet d'études ornithologiques.

Sacrée volière en effet, où se débilitent les pires vacheries dont sont capables les femmes californiennes, sous l'inusable sourire de Coax et les cascades de « ma chérie, je t'aime ». Dès l'ouverture, le maître, compliqué mais pas digne, d'Henry Jaglom évoque le

La boulimie, dans

Où situer la boulimie dans la galaxie des affections neuro-psychiatriques ? Elle n'est pas individuelle, c'est récemment, officiellement, la « boulimie nervosa » n'a été portée en 1980 sur les listes bipartites des DSM-3, bible internationale de la nosologie psychiatrique. Souvent considérée comme le pôle opposé de l'anorexie, la boulimie se caractérise par des épisodes récurrents de cet autre trouble majeur du comportement alimentaire qu'est l'anorexie, la boulimie se caractérise par des épisodes récurrents de frénésie alimentaire.

En conséquence le plus rapidement possible la plus grande quantité possible de nourriture (pas nécessairement dépensée) est ingérée, 10 000 calories, le malade a le sentiment de perdre tout contrôle sur son comportement. A échappées régulières, à l'insu de l'entourage, les ingestions massives, soit en se faisant vomir, soit en usant de médicaments laxatifs ou de diurétiques. On observe également la pratique de régimes très stricts ou des exercices physiques importants dans le but de perdre le

Le souffle des

Venne de Taiwan, une ch...
d'adolescence délicate et

POUSSIERES DANS LE VENT

de Hou Hsiao-hsien

L'automne dernier, dans la Cité des douleurs, révélation du cinéaste taiwanais Hou Hsiao-hsien, le vent de l'histoire emportait dans son tourbillon une famille entière, c'est plutôt la brise du quotidien qui malmène cette fois ces « poussières » que sont les adolescents dont le film parle la vie.

A Yuan est un garçon sérieux. A l'école, chez lui, dans son village, comme à la ville où il est parti travailler, avec le Yolie A Yim, dont il demeure le chaste et romantique fiancé. Pendant son service militaire, sa délicate le trahit. Raccourci l'histoire d'un garçon sérieux est beaucoup plus difficile que retenir les frissons d'un trouble. Il faut un sens de l'intensité, de la durée et de la patience – talent que le réalisateur possède au plus haut degré. Grâce à lui, les faits les plus quotidiens sont consciemment chargés d'émotion, de tendresse.

Comme l'écran se charge que les villageois installent en l'honneur de la voie de chemin de fer, le film se glisse dans le fil des jours et les tend un miroir. Hou Hsiao-hsien est un maître de la composition : composition de ses plans, arrangement architectural, sous leur type, une simplicité : composition du récit qui agit, sous-jacent de la vaine tentative, évoque les générations antérieures (le grand-père paysan, le père mineur, le fils employé et étudiant), l'opposition entre campagne (exubérante) et ville (grise et déserte), l'impact extrême et bouleversant des Formosa sans pour leur de la proximité et

سكزا من الإصل

CULTURE

CINEMA

Le banquet des femmes

Une fête entre amies se transforme en terrifiante et hilarante cérémonie d'exorcisme

EATING
d'Henry Jaglom

Elles sont trente-huit, plus une. Trente-huit femmes américaines, californiennes plus encore, réunies dans une grande maison sous prétexte d'anniversaires simultanés de trois d'entre elles (30 ans, 40 ans, 50 ans). Et une Française qui s'est glissée dans la party, avec sa caméra vidéo, pour tourner un reportage sur les «mœurs sud-californiennes», comme on dirait d'un sujet d'études ornithologiques.

Sacré volière en effet, où se débilitent les pires vacheries dont sont capables les femmes entre elles, sous l'inusable sourire West Coast et les cascades de «ma chérie, je t'adore». Dès l'ouverture, la manière, complice mais pas dupe, d'Henry Jaglom évoque le

Mariage, d'Altman, pour sa fluidité à passer d'un groupe à l'autre, semblent être partout sans s'imposer à la part. Et le dispositif — caméra interrogative dans le champ, personnage ajouté qui stimule la parole et le geste — rappelle aussi celui de *Route One/USA*, de Kramer.

Au détour des confidences et des ragots, au coin du couloir ou de la piscine, un «noir secret» réunit — sans qu'elles le sachent forcément — toutes ces femmes qui parfois s'agglutinent dans une cuisine, tels les passagers dans la cabine des Marx Brothers. «Plus tabou que ne l'était la sexualité il y a vingt-cinq ans», comme dit l'une, «plus insouvenable que la drogue ou l'alcoolisme», comme remarque une autre, ce mal étrange est leur rapport maladif à la nourriture, qu'on appelle la boulimie.

De scènes de groupe en déclarations solitaires, le film de Jaglom fonctionne comme ces vertigineuses comptines enfantines : dans chacune de ces femmes, il y a cette peur et cette compulsion, ce vertige. Et dans ce vertige, il y a un grand vide. Et dans le vide ? Mères et filles, mariées et célibataires, jeunes et vieilles, riches et pauvres, allumées et coincées, toutes confissent ce lien envahissant, oppressant, avec les aliments avalés en quantités aberrantes, selon des choix qui ne doivent rien au goût, souvent aussitôt vomis pour pouvoir manger encore. Elles se confessent en pleurant, en riant, en s'autopsychanalysant, en délinant, en mentant.

Bizarre banquet que ce repas d'anniversaire soumis à la malédiction de la caméra qui fouille cette histoire de vide à l'intérieur des

femmes. Etrange et impressionnante vidange, déversement du trop-plein de secret, de honte souvent, en une logorrhée d'aveux.

C'est grave, docteur ? Oui c'est grave (lire l'article de Jean-Yves Nau). Mais c'est drôle aussi, formidablement drôle, de la façon dont le raconte Jaglom, sans jamais se moquer ni se mettre en position de filic, de juge ou de médecin.

JEAN-MICHEL FRODON

o Les pionniers du cinéma américain. — Des toutes premières bandes tournées par Edison (quelques secondes) en 1895 à la formalisation des règles du western, une rétrospective du premier âge du cinéma américain qui rend justice au géant Griffith et à l'injustement méconnu Maurice Tourneur, au monumental Cecil B. De Mille et à Alice Guy-Bloch, cette Française oubliée qui tenta de conquérir le Hollywood naissant à la fois comme réalisatrice et comme productrice. Sans oublier Mac Senett et Chaplin, Douglas Fairbanks et William Hart. Une sélection érudite et plaisamment variée, dont chaque projection sera accompagnée live par un musicien.

► Du 21 mars au 14 avril à l'auditorium du Musée d'Orsay. Tél. : 40-49-49-69.

Portrait de groupe

Un rôle sur mesure pour Giulietta Masina dans son premier film français

AUJOURD'HUI, PEUT-ÊTRE...
de Jean-Louis Bertucelli

Bertille est une vieille dame de soixante-dix ans, une Italienne venue en France, à vingt ans, avec son mari, et qui a gardé l'accent de son pays natal. Elle a vendu, au soir de sa vie, sa grande maison campagnarde pleine de souvenirs. Avant de se retirer à Poitiers chez une de ses filles, Christiane, mariée à un médecin, Bertille donne, au soleil, dans son jardin où les enfants et les animaux peuvent courir en liberté, un grand repas qui réunit tous les siens, et ils sont nombreux, cousins et amis compris. Mais tout en recevant ses invités avec le sourire, Bertille guette le téléphone. Elle a dépensé beaucoup d'argent pour faire insérer dans les journaux des annonces de mise en vente de son domaine. C'était un signe, un signal à l'adresse de son plus jeune fils, Raphaël. Un voyou, toujours en prison et en cavale, qu'elle n'a pas vu depuis quinze ans. Son préféré. Va-t-il venir ?

Des *Dernière vacances*, de Roger Leenhardt, à *Milou en mai*, de Louis Malle, il existe, dans le cinéma français, une tradition du «roman de famille» à laquelle Jean-Louis Bertucelli, porté, dans

ses meilleurs films, vers la littérature, doit avoir pensé en écrivant, avec Isabelle Margault, le scénario d'*Aujourd'hui peut-être*. Il en a fait un exercice de style, qui dérape à la fin, vers le mélodrame. Une journée, des décors naturels constituant un seul lieu ; un clan réuni d'une façon en fait artificielle, et dont éclatent, en scènes rapides, les tensions, les jalousies, les mesquineries, les petits bonheurs dont on se contente et les grandes frustrations qu'on préfère ignorer. Il n'y a rien là de vraiment surprenant, mais une galerie de personnages extrêmement bien interprétés par des «seconds rôles» (Véronique Silver, Jacques Toja, Eva Darlan, Jean Benguigui, Muriel, tant d'autres et, le plus pathétique, Jean-Paul Muel), ce qui relève d'une autre tradition, dite «populiste».

Le rôle de Bertille a été conçu, pensé pour Giulietta Masina. C'est la première fois qu'elle tourne en France et, pivot de l'action, elle devient, tout naturellement, le centre d'attraction de ce tableau de groupe. Cet amour maternel qui dévore Bertille, Giulietta Masina qui a gardé la silhouette à la fois fragile et digne de Gelsomina et de Cabiria, le traduit avec tant de mesure, de délicatesse et d'émotion qu'on a pour elle le plus vif des coups de cœur et les larmes aux yeux.

JACQUES SICLIER

La boulimie, dangereuse et mal connue

Où situer la boulimie dans la galaxie des affections neuro-psychiatriques ? Elle n'a été individualisée que récemment. Officiellement, la «boulimie nerveuse» n'a été portée qu'en 1980 sur les fonts baptismaux des DSM-3, bible internationale de la nosographie psychiatrique. Souvent considérée comme le pôle opposé de cet autre trouble majeur du comportement alimentaire qu'est l'anorexie, la boulimie se caractérise par des épisodes récurrents de frénésie alimentaire.

En consommant le plus rapidement possible la plus grande quantité possible de nourriture (les ingestions peuvent dépasser les 10 000 calories), le malade a le sentiment de perdre tout contrôle sur son comportement. A échéances régulières, il tente d'éliminer ces ingestions massives, soit en se faisant vomir, soit en usant de médicaments laxatifs et de diurétiques. On observe également la pratique de régimes très stricts ou des exercices physiques importants dans le but de prévenir

toute prise de poids. De nombreux spécialistes voient dans l'accès boulimique une forme archaïque d'orale. Certains avancent aussi une théorie biochimique : l'absorption massive d'hydrates de carbone pourrait entraîner des modifications biologiques au niveau cérébral, de nature à compenser certains déséquilibres dépressifs.

A dire vrai, nul ne peut fournir une explication précise quant à l'origine de cette affection. Corollaire, la psychiatrie ne sait ici proposer de thérapeutique univoque. On s'est alors recouru de manière plus ou moins associée à des médicaments antidépresseurs ou à des approches psychothérapeutiques et comportementales.

Pour sa part, le docteur Cyrille Koupernik, spécialiste de psychiatrie, fait une comparaison imagée avec l'exercice de la sexualité. «La boulimie, dit-il, est un rapetissement de la sexualité pris en commun que la masturbation est à l'amour. Tout est bestial dans la boulimie, ajoute-t-il, et cette hantise d'un

trou insaisissable, et ce comportement frénétique dont la précipitation tient de la panique.»

«Rigoureusement codifiée, elle se joue à la façon d'une tragédie classique : Acte I : le besoin monte ; acte II : l'assouvissement ; acte III : l'orgasme criminel ; acte IV : la tristesse, la somnolence ; acte V : l'expiation purificatrice, c'est-à-dire le vomissement induit et l'abus de laxatifs (1)». L'autre aspect intéressant de cette affection encore mal connue tient à sa répartition géographique. Touchant beaucoup plus les femmes (jeunes) que les hommes, elle semble ne devoir être trouvée qu'aux Etats-Unis et en Europe. Certains y voient l'une des conséquences ultimes des sociétés dites de consommation.

JEAN-YVES NAU

(1) «Boulimie : une toxicomanie qui ignore» du Dr Cyrille Koupernik. Act. méd. Inter-Psychiatrie (5) n° 79 déc. 88

Le souffle des jours

Venue de Taïwan, une chronique d'adolescence délicate et cruelle

POUSSIERES DANS LE VENT
de Hou Hsiao-hsien

L'automne dernier, dans la *Cité des douleurs*, révélation du cinéaste taïwanais Hou Hsiao-hsien, le vent de l'histoire emportait dans son tourbillon une famille entière. Ici, c'est plutôt la brise du quotidien qui malmène cette fois ces «pous-sières» que sont les adolescents dont le film narre la vie.

A Yuan est un garçon sérieux. A l'école, chez lui, dans son village, comme à la ville où il est parti travailler, avec la jolie A Yun, dont il demeure le chaste et romantique fiancé. Pendant son service militaire, sa dulcinée le trahira. Raconter l'histoire d'un garçon sérieux est beaucoup plus difficile que relater les frasques d'un trublion. Il faut un sens de l'intensité, de la durée et de la nuance — talent que le réalisateur possède au plus haut degré. Grâce à lui, les faits les plus quotidiens sont constamment chargés d'humour, de tendresse.

Comme l'écran de cinéma que les villageois installent en travers de la voie de chemin de fer, le film se glisse dans le fil des jours et leur tend un miroir. Hou Hsiao-hsien est un maître en composition : composition de ses plans, savamment architecturés sous leur apparence simplifiée ; composition du récit qui sait, sans sortir de la veine intimiste, évoquer les générations successives (le grand-père paysan, le père mineur, le fils employé et étudiant), l'opposition entre campagne (exubérante) et ville (grise et déshabillée), l'amour extrême et nostalgique des Formosans pour leur île, la proximité et

l'étrangeté radicale de la Chine continentale.

Parce que son père lui offre une montre où est inscrit *waterproof*, A Yun l'installe dans un verre d'eau. Parce que son amie lui offre un paquet d'enveloppes quand il part à l'armée, il croit qu'elle attendra ses lettres jusqu'à son retour — alors qu'elle épousera le facteur. Beaucoup moins naïf, ironique un peu, cruel parfois dans sa manière de relater paisiblement le drame du garçon et sa résignation au creux d'une éternelle sagesse, Hou Hsiao-hsien partage pourtant avec son héros cette forme de foi obstinée et tranquille. La foi dans la capacité du cinéma à raconter simplement des histoires simples, et à toucher juste.

J.-M.F.

o Les cinémas d'Asie centrale soviétique. — Des films kazakhs, kirghizes, ouzbeks, tadjiks ou turkmènes, on n'en voit pas souvent. Ce serait donc une raison suffisante d'aller découvrir ce panorama en quelque soixante-dix titres des Républiques musulmanes d'URSS. Mais, en ces temps où les grands studios soviétiques (Moscou, Leningrad, Tbilissi, Kiev) s'essaient en balbutiant à la production post-glasnost, il faut souligner l'originalité de ces images parmi les plus intéressantes à nous venir de l'Est. (Une exposition de photos et un livre complètent la rétrospective.)

► Du 20 mars au 27 mai à la salle Garance. Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-37-29.



THÉÂTRE HÉBERTOT
LOCATION : 43 87 23 23

Jacques VILLERET
LA CONTREBASSE

Patrick SUSKIND
Philippe FERRAN
Bernard LOTHOLARY
Jean POIRET

Nominations "MOLIÈRES 91"
JACQUES VILLERET : meilleur comédien
LA CONTREBASSE : meilleur spectacle Théâtre privé

RTL

BERCY
22 MAI • 7 JUIN

FAUST

Opéra de Charles GOUNOD

Direction Musicale :

Serge BAUDO et Cyril DIEDERICH

L'Orchestre Philharmonique de Monte-Carlo

Mise en Scène : Nicolas JOËL

Chef des chœurs : James JOHNSON

Décor : Bernard ARNOULD

Le Chœur de l'Armée Française

BNP

LOCATIONS

43 46 12 21

9 h 30 à 19 h sauf Dimanche

Mantel 3615 Code BERCY

BERCY

11 h à 18 h sauf Dimanche

PALAIS DES SPORTS

Porte de Versailles

12 h 30 à 19 h sauf Dimanche

FNAC, VIRGIN MEGASTORE, AGENCES.

COPRODUCTION SPSS-Spectacles ALAP



RENSEIGNEMENTS :

40 02 60 20

CANAL P

SPECTACLES

JEUDI 21 MARS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ARTOT

Atelier des enfants. Jusqu'au 20 mai 1991.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN

Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

JUAN GRIS, DESSINS (1915-1921)

Salle d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 1^{er} avril 1991.

BERTRAND LAVIER

Galerie contemporaines, rez-de-chaussée. Jusqu'au 14 avril 1991.

OBSERVATOIRES

Entre mer et ville. Centre d'information Cci. Jusqu'au 5 mai 1991.

WILLIAM WEGMAN

Galerie contemporaines. Jusqu'au 14 avril 1991.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France, place Henry-de-Montmorillon (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

GEORGE N. BARNARD

PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE DE SÉCESSION. Exposition-dossier. Espace photographique arts graphiques. Jusqu'au 26 mai 1991.

DESSINS DE CARPEAUX

Rez-de-chaussée. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 23 juin 1991.

PHOTOGRAPHIES DES FRÈRES LUMIÈRE

Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 juin 1991.

RENÉ PIOT (1866-1934) DÉCORS DE THÉÂTRE

DÉCORS DE THÉÂTRE, DÉCORS MONUMENTAUX. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914)

Exposition-dossier. 5^e, 4^e, 3^e étages, pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

Palais du Louvre

Entrée par la Pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS DU MUSÉE DU LOUVRE

Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

JOSÉ VIAN CLEVE

Pavillon de Flora. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

REPENTIRS

Hall Napoléon. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1780-1830)

Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS

Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE

Rivages. (42-89-54-10). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

MUSÉES

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mer. de 12 h à 20 h. Fermé les dimanches 30 min avant. Fermeture exceptionnelle le 1^{er} mai. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

THÉÂTRE 71

46 55 43 45

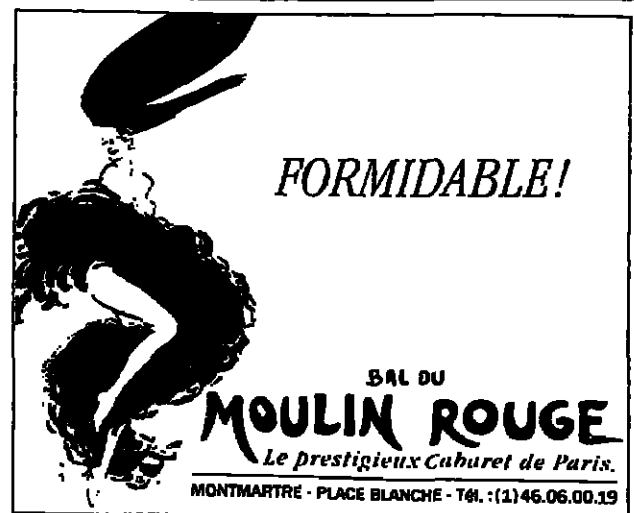
MALAKOFF

Métro Malakoff / Plateau de Vanves

LES ÉTRANGES SOUFFRANCES D'UN DIRECTEUR DE THÉÂTRE

Avec Patrick Le Mauff, Laurent Vercelleto, Philippe Vincenot

Un spectacle de L'attrapeur 2 Du 13 mars au 7 avril



FORMIDABLE!

SAL DU

MOULIN ROUGE

Le prestigieux Cabaret de Paris.

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE - Tél. (1) 46.06.00.33

LES DESSOUS DE LA VILLE

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.J. et mar. de 10 h à 19 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mars 1991.

JAN DIBBETS

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

HORST

60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 105, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (au compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 28 mai 1991.

RICHARD MEITNER, VERRE CONTEMPORAIN

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (au compris dans le prix d'entrée du musée). Jusqu'au 28 mai 1991.

LE MONDE DE PROUST

PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Collection nationale des monuments historiques, orangerie de l'hôtel Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jeu. jusqu'au 13 mai 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES

Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} novembre 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE

Musée de l'homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 28 mai 1991.

LE TEMPS DES SYNAGOGUES EN FRANCE (1791-1914)

Exposition-dossier. 5^e, 4^e, 3^e étages, pavillon Amont. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 mai 1991.

LA PHOTOGRAPHIE AU BAUHAUS

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

PICASSO VU PAR LES PHOTOGRAPHES

Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F, dim. : 13 F. Jusqu'au 8 avril 1991.

RECONSTRUCTIONS ET MODERNISATION

La France après les ruines, 1918... Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

LA RUE DU BAC

Musée de la Légion étrangère, 2, rue Balbec, 14 h à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

LES STYLES DE BOUCHARD

Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-48). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre 1991.

TRÉSORS DE BIBLIOPHILIE

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.J. et mar. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Du 23 mars 1991 au 1^{er} septembre 1991.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE

LA COLLECTION FINA GOMEZ. Et le grand prix Inetel Hommage à Bernard Palissy. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES

TIBÉTAINES. Musée de l'homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1^{er} octobre 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945)

Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-62-50). T.J. et mar. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

CENTRES CULTURELS

L'ARSENAL DE VENEZIA. Photographies d'Antonio Martelli. Institut culturel italien à Paris, hôtel de Gallifet, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h. Du 21 mars 1991 au 12 avril 1991.

JEAN-CHRISTOPHE AVERYT

Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. et mar. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 mai 1991.

MARIO BOTTA

Centre culturel suisse, 39, rue des Francs-Bourgeois (42-71-38-39). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

COLLECTIONMANIA

Espace Austerlitz, 30, quai d'Austerlitz (43-36-23-01). De 10 h à 18 h. Entrée : 30 F (gratuit pour les enfants de 12 ans). Du 23 mars 1991 au 24 mars 1991.

CUIILLERS-SCULPTURES

Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

INÉS DA SILVA

Centre d'animation et de loisirs Vauvray, 24, rue Rochecourant (45-78-20-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Jusqu'au 28 mars 1991.

ENTRE TERRE ET CIEL

Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 24 mars 1991.

COLETTE FALGUIÈRE

Brasserie de la poste, 54, rue de Longchamps (47-55-01-31). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 16 avril 1991.

TOYO ITO, FRANÇOIS DESLAU

INÉS DA SILVA. Centre d'animation et de loisirs Vauvray, 24, rue Rochecourant (45-78-20-12). T.J. et mar. de 14 h à 20 h. Jusqu'au 28 mars 1991.

KILIAS ANATOLIENS : UN ART ANCESTRAL

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-39). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

LES MAISONS DE COLETTE

La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). T.J. et mar. et fêtes de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 27 mai 1991.

ARTURO MARTINI

Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1991.

LA MER, PAPIERS PLIÉS

Espace Jean-Louis, 16, rue de la Harpe (47-00-77-47). T.J. et mar. et lun. de 12 h 30 à 20 h, sam. de 12 h 30 à 18 h. Du 23 mars 1991 au 27 avril 1991.

PÉRO NIKCEVIC, BRUCE MCALMONT

VANJA BEDNARKOVA. HALL 13, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Du 21 mars 1991 au 1^{er} avril 1991.

LE NOUVEAU MUSÉE DE GRONINGUE

Entre l'art, l'architecture et le design. Institut néerlandais, 121, rue de la Harpe (45-55-66). T.J. et mar. de 13 h à 19 h. Conférences le 25 mars à 19 h. Inscriptions au 39-50-75-14 (25 F comprenant l'exposition). Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LE SIÈGE DE PHARAON ET LE TOUR DE DIDOTER DE THOMAS

TEMER. Musée de la ville de Paris, 1, rue de la Harpe (42-71-82-20). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril 1991.

TIEFKUHLUNG, BETTINA ZIEGER

Goethe Institut, annexe Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.J. et mar. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 20 avril 1991.

LECH TWARDOWSKI

Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.J. et mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Jusqu'au 8 avril 1991.

DOMINIQUE WADE

Trofées. Hôpital Ephémère, 2, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 21 mars 1991.

VLADIMIR YANKILEVSKY

Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.J. et mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 30 mars 1991.

GALERIES

LOUIS ANQUETIN (1881-1932). La passion d'un peintre. Galerie Brana et Lorenzoni, 68, boulevard Malesherbes (45-22-16-88). Du 26 mars 1991 au 20 avril 1991.

AREZKI AOUN

Galerie Lucien Durand, 19, rue Mazarine (43-28-26-36). Jusqu'au 14 avril 1991.

AMADOU BA, SOULEYMANE KEITA

OCCO, 3, rue Houdart (43-68-90-93). Jusqu'au 30 mars 1991.

XANTHE BATTAGLIA

Galerie Heym-Mabiel Sommier, 55, rue de l'Université (42-22-58-09). Jusqu'au 31 mai 1991.

FRANÇOIS BEAU

Galerie Michèle Broutin, 31, rue de Bercy (45-77-33-79). Jusqu'au 8 avril 1991.

BELLEGARDE

Galerie Katia Granoff, 92, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-65-24-11). Jusqu'au 6 avril 1991.

CAROLE BENZAKEN

Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Du 21 mars 1991 au 4 mai 1991.

OLIVIER BLANCHART

Galerie Giova Minelli, 17, rue des Trois-Bornes (40-21-89-69). Jusqu'au 17 avril 1991.

PAUL BLOAS

Galerie loft Jean-François Roudillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (48-33-18-90). Jusqu'au 30 avril 1991.

JOACHIM BONNEBAISON

Galerie Michèle Chometa, 24, rue Beaumont (42-78-05-62). Jusqu'au 20 avril 1991.

PHILIPPE BORDERIEUX

Galerie Van Melle, 14, rue du Perche (40-27-05-68). Jusqu'au 30 mars 1991.

PIER PAOLO CALZOLARI

Selected Editions, 6, rue de Valenciennes (42-78-05-62). Jusqu'au 20 avril 1991.

LAWRENCE CARROLL

Galerie Bar-Jon, 34, rue du Temple (42-72-09-10). Jusqu'au 6 avril 1991.

SANDRO CASTRO

Art of this Century, 3, rue Visconti (46-33-57-70). Jusqu'au 20 avril 1991.

ROMAN CIELEWICZ

Galerie du Jour, 6, rue du Jour (42-33-43-40). Jusqu'au 13 avril 1991.

CLAYETTE

Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 20 avril 1991.

PHILIPPE COGNÉE

Galerie Laeger-Salomon, 57, rue du Temple (42-77-11-71). Jusqu'au 30 avril 1991.

ROBERT COMBAS

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 mars 1991.

CONCRÈTES DE LA COULEUR

Galerie Bernard Enlart, 75, rue Vieille-du-Temple (48-87-02-06). Jusqu'au 20 avril 1991.

PATRICK CORILLON

Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-06-77). Jusqu'au 13 avril 1991.

MARC COUTURIER

Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Du 21 mars 1991 au 11 mai 1991.

RIMA DAVOUST

Galerie Liliane François, 15, rue de Seine (43-26-94-32). Jusqu'au 27 avril 1991.

NÉOS DE LA TOUR D'AUVERGNE

ALEXANDRE CALDER, Galerie Urban, 22, av. Matignon (42-85-21-34). Jusqu'au 30 avril 1991.

GERARDO DELGADO

Galerie Farid-Cador, 77, rue des Archives (42-78-06-39). Jusqu'au 20 avril 1991.

MARTINO DI TEANA

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-89-16-16). Du 21 mars 1991 au 4 mai 1991.

EUGÈNE DODEGINE

Galerie Albert Lab, 12, rue des Beaux-Arts (46-33-06-37). Jusqu'au 6 avril 1991.

DOWLING

Galerie Samia Saouma, 16, rue des Courures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 27 avril 1991.

JEAN-JACQUES DOURNON

LIVRES • IDEES

Edgar Allan Poe, le premier Américain

La biographie de Poe par Georges Walter — la première en français — montre, autour de cet écrivain aux antipodes de la « bien-pensance », la société du premier siècle des États-Unis d'Amérique

EDGAR ALLAN POE
de Georges Walter.
Flammarion, coll. « Grandes biographies », 562 p., 180 F

Ce qui fait la richesse et l'agrément des biographies d'écrivains déjà abondamment commentés, c'est ce qui peut difficilement se dire dans un article de journal, contraint à la distance et à l'impression générale : le détail, les petites phrases, les amours d'enfance, les parfums de femme, les incidents d'une existence, vite effacés par l'ampleur d'une œuvre. C'est aussi ce que l'on pressent du plaisir du biographe, de sa passion de l'enquête, de son bonheur à revenir sur les pas d'un inconnu avec lequel il aurait tant voulu partager un moment de vie. Le plaisir de Georges Walter, à l'évidence, a été immense. Tout le dit dans les cinq cent soixante pages passionnantes de son livre, sous-titré *Enquête sur Edgar Allan Poe, poète américain*.

A chaque instant, on sent sa sympathie, sans flagornerie ni dévotion, pour l'homme qu'il a voulu restituer dans sa complexité. Georges Walter a tenté d'arracher Edgar Poe aux divers stéréotypes dans lesquels on l'a enfermé depuis un siècle et demi. Ceux de l'alcoolisme et du méchant homme dont certains commentateurs se sont servi pour le vilipender et le rabaisser — notamment Griswold, dont il avait malencontreusement fait son exécuteur testamentaire. Mais aussi la figure un peu convenue du « poète maudit », que Baudelaire mit en avant pour le magnifier et l'héroïser.

« Cet esprit que son époque ne savait par quel bout attraper », « cet Indien sans tribu », ce gentleman virginien qui connut une fin misérable à quarante ans, en 1849, sur un trottoir de Baltimore, cet écrivain magnifié, que traduit en français par Baudelaire et Mallarmé, entre autres, ce personnage singulier qui a déjà suscité une vingtaine de biographies américaines et de multiples essais et commentaires, cet homme malheureux, a passé sa vie entière (si l'on excepte cinq années, dans son enfance, en Angleterre) dans les tout nouveaux États-Unis d'Amérique.

On oublie trop souvent le lien de Poe avec cette « américanité » naissante, avec cette nation qui avait soixante-cinq ans quand il en avait trente-deux. L'un des mérites de Georges Walter est de chercher à comprendre ce que cet écrivain, qui fut aussi un grand journaliste, exprime de son pays : « C'est le simplifier que le réduire à son sursis, précise-t-il, mais il est beaucoup plus absurde, comme la critique européenne l'a fait trop longtemps, de l'abstraire de l'Amérique. »

Quand Edgar Poe naît, le 19 janvier 1809, à Boston, ses parents, comédiens,



Edgar Allan Poe : « Je dois mourir, je n'ai pas le désir de vivre puisque j'ai fait Eureka »

courent le cachet sans parvenir à échapper à une pauvreté chronique. Son frère aîné, William Henry, a deux ans, et sa mère, Elizabeth, vingt-deux ans. Elle meurt deux années plus tard à Richmond (Virginie) où elle s'était installée seule avec ses enfants — son mari, David, avait disparu, et on ignore la date exacte de sa mort, probablement 1810.

A la mort d'Elizabeth, Edgar est recueilli par un couple de la ville, les Allan. Frances Allan, qui a vingt-sept ans et pas d'enfant, a aidé Elizabeth Poe à la fin de sa vie, alors qu'elle était dans un dénuement absolu, et s'est attachée au petit Edgar. Son mari, John Allan, négociant en tabac, qui allait bénéficier plus tard d'un gros héritage, ne voit pas d'un très bon œil l'arrivée dans son foyer d'un fils de saltimbanques loqueteux.

Il donnera cependant à Edgar l'éducation d'un jeune bourgeois sudiste, jusqu'à ce que, à l'adolescence, leurs relations se dégradent,

se durcissent (Allan cessera de payer les études du garçon, qu'il n'a jamais adopté et qui pourtant se nomme désormais Edgar Allan Poe) et deviennent tout à fait impossibles après la mort de Frances.

Étudiant éphémère à la très chic université de Charlottesville, improbable cadet à la très célèbre école militaire de West Point, Edgar Poe trouvera dans les journaux — en plein développement dans cette Amérique naissante — dont l'agitation parfois le stimule — la reconnaissance de son talent, les moyens de sa survie et, pourtant, son malheur. A vingt-quatre ans, il est rédacteur en chef du *Southern Literary Messenger*. On craint et on estime ses critiques, on admire ses *Contes*, pour lesquels il a toutefois beaucoup de mal à trouver un éditeur. L'absence, à l'époque, de loi sur la propriété littéraire fait des écrivains une proie facile pour les adeptes de la « piraterie littéraire » sur laquelle Poe tente d'alerter l'opinion :

« Sans une loi internationale sur le copyright, les auteurs américains peuvent aussi bien se couper la gorge. »

De projet de journal qui tourne court (notamment celui du *Penn Magazine* à Philadelphie) en abus d'alcool, de dépression en pénétration, d'abandon en volonté de reconnaissance sociale, du mariage avec sa cousine, encore adolescente, à la mort de celle-ci en 1847 à l'âge de vingt-cinq ans, Poe brûle sa trentaine en construisant une œuvre exceptionnelle dont Georges Walter montre bien à quel point elle est loin de la morbidité qu'on lui prête parfois : « Contrairement à ce qu'on lui a fait dire, le sentiment de la beauté n'est pas, chez Edgar Poe, assujéti à la mort, mais seulement solidaire de l'étrange, ce qui est différent. »

C'est à Baltimore, le 3 octobre 1849, qu'un homme de quarante ans qui avait dit quelque temps auparavant : « Je dois mourir. Je n'ai pas le désir de vivre puisque j'ai fait Eureka », connaît une fin lamentable — il met quatre jours à mourir, — probablement enivré par des agents électoraux. C'est par cet épisode que Georges Walter commence sa biographie, car c'est à partir de ce fait divers sordide que commence, autour de ce prodigieux et tragique écrivain, le malentendu, et le désir de donner des réponses à la question « mais qui était donc Edgar Poe ? ».

Georges Walter se garde bien de penser qu'il possède la réponse, de croire qu'il détiendrait la vérité d'un destin. « Tout poète, puisque voilà ce qu'il voulait devenir, emporte sa formule avec sa vie », écrit-il dans les dernières lignes de son livre. Tout grand écrivain garde son mystère et en laisse le signe le plus équivoque : une œuvre à l'interprétation infinie. Les biographies menées avec une passion lucide, comme l'est celle de Georges Walter, ne prétendent donner aucune clé définitive pour les œuvres. Elles entendent seulement montrer pourquoi la vie quotidienne d'un créateur, si difficile qu'elle soit, si désastreuse qu'elle apparaisse, possède une singularité inaltérable : le malheur d'un créateur ne sera jamais identique au malheur de ceux qui sont voués à disparaître sans laisser de traces.

Josyane Savigneau

★ Vient de paraître *Edgar Allan Poe écrivain*, textes de Claude Richard réunis par Henri Justin (éditions Delta, université Paul-Valéry de Montpellier, 314 p.). Claude Richard était le spécialiste français d'Edgar Poe. Il est mort comme il venait de terminer l'édition de Poe en « Bouquins » (Laffont 1989).

(1) Signalons, parmi les livres en français consacrés à Edgar Poe, l'essai biographique de Claude Delarue publié chez Balland en 1984 (en poche « Points » Seuil).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Grain de beauté

Tanizaki fut longtemps considéré comme un auteur scandaleux, qu'on traitait, d'esthète décadent, de pervers sexuel. Aujourd'hui, il est un classique admirable.

Page 18

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

La pantoufle et les étoiles

A partir de ce numéro, François Bott tiendra une chronique hebdomadaire : « Histoires littéraires ». Cette semaine : les *Voyage(s) autour de ma chambre* de Xavier de Maistre et les dernières promenades autour du monde de Marguerite Yourcenar.

Page 18

Rimbaud

l'indépendant à outrance



Il y a cent ans mourait Arthur Rimbaud. Au-delà de tous les clichés écrits et entendus sur « l'homme aux semelles de vent », il reste une œuvre fondamentale qu'il faut relire sans cesse.

Page 19

L'homme qui lit

Un essai de Danièle Sallenave sur le rôle essentiel de la littérature : « Sans les livres, nous n'héritons de rien : nous ne faisons que naître »

LE DON DES MORTS
Sur la littérature
de Danièle Sallenave.
Gallimard, 190 p., 85 F.

Le Don des morts est un livre-signe, un livre-message, un livre-symptôme. Comme tout livre de quelque importance, il vient à son heure, c'est-à-dire à la nôtre ; et celle-ci n'est nullement fortuite ou hasardeuse. Ce que dit l'essai de Danièle Sallenave doit être dit ici et maintenant. Ce que nous dit ce livre, nous devons l'entendre, pour l'écarter ou y adhérer, dans notre présent, au plus vif de notre présent. C'est là que son propos est à peser, à questionner, à méditer. En cela, comme signe actuel, l'ouvrage pourra, et sera sans doute, lu et reçu vivement, d'une manière tranchée, acceptée avec enthousiasme ou refusé avec véhémence.

Il peut sembler paradoxal ou ironique de parler d'actualité à propos d'un livre qui affirme et défend hautement une idée transcendante, une vocation non contingente, presque éternelle, de la littérature. Mais répétons-le : l'essai de Danièle Sallenave s'inscrit dans le commerce présent des idées, afin d'en combattre quelques-unes et d'en promouvoir quelques autres ; afin surtout

de soustraire une pure pensée de la littérature aux confusions intellectuelles et aux fatigues morales de l'époque.

« Ceux à qui les livres ont manqué, il leur manquera toujours la pensée, l'expérience élargie, et la vie qui s'ouvre, où circulent les vivants et les morts, où reviennent ceux qui ne sont plus, où prennent figure ceux qui n'ont jamais été. » C'est en tant que lecteur que l'homme, selon Danièle Sallenave, s'humanise, obéit à sa vocation, se protège des incultes vanités contemporaines, accède enfin, au-delà de la « vie ordinaire », au-delà même de sa finitude, au sens de son existence : « Le livre est l'autre nom du grand procès d'humanisation de l'homme. »

« L'homme qui lit » est le témoin d'une civilisation de haute culture, celui à qui cette hauteur est accordée et qui est appelé à s'y réaliser. Hauteur qui est moins celle d'un savoir accumulé que celle d'une connaissance de soi et du monde, que l'on reçoit, que l'on accorde. Pour Danièle Sallenave, cette civilisation, cette culture, appartient de plein droit à l'Europe que les Lumières auraient éclairée, qu'un grand mouvement « rationaliste et émancipateur » aurait animée. En amont, il y a l'héritage grec, « la

libération spirituelle et morale du sujet qui suppose, exige et détermine une coupure radicale entre l'ordre de la nature et celui de l'esprit. » Plus près, ici et maintenant, le grand modèle c'est la vieille Europe, gardienne longtemps silencieuse et fière d'une identité spirituelle que le communisme n'a fait que renforcer à l'intérieur de son état. C'est au centre de cette Europe-là, de cette idée-là de l'Europe, que le sujet-lecteur de Sallenave trouve sa place, sa vocation, presque sa mission.

« Idée moderne de l'Europe », « double mouvement d'émergence d'un sujet et d'objectivation du monde », « idéal » enfin « d'arrachement du sujet à tout ce qui le détermine... » Voici tracées les bornes de cet espace spirituel ; bornes qui séparent l'« idée moderne » des références chrétiennes antiques. C'est en fait d'une spiritualité laïque, civile, émancipée et rationnelle que l'auteur se fait le héraut. La modernité telle qu'elle est entendue ici, s'établit après ce que Danièle Sallenave nomme « la fin des espérances eschatologiques », c'est-à-dire, si on comprend bien, sur les ruines de la vision chrétienne du monde.

La transcendance, « l'idée » que « l'existence humaine ne s'achève

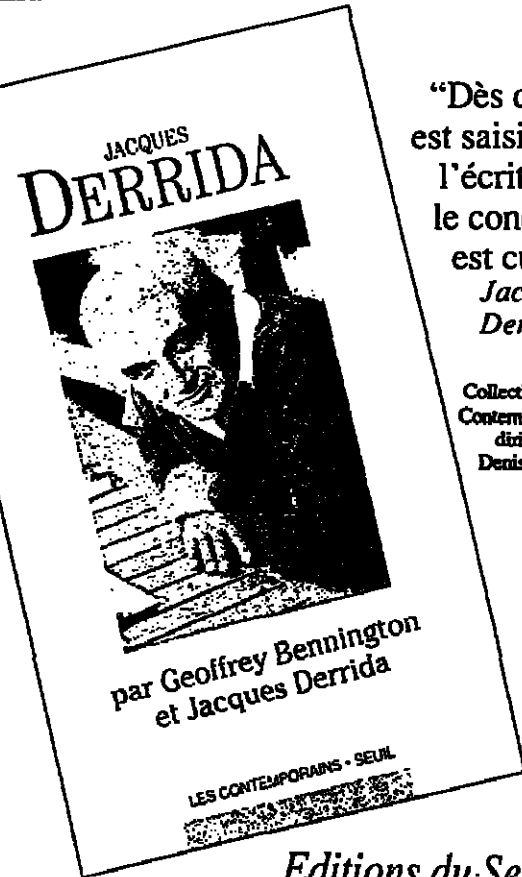
que dans ce qui la dépasse, l'arrache à la mortalité », le « mystère du monde créé », ont survécu à cette « fin », renaissant même, félicités, de ces ruines. La littérature (fiction, fable, poésie) s'est substituée à la religion, à la fois pour prendre soin de ces idées par lesquelles l'homme gagne non plus son salut mais sa justification morale, son sens. Cette manière de penser devrait conduire à faire de la lecture un acte de prière, du lecteur l'orant de notre temps, et de l'ensemble des « grands » livres rassemblés, un vaste, unique et saint Livre.

A l'opposé de cette « vie » que les livres enrichissent, rendent « vraie », « pleine », « accomplie », « bonne », il y a « l'inconscient malheur de la vie sans les livres », l'« existence dénuée de son nerf intime, hors d'état de poser la question de son sens » ; il y a la « vie ordinaire » des « gens simples », la « vie qui passe ».

Elle pourrait, cette vie, être encore « belle » si elle ne restait « muette », pauvre de ne pas avoir été « rachetée, transfigurée », « dans et par la littérature », de ne pas avoir reçu d'elle et des livres, son « secours ».

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 21

DERRIDA



« Dès qu'il est saisi par l'écriture, le concept est cuit ». Jacques Derrida

Collection Les Contemporains dirigée par Denis Roche 69 F

Editions du Seuil

سكذامن لايصل

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Rimbaud, l'indépendant à outrance

Il y a cent ans mourait un « passant considérable », poète par dérision existentielle, qu'il faut relire sans cesse

RIMBAUD
L'Heure de la fuite
d'Alain Borer.
« Découvertes » Gallimard, 176 p., nombreuses illustrations, 72 F.
RIMBAUD D'ARABIE
d'Alain Borer.
Seuil, 88 p., 39 F.
ARTHUR RIMBAUD ET LA LIBERTÉ LIÈRE
d'Alain Jouffroy.
Rocher, 265 p., 95 F.
JE SUIS ICI DANS LES GALLAS
d'Arthur Rimbaud.
Lettres et textes choisis et présentés par Alain Jouffroy.
Ed. du Rocher, 138 p., 89 F.

fois découvreur de terres géographiques inconnues et vagabond éperdu, ardent, harassé aux confins de l'impossible. « Rimbaud n'est pas un poète, écrit Borer, mais quelqu'un qui est passé par la poésie, comme par mille (vraiment mille) autres projets, toujours à la recherche de « quelque chose ». Et Borer a cette phrase-couperet qui en résume plus d'un : « Quand on écrit des poèmes à vingt ans, c'est que l'on a vingt ans ; quand on écrit à soixante ans, c'est que l'on est poète... »

« Trafiquer dans l'inconnu »

Verlaine avait annoncé, apparemment dans l'indifférence générale puisqu'il fallut tant de détours et de contrefaçons bien-pensantes avant de renouer avec cette intuition simple de 1888, que la vie de Rimbaud était « tout en avant dans la lumière et dans la force, belle de logique et d'unité comme son œuvre ». Alain Borer cite cela en ouverture de *L'Heure de la fuite*, son livre de complicité magistrale où il réoriente le sens de l'équipée rimbaudienne en suivant toutes les pistes à la fois. Lecteur méticuleux, biographe incoïlable, esprit bondissant, il a l'érudition effervescente, le trait foudroyant et, comme son modèle, la tête assez près du bonnet. Avec lui, les lieux, les voyages, les poèmes et les lettres se décodent mutuellement et simultanément. Il obéit d'emblée à l'injonction de René Char : « Il faut considérer Rimbaud dans la seule perspective de la poésie. Est-ce si scandaleux ? Son œuvre et sa vie se découvrent d'une cohérence sans égale. »

L'Heure de la fuite passe ainsi superbement les vieilles bornes. C'est une improvisation qui touche au prodige, un élan qui excède l'essai et les commentaires tout en témoignant, au moindre détail près, d'une connaissance intime, d'une connaissance « par cœur », d'une connaissance littéraire et dans tous les sens de la trajectoire tarseuse de cet aventurier extrême, alchimiste du verbe jusqu'à l'os poétique et mental des *Illuminations*, mais depuis toujours en partance pour « trafiquer dans l'inconnu ». Borer note, indique, souligne les étapes, et pourtant, à le lire, on sent combien il brûle de les brûler. Dans ce mouvement qui écarte tout ce qui pourrait retarder résident une grâce singulière et une évidence : le biographe ne brime jamais l'énergie coupante du poète.

Borer n'arrête pas, ne ralentit pas, ne cadre pas l'« homme aux semelles de vent ». Même les vues fixes de son *Rimbaud d'Arabie*,



Dessins d'Ernest Delahaye de 1876

publié en supplément au *Voyage en Abyssinie*, ne s'en tiennent pas à l'immobilité photographique. La mise au point s'y révèle cependant d'une minutie quasi inconcevable, comme si Borer s'était bel et bien trouvé là — à Alexandrie le 10 décembre 1878, à Hodeïda le 10 août 1880, à Zeilah le 17 avril 1891 — pour saisir les faits et gestes de ce sieur Rimbaud se disant négociant.

« Explorateur perpétuel d'existence »

En quinze instantanés qui sont autant d'éclats de temps, Borer ponctue une quête inapaisée qui brutalement se change en un chemin de croix. De ville en ville, de désert en désert, Rimbaud cherche désespérément « ce lieu perdu dont il s'agit de mesurer qu'il fut vers lui ». A sa montre, c'est, en effet, toujours l'heure de la fuite, à sa boussole toujours l'aimantation de l'ailleurs... Pour « habiter la terre en poésie », selon le vœu d'Hölderlin, Rimbaud a tenté de déboucher sur terre les territoires de ses poèmes. Expérience impossible, vaine inaccessible ? Peut-être. Mais défi décisif qui, en exigeant « l'éternité sur-le-champ », refusait la vie relative, la vie vacante et coupée de l'absolu.

« C'est la vraie marche. En avant, route ! » Ce dernier vers de *Démocratie* continue d'agir sur les nerfs et les os avec un pouvoir d'effraction intact. Et Alain Jouffroy a raison d'affirmer, dans son magnifique *Arthur Rimbaud et la liberté libre* : « Il suffit de le relire toujours de plus près, au souffle de la virgule ou du tiret près, d'écouter en nous la résonance, actualisée, de chaque mot, dans ses poèmes comme dans ses lettres, pour ressentir comme physiquement l'affection et le présent de Rimbaud. Ils sont contemporains des plus violents de nos désirs, qui le héliot vers notre double vie : l'absente et la présente. En ne songeant qu'à l'avenir, à tous les avants, il s'est changé en air indispensable à tous les présents. »

Jouffroy, comme Borer, n'entend nullement commémorer, célébrer, mais bien plutôt activer, aviver, éveiller de nouvelles explorations. Il est met donc, personnellement, à l'épreuve de Rimbaud, de l'être Rimbaud qu'il escorte sur les sentiers vertigineux

de la « liberté libre ». Au sortir de ce périple aiguisé, Jouffroy peut exprimer sa « mièvre hypothèse » en connaissance de cause : « Rimbaud fut, toute sa vie, un explorateur de terrain et d'existence concrète, autant que de son propre cerveau et de la vie mentale. C'est en tant qu'explorateur perpétuel d'existence qu'il a poursuivi, physiquement, sur de nouveaux terrains, et jusque dans le commerce des armes, son expérience poétique. »

L'exploration comme poursuite, par d'autres moyens, de l'expérience poétique ? L'intuition d'Alain Jouffroy se trouve confortée par le déshiffrage de la correspondance et par les quelques textes ethnologiques rédigés par Rimbaud. Celui-ci annonce explicitement à plusieurs reprises son intention de réaliser un livre-album sur le Harar et les Gallas et de le soumettre à la Société de géographie. Alfred Bardey, le patron de l'agence qui l'employait, raconte également que, « un jour où l'on parlait devant Rimbaud de l'ouvrage que

Mgr Taurin-Cahagne, vicaire apostolique des Gallas au Harar, était en train d'écrire sur eux, Rimbaud se serait écrié : Moi aussi je vais en faire un, et lui couper l'herbe sous le pied, à Monseigneur ! »

Les traces de ce désir d'écriture, Jouffroy les a rassemblées dans un livre-montage qui porte en creux les projets ajournés de Rimbaud. Avec pour titre *Je suis ici dans les Gallas*, il s'agit du spectre (au sens magnétique du mot) d'une œuvre absente qui, pourtant, fait éternellement signe. Incitation permanente au départ, maîtrise sèche de la voix, ces bribes dessinent nettement la silhouette de celui que Delahaye avait désigné comme « l'indépendant à outrance » et qui confirmait lui-même des années plus tard à sa mère : « L'important pour moi, c'est d'être indépendant n'importe où. »

Relisons. Relisons toujours. « J'ai appelé les fleaux, pour m'étouffer avec le sable, le sang. Le malheur a été mon dieu. Je me suis allongé dans la boue. Je me suis séché à l'air du crime. Et j'ai

joué de bons tours à la folie. » Retrouvons, dans les poèmes et dans les lettres, cette parole décapée, décapante, toujours en rupture d'elle-même, avec ses accents de sauvagerie distante qui semblent l'engagement le plus extrême de l'ironie la plus noire à la solde d'une blessure sans fin.

Arthur Rimbaud ne sera jamais un poète confortable, assagi, récupérable. Sa révolte, ses dérives, ses trafics, échappent autant à l'action digestive du temps qu'à la noyade révérente entre les pages des manuels. Que les aveugles chantent sa double vue, que les bien-pensants l'encensent, que les assis s'émerveillent de ses semelles de vent, qu'importe ! Ils ne vénèrent qu'une ombre, Arthur est déjà passé avec sa dégaîne de voyou chercheur d'or et de voyant aux yeux brûlés.

Par-delà la postérité qui voudrait l'étouffer et les slogans qui l'enrôlent pour les combats d'une démocratie de dupes, Rimbaud resurgit inégalement, moqueur, tragiquement et souverainement seul. Il n'est pas du côté du grégaire, des destins à la petite semaine, de la vie changée au rythme de la revalorisation des points-retraite. Il n'est d'aucun côté, il dévale la fièvre et l'infinité comme s'il s'agissait de féroces, de joyeux, de fascinants ravins.

Rimbaud est poète par dérision essentielle, existentielle. Son verbe s'éclaire dans le creuset du corps : il y a là de l'os et des nerfs, du sang, des larmes et un éclat de rire. Rimbaud ne se soucie pas d'être poète. Etre ceci ou cela, ce serait déjà nier l'autre qui vient au-dessus de soi et qui est sans doute le porteur de l'immense, l'éclaircie. Cet accueil de l'inattendu, cette présence à ce que l'on ne connaît pas, voilà peut-être l'état de l'absolument moderne », non pas soit de modernité ni coïncidence avec la mode, mais faculté funambule de saisir en chaque instant l'absolu irréparable qui illumine et qui tue.

André Velter

(1) Seuil (1984).

Autres parutions

mais ses mots longeront ma route. » Le pari, ici, c'était de prendre pied dans la mémoire de l'Autre (Ed. R. Deforges, 250 p., 115 F.).

• *Le Premier Rimbaud ou l'Apprentissage de la subversion*, par Steve Murphy. « Les premiers vers de Rimbaud expriment un message subversif que l'on a souvent cherché à neutraliser, pour donner au poète une place de choix, paradoxale, dans cette culture bourgeoise qu'il entendait mettre en cause. » Steve Murphy étudie les textes de Rimbaud où le poète se montre « préoccupé avant tout par la politique, la sexualité et le rôle de l'écrivain et de l'écriture face à ces dimensions capitales de la condition humaine » (éd. du CNRS, Presses universitaires de Lyon, 344 p., 130 F.).

• *Arthur Rimbaud*, de Stéphane Mallarmé, publié un peu moins de cinq ans après la mort de l'auteur du *Bateau ivre*, rencontré le 1^{er} juin 1872, au cours du « dîner mensuel des Villains Bonshommes » (Fourbis, 44 p., 59 F.). Chez le même éditeur Alain Borer a dédié à « Arthur »

une évocation dialoguée de la comète de Halley sous le titre du *Chant du rien visible* (44 p., 59 F.).

• *Rimbaud 1991*, brochure publiée par la FNAC et l'Institut du monde arabe, avec un texte d'Alain Borer (*Je me souviens...*), une « Rimbaudothèque » essentielle, des interventions de Bernard Noël, Jean-Claude Guillebert et Hugo Pratt.

• *Rimbaud, tel que je l'ai connu*, de Georges Izambard. La réédition de plusieurs textes du professeur du collège de Charleville à qui Rimbaud adressa l'une des « Lettres du voyant » (Ed. Le Passé, 154 p., 89 F.).

• Signalons également l'œuvre inconnue de Rimbaud, par Gérard Bayo, Librairie Bleue, 214 p., 115 F. ; *Matériaux pour lire Rimbaud*, par Antoine Fongaro, Presses universitaires de Mirail-Toulouse, 102 p., 60 F. ; *Mots d'Europe*, textes d'A. Rimbaud présentés par Agnès Rosenstiel, collection Point virgule/Seuil.

Les manifestations du centenaire

Les Années Rimbaud : est-ce parce que le poète du *Bateau ivre* aurait été à l'étré dans une commémoration traditionnelle — celle du centenaire de sa mort — que l'on a adopté ce pluriel ? Sans doute, mais aussi, selon les organisateurs officiels, pour faire du nom de Rimbaud le symbole d'un « grand mouvement en faveur de la poésie, de toutes les poésies », qui ne s'arrêtera pas à l'année 1991. De fait, aucun autre poète n'aurait pu devenir ce signe de ralliement : permanence du « mythe » — jadis dénoncé par Etienne — oblige ! Souhaitons simplement que le symbole ne se substitue pas à la vraie figure du poète, à son œuvre.

Parmi les manifestations pour lesquelles un comité composé de trois personnes (Yves Bergeret, Emmanuel Hoog et André Velter) a été mis en place à la direction du livre : ouverture d'une boîte postale (BP 262, 75866 Paris Cedex 18) ; lancement d'une chaîne postale de poèmes inaugurée par une lettre de M. Jack Lang à M. Michel Rocard ; campagne d'affichage, à partir d'une œuvre d'Ernest

Pignon-Ernest : réalisation de « phares Rimbaud » par une vingtaine d'écoles d'arts plastiques, participation de vingt poètes à une « caravane » qui se rendra de Charleville-Mézières à Chypre et à Aden, en passant par Paris (Grande Halle de la Villette, les 9 et 10 novembre, point d'orgue de l'ensemble des manifestations) ; périple d'une « péniche rimbaudienne » de Charleville à Marseille ; les cinq grands théâtres nationaux présenteront des programmations spéciales à la rentrée de la saison 1991-1992 ; exposition au Musée d'Orsay en octobre ; exposition des manuscrits originaux à la Bibliothèque nationale...

En outre, au Petit Montparnasse (31, rue de la Galté, 75014 Paris), Alain Camé donne deux spectacles conviviaux consacrés à « ce voyou génial ». Ce ne sont là que quelques-unes des innombrables initiatives, des plus microscopiques aux régionales et aux nationales, que le centenaire de la mort de Rimbaud suscite et suscitera.

P. K.

CLAUDE MICHEL CLUNY

ŒUVRE POÉTIQUE

LES DE LA DIFFÉRENCE

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Poètes en guerre

Louis Parrot a dressé en 1945 le martyrologe des intellectuels français de la Résistance

L'INTELLIGENCE EN GUERRE

de Louis Parrot.
Préface de Jean Rousselot.
Le Castor astral
(distribution Distique).
332 p., 120 F.

Achévé d'imprimer le 28 décembre 1945, *L'Intelligence en guerre* — écrit par Louis Parrot, poète, essayiste, journaliste et romancier — est d'abord un martyrologe : celui des intellectuels — écrivains, artistes, hommes de théâtre, magistrats, musiciens, professeurs — qui entrèrent en Résistance et qui, pour certains, furent arrêtés, torturés, assassinés sous l'Occupation allemande.

Comme le philosophe Georges Politzer, le fondateur des *Lettres françaises* Jacques Decour et le physicien Jacques Solomon, fusillés le même jour de mai 1942 ; comme ces deux professeurs du Collège de France, Henri Maspéro et Maurice Halbwachs, qui moururent en déportation à Buchenwald ; comme Fernand Holweck, directeur du CNRS, Marc Bloch, professeur d'histoire, qui furent mortellement suppliciés ; comme l'avocat René Parodi, retrouvé « suicidé » dans sa cellule, après un premier interrogatoire ; comme Benjamin Crémieux qui décéda dans des conditions atroces à Weimar pendant que des intellectuels français collaborant avec les nazis étaient les invités des nazis ; comme Max Jacob et Robert Desnos qui, maltraités et terriblement affaiblis, ne revinrent jamais de Drancy, ni de Terezin ; comme Jean Prévost, combattant dans le maquis du Vercors, tombé sous le feu de l'armée SS, à la veille de la Libération.

Louis Gillet, Paul Hazard, Georges Bruhat, Saint-Pol Roux, Sylvain Ilkine, Louis Mandin ne surent également jamais que cette deuxième guerre mondiale allait se terminer par la victoire alliée... Mais il y eut aussi qui, toujours au bord du danger extrême, échappèrent néanmoins à la mort : Edith Thomas chez qui les membres du Comité national des écrivains (CNE) se réunissaient, Vercors, François Mauriac, Jean Paulhan, Jean Cassou, Pierre Seghers, Jacques Debû-Bridel, Claude Aveline, René Char, Paul Eluard, sont ici



De gauche à droite : Louis Parrot, André Frénaud, Loys Masson et Claude Morgan, au Flore en décembre 1945

évoqués avec reconnaissance par Louis Parrot. Mais ce livre est aussi l'acte politique d'un des membres fondateurs du CNE, d'un ancien résistant qui joua un rôle important en zone sud : car, à l'époque où paraît ce bilan, la procédure d'épuration chez les intellectuels et les écrivains, en mettant à jour de graves problèmes moraux et politiques, s'enlise péniblement en d'interminables affrontements intestins. Depuis le 4 septembre 1944, date de la première réunion publique du CNE où fut consignée la première « liste noire », publiée cinq jours plus tard dans le premier numéro non clandestin des *Lettres françaises*, des membres se sont engagés « à refuser toute collaboration aux journaux, revues, recueils, collectifs, collections, etc. qui publieraient un texte signé par un écrivain dont l'attitude ou les écrits pendant l'Occupation ont apporté une aide morale ou matérielle à l'oppression ».

La simplicité apparente d'une telle déclaration, lourde pourtant de non-dits, ne laisse pas de provoquer toute une série de questions théoriques auxquelles il fut quasiment impossible, dans les années d'après-guerre, de donner une logique et une justice acceptables par tous : de quelle responsabilité politique peuvent se prévaloir l'intellectuel et celui qui l'écoute, le lit, le suit ? L'écrit est-il comparable, juridiquement, aux actes ? Doit-on

définir le fait de trahison par rapport à la légalité contemporaine ou par rapport au sens de l'histoire ?

Pourquoi attendre des intellectuels une morale à toute épreuve ? Ne peut-on, comme au commun des mortels, leur accorder une sorte de « droit à l'erreur » ? Faut-il, pour épurer le milieu des gens de lettres, faire régner l'esprit de revanche, appliquer des lois forcément inégales qui gracieux les uns (Béraud), infligent la perpétuité à d'autres (Mauriac) et condamnent à mort certains (Brasillach) ?

Le propos de Louis Parrot n'est pas, dans *L'Intelligence en guerre*, de prendre parti dans cette inextricable querelle, mais bien de rappeler au nom de quels idéaux, de quels engagements, et dans quelles souffrances tragiques certains ont su qu'ils donneraient jusqu'à leur vie même. Ainsi, Jacques Decour, le 30 mai 1942, une heure avant d'être fusillé, écrivait à ses parents : « Je ne pense pas que ma mort soit une catastrophe : songez qu'en ce moment des milliers de soldats de tous les pays meurent chaque jour, entraînés dans un grand vent qui m'emporte aussi. » Parrot disparaît, quant à lui, trois ans après la publication de *L'Intelligence en guerre*, le 24 octobre 1948, espérant certainement encore que « l'art des écrivains ne perdrait jamais rien à se mettre au service de la vérité ».

Claire Paulhan

Marcel Schneider, l'invisible

Le deuxième volume des Mémoires de l'écrivain

L'ÉTERNITÉ FRAGILE
Innocence et vérité
de Marcel Schneider.

Grasset, 340 p., 110 F.

Le premier tome des *Mémoires* de Marcel Schneider s'achevait en 1939 (1), date qui mit fin, selon lui, à sa jeunesse et à son bonheur. Le deuxième volume de *L'éternité fragile* s'ouvre sur l'ombre de la défaite et de l'Occupation. Marcel Schneider n'admet que peu à peu « la présence de l'horreur » et, à l'heure de l'expiation et de la punition, se sent « réprouvé » dans le noir de Rouen — où il est nommé professeur. La cité lui semble maudite, hantée par les puissances infernales et traversée, durant la nuit, par Satan, dont il croit entendre le rire vengeur dans le désert des rues.

Sa « grâce moqueuse » lui permet — une fois la guerre terminée — de ne jamais se laisser impressionner par les doctrines, l'arbitraire des idées, et de se tenir à l'écart de la politique, qu'il considère comme du « contreplaqué ». Aux discussions métaphysiques, il préfère l'effervescence amicale des rencontres avec les grands illuminés de son temps, qui, éprouvant la jubilation de leur singularité, cultivent l'extravagance.

Il en fait des portraits magnifiques de justesse drôle ou d'acuité déferente et émue : Erté, dont il se rappelle le sourire « fait de charme, d'exquise édu-

cation et de regret infini » dans un visage qu'il lavait à l'eau de pluie ; Jean Cocteau, l'« allumeur de réverbères », l'oracle mutin qui l'incitait à savoir saisir « l'atmosphère en soi » ; Marie-Laure de Noailles, cette rebelle luxueuse qui faisait régner la fêve de son humour et de ses insolences dans son hôtel particulier, avant de devenir une héroïne de la modernité surréaliste. Marcel Schneider a partagé avec eux une attitude lyrique face au monde car il préférait vivre au fil du rêve, dans un univers parallèle.

Le sens
du sacré

Mais le rêve n'est pas seulement un refuge contre le déclin des illusions ; il est surtout un moyen d'amélioration morale, de « réforme intérieure ». « Ce que j'appelle l'invisibilité, c'est cela : agir comme les autres, avoir l'apparence du monde et habiter au plus profond de soi, sur une île ou une étoile. » Cette métamorphose intime qu'il mène avec modestie, vigilance, fermeté, lui permet de rassembler toutes ses forces spirituelles, en obéissant à la si belle exhortation de son maître, Georges Dumézil : « Entre dans la forêt intérieure, c'est là qu'on rencontre les dieux. »

Dans l'espace d'extrême pureté qui s'ouvre en lui, il peut accomplir ses « liturgies inno-

centes et secrètes » et ressourcer constamment son sens du sacré. Sacré de l'art, d'abord — avec une prédilection pour la littérature fantastique et la musique ; sacré de l'amour, ensuite, qu'il n'a connu qu'une seule fois en rencontrant, en 1936, Martin Lendrot. Il a passé un unique « printemps mythique » avec le jeune homme. Bien que Martin ait disparu, à la fin de la guerre, dans les fonds sableux de la mer du Nord, l'écrivain, entraîné par l'élan d'un pèlerinage magique, continue à monter, chaque année, jusqu'à la tour de la Ströbburg, donnant naissance à des pages de beauté hallucinée lorsqu'il croit voir Martin se matérialiser à nouveau dans la pénombre des bois.

C'est cette fidélité quasi mystique aux personnes et aux valeurs qui rend si émouvant et cohérent ce recueil de souvenirs. Il se clôt sur l'image de François Mauriac qui, au cours de leurs conversations, ressuscitait en lui « le sens de la grandeur et la nostalgie de la communion universelle ». Marcel Schneider l'admirait pour sa lucidité, sa pitié cruelle et la « fraternité ardente qui lui faisait ignorer les races, les frontières ». Schneider témoigne de la même fraternité au long de cet ouvrage entraîné par une écriture pétillante, traversée par des intuitions d'éternité.

Jean-Noël Paucrazi

(1) *L'éternité fragile*, Grasset, 1990 (le Monde du 26 janvier 1990).

AU FIL DES LECTURES CRITIQUES

par Michel Contat

La doublure de Barthes

ROLAND BARTHES, VERS LE NEUTRE
de Bernard Comment. Bourgois, 328 p., 140 F.

Curieux essai que celui de Bernard Comment, à qui l'on doit un roman, *L'Ombrage de mémoire*, paru chez Bourgois aussi, remarqué par la critique l'année dernière : il glisse son écriture dans celle de Roland Barthes en voulant restituer à celui-ci « la place qui lui revient : celle d'un merveilleux incitateur — à penser, à écrire, à voir autrement ». C'est une sorte de longue — un peu trop longue — préface à tout Barthes, qui lui emprunte sa multiplicité, cherche comme lui à échapper aux contraintes du discours institué, le suit dans ses méandres par un

mimétisme qui porte moins sur le style que sur la démarche, oblique, volontairement déplacée, non identifiable. Une préface de parfaite sympathie, en somme, mais gardée de toute effusion, de toute hystérie, comme il convient avec Barthes. Un accompagnement scriptural de cette œuvre qui a cherché à éluder ce qui lui faisait le plus peur : la consistance.

Cela ne donne pas un essai inconsistant, mais une doublure de l'œuvre, comme on parle de la doublure d'un vêtement. Une façon de ne se laisser toucher par elle qu'à travers le soubassement d'une écriture seconde qui épouse le « neutre » à laquelle l'écriture première tendait, comme le démontre non sans séduction, mais sans urgence non plus, cet essai.

Lectures philosophiques

A QUOI PENSE LA LITTÉRATURE ?

de Pierre Macherey.
PUF, coll. « Pratiques théoriques », 256 p., 148 F.

Pierre Macherey fut l'un des auteurs de *Lire le Capital*, l'ouvrage qui, en 1965, fit jaillir de l'ombre conventionnelle de l'École normale supérieure le nom de Louis Althusser et son enseignement sur Marx. Macherey, dans ce séminaire, avait eu la charge de présenter le processus d'exposition des concepts dans le grand œuvre marxien. Sans renoncer à l'ambition de fournir une théorie de la production littéraire (comme il le tenta, tout jeune encore, en 1966), il cherche aujourd'hui à déplacer les limites traditionnellement fixées entre la philosophie et la littérature, pour éviter la localisation de sites, l'établissement de chasses gardées.

S'appuyant sur le postulat que « des textes qui appartiennent au champ historique de la littérature (en gros de 1800 à nos jours) sont susceptibles de lectures philosophiques, dans lesquelles la philosophie intervient, de manière non exclusive, comme système de références et comme instrument d'analyse », il entreprend d'interroger ce qui, dans la littérature, produit de la pensée. Son corpus est fait

d'œuvres parfaitement disparates de Sade, Mme de Staël, George Sand, Victor Hugo, Flaubert, Georges Bataille, Queneau, Céline, Raymond Roussel (et sa lecture par Foucault). Par leur analyse, il veut réhabiliter le notion de « thème » (à entendre au sens musical du terme) pour montrer que ces œuvres ont proposé, en tant qu'« expériences de pensée », des variations sur des thèmes philosophiques et un discours qui se résumerait de la manière suivante : en suivant « les chemins de l'histoire » (Staël, Sand, Queneau), on parvient « au fond des choses » (le Hugo des *Misérables*, Bataille, Céline), jusqu'au point où « tout doit disparaître » (Sade, Flaubert, Roussel).

Opposée à l'herméneutique contemporaine, qui cherche à interpréter en termes de vérité les sens plus ou moins cachés ou cryptés des textes littéraires, la démarche de Macherey, qui consiste à prendre ces textes comme la conscience philosophique d'une époque, non plus sous la forme d'une doctrine raisonnée mais sous la forme d'une fable excessive, relance dans le débat critique une position matérialiste et dialectique héritière de l'althusserisme et qui n'est pas sans soulever au moins autant de difficultés que l'herméneutique.

L'analyse de texte

LA VOCATION DE L'ÉCRIVAIN

de Catherine Millet.
Gallimard, coll. « L'Infini » 222 p., 82 F.

PASSIONS DU SUJET

Essais sur les rapports entre psychanalyse et littérature

de John E. Jackson.
Mercure de France, 242 p., 120 F.

La psychanalyse, chez Freud et les premiers analystes, cherchait dans la littérature une confirmation de ses intuitions et des notions qu'elle construisait. Depuis qu'elle est devenue un savoir, elle sort à l'interprétation des textes et cherche à révéler dans ceux-ci ce qu'ils ignorent eux-mêmes mais disent (1). Le livre de Catherine Millet, qui est elle-même psychanalyste, illustre cette ambition, mais avec un excès de modestie : elle pense que le texte dit tout, sait tout de lui-même, et que, cité dans ses moments d'extrême lucidité ou d'aveux, il constitue sa propre analyse. L'opération critique consiste dès lors à retraduire en langage psychanalytique (ici lacanien) le « dire » d'un écrivain sur ses motifs d'écriture et sur le désir qui travaille l'œuvre.

Le risque de cette méthode est la tautologie : ainsi Catherine Millet, qui choisit admirablement ses citations, s'enferme dans la tautologie de Collette, de Flaubert, de Sade (pour ne mentionner que les plus élaborées de ses études), pour produire une suite de dissertations psychanalytiques, fort bien faites, sur les auteurs qu'elle sélectionne, plutôt que de proposer des interprétations nouvelles (et qui disqualifieraient les interprétations antérieures, par exemple celles de Sartre sur Flaubert (2), ou celles de Philippe Lejeune sur Proust). *La Vocation de l'écrivain*.

Echanges culturels

PHILOGOQUES I

Contribution à l'histoire des disciplines littéraires en France et en Allemagne au XIX^e siècle

Sous la direction de Michel Espagne et Michael Werner.

Ed. de la Maison des Sciences de l'homme, 427 p., 170 F.

Dans l'Europe en formation, l'histoire des échanges culturels franco-allemands revêt sans doute une importance décisive pour mesurer les différences entre les traditions nationales et les conditions de leur dialogue. Les auteurs de cet ouvrage collectif extrêmement bien documenté

voit, quel titre magnifique pour un livre qui aurait tenu toutes ses promesses ! Le livre de John E. Jackson, qui vient d'un autre horizon théorique et d'une autre pratique de la critique (l'auteur est professeur de littérature en Suisse), se situe, lui, très résolument dans la réflexion théorique sur ce que la psychanalyse peut apporter à l'intelligence de l'écriture littéraire elle-même, conçue comme une médiation entre la pulsion et la passion d'un sujet qui cherche à travers la littérature à se définir une identité toujours différée. L'autobiographie (Rousseau, Stendhal) est interrogée par rapport à la cure psychanalytique, la poésie est exposée à la lumière d'une anthropologie de la solitude (Rimbaud) et de la haine (Baudelaire).

Ces deux livres prennent place dans une déjà abondante bibliothèque croisée d'ouvrages où les analystes et les critiques échangent leurs rôles sur la scène de la littérature, pour mieux s'assurer de leur fonction sociale. La littérature (c'est-à-dire presque toujours les mêmes auteurs canoniques) laisse faire. Les lecteurs y gagnent certainement quelques lumières.

(1) Pour l'application de la psychanalyse aux textes littéraires, il faut signaler aussi la collection récemment créée aux PUF « Le Texte-rêve » dirigée par Jean Bellemain-Noël. Derniers titres parus : *Tristram et le sang de l'écriture* de Jean-Charles Huchet ; *Agrippa d'Aubigné* de Gilles de Jézebel, de Gilles Mathieu-Castellani (45 F).

(2) Sur Flaubert, signalons : Gustave Flaubert, *Préface à la vie d'écrivain ou Extraits de la correspondance*, présentation et choix de Geneviève Bollène, Seuil, coll. « Le don des langues », 298 p., 150 F (réédition d'un ouvrage paru en 1963) ; Gustave Flaubert, *Lettres d'orient*. Avant-propos de Pierre Bergounioux, L'Horizon chimérique, coll. « Mémoire », 334 p., 158 F. Maurice Nadeau, *Gustave Flaubert écrivain*. Les Lettres nouvelles-Maurice Nadeau éd., 282 p., 120 F (réédition d'un ouvrage paru en 1969 et qui obtint le Prix de la critique littéraire).

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées :

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Quand

Gérard

FICTION ET DICTION

de Gérard Genette
Seuil, coll. « Poétique »,
110 p., 70 F.

La question la plus difficile que rencontrent la critique esthétique et la linguistique n'est pas celle que reprenait Sartre comme titre d'un essai mémorable : « Qu'est-ce que la littérature ? » (question à laquelle, selon Gérard Genette, il n'y a pas de réponse et qu'il vaut donc mieux ne pas poser), mais bien celle-ci, plus pragmatique : « Quand est-ce de la littérature ? » Le lecteur qui espérerait naïvement trouver dans *Fiction et diction*, ce bref et, disons-le, difficile nouvel essai de l'auteur de *Figures*, des critères pour repérer, d'une façon indiscutable, dans l'écrit comme dans l'oral, ce qui relève de la littérature et ce qui n'en relève pas, doit être prévenu qu'il trouvera, certes, dans ce livre de nouvelles manières de poser les questions, mais point de réponses autres que des définitions, par nature schématisées et abstraites, appuyées sur ce qu'il faut d'exemples simples.

Le reprocher à Genette, ce serait le blâme de produire de la théorie et non pas de la critique littéraire : ce qu'il fait parfois aussi, dans d'autres de ses ouvrages, pour mieux soutenir ses propositions.

L'homme

Suite de la page 17

Pour stigmatiser cette « œuvre », cette mutilation, Danilche Salenava a choisi de prendre, au début de son livre notamment, un personnage épaissi, une encre très noire, dessinant des contours simplifiés à l'encre. L'écriture, le but volontairement recherché, est de rendre immédiatement sensible une détresse invisible, inaperçue parce que, d'abord, intérieure. A ces pages du livre, on pourra en préférer d'autres, qui sont nombreuses.

Celles par exemple dans lesquelles l'auteur s'empare justement contre la prétention des sciences sociales, ou plutôt de leurs pâles répliques des instituts spécialisés, qui tiennent le compte un peu dérisoire de nos « pratiques culturelles », qui légifèrent, édictent les lois dont notre existence aurait besoin pour bien se comprendre. « Laissons-nous donc les sciences sociales réduire l'expérience littéraire, la plus haute que l'homme puisse faire avec celle de l'amour, à des sondages concernant

nos livres,

de notre vi-

Avec le

un peu d'un

courant de

elle décon-

muerait de

de déglutir

masses de

célébrer sa

la déposit-

aux resses

tures ».

Faire le

notion de

châ, dans

du sculpter

que d'un

supérieur

Rage à être

conservé

Danilche s'

des impres-

sés qui se

la « valeur

« L'écriture

pre à ou

souffrance

Les ci

Encore des livres sur l'art

LA PEINTURE

AU FIL DES JOURS

Italie du Nord du quatorzième

au début du seizième siècle

de Federico Zeri.

Traduit de l'italien

par Anne Macchi.

Ed. Jullien, 370 p., 298 F., 680 F.

LE PAYSAGE

DANS L'ART ITALIEN

d'Otto Pöhl.

Traduit de l'anglais

par Patrick Joly.

Ed. Gérard Monfort.

130 p., 31 F., 148 F.

AU CŒUR DE FLORENCE

de Damien Wigny.

Préface d'André Chastel.

Duculot, 840 p., 500 F., 280 F.

Quand y a-t-il littérature ?

Gérard Genette propose des définitions strictes

FICTION ET DICTION
de Gérard Genette
Seuil, coll. « Poétique »,
110 p., 70 F.

La question la plus difficile que rencontrent la critique esthétique de la littérature, la théorie littéraire et la linguistique n'est pas celle que reprenait Sartre comme titre d'un essai mémorable : « Qu'est-ce que la littérature ? » (question à laquelle, selon Gérard Genette, il n'y a pas de réponse et qu'il vaut donc mieux ne pas poser), mais bien celle-ci, plus pragmatique : « Quand est-ce de la littérature ? » Le lecteur qui espérerait naïvement trouver dans *Fiction et diction*, ce bref et, disons-le, difficile essai de l'auteur de *Figures*, des critères pour repérer, d'une façon indiscutable, dans l'écrit comme dans l'oral, ce qui relève de la littérature et ce qui n'en relève pas, doit être prévenu qu'il trouvera certes dans ce livre de nouvelles manières de poser les questions, mais point de réponses autres que des définitions, par nature schématiques et abstraites, appuyées sur ce qu'il faut d'exemples simples.

Le reprocher à Genette, ce serait le blâmer de produire de la théorie et non pas de la critique littéraire - ce qu'il fait parfois aussi, dans d'autres de ses ouvrages, pour mieux soutenir ses propositions

généralisantes - ou de l'histoire de la littérature, à laquelle il n'est pas tout à fait étranger non plus.

Le nom de Genette est le plus généralement associé à la narratologie (théorie des procédés narratifs). Un relatif assouplissement de cette discipline l'a mené, comme théoricien, après des enquêtes minutieusement classificatoires et taxinomiques sur l'hypertexte (ou la littérature au second degré - dont les formes les plus visibles sont le pastiche et la parodie) et sur le paratexte (préfaces, indications génériques, commentaires d'auteur sur son œuvre, etc.), consigner dans deux ouvrages marquants, *Palimpsestes* (1982) et *Seuils* (1987), à un type d'interrogation plus fondamental sur la littérature en tant que telle. Il s'agit pour lui, à présent, de reprendre la question soulevée par Roman Jakobson sur la « littérarité » de la littérature : ce qui fait que la littérature est littérature. Les ouvrages de théorie esthétique, récemment traduits, d'Arthur Danto, la *Transfiguration du beau* (1), et de Nelson Goodman, *Langages de l'art* (2), inspirés par la philosophie analytique anglo-américaine, lui servent notamment de pôles de réflexion et de discussion.

Genette entreprend donc de traiter la question des régimes, des critères et des modes de littérarité en posant une première distinction entre la *fiction* et la *diction*. Définition

par le caractère imaginaire de ses objets, la fiction, bonne ou mauvaise, est toujours littéraire. Dans la diction, où c'est le type de message qui est premier, et non son contenu, la littérarité est soit constitutive (un poème est toujours littéraire), soit conditionnelle (un texte de prose non fictionnel est littéraire pour qui le juge tel).

Il s'ensuit que la fiction narrative doit être examinée en tant que mise en œuvre d'actes de langage, et qu'il faut chercher les différences entre le récit fictionnel et le récit factuel pour décider des critères de littérarité de l'un et de l'autre. Ce qui, si l'on pense par exemple à l'antobiographie et à l'historiographie, complice singulier de la question. Elle ne trouvera à se formuler de façon productive que si, à son tour, la question du style trouve une autre définition que celle, classique, par l'expressivité du langage, opposée à sa fonction notionnelle.

La texture et la structure

C'est dans le dernier chapitre, intitulé « Style et signification », que la rigueur de la définition patiemment construite par Genette sera sans doute inépuisable pour la théorie littéraire. La voici, dans toute sa simplicité (et son obscurité pour qui n'a suivi sa discussion, où, comme on l'attend de lui,

il pèse des œufs de mouche au moyen de fils d'araignée) : « Le style est la fonction exemplificative, expressive et évocative du discours, comme opposée à sa fonction dénotative directe. » On apercevra peut-être mieux la portée de cette définition si l'on voit qu'elle s'oppose à une conception « atomisante » du style comme apparition fulgurante de « traits » stylistiques sur fond de langage neutre (ce qui résultait des *Études de style* de Léo Spitzer et aussi des *Essais de stylistique structurale* de Michael Riffaterre, pourtant situés à des pôles opposés).

Pour Genette, le style se manifeste certes de la façon la plus spécifique au niveau de la texture et non à celui de la structure, où, si l'on préfère, en termes classiques, au niveau de l'*élocution*, qui est proprement linguistique, plutôt qu'à celui de l'*invention* thématique et à celui de la *disposition* des éléments du discours. Mais il apparaît continuellement dans un discours où tout concourt au style, par un système de contrastes et d'alternances.

Pour illustrer ce propos ardu, et qui l'est d'autant plus ici qu'on a tenté de le résumer en usant du vocabulaire technique plutôt que de l'évoquer par des exemples et des métaphores (comme l'écriture journalistique normalement y invite), on pourrait poser la question : Genette a-t-il du style ? L'affirmer est une tautologie sans intérêt si on ne qualifie pas ce style. On dira donc que Genette écrit clair, précis, sans un mot de trop. On pourrait par conséquent parler de style lumineux et laconique.

Mais comme Genette s'interdit tout recours à la métaphore et se borne volontairement à la fonction dénotative du langage, on dira donc de lui qu'il écrit bien, un point c'est tout. Avec humour souvent, finesse toujours, économie et rigueur, cela va de soi. Il n'est interdit à personne de voir dans ces qualités des traits de style, donc de littérarité. Sauf à Genette lui-même, qui les trouvera impertinents. Il ne fait pas de littérature. Il hausserait les épaules si quelqu'un décidait capricieusement qu'il n'y a de littérature que dans la théorie la plus austère, de beauté que dans les généralités les plus stériles... Il faut donc lire Genette pour ce qu'il est : notre Aristote. Et apprendre. Puis discuter. Mais c'est une rude affaire.

M. C.

(1) Seuil, 1989 (traduction par Cl. Hary-Schaeffer d'un ouvrage paru en anglais en 1981).

(2) Sources : *Approche d'une théorie des symboles*, traduit par J. Morizot, Ed. Jacqueline Chambon, 1990 (l'ouvrage date de 1968).

L'homme qui lit

Suite de la page 17

Pour stigmatiser cette « misère », cette mutilation, Danièle Sallenave a choisi de prendre, au début de son livre notamment, un pinceau épais, une encre très noire, dessinant des contours simplifiés à l'extrême. L'« effet », le but volontairement recherché, est de rendre immédiatement sensible une détresse invisible, inaperçue parce que, d'abord, intérieure. A ces pages du livre, on pourra en préférer d'autres, qui sont nombreuses.

Celles par exemple dans lesquelles l'auteur s'empare justement contre la prétention des sciences sociales, ou plutôt de leurs pâles répliques des instituts spécialisés, qui tiennent le compte un peu dérisoire de nos « pratiques culturelles », qui légifèrent, édictent les lois dont notre existence aurait besoin pour bien se comprendre. « Laissons-nous donc les sciences sociales réduire l'expérience littéraire, la plus haute que l'homme puisse faire avec celle de l'amour, à des sondages concernant

nos loisirs, alors qu'il s'agit du sens de notre vie ? »

Avec le même élan, avec aussi un peu d'injustice pour un certain courant de la pensée sociologique, elle dénonce cette « variante moderne du populisme qui, au lieu de déplorer l'abandon culturel des masses dépossédées, s'est mise à célébrer comme culture authentique la déposition culturelle mêlée aux restes frustes des anciennes cultures ».

Faire basculer la culture et la notion de valeur qui lui est attachée dans la catégorie sans valeur du « culturel », en faire une « marque de distinction » des couches supérieures de la société, un privilège à abattre plutôt qu'un bien à conserver... telles sont, selon Danièle Sallenave, quelques-unes des expressions d'un mode de pensée qui veut ignorer, ou relativiser, la valeur dont nous parlions. « L'unicité de l'expérience est notre lot. L'expérience de vivre ne se prête à aucune expérimentation », souligne-t-elle avec force. Mais

cette partie polémique, militante, du livre de Danièle Sallenave, si elle est nécessaire, ne suffit pas à le résumer, à le définir.

« Sans les livres, nous n'héritons de rien : nous ne faisons que naître. Avec les livres, ce n'est pas un monde, c'est le monde qui nous est offert, dans que font les morts à ceux qui viennent après eux », écrit l'auteur. Cet héritage, sa réception autant que sa transmission, est au cœur du livre en même temps que sur sa couverture - « don des morts » qui nous oblige, donne à notre être sa raison. Lieu de passage et d'échange, la littérature fait partie de notre univers spirituel - sans, à notre sens, pouvoir prétendre prendre une place que la religion aurait laissée vacante. *Le Don des morts* aidera l'homme-qui-lit à ne pas laisser se reformer en lui cette « mer gélée » dont parlait Kafka, et à vouloir toujours la « hache » des livres qui la brise. C'est le signe, le message que l'essai de Danièle Sallenave nous adresse.

Patrick Kéchichian

Les cigares du fanfaron

Encore des livres sur l'art italien, dont un ouvrage du désormais illustre Federico Zeri

LA PEINTURE AU FIL DES JOURS
Italie du Nord du quatorzième au début du seizième siècle de Federico Zeri.
Traduit de l'italien par Anne Machet.
Art Edition, 370 p., 298 ill., 680 F.

LE PAYSAGE DANS L'ART ITALIEN
d'Otto Pächt.
Traduit de l'anglais par Patrick Joly.
Ed. Gérard Monfort, 130 p., 31 ill., 143 F.

AU CŒUR DE FLORENCE
de Damien Wigny.
Préface d'André Chastel.
Duculot, 860 p., 500 ill., 280 F.

Dans ses *Conversations*, son avant-dernier livre en français, Federico Zeri, le plus photographié des historiens de l'art actuels, révélait au public navré que sa personnalité demeurait encore inexprimée. Désormais, nous savons pourquoi : Zeri, l'homme qui ne pose jamais sans un havane énorme à la main, le prince des connaisseurs, aussi connu en Floride que dans les Pouilles, le grand Zeri donc n'est

content de rien de ce qu'il écrit. « Tout a fini au feu ou dans la corbeille à papiers, se lamentait-il dans sa préface, tout ou presque tout. » Tout sauf deux cents notes, notules et notulettes dont paraît sous un titre charmant, la *Peinture au fil des jours*, une anthologie fort abondante.

Dans la même préface, il avoue d'autres malheurs : on le pille, on le dépouille de ses découvertes et, pis que tout, on le méconnaît. Or l'histoire de l'art, hors ses travaux, n'est que « vains discours » et « bavardages ». Que sont donc ses travaux ? Des attributions, purement et simplement des attributions. Zeri suppose une signature pour le moindre fragment d'œuvre ancienne. Il veut à toute force baptiser les anonymes et inventer un état civil aux inconnus. Fort bien. Ces exercices d'antiquaire sont d'une lecture extrêmement fastidieuse, et, pour finir, décevante.

Ils ne portent que sur des artistes de second ordre et excluent toute considération un tant soit peu théorique, « bavardages » donc. Panofsky, Gombrich, Chastel, qui étaient fort peu attributionnistes, n'étaient donc que des bavards ? Ils se montraient moins que Zeri, sans

doute, ils ne jouaient pas aux Sherlock Holmes de musée dans les magazines. Et c'est en cela que la soudaine célébrité de l'« expert » au cigare peut déplaire : une fois de plus, le spectacle l'emporte sur la science.

Otto Pächt, lui non plus, ne se montrait guère. Son *Paysage dans l'art italien*, sous-titré *Les Premières Études d'après nature dans l'art italien et les premiers paysages de calendrier*, n'en demeure pas moins un modèle du genre. À l'aide de documents dispersés dans les bibliothèques européennes, croquis d'anciens, herbiers, enluminures de calendriers, Pächt montre comment, très lentement, à partir de la fin du treizième siècle, la représentation d'après le modèle, animal tué à la chasse, plante cueillie dans un fossé, se substitue à la sténographie stéréotypée. Lente révolution : elle suppose des instruments plus affinés, une première intelligence de la perspective et le renoncement aux facilités de la copie. Dans cette histoire de l'observation empirique, l'empereur Frédéric II tient le rôle du premier médecin avant que l'Italie du Nord puis les Flandres ne reprennent à leur compte la nouvelle méthode venue de Salerne.

A l'occasion, Pächt s'efforce de résoudre quelques périlleuses questions de paternité disputées entre Nord et Sud, Italiens et Flamands. Ses recherches l'incitent à se prononcer pour les seconds et à refuser aux Limbourg le mérite d'une invention du paysage. Il conclut : « Ce fut le Sud, la Lombardie et les régions voisines de la haute Italie, où l'art profane était extrêmement développé, qui préparèrent la voie à un traitement radicalement nouveau (...) ». « Vains discours » que cette tentative de synthèse historique ? Sûrement pas.

Un guide pour finir : alors qu'abondent ceux qui traitent de la Toscane, celui qu'a compilé Damien Wigny impose la qualité de son information, la richesse surprenante de sa documentation et sa précision. Dans ce genre, généralement voué à l'érudition de seconde main, un tel ouvrage est une rare réussite.

Philippe Dagen

★ La troisième volume des *Symboles de la Renaissance* paraît aux Presses de l'École normale supérieure, 48 boulevard Jourdan, 75014. Au sommaire, des contributions, entre autres, de Daniel Arasse, Louis Marin et Daniel Russo. (243 pages, 240 francs.)



Yasushi Inoue

publie dans la
Bibliothèque cosmopolite

- ☐ HISTOIRE DE MA MÈRE.
- ☐ LES CHEMINS DU DÉSERT.
- ☐ COMBAT DE TAUREAUX.
- ☐ LE FAUSSAIRE.
- ☐ LE FUSIL DE CHASSE.

Stock

COLLECTION DWAN
DIRIGÉE PAR SLIMANE ZEGHIDOUR

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE DE L'ISLAM

• Déjà parus :

Mon voyage à la Mecque Gervais-Courtellemont
262 pages 97 F
L'Éthique sexuelle de l'Islam G.-H. Bousquet
244 pages 99 F

• À paraître :

Avril 1991 :
Le Saint-Siège et le Conflit du Proche-Orient G. Irani
Richard F. Burton. Ambre et lumière de l'Orient J.-F. Gournay

DESCLEE DE BROUWER

Mémoires fictifs

Jim Harrison
WOLF

ROMAN TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MARIE-HELENE DUMAS

Une méditation turbulente, à cœur ouvert, sur la jeunesse, la nature, l'Amérique, la poésie et tous les risques de la vie.

Du même auteur
LÉGENDES D'AUTOMNE
Collection "Pavillons"

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

ESSAIS

HISTOIRE

Comment peut-on être Français ?

André Wilmots nous regarde dans le miroir américain

LE DÉFI FRANÇAIS

d'André Wilmots.
François Bourin, 216 p., 110 F.

Du haut du parallélogramme de l'ONU, on n'a pas trop mauvaise vue. Surtout lorsqu'on y dépeuple tout ce qui a paru dans la presse américaine sur des années. C'est à cet exercice que s'est consacré André Wilmots, haut fonctionnaire des Nations unies. Il nous livre le fruit de ce travail de bénédictin, et ce n'est pas triste. L'auteur a du ton. Il repère très efficacement les points sensibles, les jugements qui font mouche, et il arrive qu'on écarquille les yeux devant les faits rapportés.

Les Français ignorent généralement l'engouement qu'ils suscitent aux États-Unis. Pourquoi ? Sans doute parce que, selon le journaliste Edward Fawcett, la France est en permanence un « malade imaginaire ». Que notre cuisine fasse grimper au plafond les Américains ainsi que notre mode (YSL - Yves Saint Laurent - est aussi célèbre que JR ou JFK) on le savait, et peu de gens ont été surpris du succès de Cyrano incarné par Depardieu. Celui de José Ferrer est une constante des programmes de télévision. Quand on parle de panache, là-bas, on pense tout de suite au style français.

Il était moins évident que notre culture garde toujours son aura outre-Atlantique. Even Galbraith, dans ses Mémoires d'ambassadeur à Paris, reconnaît que la France « est incontestablement le salon intellectuel de l'Europe ». Plus curieuse est la conviction d'un analyste reconnu de la musique rock selon laquelle ce mode d'expression est directement inspiré de Rimbaud, de Camus et de Genet ! Du coup, ce qui irrite le plus les Américains, ce sont les déclarations d'officiels français contre l'impérialisme culturel américain. Les feuillets et autres séries télévisées exportées n'ont rien à voir avec la culture. Ce ne sont que divertissement (entertainment).

Depuis deux ou trois ans, c'est la France économique qui attire les louanges des spécialistes, si enclins jadis à traiter la France de « lanterne rouge » de l'Europe. Le *New York Times* souligne avec étonnement que les rachats de sociétés américaines par les entreprises françaises au cours du premier semestre 1990 ont porté sur 35 milliards de francs environ, dépassant ceux



du Japon (19 milliards). Un tel dynamisme a été possible grâce au socialiste Pierre Bérégovoy « qui a ouvert le bal des réformes ».

« Ahurissement respectueux »

Quant à la politique étrangère de la France, elle suscite parfois l'exaspération, mais plus encore l'admiration. Washington observe « avec une sorte d'ahurissement respectueux le rôle d'arbitre incontesté que joue la France en Afrique » et juge astucieux le jeu de notre pays dans le Pacifique sud. Pour l'Europe, il lui paraît que la France servira mieux que la Grande-Bretagne de contrepoids à l'Allemagne, et Flora Lewis, dans le *New York Times*, va jusqu'à écrire que des que les États-Unis réduisent leurs forces en Europe, « il n'y a aucune raison pour que Washington n'accepte pas que le commandement suprême de l'OTAN soit assuré par la France ».

Le revirement des jugements sur François Mitterrand a été spectaculaire. Au début des années 80, il était comparé à leur « bon, naïf et malchanceux » Jimmy Carter. Aujourd'hui, il apparaît comme le plus habile des hommes d'État européens. Selon eux, il a « mis dans sa poche » Helmut Kohl. Beaucoup de commentateurs américains pensent que la vie politique française se banalise, du fait notamment du rôle accru du petit écran.

Un des chapitres les plus percutants est intitulé « Francophonie à l'américaine ». Le compor-

tement de nos amis d'outre-Atlantique est exactement à l'inverse du nôtre. Alors que nous faisons la chasse - avec plus ou moins de bonheur - à tous les mots ou expressions anglo-américains qui pourraient venir souiller notre langue, les Américains raffolent, au contraire, d'introduire des vocables français dans leur vocabulaire. Une association pour la défense de la pureté de l'américain ou de l'anglais paraîtrait ridicule. « Le français, dirait-on en Amérique (et en français), « c'est la crème de la crème ». La connotation très chic de notre langue n'est pourtant pas sans inconvénient, comme l'a constaté un candidat malheureux aux élections, Pete Du Pont. Son concurrent l'interpella en français avec sarcasme « Cher Pierre », l'identifiant ainsi à une coterie étrangère à la masse du peuple.

La femme française reste sur son piédestal (il y a dix fois plus de mariages dans le sens Français-Américains que dans le sens Américains-Français)... ainsi que le *Monde*, un journal d'exception, bien qu'il ait affiché sans complexes un certain anti-américanisme du temps de son fondateur. Lors du décès d'Hubert Beuve-Méry, la presse d'outre-Atlantique rappela que le *Monde* était le symbole même de « la France de l'intelligence ».

Allons, au temps où le snobisme français s'exprime dans le décri des réalisations nationales, regardons la pêche américaine d'André Wilmots. Il a ramené de très beaux poissons bleu-blanc-rouge.

Pierre Drouin

Trois quarts de siècle d'URSS

Nicolas Werth dresse un état des lieux du système soviétique

L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE De l'empire russe à l'Union soviétique 1900-1990 de Nicolas Werth. PUF., Collection « Thémis », 545 p., 170 F.

Qu'est-ce que trois quarts de siècle au regard de l'histoire universelle ? Une broutille. Pourtant lorsque cette période a commencé, beaucoup d'esprits qui ne comptaient pas parmi les moins avertis ont cru qu'elle allait définir : avec la révolution d'Octobre, l'humanité allait retrouver dès lors le paradis perdu.

Soixante-treize ans après l'événement fondateur du pays des soviets, Nicolas Werth raconte l'histoire de l'Union soviétique. Comment a-t-il conçu son ouvrage ? Il s'explique dans l'introduction qui est son discours de la méthode. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'URSS fut étudiée surtout par ceux qui partageaient ou avaient partagé l'idéal de la révolution d'Octobre. Ils regardaient la réalité à travers la grille du marxisme et se demandaient si l'Union avait ou non trahi.

Après la guerre, et la révélation de toutes les horreurs stalinienne, la soviétologie occidentale fut marquée par l'hypothèse totalitaire. Ce qui a conduit à

privilegier l'histoire politique en négligeant les autres composantes qui constituent le tissu social. Depuis le milieu des années 60, un certain nombre d'historiens essaient de procéder à un examen plus global. C'est à cette dernière école que se rattache Nicolas Werth : son propos est de dresser l'état des lieux.

Il prend son élan bien avant la révolution, quand le tsar, imprégné de la conception byzantine de l'empereur à la fois pape et César, manqua la chance, il est vrai très difficile, de réaliser la réforme. Sans attendre Lénine et Staline, il avait lancé l'industrialisation mais n'en avait pas apprécié les conséquences sociales. Même un Stolypine, qui était un conservateur avisé, avait échoué parce qu'il n'avait pas en de politique ouvrière et n'avait pas perçu les méfaits de la russification à outrance.

Un chauffeur incapable

Au début du siècle, selon la parabole de Maklakoff, la Russie était une voiture conduite à la catastrophe par un chauffeur incapable qui refusait de quitter le volant, car il croyait les passagers trop timorés pour l'en déseoir. Il n'avait pas compris les troubles pré-révolutionnaires. Ses turtifs successeurs de l'année 1917 n'allaient pas déceler la bolchévisation rampante.

Lénine aurait-il pris le pouvoir s'il n'y avait eu le putsch de Kor-

nilov ? Y serait-il resté s'il n'avait consenti à abandonner, en 1918, 26 % de la population, 32 % de la production agricole, 23 % de la production industrielle, 75 % du fer et du charbon ?

Vous connaissez la suite de l'histoire, et si vous voulez avoir toutes les précisions nécessaires, il suffit de lire le manuel de Nicolas Werth. En 1919, les structures à vocation stalinienne se mettent en place. Créé cette année-là en même temps que le bureau politique, le secrétariat compta six cents personnes en 1921, un an avant la nomination de Staline au poste de secrétaire général. Il y eut la guerre civile, la NEP, le sinistre tournant de 1929-1933, le congrès des prétendus vainqueurs en 1934, les purges massives et spectaculaires de 1934-1937, la guerre, la reprise en main.

Le dégel commença sitôt Staline enterré quand Malenkov essaya de consolider sa première place en se faisant le défenseur des intérêts des cadres moyens et supérieurs. Il s'appliqua mais va dans tous les sens sous Khrouchtchev. Quant à la période brejnevienne, maintenant qualifiée à Moscou de « stagnation », elle se divise, selon Werth, en deux demi-étapes : conservatisme éclairé jusqu'en 1976 (année d'une crise dans l'industrie) puis conservatisme crispé. Mais les gérantes ont laissé se développer un terrain propice à la perestroïka : les organisations sociales se sont multipliées, et, dans les années 80, on estimait à quinze millions le nombre de Soviétiques qui exerçaient des activités dans l'économie parallèle.

Bernard Féron

Radioscopie de l'armée rouge

L'ARMÉE ROUGE FACE À LA PERestroïKA de Thierry Maleret et Murielle Delaporte. Complexe, 302 p., 65 F.

L'armée soviétique a subi bien des avaries ces dernières années. La perestroïka a révélé que s'il n'était pas tout nu, ce « roi » était beaucoup moins bien habillé qu'on ne le disait. Son prestige en prit un coup lorsque, profitant du fait que les troupes antiaériennes avaient vidés forces canons d'alcool pour fêter la journée de leur armée, un jeune Allemand, pilote amateur, posa son appareil monomoteur sur la place Rouge. C'était presque bouffon. Il y eut plus grave avec les retombées de la guerre d'Afghanistan, les récriminations des conscrits mentionnées dans la presse, le mouvement d'insoumission et de désertion.

Cette armée relève la tête depuis que Mikhaïl Gorbatchev est obligé de s'appuyer sur le sabre pour conserver un pouvoir menacé. Qui est-elle ? Quels courants la traversent et la divisent ? Thierry Maleret et Murielle Delaporte en présentent une radioscopie.

Un instrument gigantesque

Il y a une dizaine d'années, Alain Besançon montrait qu'il y avait deux économies soviétiques (officielles) : l'une inconsistante qui travaillait pour le civil, l'autre, de premier ordre, qui était affectée à la défense. Bref, tout pour le complexe militaire-industriel, rien pour les autres. Ce complexe, notent les auteurs de *L'Armée rouge face à la perestroïka*, absorbe de 75 à 80 % du budget total consacré à la recherche et au développement. L'industrie de la défense « administre cent cinquante entreprises et arsenaux assemblant des produits finis et cent cinquante autres entreprises produisant des équipements de

support ». Le nombre de ses employés est estimé entre six et huit millions.

Thierry Maleret, l'auteur de cette partie de l'ouvrage, est moins systématique que ne l'était Alain Besançon : pour lui, les maux qui affectent l'économie soviétique n'épargnent pas ce secteur, mais celui-ci reste tout de même très privilégié. « D'ordinaire, les nations obtiennent le statut de puissance en combinant judicieusement le développement économique et la capacité militaire. L'Union soviétique, elle, possède les attributs d'une puissance multidimensionnelle » puisque son pouvoir repose exclusivement sur l'outil militaire et la menace potentielle qu'il représente.

Ce qui fait la force de l'armée soviétique constitue aussi ses faiblesses. Ses dirigeants ont voulu fabriquer un instrument gigantesque, polyvalent, prêt à mener n'importe quel conflit. Ils ont pompé les ressources du pays ou ce qui en restait pour entasser amplement conventionnel et atomique et doter leur grande puissance continentale d'une marine qui surclasse l'insulaire britannique. La quantité fait illusion si la qualité ne suit pas.

Ce livre a été écrit avant la guerre du Golfe mais les renseignements qu'il apporte permettent de comprendre un peu mieux ce qui vient de se passer sur le terrain. On saisit aussi pourquoi des chefs militaires soviétiques ont souhaité jusqu'au bout que la déroute fût épargnée à Saddam Hussein, car cette défaite était un peu la leur : n'avaient-ils pas fourni la plus grande partie du matériel qui ne servit pas à grand-chose et des conceptions stratégiques qui n'ont guère été probantes ? Après d'autres mésaventures de ce genre (depuis la guerre de six jours) il y a de quoi mettre en question quelques idées jusqu'alors reçues dans les états-majors soviétiques.

B. F.

Erreurs de calendriers

Un livre d'épistémologie drôle et subversif sur le découpage du temps

TRAHIR LE TEMPS

de Daniel S. Milo.
Les Belles Lettres, 272 p., 130 F.

Rien n'est innocent, surtout pas le calendrier. Rien n'est simple, même pas le bon vieux découpage du temps en « tranches » - ères, siècles, générations - auquel les historiens de métier semblent si attachés. Voilà ce que vient de souligner Daniel S. Milo, enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, dans une série d'articles qui composent, sous le titre *Trahir le temps*, un livre d'épistémologie curieusement habité par le sens de l'humour et par un goût très vif pour toutes les formes de subversion.

Il faut dire que, quand on y regarde de près, il y a de quoi sourire. Ne parlons même pas des « générations », terme qui recouvre à peu près n'importe quoi. Les siècles ne sont guère plus sérieux : celui de Louis XIV est une invention de Voltaire, le nôtre ne commence pas en 1900 mais plutôt en 1914, n'oublions pas enfin que l'an 2000 ne sera

pas la première année du vingt et unième siècle, mais la dernière du vingtième siècle. Quant aux ères, vous pouvez vous y perdre : au Portugal, jusqu'en 1422, on faisait commencer l'ère chrétienne en 38 avant J.-C. et, même si c'est un autre système (celui dont, au septième siècle, le point de départ avait été fixé par Bède le Vénérable) qui a fini par triompher, chacun sait que, aujourd'hui encore, tous les chrétiens du monde ne parviennent pas à célébrer Noël ou Pâques le même jour !

Qu'en conclure ? Que les repères fixés par l'historiographie pour empêcher de se perdre ceux qui voyagent dans le temps ne font parfois que le gâcher. A l'époque de Michelet, les historiens romantiques se sont laissés fasciner par l'idée de l'an mil : ils en ont profité pour inventer un « millénarisme » qui n'avait jamais existé - pour la simple raison que, dans l'Europe de 999, personne n'avait la moindre idée de l'année en laquelle on était.

De nos jours encore, les historiens discutent sans fin sur la pertinence des divers systèmes

de périodisation (pour ou contre la longue durée ?) et sur celle des découpages théoriques qui en résultent. Les plus audacieux tentent de tout réinventer par eux-mêmes, comme le montre Milo à propos du travail de Foucault sur l'histoire du système pénal : mais ces découpages nouveaux, qui cherchent à biaiser avec la chronologie, sont encore loin de faire l'unanimité.

L'historien serait-il condamné à « trahir le temps » ? Pas nécessairement si, prenant conscience de la relativité de ses repères usuels, il s'attache à étudier des objets dont la définition n'en soit pas totalement dépendante. A vrai dire, le chemin ici proposé semble des plus étroits. Mais peut-être la science historique - qui a déjà tellement changé par rapport à ce qu'elle était au « siècle » passé (!) - n'est-elle encore que dans sa... préhistoire.

Christian Delacampagne

LA FÉE ET LA SERVANTE La société française face à l'électricité (XIX-XXe siècle)

d'Alain Beltran et Patrice A. Carré.
Préface d'Alain Corbin.
Belfer, coll. « Histoire et société », 350 p., 165 F.

LES ANNÉES ÉLECTRIQUES (1880-1910)

de Christophe Prochasson.
Le Découverte, série « L'aventure intellectuelle du XXe siècle », 490 p., 170 F.

« L'A science et l'industrie se sont emparées depuis longtemps des forces que l'air et les eaux mettent à la disposition de l'homme (...). Restait un dernier effort à accomplir : il fallait saisir, entre les mains du maître des dieux, la foudre elle-même. » Ainsi parlait, tout fier, le père des centraliens, Jean-Baptiste Dumas, au congrès des électriciens en 1881. Oui, la secousse avait été proprement cosmique. L'homme moderne avait proprement déposé Jupiter en maîtrisant l'électricité.

C'est cette aventure contemporaine, orgueilleuse, foudroyante et quasi sacrilège qu'Alain Beltran et Patrice A. Carré ont entrepris de décrire, dans une nouvelle collection d'histoire qui, décidément, ne fait pas de faux pas. Et on leur saura gré de nous épargner le déchaînement des processus techniques dont, sur ce sujet-là, une histoire économique de stricte obédience aurait pu être friande jusqu'à l'indigestion du lecteur. D'un mot : ils jettent les premiers feux d'une histoire sociale et culturelle de cette fée dédaigneuse devenue en moins d'un siècle la servante muette de notre vie quotidienne. Leur livre, plein de citations savoureuses et toujours accessibles, ne peut pas, faute de travaux historiques, assourdir complètement les ambitions de son sous-titre. Il n'est qu'un propos d'équipe. Mais bougrement lesté.

Jusqu'à l'automne du dix-neuvième siècle, le fluide mystérieux, nous disent-ils, avait assez médiocrement attiré les charlatans de la thérapie que « magnétique ». Mais il excitait en profondeur, par le télegraphe puis les premiers téléphones, une fascination instantanée et de la vitesse que Jules Verne mettait en prose. Ce n'est toutefois qu'à partir de 1881, quand les lampes incandescentes d'Edison

Maurice Lengellé

THÈMES ET DÉCORS DU XXe SIÈCLE de Maurice Lengellé-Tardy.
Ed. Tardy, 608 p., 350 F.

Dans sa vie professionnelle, Maurice Lengellé a touché à deux disciplines : l'économie (une quinzaine d'ouvrages) et, sous le pseudonyme de Tardy, à l'art des collectionneurs (sept livres). Mais il s'intéresse à bien d'autres domaines de la culture si l'on en croit les deux premiers tomes de son Dictionnaire des thèmes et décors. Voici le troisième consacré au XXe siècle. Étrange façon d'écrire l'Histoire qui irritera ou décevra les spécialistes mais donnera au grand public le sentiment d'un assez extraordinaire survol. Il y reconnaîtra au fil des chapitres des ambiances oubliées, des livres fanés se mêlant aux chefs-d'œuvre, des chansons éteintes et des musiques vivantes, des édifices, des films, des tableaux.

Philippe CHA
L'OBSTINA

L'HISTOIRE triste et longue d'une et d'une campagne de presse était l'éviter : « On sait ce que ça va être. Ce soir, on essaie qu'on ne soit pas même. »

Éditions JACQUELINE C

مركز الأمل

EN VITRINE

NOUVELLES

Bourreau victime
et vice versa

Il est des recueils de nouvelles aux sujets disparates et des recueils à thème. Dans cette seconde catégorie se range celui d'Alain Absire. Le titre est éloquent. Mais point de tyrans sans victimes, et ce sont elles qui donnent aux récits leurs moments forts, qu'il s'agisse d'un bébé transporté dans une valise et que prétend ressusciter un prêtre qui joue avec les mots, ou d'un Adélio, fils d'un empereur fou et soumis aux souffrances du plus inattendu des instruments de torture, l'amour. Sans développer des scènes d'horreur, ces nouvelles touchent par l'espèce d'omose qui s'établit entre le tyran et l'asservi. Ainsi entre Alex le clown persécuteur et Marvel le naia qui deviendra bourreau, ainsi Absire n'échappe pas à l'Évangile - entre Jésus et Judas.

Certains de ces tyrans peuvent trouver place auprès de tous les célèbres qui ont écrit l'histoire avec le sang des autres, mais une des leçons à tirer - elles ne nous sont heureusement pas données mais suggérées - est que la cruauté, qui n'a pas la seule forme de la torture physique, n'est pas l'apanage de quelques-

uns. La domination du fort sur le faible est une tentation qui agite toutes les âmes, qu'elles soient de rois ou de manants. La violence et la haine que nourrissent la jalousie, l'orgueil ou la simple bêtise sont réversibles. La victime peut devenir bourreau. Ce n'est certes pas une révélation, mais Absire le dit avec l'art d'un narrateur qui maîtrise parfaitement l'anecdote et son symbole.

Pierre-Robert Leclercq
Les Tyrans, d'Alain Absire.
Presses de la Renaissance, 150 p., 79 F.

PSYCHANALYSE

La comtesse,
les enfants
et leurs maladies

On ignore généralement que Sophie Rostopchine, l'illustratrice comtesse de Ségur, avait commencé par écrire un petit livre de médecine destiné à aider les jeunes mères. Elle y attachait une telle importance qu'elle n'hésita pas à le publier à compte d'auteur en 1855. C'est le destin de cet essai, autant que ce qu'il révèle sur la médecine populaire, qui ont passionné Colette Misrahi, une psychanalyste spécialisée dans les problèmes des enfants malades dans leur rapport à l'hôpital.

Colette Misrahi étudie attentivement comment la comtesse de Ségur prolonge le dessin du dix-huitième siècle qui voyait dans l'enfant un « véritable temple qu'il faudra tenir à l'abri de la profanation ». Pour la réalisation d'un tel projet, l'enfant ne cessera plus désormais d'être pris « sous le regard ».

Incidentement, Colette Misrahi montre combien la comtesse de Ségur a partagé tous les préjugés de son temps : elle exerce les étrangers et les vagabonds et dote un de ses personnages malhonnêtes en affaires d'un nom transparent : M^{me} Juivet. S'il y a de la férocité chez la comtesse (son œuvre est contemporaine des bagues d'enfants), il n'est pas sans intérêt de voir les rapports qu'elle entretient avec les deux révolutions qui s'annoncent : la pastorienne qui galvanisera les recherches médicales et la psychanalytique qui révélera aux humains l'inconnu qui les habite. Ce que fait avec une attention scrupuleuse et beaucoup de talent Colette Misrahi. En annexe, on découvre le fameux essai sur la Santé des enfants de la comtesse.

R. J.
La Comtesse de Ségur ou la Mère médecin, de Colette Misrahi. Denoël, coll. « L'espace analytique », 160 p., 125 F.

LA BANDE DESSINÉE

Chroniques de guerre

SIBÉRIE

d'Attilio Micheluzzi.
Casterman, 125 p., 84 F.

L'INNOCENTE

de Warnauts et Raives.
Casterman, 84 p., 80 F.

MOURIR POUR LE JAPON

de Keiji Nakazawa.
Albin Michel, 284 p., 110 F.

LA FOSSE AUX SERPENTS

de Chantal Montellier.
Casterman, 94 p., 85 F.

PETER PAN

de Régis Loisel.
Ed. Vents d'Ouest, 54 p., 72 F.

On ignore si le président George Bush est amateur de bandes dessinées. Et si son homologue irakien, Saddam Hussein, témoigne d'une similitude attirance pour les comics. Tous deux auraient pourtant trouvé de quoi calmer leurs ardeurs bellicistes dans la lecture des dernières livraisons de bandes dessinées et de quoi réfléchir aux douleurs infligées aux populations par la guerre, fût-elle « propre », « chirurgicale » ou - ultime aberration - « juste ».

Trois albums viennent de paraître qui ont le mérite de bâtir une véritable trame romanesque à l'aide d'un rigoureux travail documentaire, tout en illustrant, chacun à leur manière, quelques événements majeurs de la chronique guerrière de ce siècle : la guerre civile qui mit la Russie à feu et à sang après la révolution d'Octobre, l'agonie du troisième Reich et le chaos moral, politique et économique qui s'ensuivit en Allemagne, et, enfin, le bombardement d'Hiroshima.

Le premier, *Sibérie*, est l'œuvre d'un vieux routier de la bande dessinée, Attilio Micheluzzi. S'il n'était décédé brutalement l'été dernier, ce compatriote d'Hugo Pratt, féru des exploits des aviateurs du début du siècle et amoureux des déserts d'Abyssinie, aurait sans doute en droit aux mêmes honneurs que le père de Corto Maltese.

Sibérie est la dernière œuvre de Micheluzzi. Elle est construite selon un schéma romanesque ultra-classique mais qui prend une résonance particulière depuis la disparition de l'auteur de BD napolitain : le journal intime du héros, Gabriel Belosselsky Kovalevsky, comte Lazarev, est retrouvé par des soldats dans la neige de la Sibérie aux côtés de son cadavre. Il sert de fil d'Ariane aux dernières années de la vie de Gabriel Kovalevsky, aristocrate russe, professeur de physique à



Extrait de Sibérie de Micheluzzi.



l'Institut de Saint-Petersbourg et grand séducteur devant l'Éternel.

Après un attentat raté contre le tsar et un passage au goulag, il devient commissaire du parti et révolutionnaire professionnel avant de mourir en 1919. Il y a de l'épique dans cette œuvre qui, au fil de dessins d'une rigueur toute classique et d'une construction romanesque mélangeant récit et monologue du narrateur, passe des salons de Saint-Petersbourg aux chantiers abrutissants du goulag, des bras d'un amour de jeunesse à l'offre rude d'une paysanne, tandis que passent les ombres de Raspoutine et de Lénine.

L'INNOCENTE est due à un tandem de jeunes auteurs, Eric Warnauts et Guy Raives. Ce duo a déjà à son actif les aventures du détective américain Lon Cale, publiées par les éditions Les Humanoïdes associés, qui sont d'habiles intrigues policières sur fond de décor urbain poisseux. Mais *Innocente* atteint une autre dimension ; il s'agit d'une véritable fresque, à la fois historique et morale, servie par un scénario riche, un cadrage rythmé des images, et des couleurs ambre, rouge ou bleu qui évoquent l'ambiance de certains films de Visconti.

L'héroïne, Nina, est une jeune Allemande élevée dans un des châteaux-fortresses destinés à éduquer les élites nazies. Alors que grondent les chars américains, elle s'en échappe en se déguisant en garçon, rencontre les années allées et découvre que les vainqueurs peuvent se transformer en sous-dards. A Berlin, elle fréquente les adeptes du marché noir et les boîtes de jazz, traverse avec une amie le procès de Nuremberg et le blocus de Berlin, avant de se rendre compte que les anciens nazis relèvent la tête avec la bénédiction américaine. Et avant de découvrir qu'en amour comme en politique les compromissions n'attendent pas le nombre des années.

A priori, le graphisme simpliste de l'ouvrage *Mourir pour le Japon* du japonais Keiji Nakazawa ne se prête guère à l'évocation des horreurs de la guerre. L'auteur, qui a vécu le bombardement d'Hiroshima à l'âge de sept ans, retrace

l'histoire d'une famille japonaise anticonformiste dont le chef se refuse à glorifier la guerre et l'empire du Soleil-Levant. Parvenant de détails de la vie quotidienne, y compris des bêtises et des gags commis par les deux garçons Gen et Shinji qui font parfois figure de Quick et Flupke asiatiques, cette BD progresse « sereinement » vers l'horreur atomique, en émaillant son récit des humiliations et rebuffades qu'encaissent cette famille rebelle à la guerre. Le livre traduit en anglais est devenu un best-seller outre-Manche, après avoir fait l'objet d'un long métrage au Japon.

A guerre n'est pas, et c'est heureux, le seul thème exploité par les albums de BD récemment parus. L'art, son rival idéal, et plus particulièrement certains pans de la vie de la « sculpture » Camille Claudel ont inspiré Chantal Montellier. Son récit, intitulé *La Fosse aux serpents* qui lie la sœur du poète à une jeune actrice, injuste-

ment accusée d'un crime. C'est une jeune cinéaste, Julie, qui mène l'enquête. Les accents de cette BD au féminin singulier peuvent certes agacer. Mais l'utilisation originale des couleurs et des formes, ainsi que la langue violente qui émane de ces trajectoires parallèles, font de l'univers de Chantal Montellier un monde émuant et totalement sincère.

Sincère comme les héros enfantins. Les aventures de Peter Pan, conçues par Sir James Matthew Barrie, ont donné de bonnes idées à Régis Loisel, qui a abandonné la fameuse *Quête de l'oiseau du temps* pour en donner sa version, baptisée sobrement *Peter Pan*. Ce premier épisode est truculent comme un faubourg de Londres, tendre comme la petite fée Clochette, généreux comme Mister Kundera. Bref, une BD pour oublier les guerres d'adultes.

Yves-Marie Labé

Bernard Barrault se lance
dans la production de scénarios

Créées en 1983, les éditions Bernard Barrault ont axé leur production sur le créneau, étroit, de la création littéraire française. Travail éditorial indispensable, mais qui, en termes économiques, oblige les petites entreprises qui s'y livrent à vivre dans des conditions de grande fragilité.

Pour consolider sa maison et offrir aux auteurs qu'il accueille de plus grandes chances d'accéder au public qu'ils méritent, Bernard Barrault a décidé de créer, parallèlement à sa structure d'édition, une société destinée à produire, à adapter et à scénariser pour le cinéma et la télévision. Les auteurs travailleront eux-mêmes à l'adaptation de leurs propres livres ou proposeront des scénarios originaux. Déjà, un certain nombre d'ouvrages ainsi adaptés ont été cédés à des producteurs par la société Barrault-Mialet.

Pour se donner les moyens de lancer et de développer cette nouvelle branche d'activité, Bernard Barrault a réorganisé le capital de sa société dans laquelle désormais Flammariion, jusqu'à présent actionnaire minoritaire, va prendre désormais la majorité.

P. L.

ACTUALITÉS

Les premiers titres de l'Olivier

Les Editions de l'Olivier, que dirige Olivier Cohen (quarante et un ans), qui fut auparavant directeur des Editions Mazarine, puis de Payot, sont nées au printemps de 1990 d'une alliance entre le Seuil et Olivier Cohen. « C'est une société à 50/50, explique le jeune directeur de l'Olivier. J'ai mon indépendance éditoriale et le Seuil prend en charge la fabrication, l'administration et la diffusion. En fonction du développement de la société, je reprendrai progressivement certains des services ».

L'Olivier publiera, pour commencer, de douze à quinze livres par an. « C'est une maison de littérature générale, précise Olivier Cohen, avec trois orientations : la littérature, tant française qu'étrangère, les essais littéraires, et la non-fiction au sens plus traditionnel du terme, documents et biographies. La première biographie littéraire sera celle de Clara Malraux. Je ne publierai pas de sciences ni de sciences humaines ».

Jo. S.

Cioran avant Cioran

L'auteur de l'Inconfort d'être né
célébré dans son pays

Après avoir résisté plusieurs décennies à l'enfermement de l'esprit, la revue roumaine *le Vingtième Siècle* (1) consacre sa dernière parution à Emilie Cioran. « Être Roumain était une malediction que j'assume aujourd'hui », confiait à Dan Haulica, directeur du mensuel, ce grand exilé rétif aux pièges de l'engagement, alors que se levaient les premières lueurs de l'espoir sur la Roumanie. Longtemps interdits, les livres de Cioran y circulaient néanmoins, et des commentaires subreptices se glissaient dans cette revue qui s'entêtait à pratiquer la subversion spirituelle même aux instants les plus redoutables de la tyrannie. Jamais cependant un travail aussi important - il fera date - n'a pu voir le jour dans le pays que l'écrivain avait quitté depuis plus d'un demi-siècle.

Rares sont les lecteurs français, et roumains, qui connaissent Cioran avant Cioran, jeune homme ombrageux, révolté, en apparence sans idéal ni patrie, n'attendant aucune réponse d'un ciel trop lointain pour apaiser sa soif d'absolu. En réalité, Cioran restait tragiquement éveillé, il habitait le continent des noirs insomnies, comme le remarque avec justesse l'un de ses exégètes, Sorin Vieru. Certains des textes de Cioran, nihilistes et incandescents, écrits en roumain, ont déjà été publiés en France grâce à Constantin Tacou, à l'Hermès (2). D'autres suivront, bien que l'auteur prenne quelque distance avec son lyrisme « juvéniste », avec ses stridences d'autrefois. A l'époque, en France, les intellectuels choisissaient entre l'horreur brune de Berlin et l'imposture rouge de Moscou. Dans sa Roumanie faussement folklorique, avec l'orgueil blessé du clerc surgi d'un espace culturel ignoré, Emilie Cioran choisissait l'amertume et le désespoir, la France et l'exil.

Le mérite des principaux collaborateurs du volume où il est célébré (260 pages denses, riches d'iconographie), tels Gabriel Liiceanu et Andrei Pleșu (3), réside dans l'analyse des moments charnières essentiels, lorsque Cioran quitte la Roumanie en 1937, et celui, plus tardif, où il commence à écrire en français et devient, salué par Gabriel Marcel, Claude Mauriac et Maurice Nadeau, un grand moraliste français.

Signalons un texte inédit, *Bréviaire passionnel*, son dernier écrit en roumain à Paris, le Paris crépusculaire de l'Occupation où errait l'exilé (ami de Fondane et de Paul Celan), errance tourmentée autant par la nostalgie salutaire d'un paradis perdu que par la tentation vivifiante du néant. Retenons également dans cette dernière livraison du *Vingtième Siècle* les contributions de Valentin Dumitrescu et de Vlad Russo, qui nous restituent l'écho de l'œuvre de Cioran chez les jeunes Roumains aujourd'hui.

Edgar Reichmann

(1) *Secolul 20*, mensuel édité par l'Union des écrivains de Roumanie, 133, Calea Victoriei, Bucarest.

(2) *Sur les cimes du désespoir* : Des larmes et des saints.

(3) Auteur de l'essai *L'Éthique de Robinson*, paru cette année aux Editions de l'Hermès.

□ Mort de l'écrivain lituanien Youozas Baltouchis. - L'écrivain lituanien Youozas Baltouchis est mort à Vilnius à la fin du mois de février. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Son premier livre traduit en français par Denise Yoccoz-Neugnot, *la Saga des Youza* (Alinéa, voir la chronique de Nicole Zand du 18 janvier), vient d'obtenir le Prix du meilleur livre étranger.

Dublin
1904 - 1921Réveil culturel,
et révolution
politique :
un patriotisme
déchiréDirigé par Pierre Joannon
et Maurice Goldring
288 pages, 120 F.
En librairie.

autrement

ATLAN

HENRI
ATLAN
TOU
N'ON
PEUT-ÊTRE
ÉDUCATION ET VÉRITÉOriginal et important, cet
ouvrage risque de dérouter
les philosophes et de ne pas
satisfaire les scientifiques,
tant les gens de métier n'ont
pas que de bonnes habitudes.
Un livre ambitieux.

Roger-Pol Droit / Le Monde

Collection La Librairie du XX^e siècle
dirigée par Maurice Olender - 140 F

Editions du Seuil

ŒUVRE AUTOBIOGRAPHIQUE
(le Fils de la servante, le Plaidoyer d'un fou, Lui et Elle, l'Abbaye, Inferno, Légendes, Seul, Harriet Bosse, Lettres inédites)
d'August Strindberg.
Édition établie par Carl Gustav Bjurström.
Mercure de France, 2 tomes reliés 1 440 p. et 1 550 p., 450 F chaque volume.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Plaidoyer pour Strindberg

COMME il sent le soufre, ce génial Suédois ! Surtout, ne voyez pas dans cette exclamation un clin d'œil malin du Malin pour vous rappeler que, malgré toutes ses recherches et expériences au laboratoire de la Sorbonne ou à l'hôtel Orfila de la rue d'Assas, August Strindberg ne réussit jamais à transmuter le soufre en or. C'est là le détail sulfureux d'une biographie qui devait alimenter toute l'œuvre de cet homme qui disait avoir vécu son enfer sur la Terre. Et quelle œuvre ! Cinquante-cinq volumes dans l'édition suédoise de 1920 !

La traduction française de l'important *Théâtre complet* de Strindberg, achevée en 1986 sous la direction de Carl Gustav Bjurström (1), nous avait permis de mesurer l'ampleur d'une œuvre dramatique si datée, si moderne, que ne cessent de monter, et de remonter, les metteurs en scène de cette fin du vingtième siècle (la Comédie-Française présente justement ces jours-ci une nouvelle mise en scène de *Père*). La publication récente au Mercure de France de l'ensemble de l'*Œuvre autobiographique* — en deux volumes de papier bible reliés de toile noire qui ressemblent à des missels — nous fournit un ensemble vraiment étonnant de cohérence qui éclaire le mieux possible la personnalité troublante, et troublée, de Johan August Strindberg (1849-1912). Un ensemble, recomposé avec logique et intelligence par le même « strindbergien » C.-G. Bjurström, qui réunit des titres publiés autrefois séparément et souvent épuisés depuis longtemps et qui correspond certainement à la volonté d'un écrivain qui, plus que tout autre, a puisé dans sa propre vie la matière de son œuvre. Bien plus, un homme dont la vie tourmentée est déjà son œuvre.

« Quand on dit « Strindberg », à quoi pense-t-on tout d'abord ? demandait au début des années 50 Arthur Adamov dans une étude (2) qui redécouvrait une œuvre plutôt oubliée, et la renouveau à la lumière de la psychanalyse. A un incessant règlement de comptes entre des écrivains, des uns contre les autres dans une perpétuelle revendication, une perpétuelle protestation, [qui] orientent et se jettent à la figure la note de tous les actes mauvais qu'ils se reprochent, actes

du passé qui salissent le présent et compromettent l'avenir. » Parfaite définition pour cette *Œuvre autobiographique* qui ne paraît pesante et insupportable que tant qu'on n'y a pas pénétré, et dont la marche inductible vers une folie sciemment assumée étonne à chaque page par la logique diabolique d'une violente persécution contre soi-même artistiquement échafaudée.

« Cette œuvre autobiographique occupe une place prédominante dans sa pensée, elle en est le pilier avec l'ensemble de son œuvre dramatique », remarque Bjurström dans une introduction, citant une lettre que Strindberg écrivait en 1904 à son traducteur allemand : « Si je venais à mourir bientôt, voudriez-vous réunir en un volume et publier sous le titre le Fils de la servante les ouvrages suivants : 1. Le Fils de la servante, 2. Fermentation, 3. Dans la chambre rouge, 4. Le quatrième tome de la série en manuscrit chez Bonnier (l'écrivain, alors inédit), 5. Die Belche eines Thoren (le Plaidoyer d'un fou), 6. Le deuxième récit du maître de la rôtisserie, 7. Inferno, 8. Légendes, 9. Seul, 10. Le Journal occulte, 11. Correspondance, lettres. »

C'est le seul monument que je demande, une croix de bois noire et mon histoire. »

VOILÀ à peu près le plan qui a été conservé pour ces deux volumes de passion qu'il ne faut pas prendre au pied de la lettre comme une « autobiographie », car ce n'est pas un souci de vérité factuelle qui anime l'auteur, mais plutôt, comme il l'indique clairement en surtitre aux quatre volumes du Fils de la servante, l'*Histoire de l'évolution d'une âme* » racontée à la troisième personne.

Né de ce qu'il considère comme une mésalliance (son père, un armateur, avait épousé une ancienne servante d'auberge qu'il avait prise comme gouvernante de leurs enfants avant de l'épouser), quoique enfant légitime, le jeune garçon nourri de la Bible, s'identifiant à Israël fils d'Agar, souffre de bâtardise et prend rapidement conscience du contraste entre les classes sociales (« Il a eu vent de l'échelle sociale et il a découvert qu'il ne se trouve au moins pas tout à fait en bas »). Il a quatre ans quand son père fait faillite. Il a treize ans quand sa mère meurt, et son père, reproduisant le schéma des amours ancillaires, se remarie avec la gouvernante des enfants.

Révolte contre la famille (« admirable institution, institution à combien



Strindberg en 1912, quelques jours sa mort

morale, sainte famille, institution irréprochable et divine, toi qui dois inculquer aux citoyens la vérité et la vertu !), révolte contre les maîtres, il va considérer l'école comme un « dressage » (« Il faut dire que les élèves ont de leur professeur une idée aussi partielle que les parents, reconnaît-il au début du Fils de la servante »).

Son premier professeur ressemblait à l'ogre du Petit Poucet. Il frappait tout le temps et déclarait qu'il allait fouetter les enfants jusqu'à ce qu'ils rampent par terre s'ils ne savaient pas leur leçon ») et agiter sa révolte en tous sens, « fermenter », se disperser dans d'innombrables travaux d'érudition (il apprend même le chinois), mais il quittera Uppsala sans avoir obtenu le moindre diplôme universitaire.

Bientôt, cependant, la découverte du théâtre, sa première pièce écrite et montée au Théâtre royal à vingt ans, lui ont montré où était sa voie (« Johan se glissa au troisième balcon pour voir son œuvre debout. Johan eut l'impression de subir le courant d'une machine électrique. Ses nerfs vibraient, ses jambes tremblaient et les larmes coulaient sans cesse, de pure nervosité. (...) Avant que le rideau n'ait le temps de retomber, il se précipita dehors, tout était bien, sauf la pièce. Il écrivit et voulut se noyer »).

LES trois mariages de ce « misogynne » libre-penseur, antiféministe militant, qui s'oppose violemment à la cause féministe que soutient alors Ibsen, vont être à partir de 1876 la toile de fond d'une existence errante et paranoïaque, alors que son équilibre nerveux semble compromis et que ses incartades lui ont suscité des inimitiés telles qu'il va s'exiler et partir avec ou

sans sa famille à l'étranger. Siri von Essen, baronne Wrangel, qui rêve de faire du théâtre, divorce en 1876 pour l'épouser, ouvrant, jusqu'à leur divorce, une période de quinze années d'enfer conjugal qu'il va exorciser en écrivant, directement en français, le *Plaidoyer d'un fou* et *Inferno*, ses deux chefs-d'œuvre malgré tout, avec la première partie du Fils de la servante.

« C'est un livre atroce que celui-ci. Je l'admets sans objection et avec un remords cuisant, prévient-il sans vraiment vouloir être cru dans la préface du *Plaidoyer d'un fou* (publié en 1895 à Paris), qui relate son premier mariage et la crise morale qui s'ensuivit. Ce qui l'a fait naître ? Le besoin légitime de laver mon cadavre avant qu'il soit fourré dans la bière. » Étrange et répugnant, lavage de linge sale de la conjugalité, écrit à Paris alors que sa seconde femme, Frida Uhl, une journaliste autrichienne de vingt-trois ans sa cadette, vient de le quitter après dix-sept mois de mariage avant la naissance de leur fille ! Pour parler de sa première femme, Strindberg atteint là de tels sommets d'ignominie et de détestation que ce *Plaidoyer* ultramachiste a pu, à l'époque, jouer en faveur des femmes... « L'histoire est terminée maintenant, mon Adorée, note-t-il en conclusion. Je me suis vengé, nous sommes quittes... »

Redevenu célibataire, il mène une vie de bohème à Montparnasse, rencontre Gauguin et le peintre tchèque Mucha et, sous l'influence de lectures occultistes, se tourne vers la chimie et la transmutation des métaux pour obtenir de l'or, ce qui fait de lui la proie d'un grave traumatisme psychique : agressé par des hallucinations diverses, il se croit en butte à la persécution de ses ennemis et des « puissances » maléfiques, châté par les esprits, ce qui va le conduire à répudier l'athéisme. Écrit deux ans plus tard, en 1897, *Inferno*, récit hallucinant de sa paranoïa, va être, sans Freud, une autoanalyse. En français.

Quel curieux sentiment laisse au lecteur d'aujourd'hui cette œuvre « autobiographique », déchirée, déchirante, irritante, parfois complaisante, volontiers blasphématoire, dont le côté scandaleux s'est effacé, dont l'affreuse misogynie semble, en fin de compte, être la peur de la femme ! Ces deux volumes, si soigneusement traduits, composés et annotés, qui vont devenir indispensables à la connaissance d'August Strindberg, semblent une dissection de la vie humaine. « Bien entendu, c'est comme de vendre son cadavre à la salle d'anatomie, mais qu'est-ce que cela fait quand on est mort si d'autres tirent profit de la charogne ? », reconnaissait l'auteur d'*Inferno* pour se justifier de donner son corps et son âme à la littérature plutôt qu'à la science.

(1) *Théâtre complet*, 6 tomes et plus de 3 000 pages. L'Arche, 1986.
(2) *Strindberg*, par Arthur Adamov. L'Arche, coll. « Les grands dramaturges », 1955.

Une sœur japonaise de « Lulu »

Pour décrire la vie d'une prostituée, Shôhei Ooka renonce au réalisme et emprunte à la nuit sa force poétique

L'OMBRE DES FLEURS

de Shôhei Ooka.
Traduit du japonais par Anne Bayard-Sakai.
Picquier, 154 p., 89 F.

Mort en 1988, Shôhei Ooka a été l'un des premiers auteurs contemporains japonais à être traduit en français, puisque, dès 1957, les éditions du Seuil publiaient de lui les *Feux* (1), paru dans son pays d'origine six ans plus tôt. Cet écrivain indépendant, qui refusa les honneurs de l'establishment, se fit connaître essentiellement par son *Journal de prisonnier de guerre* (2), et plus généralement par des nouvelles et des romans inspirés par cette période. C'est à cette veine que, du reste, appartiennent les deux autres brefs récits figurant dans les anthologies de littérature

japonaise actuellement disponibles chez Picquier (3) et chez Gallimard (4).

Le style assez brutal de cet auteur, qui n'est guère enclin au sentimentalisme, se retrouve dans l'un de ses romans les plus célèbres, avec la *Dame de Musashino* (5), cette *Ombre des fleurs*, publiée en 1959 (6). Pourquoi a-t-on tant attendu pour traduire cet admirable portrait de femme ? La perfection formelle de ce court roman, l'extrême rigueur de la construction et de toute complaisance ont probablement été éclipsées par le caractère de la situation peut-être jugé excessivement japonais.

A la fin de la guerre, une entraîneuse de bar vieillissante se laisse manipuler par plusieurs amants. Simple jouet entre les

maïns d'hommes veules, qui vivent avec une prostituée le simulacre d'une vie amoureuse qu'ils sont incapables d'assumer dans la « vie diurne », elle prend très péniblement conscience de son identité éclatée et, épuisée d'avoir vainement lutté, se tue dans le calme et la lucidité.

Encore le tableau du « monde flottant », nous dira-t-on. Oui, encore une vie de prostituée. Le grand Kafi n'a-t-il pas consacré toute son œuvre à la description de cet univers ? Et trois siècles plus tôt, Saikaku ? Mais ce qu'il y a de frappant dans ce roman, dont les dernières pages sont bouleversantes par leur dureté, leur froideur implacable, leur poésie cruelle, c'est la façon dont l'auteur mène jusqu'à son terme une logique fatale des rapports humains.

S'agit-il d'un roman métaphorique ? Il n'est pas de roman sexuel qui ne soit en même temps la métaphore de la vie sociale. Mais, pour y parvenir, le romancier doit renoncer au réalisme avec assez d'habileté pour que l'histoire conserve sa vraisemblance et emprunte à la nuit sa force poétique.

Pragmatisme et onirisme

Ooka, dit-on, fut un spécialiste de Stendhal. Voilà pour le regard glacé qu'il porte sur l'amour. Mais c'est au suicide d'Emma Bovary que l'on pense en lisant les préparatifs de l'ultime rituel de mort. Pragmatisme et onirisme convergent pour donner aux gestes de Yôko leur parfaite efficacité de somnambule éveillée. Dans le demi-sommeil de ses dernières heures d'un vague

ennui impatient, elle rêve et, intérieurement, se plaint « de devoir faire un rêve aussi désagréable sur son lit de mort ». Et c'est avec un sentiment de fureur contre tous ceux qui l'ont conduite à la précision funéraire de sa dernière action qu'elle sombre dans la mort.

Son mystère poétique, ce roman le doit sans doute également à son rythme de narration : les amants se succèdent sans heurts, dans une sorte d'indifférence acceptée. Les promesses ne sont jamais tenues. A quoi visent-ils, tous avec elle ? A subvertir impunément la discipline et la hiérarchie de la société. Qu'ils soient écrivains, peintres, patrons d'usine, simples employés, ils lui

font miroiter l'espoir de passer de la nuit au jour, du rêve à la veille, de la prostitution à l'amour, de la contrainte à l'autonomie. Mais le passage n'a pas lieu, sinon dans la solitude et la mort.

Le dernier rêve que Yôko fait avant de mourir donne son titre au roman : « Le soleil était haut, projetant les ombres des fleurs droit sur le sol où elles se déposaient les unes sur les autres. Yôko était ensevelie au pied de cet arbre. Les ombres la recouvraient elle aussi et elle sentait de lourds rayons transpercer son corps avant d'être absorbés par la terre. » Mort silencieuse, fantasme : Yôko ne pousse pas le cri déchirant qu'Alban Berg prête à Lulu, dont

elle est pourtant une sœur. Car si ses amants lui trouvent un air de ressemblance avec Danielle Darrieux ou Danna Durbin, nous avons plutôt en tête le visage de Louise Brooks.

René de Cocca

(1) Traduit par Seizô Motono.
(2) *Feux*, 1948-1951.
(3) *Yen aux heures*, traduit par Anne Sakai, in *Les Altes*, la Grande, les Cheveux blancs, 1986.
(4) *Le regard de la sentinelle*, traduit par Claude Péronny, in *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, tome 1, 1986.
(5) De ce roman, qui date de 1950, Mizoguchi a tiré un film en 1951.
(6) Le cinéaste Yôshi Kawashima a adapté ce roman, sous le même titre, en 1961.

Eloge de la vitesse

HOKUSAI
de Kenneth White.
Ed. du Terrain Vague.
142 p., 130 F.

Esquisses au gré du vent. Dessins à un coup de pinceau, l'Album en style cursif du vieux Manji. Répertoire pictural rapide et l'admirable Miroir de dessins transmis de l'esprit à l'esprit sont les titres de cinq recueils de dessins réunis par Hokusai. La promptitude du trait et sa simplicité y sont tenues pour vertus essentielles, seules susceptibles de favoriser la représentation juste des hommes, des animaux et des paysages. La pré-

face du Miroir professe qu'il faut trois conditions pour faire un grand peintre, « élévation de l'esprit, liberté du pinceau, conception des choses ». Autant dire que l'adresse ne vaut rien sans l'acuité et la faculté de voir de haut.

Appliquant les préceptes de son héros, Kenneth White, poète et essayiste, connaisseur de Segalen et Arnaud, a écrit un éloge d'Hokusai à la Hokusai, bref allusif et efficace. Il s'y délecte de la variété des sujets et des styles du « vieillard fou de dessins ». Il examine ses traités d'enseignement et de géométrie, moins connus que les *Trente-six vues du mont Fuji* et les scènes intimes des « maisons

vertes », les maisons de plaisir d'Edo. Il a surtout le grand mérite de rapprocher estampes et dessins des poètes — les *kyôka* burlesques et satiriques — des romans et contes et des pièces de théâtre qui les inspirent et les soutiennent. Cette méthode lui permet de déduire des images ce qu'elles recèlent, une intelligence des caractères et des figures qui « rafraîchit l'esprit » et « coupe la souffrance » à la fois. En 1896, Goncourt vantait la « brutalité la plus savante » du Japonais : c'est la même idée d'une perception foudroyante de la réalité.

Ph. D.

— LA VIE DU LIVRE —

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4^e
Tél. : 43-26-51-09

Livres anciens
sur les

**PROVINCES
DE FRANCE**

2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

28. Un bilan des négociations sur les bas salaires.
29. Les finances de l'URSS.

30. Communication.
31 à 33. « Le Monde Affaires ».

34. Marchés financiers.
35. Bourse de Paris.

BILLET

La dette politique

Après des années de doléances et une intense action de lobbying international, la Pologne a enfin obtenu une réduction significative de sa dette extérieure. On ne peut que s'en réjouir. Mais ces décisions ne sont pas sans danger.

Vendredi 15 mars, le Club de Paris — l'organisation informelle représentant les États créanciers — a accordé à la Pologne une annulation de 50 % de sa dette publique; mercredi 20 mars les États-Unis sont allés encore plus loin en annonçant l'effacement de 70 % des emprunts contractés auprès de Washington, à l'occasion de la visite du président polonais Lech Wałęsa. Varsovie ne doit plus rembourser aux États-Unis que 1,4 milliard de dollars (7 milliards de francs) au lieu de 3,8 milliards.

Un tel succès conforte ceux qui estiment que les dettes accumulées par certains États constituent un obstacle insurmontable au développement économique. Pourquoi un gouvernement menant une politique économique rigoureuse devrait-il payer le prix des erreurs de ses prédécesseurs, lorsque la santé des comptes et, surtout, la survie de la démocratie sont en jeu ? Le cas polonais a ouvert une brèche dans la principe sacro-saint du Club de Paris, selon lequel toute créance est due. D'autres pays ne manqueraient pas de chercher à en profiter.

Mais la victoire de Varsovie ne manque pas de provoquer un certain malaise chez ceux qui croient à une stratégie globale de la dette, à un effort international de soulagement financier des États « vertueux ». Ce que la Pologne a obtenu, le mérite-t-elle davantage que certains États africains ou latino-américains ? Les pays industrialisés ont annoncé que l'Égypte devrait bénéficier d'un traitement similaire. De graves questions se posent à propos du Brésil, de l'Argentine, de la Côte-d'Ivoire et du Gabon, sans même parler des bons payeurs comme l'Inde, la Tunisie ou la Hongrie. Il est clair que, en matière de dette, « besoin » et « mérite » sont deux concepts bien distincts. Quel que soit le fardeau financier de certains États, leur image politique et leurs efforts économiques auront du mal à apparaître aussi grands aux yeux des États-Unis que ceux de la Pologne, passée en quelques mois du communisme à la démocratie et de l'économie planifiée à celle de marché. Le cadeau fait aux Polonais risque en tout cas d'inciter les pays vertueux, qui ont toujours respecté leurs engagements financiers, à réviser leur attitude. Il y a là une menace d'un dangereux effet boomerang.

FRANÇOISE LAZARE

Un entretien avec le secrétaire d'Etat aux finances d'Allemagne

« L'union monétaire allemande n'a provoqué ni surprise ni catastrophe », nous déclare M. Horst Koehler

Les propos du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, évoquant le « désastre » de l'union monétaire allemande (le Monde du 21 mars) ont suscité une vive réaction du gouvernement de Bonn. Dans un communiqué, le ministre des finances a fait savoir que cette union avait été « dans l'ensemble un succès » et qu'elle ne peut être comparée avec l'union économique et monétaire européenne. Une position que reprend M. Horst Koehler, secrétaire d'Etat aux finances, dans l'entretien qu'il nous a accordé. Le 21 mars, l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden a annoncé par ailleurs que le taux de croissance de l'Allemagne de l'Ouest avait été de 4,9 % en termes nominaux au quatrième trimestre de 1990.

BONN

de notre correspondant

« Approuvez-vous les propos tenus à Bruxelles par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, qui estime que l'union monétaire entre la RFA et la RDA a eu des « conséquences désastreuses » ?

— Non, naturellement. Il est juste cependant de dire, comme M. Poehl, que l'union monétaire et le rattachement de l'ex-RDA ont eu pour conséquence des problèmes de compétitivité pour l'économie allemande. Mais dans l'ensemble le processus de remplacement de la monnaie s'est déroulé excellentement. La masse monétaire est restée dans

les limites fixées, le taux d'inflation est satisfaisant. Il n'y a ni surprise ni catastrophe. Nous avons certes des problèmes avec des entreprises qui ne sont pas compétitives, mais nous sommes en passe de les régler. La semaine dernière, le gouvernement a mis en place des mesures d'incitation à l'investissement, redéfini la mission de la Treuhandschaft (organisme chargé des privatisations), etc. En dépit de toutes les difficultés, il n'y a aucune raison de céder à la panique. Dans peu de mois les améliorations seront visibles sur le terrain.

— Le chancelier Kohl vient de déclarer que le niveau de vie des habitants de l'ex-RDA se rapprocherait de celui de leurs compatriotes occidentaux dans un délai de trois à cinq ans. Croyez-vous qu'il aura la patience d'attendre ?

— Je pense qu'ils vont faire preuve de patience, car ce délai est déjà très réduit. L'essentiel, plus que les revenus d'aujourd'hui ou de demain, c'est que les gens là-bas aient une perspective. Le plus grand problème aujourd'hui c'est l'insécurité provoquée par les fermetures d'entreprises, les rationalisations et les privatisations. Cela prend un peu de temps, mais nous avons la conviction que les gens dans les nouveaux Länder vont sortir de leur état d'anxiété.

— Mais ce sentiment d'insécurité se manifeste aussi chez les investisseurs potentiels. Ils hésitent à aller à l'Est tant que les questions de propriété ne sont pas réglées. Le gouvernement a donné la priorité à la restitution aux anciens propriétaires des biens confisqués par l'ancien régime sur une indemnisation

laissant le champ libre aux investisseurs...

— Je suis en accord avec cette attitude, parce que j'estime qu'une modification des principes fondamentaux de la propriété n'aurait rien changé aux problèmes pratiques qui se posent dans les nouveaux Länder et parce que le rôle-clé de la propriété privée dans notre système économique et social est ainsi souligné et confirmé. Le compromis qui a été réalisé au sein du gouvernement, entre les partis sans de la restitution et ceux de l'indemnisation, s'accompagne de mesures favorisant l'investissement.

« La position française n'est plus très claire »

— L'Allemagne s'est vue reprocher, ces dernières semaines, à Paris et à Bruxelles de vouloir freiner l'union économique et monétaire européenne, et même de ne pas respecter les engagements pris en décembre à la conférence intergouvernementale. Qu'en pensez-vous ?

— Je suis étonné que l'on puisse nous faire ce reproche. Lors de la dernière réunion du conseil économique et financier franco-allemand, M. Theo Waigel a posé la question à M. Pierre Bérégovoy : « Croyez-vous vraiment que nous, Allemands, nous soyons éloignés des orientations données par le conseil européen ? ». M. Bérégovoy a dit qu'il ne croyait pas cela. M. Waigel lui a expliqué que notre projet de traité constate que la deuxième phase de l'UEM commence le 1^{er} janvier 1994 et que nous tenons à ce que des évolutions se produisent d'ici-là. C'est le thème de la convergence des politiques économiques des pays désireux de participer à cette UEM. Nous esti-

mons que cette convergence est nécessaire, dans l'intérêt non seulement de l'Allemagne, mais aussi de la France.

— Mais les responsables français comme Pierre Bérégovoy ou Elisabeth Guigou ont tout de même souligné qu'il existait des différences d'interprétation entre Paris et Bonn sur le contenu de cette deuxième phase...

— Je crains actuellement que n'apparaissent en Allemagne une attitude consistant à dire que la position française n'est plus très claire. On voit bien les aspirations françaises pour la deuxième phase : exercer un contrôle plus fort sur la Bundesbank. Mais, de notre côté, nous estimons que l'on ne se soucie pas suffisamment à Paris de faire en sorte que les critères de la convergence des politiques économiques soient mis en œuvre chez nos partenaires. Je m'étonne quelque peu que les énergies françaises se concentrent si fortement sur une définition de la deuxième phase se réduisant à placer la Bundesbank sous contrôle, au détriment d'efforts visant à inciter les pays que nous voulons intégrer dans cette UEM à mettre leur données économiques en accord avec ces critères.

« Et dans ce domaine il y a du chemin à faire... Regardez les Portugais, les Espagnols, et même les Italiens : ils nous demandent d'exercer une pression de l'extérieur pour faire comprendre à leur classe politique qu'elle ne peut plus continuer d'agir comme elle le fait en matière de politique budgétaire. Sur ce point, M. Poehl a raison, lorsqu'il affirme qu'on ne parviendra pas à la monnaie unique sans cette convergence. On doit utiliser la phase dans laquelle nous nous trouvons pour

faire avancer cette convergence. Et, dans ce domaine, le soutien des Français nous manque.

— Les Français ne sont pas seuls à s'irriter de la rigidité allemande. La Commission européenne, et notamment Jacques Delors, exprime des positions voisines.

— Les mérites de M. Jacques Delors sont incontestables et incontestés. C'est un président de la Commission qui a fait avancer l'Europe, et cela restera. Mais je m'étonne qu'il se mette en colère lorsque je fais des remarques critiques au conseil économique et financier ou au conseil européen. Cela n'est vraiment pas nécessaire. On doit aborder avec plus de calme cette phase de négociations, où, bien naturellement, chacun expose ses positions de départ. Ce qui m'a le plus irrité dans les critiques à mon endroit venues de Bruxelles, c'est que les propositions ont été mal interprétées. Elle n'était là que pour exposer sérieusement nos intérêts, les intérêts allemands, afin de parer de manière constructive à ce processus d'intégration.

« Il faut aussi tenir compte des problèmes que nous avons ici, en Allemagne. Les gens pourraient bien se réveiller un jour et dire : « Que fait notre gouvernement ? Ne vend-il pas le deutschemark pour quelque chose comme la drachme grecque ? » Le projet que nous avons exposé a été en accord avec la Bundesbank, c'est à nos yeux le meilleur projet. Nous savons bien cependant que le projet final sera quelque peu différent, mais nous estimons qu'il contribue à clarifier le débat.

Propos recueillis par LUC ROSENZWEIG

La baisse du deutschemark pourrait se répercuter au sein du SME

La hausse surprise du dollar, en progression de plus de 10 % en cinq semaines, au plus haut depuis neuf mois, a certes fortement impressionné les marchés des changes, qui attribuent à toute une série de facteurs propres aux États-Unis : effet Bush, espoir d'une reprise de l'économie et arrêt probable de la baisse des taux d'intérêt. Mais cette hausse s'est effectuée essentiellement aux dépens du deutschemark et beaucoup moins à ceux du yen, qui a tendance maintenant à accompagner le billet vert dans son ascension.

En fait, la baisse du mark a joué un rôle important dans la revalorisation du dollar et, demain, elle pourrait se répercuter au sein du Système monétaire européen (SME), où la devise allemande se situe encore dans le peloton de tête. Dopée par la politique des taux d'intérêt élevée menée par la Banque fédérale d'Allemagne pour lutter contre l'inflation et la surchauffe, cette devise se maintient, actuellement, au-dessus de 3,40 francs, à trois centimes de son cours plafond de 3,43 francs, phénomène de

nature à préoccuper la Banque de France. Mais un renversement de tendance pourrait être observé d'ici l'été et au cours du second semestre 1991.

Le rythme de la hausse des prix allemands va s'accroître, notamment du fait des mesures fiscales qui entreront en vigueur le 1^{er} juillet prochain, en particulier le relèvement de la taxe sur l'essence. Le rythme de l'inflation outre-Rhin pourrait ainsi rejoindre celui de la France.

En outre, l'agitation politique en URSS va continuer d'inquiéter les milieux financiers de Francfort. Enfin et surtout, la dégradation de la situation économique de l'ancienne RDA et la montée du chômage plus rapide que prévu, tout, très probablement, provoquer des troubles, voire une explosion sociale, qui ne manquera pas de peser sur la tenue du mark. En ce sens, les propos alarmants tenus à Bruxelles mardi 19 mars par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, qui qualifie de « désastre » l'unification monétaire des

deux Allemagnes, sont prémonitoires : M. Poehl donne l'impression de vouloir se laver les mains par avance de ce désastre prévu par lui et désormais inévitable.

C'est sans doute cette détérioration de la situation en RFA qui a permis au franc français, en début de semaine, non seulement de se maintenir vis-à-vis du mark, mais encore de se renforcer, en dépit d'un abaissement du taux directeur de la Banque de France. Cette dernière pourrait alors poursuivre sa politique de diminution des taux d'intérêt en France à condition, bien entendu, que la Bundesbank se résigne à relever encore son propre taux directeur pour empêcher le mark de s'affaiblir davantage.

Mais, ce faisant, elle risquerait de pénaliser l'économie et l'industrie du pays tout entier, au moment même où un effort exceptionnel lui est demandé pour la réunification. Un véritable dilemme pour la Bundesbank, qui explique peut-être les déclarations alarmistes et déstabilisantes de son président.

FRANÇOIS RENARD

Une foire de Leipzig morose

La mise en vente des sociétés de l'ex-RDA a dominé une manifestation en déclin

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

L'énorme tête de Lénine veille encore devant le pavillon de l'URSS, déserté par les centrales d'achats et entreprises soviétiques. La première foire de Leipzig après l'unification allemande, que le ministre français du commerce extérieur, M. Jean-Marie Rausch, devait visiter jeudi 20 mars, connaît des difficultés. Vitrine des productions de la RDA et des autres pays du défunt bloc de l'Est, la plus vieille foire allemande occupait du temps de l'ancienne Allemagne communiste une place à part dans les relations entre l'Est et l'Ouest. Il lui faut aujourd'hui redéfinir son rôle.

La faible présence de l'Europe centrale et orientale témoigne de l'illusion qu'a été pour beaucoup de firmes de l'Est de l'Allemagne la croyance qu'elles pourraient garder intact les liens privilégiés entretenus en d'autres temps avec les pays du moribond Comecon. Elle est un reflet parmi d'autres de la triste réalité économique dans les nouveaux Länder allemands.

Développer de nouveaux concepts

L'est de l'Allemagne n'est plus représenté à Leipzig que par 600 entreprises, qui relèvent pratiquement toutes de la Treuhandschaft, le holding chargé de gérer le patrimoine industriel et commercial de l'ancienne RDA. Elles étaient près de 4 000 l'année dernière à même époque, alors que l'Allemagne de l'Est connaissait ses premières élections démocratiques. C'était la moitié du nombre des exposants, passé de 8 000 à aujourd'hui 3 200, dont une grande majorité venus d'Allemagne de l'Ouest.

Signe des temps, les responsables de la Treuhandschaft (organisme chargé des privatisations) ont pour la première fois décidé d'ouvrir à la foire leur propre stand pour tenter de prendre contact avec d'éventuels investisseurs, aussi bien de l'Ouest de l'Allemagne que d'ailleurs. On s'y précipite sur les visiteurs venus des autres pays occidentaux, dont on souhaite qu'ils s'intéressent davantage à ce que l'ancienne Allemagne de l'Est a

encore d'industries. A la demande, les représentants du holding présents sur le stand sont prêts à faire sortir de leurs écrans la liste de toutes les entreprises qu'ils détiennent en portefeuille, par région ou par secteur d'activités.

La Treuhandschaft a réussi pour le moment à mener à bien la privatisation d'un millier environ d'entreprises, sur les 8 000 dont elle avait la charge. Des négociations sont en cours, à en croire les responsables, pour près de 2 000 autres. Ce qu'il adviendra du reste est incertain. Pas plus qu'ailleurs, les investisseurs ne courent les rues de la foire. On semble surtout présent à Leipzig pour trouver des informations sur d'éventuels partenaires commerciaux. Les renseignements manquent sur l'état du marché est-allemand.

Une quarantaine de firmes françaises ont fait le déplacement, sans trop se faire d'illusion pour le résultat immédiat. « Même les Allemands de l'Ouest sont sceptiques sur le marché est-allemand », souligne M. Jean-Pierre Bourdelot, responsable export d'une PME de Massy, Nanterre, qui fabrique des systèmes de montage d'usinage. « Mais maintenant que le marché est ouvert, ajoute-t-il, il faut être là. Ce n'est pas dans cinq ans qu'il faudra venir ».

Vaille que vaille, Leipzig aura été l'occasion de nouer quelques contacts, même si beaucoup d'exposants se plaignaient en début de semaine du manque d'activité. Les stands escoués de Leipzig contrastaient avec les records d'affluence enregistrés au même moment au CEBIT, le salon de l'électronique, à Hanovre. Plusieurs exposants importants, y compris de l'Est de l'Allemagne, ont déjà annoncé qu'ils ne reviendraient pas. Au stand de la construction navale est-allemande, on indiquait qu'on se concentrerait à l'avenir sur les salons spécialisés.

Les actuels dirigeants de la foire de Leipzig savent qu'ils leur faut développer de nouveaux concepts. L'ère des foires « généralistes » de l'époque communiste est révolue. Malgré huit cents ans de tradition, la position de Leipzig n'est pas garantie d'avance face à la concurrence des autres grandes villes de foire.

HENRI DE BRESSON

La mise en jeu de la « garantie à première demande »

L'éventuelle levée de l'embargo sur l'Irak inquiète les entreprises françaises

Deux cents entreprises françaises étaient en relations commerciales avec l'Irak à la veille de l'embargo économique. Les contrats signés accordaient à l'Irak une « garantie à première demande » : en clair, une provision équivalente aux avances reçues a été constituée, qui peut être appelée par l'Irak au premier jour de la levée de l'embargo. Officiellement, les sommes en jeu représentent entre 3 et 4 milliards de francs mais, en réalité, entre 6 et 8 milliards.

La fin de la guerre avec l'Irak a soulagé le monde des affaires. Mais, pour nombre d'entreprises, les problèmes ne font que commencer. Celles qui, dans les secteurs de la défense, du bâtiment et travaux publics ou de l'agro-alimentaire étaient en contrat avec l'Irak ont de bonnes raisons de s'inquiéter. Tôt ou tard, l'embargo prononcé le 4 août 1990 par le Conseil de sécurité

des Nations unies et confirmé le 8 août par une réglementation du conseil des ministres de l'économie de la Communauté économique européenne sera levé.

Au premier jour de la normalisation, l'Irak ira-t-il risque de faire jouer la clause de « garantie à première demande ». Cela se traduirait par une perte sèche pour au moins deux cents entreprises (dont Thomson, Dumez, Campenon Bernard, Bouygues, Degremont, Technip... sans parler des PME sous-traitantes), perte dont le montant global est évalué officiellement entre 3 et 4 milliards de francs. En réalité, les sommes en jeu se situent plutôt entre 6 et 8 milliards de francs.

Qu'est-ce qu'une « garantie à première demande » ? Une disposition juridique inventée par les banques pour favoriser les exportations de leurs clients industriels. Supposons qu'une entreprise du bâtiment soumissionne à Bagdad pour la construction d'un hôtel. Si elle décroche ce contrat, elle le doit bien sûr à la fermeté de ses prix, à la qualité des relations qu'elle a su

développer avec les responsables de ce pays, mais aussi au fait qu'elle a accordé à son client, l'Irakien, en l'occurrence, une « garantie à première demande ».

Arme juridique et financière

Concrètement, cette garantie oblige l'entreprise à provisionner sur un compte bancaire des sommes égales et même parfois supérieures aux acomptes que l'Irak lui a versés au fur et à mesure du bon déroulement du chantier. Si l'hôtel s'écroule quelques jours après sa finition ou même s'il marche très bien, le client irakien peut faire jouer cette garantie, qui lui sera versée « à première demande ».

Cette arme juridique et financière que le fournisseur offre à son client contre lui-même oblige généralement à la confiance. En règle générale, un pays se garde bien d'abuser de la situation. Il en va de sa réputation. Mais la ruine de l'Irak représente aujourd'hui un cas de force

majeure : les armes vendues ont été détruites ou endommagées pendant la guerre, les usines, les hôtels sont encore en chantier, inachevés ou rasés par les bombardements.

Le gouvernement irakien a d'énormes besoins de financement et peut très bien décider, dès la levée de l'embargo, de faire jouer cette garantie qui, comme son nom l'indique, est exécutoire au premier appel et sans justification. Le risque est d'autant plus grand que, le 16 septembre 1990, le Conseil de la révolution irakien a promulgué une loi qui rejette sur les entreprises étrangères la responsabilité de l'interruption des chantiers et des livraisons de marchandises. Cela dit, tous les contrats ont prévu l'interruption des chantiers ou des livraisons pour cas de force majeure. L'embargo en est un. Sa levée rendra chacun à ses obligations mais l'Irak peut très bien exiger l'achèvement des chantiers tout en faisant jouer la garantie à première demande.

YVES MAMOU

Lire la suite page 28

ÉCONOMIE

Un colloque d'experts internationaux à Paris

Le rétablissement des finances de l'URSS passe par des réformes progressives mais radicales

Le colloque « Les finances de l'URSS », organisé vendredi 15 mars à Paris par l'Association d'économie financière (AEF), la groupe Caisse des dépôts et le Monde, a mis en évidence l'ampleur des difficultés financières internes (l'absence d'une véritable monnaie) et externes (l'endettement) de l'Union soviétique. A l'occasion des débats sur les réformes à mener, réformes qui doivent être progressives mais radicales, selon les participants, M. Vassili Leontieff, prix Nobel d'économie, a aussi souhaité qu'une meilleure information soit rapidement rendue disponible.

« Quand on fait des travaux chez soi, on déménage généralement à l'hôtel en attendant que tout soit terminé. Malheureusement, on ne peut pas envoyer 280 millions de Soviétiques à l'hôtel. C'est par cette boutade que M. Vassili Leontieff, prix Nobel d'économie, a justifié la nécessité d'assister l'Union soviétique au cours de la période de transition de son économie. Si la plupart des participants au colloque sur les finances de l'URSS ont, avec le professeur américain, reconnu cette nécessité, les débats ont surtout porté sur les conditions de cette aide. Plusieurs thèmes ont été abordés, notamment les réformes monétaires, la convertibilité du rouble et la situation financière extérieure du pays.

Le principal obstacle au développement d'un système financier en URSS réside dans l'obligation faite aux « banques » de financer directement le déficit budgétaire de l'Etat central. « La monnaie est asservie au budget », devait expliquer un participant : cela ne laisse aucune marge de manœuvre à la politique monétaire. Comme l'a

fait remarquer M. Edmond Alphandéry, membre de la commission des finances de l'Assemblée nationale, il est en plus impossible de connaître l'ampleur exacte du déficit budgétaire : 100 milliards de roubles ? 250 milliards ? Quel qu'en soit le montant exact, il est clair que l'utilisation régulière de la « planche à billets » (émission de monnaie pour combler le déficit) crée un phénomène de surliquidités et pervertit l'ensemble du système financier. Selon M. Alexander Khandruev, représentant du président de la Gosbank (banque centrale) de l'URSS, le seul moyen de contrôler l'utilisation de la planche à billets est de mener à court terme une politique anti-inflationniste et surtout de modifier les structures de l'économie (en libérant les prix et en introduisant la propriété privée), car toute politique de stabilisation financière immédiate serait vouée à l'échec.

Pas d'instauration brutale de la convertibilité

Un point de vue partagé par un universitaire français, M. Christian de Boissieu, qui reconnaît que l'URSS est trop vaste et dotée d'une crédibilité financière trop faible pour qu'une réforme monétaire de grande ampleur (du type de l'échange de billets allemand de 1948) puisse être envisagée. M. Alphandéry préconise « le développement (en URSS) d'un système bancaire décentralisé de type coopératif », s'inspirant du secteur bancaire mutualiste français (Crédit agricole, Crédit mutuel...). En accord avec cette idée, M. de Boissieu estime en outre qu'en attendant l'engagement de véritables réformes macroéconomiques un marché obligataire doit être créé immédiatement et un véritable encadrement global du crédit mis en œuvre. Les Républiques devraient-elles pouvoir mener cha-

cune leur politique monétaire ? Face aux revendications d'autonomie exprimées avec fermeté par M. Gueorgi Mathiouchine, le président de la banque centrale de Russie, les participants occidentaux ont mis en garde contre certaines illusions à ce sujet. Après avoir évoqué le système fédéral américain, M. Marie Lavigne, directeur de l'Institut for East West Security Studies (Prague), a ainsi expliqué que « l'assainissement passerait par des politiques budgétaires et monétaires nécessairement centralisées ».

Second thème : la convertibilité du rouble. M. Guzel Anoulova, chercheur à l'Institut de l'économie mondiale (IMEMO) à Moscou et lauréate du concours sur la convertibilité du rouble organisé l'an dernier aux Etats-Unis, a remarqué que l'instauration brutale de la convertibilité (sur les modèles polonais ou yougoslave) n'était pas envisageable pour l'URSS. La part du produit national brut constituée par les échanges internationaux y est trop faible et le niveau de vie de la population déjà trop bas.

Cependant, comme l'a souligné M. Michel Aglietta, professeur à l'université Paris-Dauphine, l'instauration d'une convertibilité partielle pourrait permettre un assainissement macroéconomique, car le maintien d'une parité de change suppose une discipline monétaire très forte. Une convertibilité limitée aux opérations courantes entre l'URSS et l'étranger et un lien du rouble avec l'écuro seraient, selon le professeur français, envisageables. Un fonds de soutien permettant des interventions sur le taux de change devrait dans ce cas être créé, avec l'aide des principaux organismes multinationaux.

Troisième thème, justement : les aides des Occidentaux à l'URSS. Si, comme l'a fait remarquer M. John Holsen, responsable pour

la Banque mondiale de l'étude menée sur l'économie soviétique, en association avec le FMI, l'OCDE et la BERD - la dette extérieure de l'URSS, qui atteint 60 milliards de dollars, n'est pas très importante au regard de son produit intérieur brut et de ses réserves en matières premières, elle l'est au regard des recettes en devises de l'URSS. Dans les milieux bancaires internationaux, l'URSS est désormais « un pays à risques » : les rumeurs de restructuration de la dette se font de plus en plus insistantes. Il n'est pas surprenant de constater que des banquiers français d'ordinaire spécialisés dans la restructuration de la dette de pays lourdement endettés assistent au colloque.

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et président de l'AEF, n'a pas manqué de remarquer que les créances sur l'URSS se négocient déjà avec une décote comprise entre 15 % et 30 % sur le marché secondaire de la dette. Dans ce contexte, M. Holsen a rappelé que les organismes internationaux jugent préférable d'attendre le lancement d'un véritable programme de réformes économiques avant de mettre en place un programme précis de soutien à l'URSS.

« Qui va mettre en œuvre ces éventuelles réformes ? » Après plus de cinq ans maintenant de débats autour de la transition économique en Union soviétique, la question a finalement été soulevée par M. Anton Brender, directeur du CEPIL (Centre d'études prospectives et d'informations internationales). Elle est naturellement restée sans réponse. Ce n'était pas l'objet de ce colloque, mais davantage peut-être celui de la consultation qui a eu lieu le surlendemain, dimanche 17 mars, en URSS. Après ce référendum, il n'est pas sûr pourtant que nous en sachions plus.

ÉRIK ISRAËLEWICZ et FRANÇOISE LAZARE

AVIS DE CONSULTATION N° 91/27 VILLE DE MARSEILLE AFFAIRES CULTURELLES

La ville de Marseille lance une consultation en vue de l'affermage de la salle de spectacles de Saint-Just.

La capacité de cette salle, qui comportera une partie en gradins fixes et un proscenium, varie entre 1 000 et 4 800 places assises et 1 000 et 6 000 places assises et debout.

La durée de l'affermage sera de 6 ans, renouvelable une fois après examen d'un bilan d'activité, 6 mois avant l'échéance du contrat.

A - LES SOUMISSIONS DEVONT PRÉCISER LES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

Le soumissionnaire devra remettre le règlement d'utilisation de l'équipement précisant les éléments suivants :

- 1 - Compte tenu des capacités de la salle en grande, moyenne et petite jauge, quel est le nombre de spectacles programmés pour chacune des jauges durant l'année et avec quelle fourchette de tarification ?
- 2 - En fonction des caractéristiques des spectacles, la soumission précise quels sont les moyens techniques qui peuvent être mis à la disposition en éclairage et sonorisation.
- 3 - Au vu de l'état précisant la valeur estimée au stade de l'APS des installations et mobiliers mis à la disposition du preneur, celui-ci devra en préciser la valeur annuelle d'amortissement ainsi que les conditions d'échelonnement de cet amortissement, de telle façon que la salle puisse être rendue à la ville en parfait état de marche à expiration du contrat.
- 4 - Le preneur devra prévoir les contrats nécessaires à l'entretien des installations mises à disposition par la ville, notamment en ce qui concerne le chauffage, l'électricité et l'éclairage.
- 5 - La ville se réserve le droit d'utiliser la salle 10 jours par an, aux fins d'y accueillir des manifestations liées à des périodes de fêtes (Noël...) ou à des événements publics. Pour ces 10 jours, le fermier facturera à la collectivité des frais techniques (chauffage, électricité, etc.).

Le soumissionnaire devra préciser les créances qui paraissent compatibles avec sa programmation saisonnière.

6 - Le preneur devra préciser les conditions dans lesquelles sera assurée la sécurité interne des manifestations et le coût de ce service. Il devra proposer un règlement intérieur de sécurité.

7 - Dans la mesure du possible, la ville souhaite encourager la présence, dans la programmation, de créances réservés à la présentation de groupes régionaux ou de pratiques musicales des communautés de la région.

Le soumissionnaire devra préciser dans quelles conditions de telles manifestations pourraient être accueillies, soit par l'utilisation de la salle en petite jauge, soit par l'organisation du passage de ces groupes en première partie de spectacle.

8 - Un compte d'exploitation prévisionnel devra être proposé par le soumissionnaire. Outre les grands postes de dépenses et recettes, le soumissionnaire devra y indiquer, en particulier :

- La redevance d'affermage qu'il s'engage à verser à la collectivité. Cette redevance se décomposera de la façon suivante :
 - Un montant forfaitaire de
 - Un montant variable de % sur le chiffre d'affaire (recettes brutes d'exploitation).
- Le montant de cette redevance sera indexé sur l'indice INSEE des spectacles.
- Le montant de la dotation aux amortissements.
- Le coût de l'entretien des matériels mis à disposition.
- Les frais résultant de la sécurité hors spectacle et en spectacle.

9 - Le soumissionnaire devra s'engager à déposer une caution bancaire d'un montant de 900 000 F TTC correspondant à la valeur estimée du coût annuel d'entretien des installations figurant dans les lots suivants :

- Menuiseries extérieures.
- Menuiseries intérieures.
- Cloisons, faux plafonds.
- Serrurerie.
- Sols.
- Peinture.
- Plomberie, sanitaires.
- Chauffage, ventilation, désenfumage.
- Électricité et courants faibles.
- Equipement scénique.

10 - Le détail des propositions du soumissionnaire devra servir de base à l'établissement d'une convention d'affermage. A ce titre le fermier devra proposer un cahier des charges d'utilisation ainsi qu'un projet de règlement intérieur et un projet de règlement de sécurité.

B - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

1 - Les dossiers de consultation seront disponibles à compter du 18 MARS 1991 jusqu'au 29 MARS 1991, dans les bureaux de la Direction des Affaires Culturelles : 6-8, rue Pythéas - 14, rue Beauvau 13001 MARSEILLE. Tous renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de M. Claude DOMENACH, de M. Hervé MARIOTTI et de M^{me} Catherine GAILLARD. Tél. : 91-54-10-00.

2 - Les soumissionnaires devront être compétents en matière de gestion et de programmation de lieux accueillant des spectacles de rock et de variétés et pouvoir faire état de références sérieuses en ce domaine.

3 - Les offres en trois exemplaires devront parvenir sous pli cacheté au plus tard.

Le 20 AVRIL 1991, à 16 heures, terme de rigueur,

à l'adresse suivante :

MAIRIE DE MARSEILLE
- S.C.A.M. -
39 bis, rue Sainte
13001 MARSEILLE

- soit par voie postale recommandée avec A.R. ou par CHRONOPOST,
- soit par remise directe contre récépissé de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h.

Sur ce pli devront être indiquées les mentions :

« NE PAS OUVRIR AVANT LA DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS »,

- le nom de l'opération :
« Gestion de la salle de spectacles Saint-Just », consultation pour affermage.

DATE D'ENVOI A LA PUBLICATION : 12 MARS 1991.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt

MONTPEISIER. 2 P. carrel. Plin sol. Calme. 1 400 000 F. 47-06-05-69

15^e arrdt

VAUGIRARD. Récent 2 P. + balc. Sol. Plin. 1 380 000 F. 47-06-05-69

18^e arrdt

NP LA FOURCHÉ. Bel imm. récent 3/4 P. 78 m². Balcon, vue dégagée. Exceptionnel 1 575 000 F. Immo. Mars 91 42-52-01-82

Province

PERPIGNAN

Vente F4. Causse rattachée de 3 franges 82 m², bon exposé. Terrasse, parking, cave. Cuisine équipée. Tél. 42-80-06-70 (le jour) 68-85-38-43 (après 19 h).

locations non meublées offres

Paris

SUFFREN - LINESCO 95 m² dote éd., + chbrs. 9 500 ch. comp. 47-06-05-69

locaux commerciaux

Locations

BOURGS-LA-REINE Centre ville, local 104 m² pour profession libérale. 1^{er} ét., av., asc., 8 000 F mens. 47-02-24-24

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS Constitution de sociétés et services. 43-85-17-80

fermettes

140 KM SUD PARIS. Prox. A6 Fermette. 541. culs., bris. w.c. 3 chbrs., 46000. Offres. 8 000 m². Prix 320 000 F. THYRAULT (16) 85-51-88-54

appartements achats

Rech. 2 à 4 P. PARIS prêt. 5, 6, 7, 14, 15, 16, 47, 48, 12^e, prêt de 2 ans max. PAIE CPT chez notaire. 48-73-48-07 même adr.

L'AGENDA

Cours

Étudiant à Sup. de Co. Rennes. SAOUPHON. donne DIPLOME D'ÉTAT. donne licence 1^{re} année. à Rennes la semaine. Pour tout renseignement, demander Frédéric au : (16) 99-31-77-23

Minéraux

RENNES

23 et 24 MARS 1991

EXPOSITION - VENTE MINÉRAUX ET FOSSILES

SALLE DES CONGRÈS 27, bd Solférino de 9 h à 19 h sans interrupt.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

A VENDRE VOITURE LANCIA TRIO 1800, année 1983, 81 000 km. Très bon état. 17 000 F. Tél. : 47-02-73-51.

de 8 à 11 CV

A vendre URGENT

BMW 318i

Janvier 1984, 120 000 km. Delphine métallisé, toit ouvrant électr., rétrov. élect., air. Bur. : 64-55-42-22 Dom. : 30-21-88-61

Le Monde

CHAQUE MERCREDI

numéro daté jeudi

VOUS RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE. LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS. LES BELLES PROPRIÉTÉS. L'AGENDA IMMOBILIER. L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE.

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris : il est lu par 1 628 800 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers à cadres supérieurs dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FOUGEROLLE

Le Conseil d'Administration de Fougierolle s'est réuni le 14 mars 1991 sous la présidence de M. Jean-François Roverato afin d'arrêter les comptes de la Société et du Groupe pour 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé - qui ne comprend plus la quote-part des sociétés en équivalence - s'est élevé à 12 milliards de francs HT, en progression de 15 % par rapport à l'année précédente. En tenant compte de la quote-part du Groupe dans le chiffre d'affaires des sociétés où un intérêt minoritaire est détenu, correspondant notamment aux participations acquises dans les sociétés Deleus, Duchêne et IGB en Belgique et en Hollande, l'activité totale atteint 13,5 milliards de F (+ 23 %).

Le résultat consolidé s'est élevé à 331 millions de francs (part du Groupe) contre 270 millions en 1989.

Un certain tassement des marges est intervenu dans les Branches Routes et Électricité du fait de la conjoncture qui a prévalu dans ces secteurs d'activité en 1990, tandis que les résultats des filiales de Bâtiment-Génie Civil et ceux de la Branche Services ont atteint des niveaux satisfaisants, notamment en promotion immobilière.

Le résultat propre de Fougierolle s'est établi à 254 millions de francs, contre 142 millions pour l'exercice précédent.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 13 mai 1991, de fixer le dividende net à 69 F par action, soit un revenu global de 103,50 F y compris l'avoir fiscal. Compte tenu de l'acompte de 29 F net versé en décembre 1990, le solde du dividende de l'exercice de 40 F net par action (60 F y compris avoir fiscal) sera mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 1991.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

TRANS-VISA

COMMUNICATION

La mise en place de réseaux de télé-enseignement

La DATAR veut faire sauter les verrous de l'innovation pédagogique

La DATAR a reçu mandat, en 1990, de développer des services d'enseignement et de formation à distance en utilisant toute la palette des techniques de communication. Elle met en cause aujourd'hui les obstacles corporatistes, réglementaires ou tarifaires qui entravent cette politique.

« Par moment, je me demande si il ne faudrait pas en France une nouvelle loi de 4-801, soumise à M. Jean-Pierre Dupont. Ce pays possède de formidables gisements de compétences et de savoirs. Pour en organiser la circulation et le partage, il dispose des réseaux de communication les plus performants. Malgré cela, la mise en place de services de télé-enseignement se heurte à de multiples blocages ».

Le délégué général à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ne cache pas sa détermination : sur ce dossier prioritaire, il veut aller jusqu'au bout des expériences, isoler chaque facteur de blocage et obtenir du gouvernement des solutions rapides.

C'est l'an dernier que la DATAR a décidé de soutenir une trentaine d'initiatives locales dans le domaine de la communication professionnelle (le Monde du 6 novembre 1990). Câblage d'écoles, transmission de cours entre universités, réseau de formation pour artisans ou professionnels du tourisme, messageries

télématiques pour combattre l'illettrisme, réception scolaire de la chaîne culturelle : autant de chantiers ouverts pour étudier une meilleure utilisation des réseaux de communication au service de la formation. En novembre, un conseil des ministres confirmait l'importance attachée par le gouvernement au développement du télé-enseignement et du travail à distance.

Fort de ce soutien politique, la DATAR fait circuler aujourd'hui dans les ministères un premier bilan des expériences assorti d'une claire mise en garde : « Les expérimentations en cours mettent déjà en évidence l'obligation de lever un certain nombre d'obstacles qui entravent la mise en place d'une politique de formation à distance, affirme notamment le texte. Ces obstacles concernent, entre autres, la tarification des réseaux empruntés, la réglementation, les droits d'auteurs, etc. ».

Le document pointe sans détour nombre de ces blocages. En Haute-Loire, 52 collèges, équipés d'antennes satellites et de magnétoscopes, commencent à utiliser les émissions de la SEPT pour enrichir les cours, mais les droits d'auteur sur l'utilisation des programmes de la chaîne publique n'ont pu être levés que pour un an. De plus, l'organisation interne de l'éducation nationale et certains verrous corporatistes interdisent pour le moment la généralisation de l'expérience.

En Aquitaine, le réseau de FR 3 est utilisé la nuit pour envoyer à 370 collèges de courts documents

audiovisuels cryptés, enregistrés sur des magnétoscopes munis de décodeurs. La chaîne Canal Plus, l'Institut national de l'audiovisuel ont prêté leur concours à l'opération, mais l'absence d'une négociation globale sur les droits d'auteur empêche encore l'utilisation, à des fins strictement pédagogiques, des documents du Centre Pompidou ou de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette. Des productions pourraient financer par la collectivité.

Une liaison satellite permet aux écoles d'architecture de Nantes et de Grenoble d'échanger leurs cours, mais la réglementation ne permet pas de valider ce type d'enseignements pour obtenir un diplôme. Les universités de Lille et Dunkerque cherchent à organiser entre tous leurs sites des partages de cours ou de démonstrations coûteuses de laboratoire : elles ne parviennent pas à obtenir des liaisons assurant l'interactivité de l'image et du son. A Lille, le réseau câblé a permis de créer des cours d'alphabétisation dans cinq centres de ressources ; l'expérience ne peut pas être étendue à d'autres villes car la plupart des municipalités n'ont pas songé à réserver des canaux sur leurs réseaux pour ce type d'utilisation.

Négocier avec France Télécom

Mais la plus grande partie des obstacles à l'innovation relevés par la DATAR tiennent à la politique de France Télécom et à la tarification de ses services.

Impossible d'utiliser la télématique pour apporter un soutien scolaire aux élèves des Hautes-Alpes ou des banlieues défavorisées si on ne peut obtenir des Ministères gratuits et une réduction des tarifs sur les communications. Difficile de proposer aux hôteliers des cours d'anglais par téléconférence quand les liaisons sont facturées à 80 F l'heure. Des qu'il s'agit d'utiliser des réseaux hertziens, téléphoniques, câblés ou par satellite pour des usages éducatifs, France Télécom est incapable, aux dires des responsables de la DATAR, de négocier des tarifs préférentiels ou des conditions commerciales plus souples.

« France Télécom doit comprendre qu'en favorisant ce type d'expériences, on développe un nouveau marché », explique M. Jean-Pierre Dupont. Le nouveau statut de l'entreprise prépare sans doute ses agents à une plus grande initiative commerciale. Mais il ne faudrait pas que cette logique d'entreprise compromette le développement d'une logique d'usage et de service ».

Le délégué général de la DATAR veut maintenant sensibiliser tous les ministères concernés par ces blocages et obtenir des solutions rapides. Et, rappelant que le dossier est suivi avec attention à l'Elysée, il entend passer rapidement du stade de l'expérimentation à la mise en place de véritables services d'enseignement à distance.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

En association avec « Midi libre »

Des dirigeants de « Nice-Matin » investissent dans la presse hongroise

NICE de notre correspondant régional

Les groupes de presse autrichiens et allemands, comme Springer, ont été les principaux bénéficiaires de la privatisation des quotidiens en Hongrie, achevée à l'automne dernier. Seuls deux groupes français sont parvenus à s'implanter dans ce pays : le groupe Hersant, avec la prise de contrôle de *Magyar Nemzet*, troisième quotidien national hongrois, et Nice-Presse-Invest, qui a racheté la société éditrice *Delmagyarorszag* qui publie deux quotidiens régionaux de Szeged, dans le sud de la Hongrie, *Delmagyarorszag* et *Devilag* (1).

Nice-Presse-Invest est une société créée par des dirigeants du quotidien *Nice-Matin* auxquels s'est joint le journal *Midi libre*. Le rachat de *Delmagyarorszag* (60 000 exemplaires vendus à Szeged, la troisième ville hongroise) et de *Devilag* (45 000 exemplaires diffusés dans l'arrondissement de Szeged, Csongrad), est dû à l'initiative de M. Christian Théodose, un ancien enseignant en économie de quarante-cinq ans devenu directeur des ressources humaines et de la communication à *Nice-Matin*.

En avril 1990, M. Théodose, soutenu par des banques allemandes, avait conclu un accord de partenariat avec le personnel des deux journaux. A l'automne, les cent vingt salariés de la rédaction et de l'administration lui ayant accordé leur confiance, il remporta les deux titres pour 84 millions de forints (environ 8 millions de francs).

Entre-temps, M. Théodose avait associé à son projet trois autres dirigeants de *Nice-Matin*, agissant à titre personnel : M. Gérard Bavastron, directeur général (et fils de l'actuel PDG du journal, M. Michel Bavastron), et deux actionnaires, MM. Michel et Gérard Comboul, rédacteur en chef adjoint et grand reporter. Avec l'entrée de *Midi libre* dans la société en janvier dernier, le tour de table était bouclé. Une société anonyme, Nice-Presse-Invest, a été formée en juin, dont le capital actuel — non révélé — est réparti entre M. Théodose (34,40 %), M. Bavastron (21,20 %), les frères Comboul (21,20 %),

M. Jean-Pierre Deschamps, un expert-comptable nicois (11,40 %) et *Midi libre* (11,80 %). Le Crédit lyonnais lui a consenti les concours bancaires nécessaires.

Nice-Presse-Invest possède 49 % du capital de *Delmagyarorszag* et pourrait à terme détenir la majorité (2). Les journalistes, selon les accords conclus, conservent leur totale indépendance. M. Théodose va quitter *Nice-Matin* pour s'installer en Hongrie. Il envisage l'avenir avec optimisme : deuxième quotidien du pays, *Delmagyarorszag* est aussi le deuxième titre par l'ancienneté puisqu'il a été créé en 1911.

Nice-Presse-Invest va investir 17 millions de francs en trois ans. Une nouvelle imprimerie va être construite à Szeged. L'objectif est de porter la vente globale des deux journaux de 105 000 exemplaires soit la plus forte diffusion de la presse quotidienne régionale hongroise, avec un taux d'abonnement de 90 % — à 140 000 exemplaires dans le seul département de Csongrad, « où, souligne M. Théodose, la population est particulièrement francophile, ce qui a motivé notre choix ».

M. Théodose et ses partenaires envisagent à terme de créer un véritable groupe de presse transfrontalière, qui viendrait à l'appui de la clientèle des minorités d'origine magyare des provinces limitrophes de Roumanie (Timisoara) et de Yougoslavie (Novi Sad). Très francophiles également, elles représentent, avec le département de Csongrad, une population d'environ deux millions de personnes.

GUY PORTE

(1) Sur les dix-neuf titres de la presse quotidienne régionale hongroise mis en vente, le groupe Springer a rattrapé sept titres. Il possède la société éditrice *Delmagyarorszag* rachetée par des Français et le journal *Kisalföld*, désormais contrôlé par les anglais Associated Newspapers, tous les autres titres sont passés sous le contrôle de sociétés allemandes (*Westdeutscher Allgemeine Zeitung* ou autrichiennes (*Funkzeitung und Druckerei*, *Krone Verlag* et *Oskar Branner GmbH*).

(2) 40 % du capital est détenu en outre par l'association des journalistes et 11 % par des actionnaires privés.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de Locafrance réunit le 13 mars 1991, sous la présidence de Monsieur Gérard BILLAUD, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

L'année 1990 a été marquée par une progression des contrats signés, de l'ordre de 15,4% en moyenne, soit un montant de 11,895 milliards de francs dans les quatre pôles consacrés au crédit-bail et à la location financière (hors opérations Elica) :

- Equipement	+ 1,5%
- International	+ 27,3%
- Informatique	+ 34,3%
- Immobilier	+ 23,2%

Le chiffre d'affaires d'Agenda, société de services et de distribution micro-informatique, s'est élevé à 1,915 milliard de francs en augmentation de 35%.

Le résultat net consolidé, part du groupe, s'établit à 82,38 millions de francs, contre 117,5 millions de francs au titre de l'exercice précédent, hors plus-value exceptionnelle, en recul de 30%.

Cette baisse est imputable, pour l'essentiel, à la médiocre tenue du marché du crédit-bail mobilier qui a affecté le Pôle Equipement et a entraîné une forte montée du niveau des contentieux dans le courant du 2ème semestre 1990 aggravée par l'impact de l'affaire Sedit.

Cette évolution défavorable est en partie compensée par les bonnes performances des autres pôles d'intervention du Groupe résultant de la politique de diversification entreprise au cours de ces dernières années.

Tenant compte des difficultés que traverse le marché du crédit-bail, et du recul du résultat consolidé part du Groupe, le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera convoquée le 22 mai 1991, le paiement d'un dividende de 15 francs par action, contre 22 francs, hors avoir fiscal, au titre de l'exercice précédent, diminution qui correspond à la baisse du résultat consolidé part du Groupe.

Afin de rétablir la rentabilité du Pôle Equipement, plusieurs mesures ont été prises dans le cadre d'un plan stratégique de trois ans. Elles visent à améliorer l'efficacité commerciale par une spécialisation sur des marchés ciblés, à réduire le taux de contentieux et à accroître la productivité.

M. Robert Maxwell prend possession du « Daily News »

La casquette victorieuse de « Captain Bob »

Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell est depuis mercredi 20 mars l'actionnaire majoritaire du quotidien new-yorkais *The Daily News*.

Il a promis de faire une entrée triomphale au siège du journal, flanqué des leaders syndicaux et coiffé d'une casquette de base-ball frappée du slogan « Union — Yes ».

Il aura fallu six jours de négociations marathon avec les neuf syndicats représentant les 2 600 salariés du journal, pour que « Captain Bob » les persuade d'accepter la suppression de 800 postes, nécessaire à la rentabilité du titre.

Les salariés s'étaient mis en grève le 25 octobre 1990, pour protester contre les économies drastiques exigées par le propriétaire du journal, le groupe Tribune.

Mais la reprise du journal par M. Maxwell était conditionnée par cet accord, avait-il lui-même indiqué (le Monde du 8 mars).

M. Maxwell a indiqué qu'il ne commettrait pas les mêmes erreurs

que son rival M. Rupert Murdoch, qui avait échoué dans sa relance du *New York Post*, en y faisant entrer des journalistes britanniques spécialistes d'articles à sensation.

En revanche, il a confié qu'il garderait sans doute l'ancien patron contesté du journal, M. James Hoge, en expliquant que « c'est son affaire, pas celle des syndicats ».

Y.-M. L.

Fusion de deux journaux du groupe Hersant en Saône-et-Loire

MACON

de notre correspondant

L'édition de Saône-et-Loire du quotidien régional *Le Progrès* et le quotidien départemental *Le Courrier de Saône-et-Loire*, qui dépendent tous deux du groupe Hersant, ont été fusionnés le 11 mars et paraissent désormais sous le titre *Le Journal de Saône-et-Loire*. En 1992, le quotidien devrait prendre pour titre définitif *Le Journal de Saône-et-Loire*. Les deux quotidiens ainsi regroupés bénéficieront d'un tirage compris entre 90 000 et 100 000 exemplaires.

C.M.

Sony achète Michael Jackson pour 1 milliard de dollars

La firme japonaise Sony a annoncé, le 20 mars, qu'elle avait conclu avec le chanteur Michael Jackson un contrat de 1 milliard de dollars. Le groupe, qui a racheté aux Etats-Unis les disques CBS et le studio hollywoodien Columbia, veut utiliser la notoriété mondiale de Michael Jackson pour promouvoir l'ensemble de ses activités multi-médias.

La vedette, qui enregistrait des disques pour CBS depuis une quinzaine d'années, promet six nouveaux albums à la compagnie. Il tournera aussi pour Sony des clips, des long métrages et des programmes de télévision.

Ce contrat va considérablement renforcer la situation financière de la star qui, à trente-deux ans, possède déjà sa propre marque de disques et a gagné l'an dernier, selon le magazine *Forbes*, plus de 100 millions de dollars.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 23 MARS

S. 8 - 11 h 15. Tapis d'Orient. - M. ROGEON.

LUNDI 25 MARS

- S. 1 - Tableaux modernes. Art nouveau, art déco. - M. MILLON, ROBERT, cabinet d'expertise Camard.
S. 3 - Bijoux, argenterie. PARIS-AUCTION (M. DEURBERGUE).
S. 4 - 14 h 30 Nouveaux Drouot. LIVRES DE COLLECTION et MANUSCRITS LITTÉRAIRES appartenant à M. Paul Mellon, M. Jean-Charles Lignel et d'autres amateurs. - M. ADER, PICARD, TAJAN et M. BOISGIRARD, M. Pierre Berès, expert. Tél. : 45-61-00-99.
S. 11 - Tableaux russes. ARCOLE (M. RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY).
S. 15 - Dessins et tableaux anciens et modernes. Céramiques. Collection d'objets en galuchet XVIII^e et XIX^e. Objets de vitrine. Mobilier. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).
S. 16 - Tableaux, gravures, meubles de style. - M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

MARDI 26 MARS

S. 12 - Timbres, tableaux modernes. - M. DAUSSY, DE RICQUES, M. Pigeon, expert.

MERCREDI 27 MARS

- S. 1 - Tableaux modernes. - M. BOISGIRARD.
S. 3 - Bijoux, orfèvrerie. - M. DAUSSY, DE RICQUES et M. JUTHEAU, cabinet Caillies et Sali, expert.
S. 5 et 6 - Tableaux anciens, meubles et objets d'art du XVIII^e siècle. - M. COUTURIER, DE NICOLAY, M. Auguier et MM. Le Fuel et de l'Espée, experts.
S. 7 - Dessins et tableaux anciens. Objets d'art et d'ameublement. Tapisseries. - M. MILLON, ROBERT, MM. de Bayser, Turquin, MM. Le Fuel et de l'Espée, MM. Lepic et Nazare Aga, M. M. Chevalier, experts.
S. 10 - Art déco. - M. LENORMAND, DAYEN.
S. 13 - Tab. bib., meubles. - M. CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENT. Tél. : 45-22-30-13.
S. 15 - Tableaux, meubles. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 16 - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M. OGER, DUMONT).

JEUDI 28 MARS

S. 4 - Tableaux modernes. - M. DAUSSY, DE RICQUES, M. Schoeller, expert.
S. 8 - Livres. - M. PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 13 - Beaux cadres anciens. ARCOLE (M. RENAUD).

VENDREDI 29 MARS

S. 8 - Grands vins de Bourgogne et de Bordeaux. - M. RIBEYRE, BARON.
S. 16 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M. LENORMAND, DAYEN.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-47-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
COUTURIER, DE NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, DE RICQUES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lucas (75009), 42-61-50-91.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-34-91.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION, DE CAGNY, CARDINET-KALCK, DEURBERGUE, HOBANX-COUTURIER, 23, rue Le Pelletier (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rosini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 4, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

A coups de rachats de croissance ba

VENDREDI 15 mars : Usinor-Sacilor lance, en plein accord avec le conseil d'administration de la firme, une offre publique d'achat sur ASD, la deuxième affaire de négociation d'acier outre-Manche avec 8 % de ce marché. L'opération témoigne d'une solide confiance en soi. La demande d'acier en Grande-Bretagne, dont l'économie traverse une période de récession sévère, est au plus bas. Usinor-Sacilor s'apprête ainsi à prendre le contrôle d'une firme qui, si elle a déposé un bénéfice de 70 millions de francs (7 millions de livres) en 1989, est en tout cas accrédité dans le rouge pour 1990. Le dernier exercice d'ASD s'est en effet soldé par des pertes de 15 millions de francs. Cette intervention en Grande-Bretagne succède en outre à l'achat par le groupe sidérurgique français d'une participation de 32,5 % dans Sidem, entreprise espagnole spécialisée dans le laminage à froid.

Aucune contestation

Les deux opérations en capital, enchaînées en une semaine à peine, engagent le groupe dirigé par Francis Mer à hauteur de 700 millions de francs. Au minimum. Elles illustrent la stratégie de conquête menée par le groupe sidérurgique français depuis bientôt deux ans. Une politique ambitieuse qui, semble-t-il, ne souffre d'aucune contestation. Le conseil d'administration du sidérurgiste français, où les représentants des pouvoirs publics ont le plus belle (Usinor-Sacilor est contrôlée par l'Etat à 100 %), a renouvelé sans réserve le 30 janvier dernier le mandat de Francis Mer pour trois ans. Officiellement, toutefois, certains jugent la prise de risque excessive.

Deux années de manœuvres tous azimuts

Avril 1989 : Usinor-Sacilor entre à hauteur de 70 % dans le capital du sidérurgiste sarrois Saarstahl. Avec Dilling dans les produits plats et Saarstahl dans les produits longs, le groupe français devient le numéro deux de l'acier outre-Rhin.

Juillet 1989 : prise de participation de 50 % dans le capital de l'italien Alessio Tubi.

Novembre 1989 : reprise du négociant italien Castelli.

Décembre 1989 : reprise de CMB-acier (acier pour emballage) et prise de contrôle d'Allevard Industries (ressorts pour automobiles).

Janvier 1990 : rachat de l'allemand Ludwig et de l'américain Tachyol, deux spécialistes des treillis soudés.

Février 1990 : accord de coopération avec l'allemand Hoesch.

Mars 1990 : acquisition de l'américain Jones and Laughlin (1300 salariés, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires) : numéro deux de l'acier outre-Manche. Prise de participation de 50 % dans Georgetown Steel Corp (Etats-Unis).

Mai 1990 : achat du négociant Alloy and Stainless aux Etats-Unis.

Septembre 1990 : achat du négociant américain Edgcomb (1600 salariés, 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Octobre 1990 : accord de coopération avec le luxembourgeois Arbed dans les poutrelles.

Novembre 1990 : reprise des forges d'astampage de l'allemand Hoesch.

Mars 1991 : OPA sur le négociant britannique ASD.

Né en 1987, sidérurgiste (Usinor) et Usinor-Sacilor, le champion européen, mais n'entre pas dans le classement Longwy 1989. Les sidérurgistes dans l'acier ont perdu un peu de leur puissance industrielle, mais ils restent très présents.

Aujourd'hui beaucoup se redressent au prix fort. Les sidérurgistes ont été rattrapés par les investissements pour les années 1990. Usinor-Sacilor a imposé à l'Etat d'acier en France. L'Etat a dû se résoudre à laisser Usinor-Sacilor le sidérurgiste français, efficace dans le monde. En 1988, l'Etat a perdu à peu près 1994) dividendes. Bref, le redressement.

« Je ne suis pas sidérurgiste », dit-il, mais, sidérurgiste en fait, il est sidérurgiste. Il a été rattrapé par les investissements pour les années 1990. Usinor-Sacilor a imposé à l'Etat d'acier en France. L'Etat a dû se résoudre à laisser Usinor-Sacilor le sidérurgiste français, efficace dans le monde. En 1988, l'Etat a perdu à peu près 1994) dividendes. Bref, le redressement.

دكتوران لاجل

هكذا من لايصل

Le Monde

AFFAIRES

Les paris d'Usinor-Sacilor

A coups de rachats successifs, le « champion national » de la sidérurgie poursuit une politique de croissance basée sur le « tout acier ». Stratégie visionnaire ou politique à haut risque...

VENDREDI 15 mars : Usinor-Sacilor lance, en plein accord avec le conseil d'administration de la firme, une offre publique d'achat sur ASD, le deuxième affaire de négociation d'acier outre-Manche avec 8 % de ce marché. L'opération témoigne d'une solide confiance en soi. La demande d'acier en Grande-Bretagne, dont l'économie traverse une période de récession sévère, est au plus bas. Usinor-Sacilor s'apprête ainsi à prendre le contrôle d'une firme qui, si elle a dégagé un bénéfice de 70 millions de francs (7 millions de livres) en 1989, est en tout cas ancrée dans le rouge par 1990. Le dernier exercice d'ASD s'est en effet soldé par des pertes de 15 millions de francs. Cette intervention en Grande-Bretagne succède, en outre, à l'achat par le groupe sidérurgique français d'une participation de 32,5 % dans Sidem, entreprise espagnole spécialisée dans le laminage à froid.

Aucune contestation

Les deux opérations en capital, enchaînées en une semaine à peine, engagent le groupe dirigé par Francis Mer à hauteur de 700 millions de francs. Au minimum, elles illustrent la stratégie de conquête menée par le groupe sidérurgique français depuis bientôt deux ans. Une politique ambitieuse qui, semble-t-il, ne souffre d'aucune contestation. Le conseil d'administration du sidérurgiste français, où les représentants des pouvoirs publics ont la part belle (Usinor-Sacilor est contrôlé par l'Etat à 100 %), a renouvelé sans réserve le 30 janvier dernier le mandat de Francis Mer pour trois ans. Officiellement, toutefois, certains jugent la prise de risque excessive.

Deux années de manœuvres tous azimuts

Avril 1989 : Usinor-Sacilor entre à hauteur de 70 % dans le capital du sidérurgiste sarrois Saarstahl. Avec Dilling dans les produits plats en Saarlaut, dans les produits longs, le groupe français devient le numéro deux de l'acier outre-Rhin.

Juillet 1989 : prise de participation de 50 % dans le capital de l'italien Alessio Tubi.

Novembre 1989 : reprise du négociant italien Castelli.

Décembre 1989 : reprise de CMB-acier (acier pour emballage) et prise de contrôle d'Allevard Industries (ressorts pour automobiles).

Janvier 1990 : rachat de l'allemand Ludwig et de l'américain Techalloy, deux spécialistes des treillis soudés.

Février 1990 : accord de coopération avec l'allemand Mannesmann.

Mars 1990 : acquisition de l'américain Jones and Laughlin (1300 salariés, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), numéro deux de l'inox outre-Atlantique. Prise de participation de 50 % dans Georgetown Steel Corp (Etats-Unis).

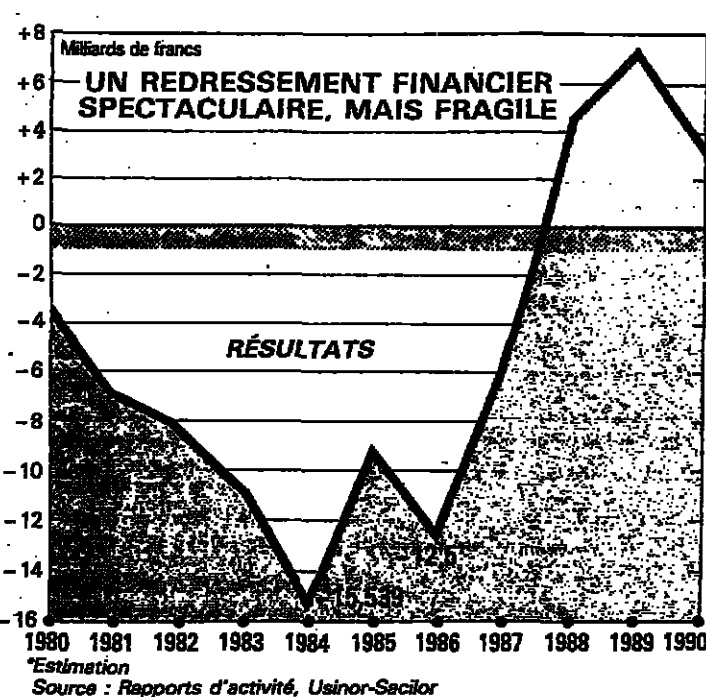
Mai 1990 : achat du négociant Alloy and Stainless aux Etats-Unis.

Septembre 1990 : rachat du négociant américain Edgcomb (1600 salariés, 3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires).

Octobre 1990 : accord de coopération avec le luxembourgeois Arbed dans les poutrelles.

Novembre 1990 : reprise des forges d'estampage de l'allemand Hoesch.

Mars 1991 : OPA sur le négociant britannique ASD.



Né en 1987 du rapprochement des sidérurgies nationalisées du Nord (Usinor) et de Lorraine (Sacilor), Usinor-Sacilor est bel et bien devenu le « champion national » de la sidérurgie. Premier producteur d'acier en Europe, numéro deux mondial derrière le japonais Nippon Steel, Usinor-Sacilor symbolise le renouveau d'industries de base. Il y a douze ans, exactement, le 23 mars 1979, Longwy était déclarée « ville morte ». Les sidérurgistes lorrains défilaient dans Paris. Les vitrines de chez Lancel s'effondraient sous les pavés de la révolte. Mais, jamais crise industrielle n'avait provoqué un tel malaise politique et social.

Aujourd'hui, la sidérurgie fait beaucoup moins parler d'elle. Son redressement, on le sait, a été payé au prix fort. Des sites industriels ont été déclassés, les effectifs du secteur ont été réduits de moitié en dix ans, des sommes considérables ont été investies pour rationaliser les processus de production. Sans oublier une nécessaire révolution culturelle, imposée à chaud dans un secteur habitué à raisonner en tonnage davantage qu'en qualité et marché. « Le mieux on travaille, le moins d'acier on produit », se plait fréquemment à rappeler Claude Lévy, le directeur de la stratégie. Résultat : Usinor-Sacilor égale en productivité les sidérurgies allemande et japonaise, affiche près de 16 milliards de francs de profits cumulés depuis 1988 (la sidérurgie française avait perdu à peu près autant sur la seule année 1984) et verse désormais des dividendes aux pouvoirs publics. Bref, le redressement semble acquis.

Année sportive

« Je ne vois pas très bien comment Usinor-Sacilor va pouvoir continuer à ce rythme-là », déclarait, dépit, il y a deux mois, un grand patron de la sidérurgie européenne. « Il faudrait peut-être qu'Usinor-Sacilor songe à se diversifier », s'interrogeait, lors d'un moment d'insouciance, un membre du cabinet du ministre de l'Industrie, au cœur de l'été dernier. Rien qu'en 1990, Usinor-Sacilor a dépensé 7,1 milliards de francs en rachats de toutes sortes. Un record ! Le groupe français a donc produit son effort de croissance externe le plus violent... au moment même où le marché de l'acier présentait de sérieux signes de faiblesse. La récession américaine, la moindre vitalité des secteurs gros consommateurs d'acier (le bâtiment-travaux publics et l'automobile représentent respectivement 33 % et 25 % des débouchés d'Usinor-Sacilor) ont brisé sévèrement, dès l'été dernier, une demande de produits sidérurgiques exceptionnellement soutenue depuis près de trente mois. Un indice : le prix de la tonne d'acier a diminué l'an passé de 10 % à 20 % selon les produits. Et 1991 ne se présente guère sous des auspices meilleurs. « L'année sera sportive », prédisait Francis Mer, le 30 janvier dernier, en esquissant un sourire. Les résultats 1990 du groupe ont déjà été affectés par le repli des marchés. A 3,7 milliards de francs, le bénéfice net du groupe a reculé de 51 %.

Difficile d'inflechir une stratégie industrielle bâtie sur le moyen terme en fonction des à-coups de conjoncture dans une activité aussi cyclique

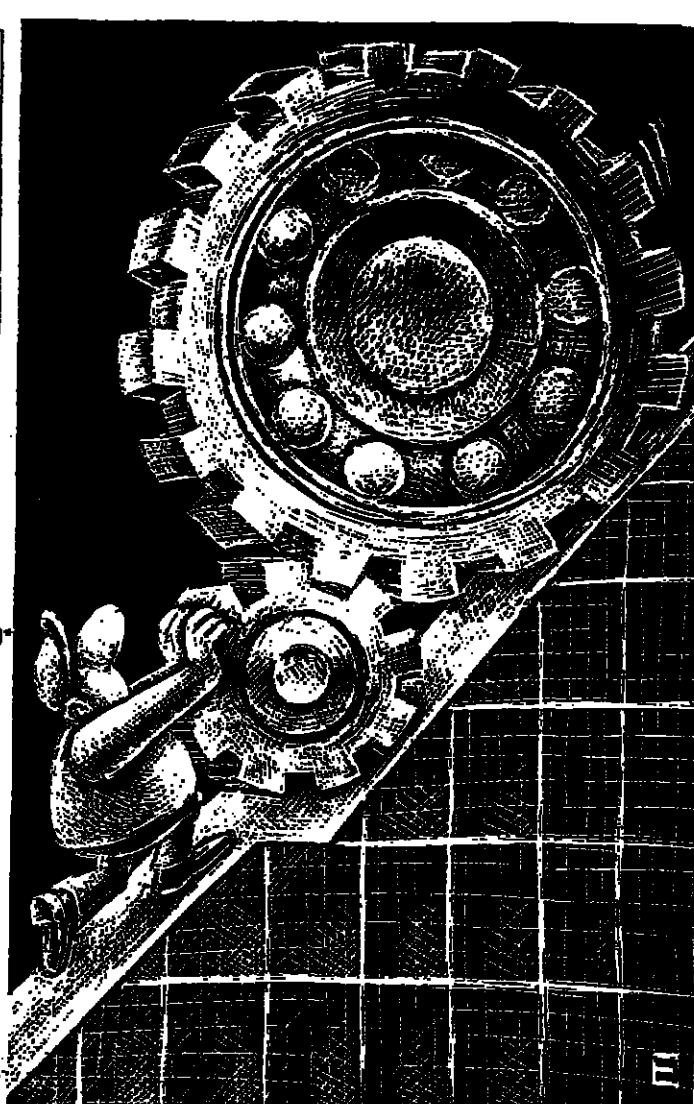
que la sidérurgie. Et la politique d'acquisitions menée est, il est vrai, cohérente avec les choix stratégiques fondamentaux que s'est imposés le groupe français dès sa constitution.

A l'instar de son concurrent britannique British Steel, Usinor-Sacilor ne veut connaître qu'un métier : l'acier. L'une des premières mesures de rationalisation imposées par la nouvelle équipe dirigeante a été de sortir du groupe toutes les activités n'ayant que fort peu de rapport avec le monde des hauts fourneaux. Cet étrange exclusif sur la sidérurgie distingué le groupe français de ses concurrents allemands, par tradition très intégrés sur la mécanique lourde, comme de ses rivaux japonais, qui mènent depuis leur sortie de crise des politiques de diversification plutôt éclectiques. Nippon Steel, déjà engagé dans la chimie, les télécommunications et l'ingénierie, a lancé cette année un micro-ordinateur portable.

Mailloin faible

Le « tout sidérurgique » s'accompagne, chez Usinor-Sacilor, de la volonté farouche de rester un généraliste de l'acier : les produits plats (tôles pour l'automobile, plaques pour le bâtiment), les produits longs (poutrelles pour le BTP, rails, ressorts), les aciers inoxydables, font partie du portefeuille d'activités du groupe français. Cette ligne de conduite a valeur de dogme. « Francis Mer ne sera pas l'homme de la diversification », martèle à qui veut l'entendre son porte-parole. Tout comme on se refuse, au sein du groupe, à évoquer un possible abandon des aciers longs courants, en dépit des marges relativement peu importantes que ces produits dégagent et du travail de restructuration qui reste à accomplir. Têtu, résolument rétif aux avis éclairés de toutes sortes, le groupe français a réinvesti dans ce secteur - son acquisition la plus marquante en 1989 en reprenant la sidérurgie sarroise Saarstahl.

Usinor-Sacilor compte en effet sur la conjoncture décalée entre les différents produits pour tisser ses per-



formances. A l'heure actuelle, alors que les produits plats souffrent du marasme de l'industrie automobile, les produits inox, dont la demande et les prix se sont brutalement effondrés l'an dernier, connaissent une nette reprise. « Nos carnets de commandes sont pleins jusqu'au mois de juin et le mois de janvier 1991 a été très nettement supérieur à celui de 1990 », note le responsable d'Ugine, Philippe Choppin de Janvry. Ce rééquilibrage n'est pas parfait puisque la branche produits plats pèse pour près de 40 % dans le chiffre d'affaires du groupe et pour plus de la moitié dans ses résultats. Mais la montée en puissance des inox au sein du groupe est indéniable. Usinor-Sacilor y a consacré un bon tiers de ses dépenses d'acquisitions l'an dernier.

Boxeur irlandais

Le « tout acier » a d'autres implications. L'intégration vers le négocier, d'une part : considéré comme le « faible » de la filière acier, la distribution indépendante réprouvée, avec une ampleur décapante, les variations des prix des produits sidérurgiques. L'internationalisation rapide, d'autre part. British Steel, par exemple, paie sa trop forte dépendance à l'égard de son marché intérieur. Le sidérurgiste britannique, qui aurait perdu de l'argent au cours des trois derniers mois de 1990, est aujourd'hui contraint de

fermer un laminoir à chaud et une unité de tubes en Ecosse. Avec 2 000 suppressions d'emploi à la clé.

La personnalité curée de Francis Mer explique en partie les craintes que fait naître l'activisme forcené du groupe. Quatre ans aux commandes d'Usinor-Sacilor lui ont taillé une réputation de bulldozer. Cheval-léger de l'écurie Fauroux chez Saint-Gobain au même titre qu'Alain Minc, Jean-Louis Beffa et Alain Gomez, Francis Mer s'est toujours distingué par son côté « moins-sol-dat ». L'homme n'affecte ni le vibrillement de l'ancien directeur général de Ceres, ni l'affabilité trompeuse de l'actuel président de Saint-Gobain, encore moins le côté « jeune coq » du patron de Thomson. Cet « hégémoniste de l'industrie » au profil de boxeur irlandais peut-il être freiné une fois lancé ? D'aucuns en doutent.

L'exemple des négociations engagées l'an passé pour une reprise éventuelle de l'américain LTV Steel semble toutefois indiquer que le groupe français sait aussi faire marche arrière. Ce pilier de la sidérurgie américaine pouvait offrir ce qui manque encore au groupe à l'heure actuelle : une implantation industrielle dans les produits plats aux Etats-Unis de manière à servir les constructeurs automobiles de Detroit et les « implants » japonais. Sollec est déjà le premier fournisseur des unités de Nissan implantées en Europe. Après avoir passé au crible forces et faiblesses du sidérurgiste de Dallas,

Usinor-Sacilor a officiellement décidé de jeter l'éponge. « Trop risqué », selon Robert Hudry, le directeur financier. La réponse a été également négative du côté d'Ugine contactée pour reprendre une affaire d'inox longs aux Etats-Unis. L'exemple cruel de Cressot-Loire, succombant aux attraites de Phoenix Steel et se laissant traîner par le fond par son acquisition américaine, a incontestablement laissé des traces dans la mémoire industrielle.

La règle d'or du « ni-là »

Reste que la frénésie d'achats pose problème. Les 7,1 milliards de francs déboursés par le groupe français ont remis en cause sa politique d'assainissement financier. L'endettement global du groupe qui avait été ramené à 20,8 milliards de francs en 1989 a pris 7 milliards de plus en 1990. Usinor-Sacilor réduit ses engagements, mais parallèlement doit reprendre les dettes contractées par les sociétés acquises. Or, à la différence d'un British Steel privatisé, le groupe public soumis à la règle d'or du « ni-là » ne peut lever avec facilité des fonds sur les marchés financiers. Par ailleurs, la sidérurgie ne figure pas parmi les priorités budgétaires en matière de dotations en capital. Et n'y aurait-il ni les difficultés de Bull, de Renault ni la volonté politique de supporter Thomson et la TVHD que les pouvoirs publics seraient peu disposés à doter trop richement une sidérurgie sur laquelle les autorités de Bruxelles veillent et pour laquelle beaucoup a déjà été donné. Peu acquis aux solutions type Pechiney International, au nom de la cohérence du groupe, Francis Mer doit donc se contenter de ses capacités d'emprunt et de son cash-flow.

Le groupe Usinor-Sacilor s'épuise-t-il ou se place-t-il en position de force pour négocier les bouleversements du paysage sidérurgique qui se préparent ? D'ici à dix ans, l'application de nouveaux procédés techniques, actuellement à l'état de prototypes, risque de provoquer une nouvelle redistribution des cartes de la sidérurgie mondiale. Tout le monde s'accorde déjà à penser que les groupes qui maîtriseront la coulée continue à bandes minces (procédé qui permet de produire directement des tôles de faible épaisseur) disposeront d'un avantage compétitif sans égal. La nouvelle génération des mini-acières électriques - du type de celle développée par l'américain Nucor - peut bouleverser l'équilibre des marchés. Enfin, la substitution des plastiques à l'acier, stoppée par les progrès accomplis dans les tôles minces, pourrait reprendre de plus belle en raison des avancées réalisées dans le domaine des composites. Cette « guerre de la maîtrise grise », comme le souligne Claude Lévy, est elle aussi gourmande en capitaux.

Dans l'imprenable forteresse Usinor-Sacilor, on est convaincu d'avoir fait les bons arbitrages. « On ne commente pas, on travaille », cingle-t-on à tous les niveaux du groupe. Avant de dégaîner le très rituel « Vous n'avez rien compris ». Francis Mer, l'homme tranquille de l'industrie, vénéré et redouté par ses troupes, a pris date. Il donne rendez-vous à ses contempteurs à l'issue de son second mandat.

CAROLINE MONNOT

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie Financière Edmond de Rothschild Banque

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE, pour offrir à ses clients un produit monétaire garantissant une totale sécurité, crée une nouvelle SICAV :

SAINT-HONORÉ BONS DU TRÉSOR

Le portefeuille de la SICAV sera investi, pour l'essentiel, en Bons du Trésor, d'échéances variées (3 mois à 3 ans). Il pourra également comporter, ponctuellement, des obligations à échéances courtes, émises par l'Etat français, libellées en francs français ou en euros.

Dans un objectif de protection du portefeuille, et dans les limites réglementaires, le gérant se réserve la possibilité d'intervenir sur le marché à terme des contrats FIBOR.

Le président de cette SICAV est M. Pierre-André BONNOME, directeur de la gestion privée à LA COMPAGNIE FINANCIÈRE EDMOND DE ROTHSCHILD BANQUE ; la direction générale et la gestion seront assumées par M. Jean-Louis FRUNET, responsable de l'achats et de la gestion obligataire.

L'ouverture au public aura lieu le 22 mars 1991.

Du 22 mars 1991 au 5 avril 1991 inclus, les souscriptions s'effectueront sans commission de souscription.



BANQUE TRANSATLANTIQUE



GROUPE CIC

Dans sa séance du 19 mars 1991, le Conseil d'Administration de la BANQUE TRANSATLANTIQUE, réuni sous la présidence de M. François de SIEYES, a arrêté les comptes de l'exercice qui font ressortir un bénéfice net de F. 25.069.088 (dont F. 156.846 de plus-values nettes à long terme) contre F. 25.551.522 (dont F. 378.552 de plus-values nettes à long terme) en 1989.

Il a été décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 14 mai prochain de distribuer un dividende de F. 10 par action, égal à celui de l'année précédente, (l'impôt déjà versé au Trésor étant de F. 5).

AFFAIRES

PORTRAIT

Oscar de la Renta, créateur et homme d'affaires

Le couturier américain présente pour la première fois sa collection de prêt-à-porter de luxe à Paris dans la cour Carrée du Louvre. Une vitrine pour conquérir l'Europe... et l'Asie

Loulait être peintre. Le hasard et la nécessité (financière) ont fait de lui un des plus grands «designers» américains. A cinquante-huit ans, Oscar de la Renta a décidé que cela ne lui suffisait plus : «Désormais, il faut avoir une image internationale. Or c'est à Paris, pas à New-York, que vient la presse du monde entier», répond-il lorsqu'on lui demande pourquoi il a décidé cette année de présenter sa collection de prêt-à-porter de luxe dans la cour Carrée du Louvre. Une «première» pour un créateur établi outre-Atlantique. Sa démarche n'a pas fait que des heureux, on l'imagine, notamment parmi les acheteurs américains qui n'ont pas fait le voyage de Paris : ils ne verront sa collection que dans quelques semaines, à New-York. Apparemment, Oscar de la Renta n'en a cure : l'enjeu est pour lui trop important.

Un air de grand d'Espagne

«Etant donné la conjoncture et les problèmes de la distribution aux Etats-Unis, nous avons perdu des clients, constate-t-il. A court terme, notre croissance viendra de l'Europe et du Japon, et plus tard, peut-être d'Amérique latine, étant donné mes origines.» Le créateur américain est en effet originaire de Saint-Domingue. Grand, mince, multilingue, il a gardé une

trace d'accent, et une manière d'être plus proche de celle d'un grand d'Espagne que d'un cow-boy. Sans oublier son goût inné des couleurs : au grand dam de son père, qui souhaitait le voir entrer dans l'affaire familiale d'assurances, et avec l'aide bienveillante de ses sœurs (six), il est parti très tôt à Madrid, après avoir fait l'école des beaux-arts de Saint-Domingue.

Comme son père lui coupait les vivres, le jeune peintre a commencé à faire des croquis pour des magazines de mode. De fil en aiguille... il a travaillé pour le studio madrilène de Balenciaga. Séduit par la couture, il «monte» à Paris, ses dessins sous le bras, et devient l'assistant d'Antonio Castillo chez Lanvin. Pendant trois ans et demi, il y crée des modèles, choisit des tissus. Puis, en 1963, il émigre à New-York, où il crée les collections de haute couture d'Elizabeth Arden. Il la convainc de lancer une collection de prêt-à-porter, passe un accord avec un fabricant... et comme Elizabeth Arden change d'avis au dernier moment, il décide de se lancer seul dans le prêt-à-porter sous sa marque, avec, au départ, l'aide financière de ses associés. Comme entre-temps il s'est fait un nom (surtout grâce à ses robes de cocktail et du soir), le succès est au rendez-vous.

Vingt-cinq ans plus tard, Oscar de la Renta Lid appartient toujours à son créateur et à son associé, Céréal



A 58 ans, Oscar de la Renta a décidé que le marché américain ne lui suffisait plus.

Shaw. Plus de 2 milliards de francs de produits sont vendus sous sa marque, dont plus de 700 millions de francs de parfum (la licence en a récemment été rachetée à Avon par Sanofi-Beauté). «Si mon nom est déjà connu en Europe, c'est avant tout grâce au parfum. L'internationalisation de la marque va permettre d'en relancer les

ventes, et sans doute d'introduire une nouvelle fragrance l'an prochain; le maquillage viendra un peu plus tard.» Le prêt-à-porter, lui, va donc faire son apparition dans quelques magasins de prestige à l'automne. Une gamme d'accessoires va venir conforter l'image et, espère-t-on, favoriser la pénétration du marché. L'ouverture

de boutiques Oscar de la Renta est au programme : «sans doute à Paris pour commencer; question de prestige».

Fabrication made in USA

Dans le même temps, le créateur américain est en train de revoir tout son programme de licences. «Au début des années 60, les couturiers signaient des licences un peu partout. Depuis, l'environnement a changé : les gens voyagent. Il faut pouvoir offrir la même qualité dans le monde entier, et pour toute la gamme de produits, sous peine de compromettre l'image.» L'image : parce qu'il n'a pas une collection de haute couture qui l'imposerait de manière forte. Oscar de la Renta y veille jalousement. L'essentiel de son prêt-à-porter est produit aux Etats-Unis par des sous-traitants, donc sous son contrôle direct. Il commence à procéder de même en Europe : «il va falloir y fabriquer de plus en plus, pour être proche de la clientèle et assurer la qualité de certains produits, mieux fabriqués ici.»

On le voit, c'est toute une mécanique qu'Oscar de la Renta met en place pour conquérir l'Europe, vitrine idéale pour accroître, par ricochet, ses ventes en Asie. Présent au Japon depuis une quinzaine d'années en association avec Mitsukoshi, il est en train, là aussi, de se réorganiser pour conquérir le bassin pacifique. La pre-

mière collection présentée à Paris (plus «théâtrale», dit-il, pour provoquer un choc visuel que l'intimité des présentations à l'hôtel Pierre, à New-York, ne requiert pas) est donc en fait une sorte de top de départ à une stratégie de conquête soigneusement étudiée.

On l'aura compris : Oscar de la Renta n'est pas seulement un créateur, c'est également un homme d'affaires. C'est aussi un charmeur, et un homme du monde. Tout aussi capable de vous parler chiffres que de conseiller à une de ses clientes de la bonne société new-yorkaise - ou déjà européenne - de choisir un autre coloris pour sa robe, il fréquente volontiers les restaurants à la mode et les diners mondains, comme on peut le voir, déjà, à Paris. Ami de Pierre Cardin, de Marie-Hélène de Rothschild, de Marilla Agnelli, de la cour d'Espagne, entre autres, nul doute qu'il saura faire son chemin sur le Vieux Continent, qu'il connaît fort bien pour avoir été autrefois marié (pendant dix-huit ans) à une Française. Sa mode, élégante et féminine, conçue pour une clientèle de luxe, certes, mais, surtout le jour, pour une femme qui travaille, saura-t-elle conquérir les Européennes? Oscar est en tout cas déterminé à tout mettre en œuvre pour les séduire.

MARTINE LEVENTER

Bâtir à l'Est

Bulgares, Hongrois et Polonais tentent de vendre leurs projets aux professionnels occidentaux

MARSEILLE

de notre correspondant régional

QUATRE mille professionnels provenant de 27 pays - 40 % de plus qu'en 1990 - ont participé au deuxième Marché international des professionnels de l'immobilier (MIPIM), du 9 au 12 mars à Cannes. Des délégations dirigées par des responsables gouvernementaux des pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie et Pologne) ont expliqué leurs projets.

Vaste marché potentiel, l'immobilier est-européen intéresse au premier chef les professionnels occidentaux, mais soulève des problèmes de tous ordres, en particulier juridiques - liés à la propriété des sols - et financiers - concernant la solvabilité des commanditaires. Des projets existent. Les ministres des pays de l'Est présents à Cannes ont présenté la liste à leurs interlocuteurs en insistant sur les diverses opportunités de partenariat qui leur sont offertes.

Besoins prioritaires

La Hongrie prépare ainsi activement l'exposition universelle qui aura lieu simultanément à Budapest et à Vienne, en 1995, et qui est liée à une importante opération d'aménagement des quartiers sud de la capitale magyare, avec la construction d'un centre d'affaires et la réalisation d'infrastructures de base d'un coût total de plus de 1 milliard de dollars à court terme et de 3 milliards dans un délai de dix à quinze ans. Le secrétaire d'Etat chargé de ce projet, M. Etela Barath, a indiqué qu'un appel d'offres international avait été lancé, en septembre dernier, pour le financement de ces investissements, auquel plus de trois cents sociétés ont répondu, dont une quarantaine d'opérateurs français (parmi lesquels les groupes Saur, Seer, Europe développement, Lyonnaise des eaux, Dumez et la banque Paribas). Le gouvernement hongrois a aussi élaboré un plan de développement des infrastructures routière et ferroviaire du pays représentant, à terme, un investissement de 7,5 milliards de dollars.

M. Kiril Ermenkov, secrétaire d'Etat bulgare aux transports, a présenté de son côté quatre projets d'envergure portant sur la construction du nouvel aéroport de Sofia (de 300 à 500 millions de dollars), l'aménagement du réseau routier - avec, notamment, l'achèvement de l'autoroute trans-européenne Nord-Sud (300 millions de dollars), - le développement du

réseau ferroviaire (non chiffré) et la modernisation de l'infrastructure portuaire de la mer Noire (de 10 à 12 millions de dollars).

Quant à la Pologne, ses besoins prioritaires concernent l'amélioration des infrastructures routière et ferroviaire, mais aussi la construction de logements, de centres d'affaires, etc. Comment financer ces opérations? Des formules nouvelles restent à inventer, mais, d'une manière générale, les gouvernements des pays de l'Est misent sur le recyclage des plus-values par le biais d'outils d'aménagement ayant déjà fait leurs preuves dans les pays occidentaux, par exemple, les ZAD (zones à aménagement différé) en France. Surtout, ces pays n'envisagent qu'un recours modéré à l'emprunt. M. Barath évoquant un montage type, dans lequel la participation de l'Etat hongrois n'excéderait pas de 15 % à 20 %, avec un apport de 10 % des investisseurs privés nationaux (les dépôts des épargnants hongrois ont atteint 1 milliard de dollars en 1990), le reste provenant des opérateurs étrangers.

Les ministres présents ont mis en exergue les garanties offertes par leurs gouvernements aux investisseurs étrangers. En Hongrie comme en Pologne et même dans la Bulgarie néo-communiste, des lois ont été votées ou sont en passe de l'être sur la propriété privée, le régime des concessions, la fiscalité des entreprises, etc., prévoyant, en particulier, la possibilité d'un rapatriement des bénéfices en devises et des exonérations fiscales importantes pour les investisseurs s'engageant à long terme. Le vice-ministre polonais de la construction, M. Adam Kowalewski, a rappelé de son côté que, dans son pays, la majorité des terrains est toujours restée aux mains du secteur privé - 50 % dans les villes - et que la privatisation de l'économie, actuellement de 20 %, serait portée à 50 % dans le courant de la prochaine décennie.

En dépit de leurs propos rassurants, les responsables des pays de l'Est n'ont cependant pas désarmé la prudence, voire la méfiance de leurs interlocuteurs, dont un petit nombre seulement ont, au MIPIM, saisi l'occasion de dialoguer avec eux. Il est vrai que les hôtes de la manifestation cannoise, venus avec une très maigre documentation, ont encore d'énormes progrès à faire dans le domaine de la communication et du marketing. La représentation de la Bulgarie s'est ainsi exprimée exclusivement en bulgare, ses propos étant traduits de sa langue en allemand, puis, approximativement, en français.

GUY PORTE

First class coverage. Business perspective. Economy fare.

Only The Economist brings you the world in depth. Our unique perspective and analysis give you valuable business intelligence you simply won't find elsewhere. The Economist's weekly briefing at up to 50% off the newsstand. Subscribe now to The Economist using the coupon below.

Abonnez-vous tout de suite et gagnez jusqu'à 50 % du prix kiosque

Je désire un abonnement d'un an à The Economist

Nom _____
Profession _____
Société _____
Adresse _____
Pays _____

Prix : FF 599 □ £51 60 □ US\$ 117 □
Paiement : □ Chèque comptant (payable à The Economist Newspaper Ltd.)
□ Carte de crédit □ American Express □ Visa □ Diners Club □ Eurocard

Signature _____ Date d'expiration _____
(Le retour sur les cartes de crédit sera en francs)
□ Factures-moi □ Factures-mix société
Veuillez renvoyer ce bulletin avec paiement à : The Economist Newspaper Ltd., PO Box 14, Hareld Hill, Rushmore, Reading RG2 3DQ, Angleterre. Tél : (44) 023 81500. Télex : (44) 4025 8121.

Cette offre ne s'applique qu'à l'Europe continentale, la Scandinavie et la République d'Irlande. Cette offre n'est pas disponible en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. Veuillez accorder jusqu'à 28 jours de délai afin de déposer votre commande. Le journal The Economist est imprimé en Grande-Bretagne sous Data Protection Act, 1984 et est distribué au service de mailing de publication. Siège social à Londres : 25 St. James's Street, London SW1A 1AA, England. Tel : 020 7556 7000.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

Couverture de première classe. Classe affaires en perspective. Tarif économique

Seul The Economist vous apportera le monde en profondeur. Notre perspective unique et notre analyse vous donnent des informations de valeur sur le business que vous ne trouverez pas ailleurs. Afin d'obtenir votre briefing hebdomadaire jusqu'à 50 % du prix kiosque, abonnez-vous tout de suite à The Economist en remplissant le bon à découper ci-dessous. The Economist chaque vendredi.

MARCHÉS FINANCIERS

Pour pallier les fluctuations brutales de l'indice CAC 40

Le calcul de l'indice de compensation est modifié

Trois mois après la chute brutale de l'indice CAC 40 à la fin de la séance du mercredi 26 décembre 1990, la Commission des opérations de Bourse (COB) d'une part, et le Conseil des Bourses de valeurs (CBV), d'autre part, ont pris connaissance des résultats de l'enquête conduite de manière coordonnée par trois instances, la COB, la SBF (Société des Bourses françaises) et la SCMC (Société de compensation des marchés conditionnels).

Ce jour-là, un important mouvement d'ordre de vente d'actions composant l'indice CAC 40, émanant de sociétés de contrepartie ayant des positions spéculatives sur les marchés dérivés de cet indice boursier, a eu pour conséquence d'entraîner, deux minutes avant la clôture, une forte baisse (près de 2 %) du baromètre de la place française. Or le niveau du CAC 40 en fin de séance correspond, en principe, au cours de compensation (cours de référence) retenu pour les marchés dérivés.

Cette manœuvre artificielle est courante en fin de mois, lors de l'échéance des contrats optionnels. Destinée à influencer sur le niveau de l'indice final, elle est provoquée artificiellement par certains opérateurs pour servir leurs intérêts.

Pour les autorités du marché, « les comportements des intervenants concernés ne justifient pas en l'état l'ouverture de procédures disciplinaires ». Après avoir jugé bon de rappeler les règles générales de déontologie et de préciser les « devoirs et obligations des intervenants et teneurs de marchés », les autorités ont décidé de demander la modification du calcul de l'indice de compensation et de liquidation des contrats CAC 40. Pour éviter de nouvelles fluctuations brutales, « il sera retenu dans l'avenir une moyenne des indices relevés au cours des trente dernières minutes précédant l'échéance ».

D. G.

Accords avec Deutsche Airbus et Thomson

Boeing multiplie les coopérations avec les Européens

Boeing fait des offres aux Européens. Le constructeur aéronautique américain a indiqué, mercredi 20 mars, avoir conclu deux accords avec des firmes européennes. Le premier avec Deutsche Airbus concernant le Super-Concorde, l'avion supersonique que projettent de construire British Aerospace et Aérospatiale, en association la plus ouverte. Les Allemands s'étaient joints à ce projet.

Boeing avait annoncé en mai dernier rejoindre lui aussi le pool d'étude du projet créé par les Européens. Mais cette adhésion était restée limitée. Aujourd'hui, le groupe américain conclut avec Deutsche Airbus un accord qui

pourrait être très large puisqu'il comporte au moins les aspects « financiers et techniques » du projet, d'après un communiqué de Boeing.

Les visées américaines de Thomson

En s'alliant avec Deutsche Airbus, le numéro un mondial en avion civil, Boeing ne se contente pas de faire passer le constructeur américain à la tête de la firme de Daimler-Benz, qui ne cache pas son ambition croissante dans l'aéronautique, comme l'a démontré récemment sa volonté d'être maître d'œuvre d'un avion de transport régional de 80 à 130 places.

Le contenu du second accord conclu avec Thomson reste lui aussi imprécis, mais on sait qu'il s'agit pendant cinq ans de travailler ensemble sur un certain nombre de domaines concernant la défense et l'aérospatial. Le groupe français cherche depuis longtemps des alliés dans le secteur militaire et Boeing pourrait lui ouvrir des portes aux États-Unis.

Logements de luxe à Paris

De 55 000 à 65 000 francs le mètre carré pour les appartements de la caserne Duplex et de Passy

Les logements de luxe qui seront construits sur les emplacements de la caserne Duplex et du ministère de l'Équipement, à Passy, dans les 15^e et 16^e arrondissements de Paris, seront vendus à des prix allant de 55 000 à 65 000 francs le m², a déclaré, mercredi 20 mars, M. Jean-René Maillard, PDG de Meunier, filiale de promotion immobilière de la BNP.

Le prix de ces logements s'explique, selon M. Maillard, par la charge foncière de ces terrains, qui appartiennent auparavant à l'État, et par l'obligation pour les promoteurs de construire dans ces programmes des logements sociaux (pour les personnels de l'armée) et de remettre gratuitement des équipements collectifs à la mairie de Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Mensuelcic
La Sicav des 13 mois

Comptes de l'exercice 1990 clos le 28.12.1990 approuvés par le Conseil d'Administration du 5 mars 1991 présidé par M. Bernard YONCOURT

Actif net au 28.12.1990 : F 398.464.008

Performance 1990 : + 7,95 %

Performance des emprunts d'Etat 7/10 ans en 1990 : - 3,60 % (Indice Crédit Lyonnais)

Taux du marché monétaire en moyenne mensuelle en 1990 : + 9,95 %

Montant total des dividendes de l'exercice : F 839,21 + F 2,26 de crédit d'impôt (12 acomptes mensuels de F 65,00 + le solde)

Solde de l'exercice 1990 : F 59,21 + F 2,07 de crédit d'impôt pour mise en paiement le 29.04.1991

Prochains acomptes mensuels : F 67,00

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPES CIC

PARIS, 20 mars ↑

Amélioration

Après trois séances de baisse, une légère amélioration s'est produite mercredi à la Bourse de Paris. La journée avait pourtant mal commencé, jusqu'à l'ouverture du marché s'élevait à nouveau assez sensiblement repêché (-0,84 %). Vers 11 h 30, l'indice CAC 40 parvenait à retrouver son niveau de la veille, mais à 12 h 30, il repartait à la baisse, pour finir à -0,85 %.

Ce score apparaît satisfaisant, dans la mesure où le liquidité générale de mars avait été ce jour. Malgré les coups de tabac qui ont secoué la Bourse ces derniers temps, elle reste gagnante (+2,32 %), et ce pour la deuxième fois de l'année et la cinquième en l'espace de quinze mois. Les investisseurs ont au moins gardé, pour l'instant, le coup sur la flambée du dollar, l'apparente reprise de l'inflation aux États-Unis, et les déclarations tonitruantes de M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, avant la veille, en pleine séance, sérieusement ébranlé leur confiance, au point de transformer une sympathique résistance en une véritable chute des cours. A y regarder de plus près, l'on s'aperçoit que les Bourses américaines ont moins conservé leur sang-froid. La relative faiblesse des transactions a conduit à réajuster le rythme mensuel (2,55 milliards de francs) en témoignage.

VALEURS	Cours 19 mars	Cours 20 mars
Alcatel	85 1/4	86 1/8
AT&T	34 7/8	35
Banque	14 1/4	14 1/2
Chem. de France	26 1/2	26 3/8
Compagnie	21 1/2	21 3/4
Electricité	57 3/4	57 3/4
Elf	23 5/8	23 7/8
Gen. Electric	17 5/8	17 3/4
General Motors	38 1/2	37 3/4
Goodyear	21 1/8	21 1/8
ITT	55	54 3/4
Mod. C	100 5/8	100 1/4
Schneider	80 3/4	81 3/8
Sollac	100 1/2	100 1/4
St. Gobain	143 1/2	144 3/8
Union Carbide	17 3/4	17 3/8
Wendling	28 3/4	29
Xerox Corp.	55 1/8	54 1/4

LONDRES, 20 mars ↓

Morosité

Les valeurs ont terminé la séance de mercredi en baisse au Stock Exchange. L'indice Footsie a perdu 12,5 points, après avoir abandonné jusqu'à 20 points au cours de la séance, à la fin de laquelle il s'était effondré de 17,8 points à 2.441,2, soit un repli de 0,7 %. Le volume des échanges a atteint 558,3 millions de titres, contre 614,5 millions mardi.

Le projet de budget britannique, présenté la veille par M. Norman Lamont, incluant la hausse de la TVA de 15 à 17,5 %, et l'abaissement de la baisse des taux d'intérêt, a largement contribué à la morosité du marché.

Le Crédit national : recul de 27,8 % du bénéfice net consolidé. Le Crédit national fait état d'un bénéfice net consolidé en 1990 de 27,8 %, à 499 millions de francs, contre 691 millions de francs en 1989. Son président, M. Yves Lyon-Caen, explique cette régression par l'absence de plus-values de l'exercice précédent, et par la constitution de provisions supplémentaires (115 millions de francs) de 1989, principalement justifiée par la progression record (29 %) des prêts versés en 1990 (21 milliards de francs). Le résultat brut d'exploitation continué à augmenter (+20 %) à 1,015 milliard de francs. D'autre part, la perte sur la cession de la filiale de crédit à l'exportation (259 millions de francs), et la dotation supplémentaire à la BFCR (143 millions de francs) ont été soldées par une reprise de 308 millions de francs sur la provision complémentaire pour risques de prêts non déduite fiscalement et par une reprise de 95 millions de francs sur impôts.

Le BSN : forte hausse du bénéfice net. Le groupe BSN (boissons, épicerie, produits frais) a enregistré en 1990 un bénéfice net consolidé de 14,6 %, contre 12,5 % de l'exercice précédent, soit une hausse de 16,6 %. Ce résultat ne tient pas compte de la plus-value réalisée lors de la cession des champagnes Pommery et Lanson au groupe LVMH, pour un montant de 3,1 milliards de francs, au mois de décembre dernier. Cette plus-value, dont le montant n'a pas été révélé, sera intégrée aux comptes de 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 52,9 milliards de francs, contre 48,7 milliards en 1989, en progression de 8,7 %. La marge brute d'autofinancement est ressortie à 4,9 milliards de francs à la fin du mois de décembre dernier, contre 4,3 milliards un an plus tôt. Dans un entretien au journal *Les Echos*, le PDG du groupe, M. Antoine Riboud, a annoncé son intention d'accroître ses parts de marché dans le secteur des plats cuisinés et de la charcuterie fine; il a estimé que le chiffre d'affaires de BSN peut doubler dans les dix ans.

NEW-YORK, 20 mars ↓

Irégulier

La grande Bourse américaine s'est un peu remise mercredi de la secousse que lui avait causée la veille l'annonce par « Big Blue » d'une baisse probable de 50 % de ses bénéfices pour le premier trimestre. La tendance, cependant, a été très irrégulière, et la séance s'est achevée sur une modeste progression de 4,21 points (+0,15 %) à 2.872,03. Le bilan général de la journée confirme cette timide amélioration. Sur 2.024 valeurs traitées, 832 ont monté, alors que 885 ont baissé et que 327 reproduisaient leurs cours de la veille.

Le moral s'est-il redressé meilleur autour du « Big Board » ? Pas encore vraiment. Personne n'attendait grand-chose du résultat de la balance commerciale pour janvier, dont le chiffre a été connu durant la séance. Mais, va-t-il, l'année ne commence pas très bien pour le commerce extérieur des États-Unis, avec un déficit accru de 11,5 % à 6,58 milliards de dollars. Mais il y a un bon pire. Maintenant, les investisseurs attendent la publication des premiers résultats trimestriels des entreprises. Après un pessimisme manifesté par IBM, beaucoup craignent qu'il n'y ait de douteux résultats à réajuster le rythme mensuel (2,55 milliards de francs) en témoignage.

TOKYO, 21 mars

Clos

Tous les marchés boursiers et financiers japonais ont fermé jeudi 21 mars pour célébrer la fête de l'Équinoxe.

Corée du Sud : quatre maisons de titres étrangères autorisées

La Corée du Sud a autorisé quatre maisons de titres étrangères à ouvrir des bureaux à Séoul. Citigroup, Citicorp, Vickers et Merrill Lynch (EU), Baring Brothers (GB) et Jardine Fleming (Hongkong) ont été autorisées à exercer leur activité dans le pays, mais à, en revanche, rejeter les demandes de quatre firmes japonaises de titres étrangères. Nomura, Yamatchi, Daiwa et Nikko (Japon), ainsi que W.I. Carr, filiale d'Indosuez France, n'ont pas été autorisées à travailler en Corée du Sud.

Les quatre firmes choisies doivent encore attendre un agrément définitif avant d'opérer en Corée du Sud, mais elles peuvent d'ores et déjà s'y préparer. Si le rejet de quatre firmes japonaises de titres étrangères est attendu, aucune maison de titres sud-coréenne n'est autorisée à exercer au Japon, en revanche, celui de W.I. Carr a été accueilli avec surprise par les analystes. M. Peter Thorn, représentant de W.I. Carr à Séoul, a déclaré « déçus », mais il a indiqué que la firme représentera sa candidature à la prochaine occasion.

FAITS ET RÉSULTATS

Le Crédit national : recul de 27,8 % du bénéfice net consolidé. Le Crédit national fait état d'un bénéfice net consolidé en 1990 de 27,8 %, à 499 millions de francs, contre 691 millions de francs en 1989. Son président, M. Yves Lyon-Caen, explique cette régression par l'absence de plus-values de l'exercice précédent, et par la constitution de provisions supplémentaires (115 millions de francs) de 1989, principalement justifiée par la progression record (29 %) des prêts versés en 1990 (21 milliards de francs). Le résultat brut d'exploitation continué à augmenter (+20 %) à 1,015 milliard de francs. D'autre part, la perte sur la cession de la filiale de crédit à l'exportation (259 millions de francs), et la dotation supplémentaire à la BFCR (143 millions de francs) ont été soldées par une reprise de 308 millions de francs sur la provision complémentaire pour risques de prêts non déduite fiscalement et par une reprise de 95 millions de francs sur impôts.

Le BSN : forte hausse du bénéfice net. Le groupe BSN (boissons, épicerie, produits frais) a enregistré en 1990 un bénéfice net consolidé de 14,6 %, contre 12,5 % de l'exercice précédent, soit une hausse de 16,6 %. Ce résultat ne tient pas compte de la plus-value réalisée lors de la cession des champagnes Pommery et Lanson au groupe LVMH, pour un montant de 3,1 milliards de francs, au mois de décembre dernier. Cette plus-value, dont le montant n'a pas été révélé, sera intégrée aux comptes de 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 52,9 milliards de francs, contre 48,7 milliards en 1989, en progression de 8,7 %. La marge brute d'autofinancement est ressortie à 4,9 milliards de francs à la fin du mois de décembre dernier, contre 4,3 milliards un an plus tôt. Dans un entretien au journal *Les Echos*, le PDG du groupe, M. Antoine Riboud, a annoncé son intention d'accroître ses parts de marché dans le secteur des plats cuisinés et de la charcuterie fine; il a estimé que le chiffre d'affaires de BSN peut doubler dans les dix ans.

Le Crédit national : recul de 27,8 % du bénéfice net consolidé. Le Crédit national fait état d'un bénéfice net consolidé en 1990 de 27,8 %, à 499 millions de francs, contre 691 millions de francs en 1989. Son président, M. Yves Lyon-Caen, explique cette régression par l'absence de plus-values de l'exercice précédent, et par la constitution de provisions supplémentaires (115 millions de francs) de 1989, principalement justifiée par la progression record (29 %) des prêts versés en 1990 (21 milliards de francs). Le résultat brut d'exploitation continué à augmenter (+20 %) à 1,015 milliard de francs. D'autre part, la perte sur la cession de la filiale de crédit à l'exportation (259 millions de francs), et la dotation supplémentaire à la BFCR (143 millions de francs) ont été soldées par une reprise de 308 millions de francs sur la provision complémentaire pour risques de prêts non déduite fiscalement et par une reprise de 95 millions de francs sur impôts.

Le BSN : forte hausse du bénéfice net. Le groupe BSN (boissons, épicerie, produits frais) a enregistré en 1990 un bénéfice net consolidé de 14,6 %, contre 12,5 % de l'exercice précédent, soit une hausse de 16,6 %. Ce résultat ne tient pas compte de la plus-value réalisée lors de la cession des champagnes Pommery et Lanson au groupe LVMH, pour un montant de 3,1 milliards de francs, au mois de décembre dernier. Cette plus-value, dont le montant n'a pas été révélé, sera intégrée aux comptes de 1991. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 52,9 milliards de francs, contre 48,7 milliards en 1989, en progression de 8,7 %. La marge brute d'autofinancement est ressortie à 4,9 milliards de francs à la fin du mois de décembre dernier, contre 4,3 milliards un an plus tôt. Dans un entretien au journal *Les Echos*, le PDG du groupe, M. Antoine Riboud, a annoncé son intention d'accroître ses parts de marché dans le secteur des plats cuisinés et de la charcuterie fine; il a estimé que le chiffre d'affaires de BSN peut doubler dans les dix ans.

PARIS :

Second marché (réaction)					
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	85 1/4	86 1/8	Goodyear	21 1/8	21 1/8
AT&T	34 7/8	35	ITT	55	54 3/4
Banque	14 1/4	14 1/2	Mod. C	100 5/8	100 1/4
Chem. de France	26 1/2	26 3/8	Schneider	80 3/4	81 3/8
Compagnie	21 1/2	21 3/4	Sollac	100 1/2	100 1/4
Electricité	57 3/4	57 3/4	St. Gobain	143 1/2	144 3/8
Elf	23 5/8	23 7/8	Union Carbide	17 3/4	17 3/8
Gen. Electric	17 5/8	17 3/4	Wendling	28 3/4	29
General Motors	38 1/2	37 3/4	Xerox Corp.	55 1/8	54 1/4
Goodyear	21 1/8	21 1/8			
ITT	55	54 3/4			
Mod. C	100 5/8	100 1/4			
Schneider	80 3/4	81 3/8			
Sollac	100 1/2	100 1/4			
St. Gobain	143 1/2	144 3/8			
Union Carbide	17 3/4	17 3/8			
Wendling	28 3/4	29			
Xerox Corp.	55 1/8	54 1/4			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 mars 1991

Nombre de contrats : 111 903.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dernier	104,36	104,36	104,36
Précédent	104,36	104,36	104,36

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat		Options de vente	
	Juin 91	Sept. 91	Juin 91	Sept. 91
104	1,71	-	0,75	1,32

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 762	1 777,50	1 778
Précédent	1 762	1 764	1 778,50

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,54 ↓		PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)	
		Valeurs françaises	19 mars 20 mars
		Valeurs étrangères	111 114,60
		(SBB, base 100 : 31-12-81)	
		Indice global CAC	471,4 465,88
		(SBB, base 100 : 31-12-87)	
		Indice CAC 40	1 740,97 1 752,22

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		BOURSES	
FRANCOFONIE	20 mars 21 mars	NEW-YORK (indice Dow Jones)	
Dollar (en DM)	1,6580 1,6539	Industriel	2 867,82 2 872,83
TOKYO	21 mars 21 mars	100 valeurs	2 459 2 441,28
Dollar (en yen)	136,30 136,30	30 valeurs	1 947,10 1 937,70
		Mixtes d'act.	149,20 149,70
		Fonds d'act.	84,28 84,49

COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS		
	+ base	+ point	Rep.	+ ou disp.	Rep.	+ ou disp.	Rep.	+ ou disp.
£ E.-L.	5.5700	5.5750	+ 137	+ 147	+ 287	+ 307	+ 780	+ 840
DM	4.8121	4.8206	- 2	- 2	- 16	+ 15	- 77	- 9
Yen (100)	4.0246	4.0311	+ 23	+ 48	+ 73	+ 111	+ 329	+ 401
DM	3.4026	3.4077	+ 5	+ 21	+ 9	+ 31	+ 15	+ 7
DM	3.0190	3.0233	+ 1	+ 16	+ 5	+ 29	+ 17	+ 6
Yen (100)	16.5110	16.5357	+ 83	+ 92	+ 79	+ 150	+ 133	+ 32
Yen (100)	16.5110	16.5357	+ 83	+ 92	+ 79	+ 150	+ 133	+ 32
Yen (1 000)	4.5693	4.5772	- 121	- 67	- 231	- 143	- 254	- 92
Yen (1 000)	9.9675	9.9820	- 280	- 240	- 517	- 423	- 1084	- 92

TAUX DES EUROMONNAIES									
	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	3 M.	6 M.	9 M.	12 M.	3 M.
£-U	6 3/16	6 7/16	6 3/8	6 1/2	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 5/8
DM	8 1/16	8 5/16	8 9/16	8 11/16	8 3/16	8 1/8	8 1/8	8 1/8	7 15/16
Yen	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/8	8 1/8	8 1/8	9 1/4
FR	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/16	9 1/16	9 1/8	9 3/8	9 3/8
IT (100)	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 5/8
ES	8 5/8	8 7/8	8 5/8	8 3/4	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/4
PT	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
GR (100)	11 1/2	12 1/2	12 1/2	12 13/16	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
UK	8 1/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
US	9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL
ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Jeu 21 mars
Docteur Adrien Bedossa,
président de l'Union
des biologistes de France.
Le Monde du 22 mars publie dans ses pages
affaires une enquête sur les laboratoires
d'analyses et les changements technologiques.

Vend 22 mars
Jean-Claude Tate,
PDG de Conforama.

BOURSE DU 21

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	85 1/4	86 1/8	Goodyear	21 1/8	21 1/8
AT&T	34 7/8	35	ITT	55	54 3/4
Banque	14 1/4	14 1/2	Mod. C	100 5/8	100 1/4
Chem. de France	26 1/2	26 3/8	Schneider	80 3/4	81 3/8
Compagnie	21 1/2	21 3/4	Sollac	100 1/2	100 1/4
Electricité	57 3/4	57 3/4	St. Gobain	143 1/2	144 3/8
Elf	23 5/8	23 7/8	Union Carbide	17 3/4	17 3/8
Gen. Electric	17 5/8	17 3/4	Wendling	28 3/4	29
General Motors	38 1/2	37 3/4	Xerox Corp.	55 1/8	54 1/4
Goodyear	21 1/8	21 1/8			
ITT	55	54 3/4			
Mod. C	100 5/8	100 1/4			
Schneider	80 3/4	81 3/8			
Sollac	100 1/2	100 1/4			
St. Gobain	143 1/2	144 3/8			
Union Carbide	17 3/4	17 3/8			
Wendling	28 3/4	29			
Xerox Corp.	55 1/8	54 1/4			

CO

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.		
Emp.État 6,95/97		7,28	CITRAN 8		8
Emp.État 6,25/98		6,78	Défense		28
10,25/98 75/99		8,65	Chiffre		1
Emp.État 13,4/98	100 85	8,40	Compagnie		1
Emp.État 12,25/94		5,48	Or Indochine		1
Emp.État 11% 95	100 50	0,94	Or Indochine 2		1
10,25% comm 88	104 42	2,50	Or Indochine 3		1
OAT 70% 92/2000	105 36	8,16	Or Indochine 4		1
OAT 9,25% 12/1997	104 10	2,85	Or Indochine 5		1
OAT 9,25% 1/1996	102 53	1,34	Or Indochine 6		1
OAT 10,30% 1986			Or Indochine 7		1
PTT 11,25 95		3,23	Or Indochine 8		1
CFP 10,30% 95		1,62	Or Indochine 9		1
CFP 10,25% nov 90		0,98	Or Indochine 10		1
CAF 10 % 95/98		0,74	Or Indochine 11		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 12		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 13		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 14		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 15		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 16		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 17		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 18		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 19		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 20		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 21		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 22		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 23		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 24		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 25		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 26		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 27		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 28		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 29		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 30		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 31		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 32		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 33		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 34		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 35		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 36		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 37		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 38		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 39		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 40		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 41		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 42		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 43		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 44		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 45		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 46		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 47		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 48		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 49		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 50		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 51		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 52		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 53		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 54		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 55		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 56		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 57		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 58		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 59		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 60		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 61		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 62		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 63		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 64		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 65		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 66		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 67		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 68		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 69		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 70		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 71		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 72		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 73		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 74		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 75		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 76		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 77		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 78		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 79		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 80		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 81		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 82		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 83		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 84		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 85		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 86		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 87		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 88		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 89		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 90		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 91		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 92		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 93		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 94		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 95		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 96		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 97		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 98		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 99		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 100		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 101		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 102		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 103		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 104		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 105		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 106		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 107		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 108		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 109		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 110		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 111		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 112		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 113		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 114		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 115		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 116		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 117		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 118		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 119		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 120		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 121		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 122		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 123		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 124		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 125		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 126		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 127		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 128		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 129		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 130		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 131		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 132		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 133		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 134		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 135		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 136		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 137		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 138		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 139		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 140		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 141		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 142		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 143		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 144		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 145		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 146		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 147		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 148		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 149		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 150		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 151		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 152		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 153		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 154		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 155		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 156		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 157		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 158		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 159		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 160		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 161		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 162		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 163		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 164		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 165		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 166		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 167		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 168		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 169		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 170		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 171		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 172		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 173		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 174		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 175		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 176		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 177		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 178		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 179		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 180		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 181		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 182		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 183		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 184		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 185		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 186		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 187		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 188		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 189		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 190		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 191		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 192		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 193		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 194		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 195		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 196		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 197		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 198		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 199		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 200		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 201		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 202		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 203		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 204		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 205		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 206		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 207		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 208		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 209		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 210		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 211		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 212		1
CAF 100% 3000F		2,21	Or Indochine 213		1
CAF 100% 3					

BOURSE DU 21 MARS

Cours relevés à 10 h 12[illegible]**COMPTANT** (sélection)

(sélection)

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations						Etrangères					
Emp.Etat 8.25/77	7.75		C.I.M.	822	831	Mogul	600	600	A.E.G.	750	
Emp.Etat 9.25/80	8.25		C.I.T.R.A.M. 88	2605		Midway	580		Alco Iv. Sto.	300	
10.25/85-78/84	5.85		Colting	258		Mor.	134	130	Alcoa-Aluminum	128	
Emp.Etat 12.43/82	3.30		Engle	361 50	361	Navigant (M)	213 50		American Branch	245	
Emp.Etat 11% 95	109 55	5.84	Co Indus. Inc.	4850	4825	Orcl (P)	278	278	Amstar	987	
10.25% sans BS	104 40	0.25	Co Lyon Alumin.	435	432	Orcl (P)	269 50		Autofume Inc.	185	
GAT 10% 5/2000	106 35	8.16	Concorde	180		Orcl (P)	1000	1020	Banco Popular Esp.	285	
GAT 5.9% 12/1987	104 10	2.65	Consol. Mtl. Prov.	34 70		Palm Mountain	600		B.R. Magnetics Int.	96	
GAT 5.9% 1/1988	102 93	1.84	Crédit Gl. Ind.	340		Performance	130		Co Pacific	38 10	
GAT 10.25% 1985			Co Unimont (C)	500	689 d	Perkins (CP)	600	648	Chrysler Corp.	73	84
PT 11.2% 85		3.20	Orchard	129 50	128	Perkins France	197 10	197 10	C.I.R.	11	110
10.25/30% 86	1.82		Orchard	688	680	Petro-Canada	236		Commerzbank	860	
CM 10.25% nov 98	2.21		Payement	1456	1658	Petro-Canada	328	328	De Beers Corp.	137	
Off 10% 10/79	0 16		Phila. Ind. Vtg.	3870	3870	Petro-Canada	648		Dow Chemical	234	
CNB Depos 5000F	2.21		Elmer Smith	1220	1210	Piper Heidsieck	1980		Fiat	24	10
CNB Perbes 5000F	2.21		Eme Sandy Vldy	2532	2532	Polaris	630		GM, Ross Lamb	1053	
CNB Shes 5000F	2.21		Erie Vntal	590	595	Prometec (C)	1120		Glen Holdings Ltd.	1050	
CNE 11.25% 95	102 35	8.25	Erie	280	259 50	Publicis	705	705	Glenflyn Inc.	117	
CM 102 5000F	2.21		Elexon Fin.	774		Reichartman	125	125	Globe and Co (WR)	184	10
CR 9 8 95	98 50	7.72	Electro-Fin.	361 30	361 20	Renaissance	296	296 80	GTE Corp.	178	
CR 10.30% 45-85	105 65	2.17	Electro-Berger	4000	4000	Ranger	461		Hayward Int.	226	280
CHARR FCE 3% 100			Emm (Mg)	1630		S.A.C.E.R.	465	484	Johns-Manville	72	30
Chen.			Emm Int. Corp.	361 30		S.A.C.A.A.	390		Kubota	32	
Alcan 6% 1% Jan. 99			F.I.N.P.	1833	1830	S.A.R.F. Alcan.	248	255	Lafarge	310	310
Ly. Eas. cr 6.5%			Fischer (C)	764		S.A.R.F.	1180	1170	McDowell Bank	19	
Thom. cr 5.25% 98			Fluor (C)	840	840	Saga	275	280	Midwest Bank	77 15	
			Fluor (C)	800		Sales Dominion F.I.	138 80	138 80	Minerals Int.	12 50	
			Fluor (C)	800		Sales de M.J.	645	638	Oilwell pap.	19 50	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	759	759	Procter Gamble	440	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	405	406	Rockwell Int.	60	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	152		Rockwell	30	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Robson	236 80	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Rodman IV.	165	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabco	265 80	
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6
			Fluor (C)	800		S.A.C.A.	338	338	Sabson	5 25	7 6

SICAV

(sélection)

VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais Incl.	Rachet net
A.A.A.	1017 85	983 02	First Court	127457 52	127457 52	Platnick	124 83	121 48
Acclion	210 41	212 58	Franchiser	235 68	232 30	Price Gestion	55789 71	55789 71
Agapage	759 60	726 55	Franch-Espagne	30 91	30 16	Prémia Global	11208 44	11276 16
Agapagroup	7430 25	7430 25	Franchissima	817 38	757 42	Price Excess	111 82	110 71
Agencia	114 71	114 27	Franchise	29 53	28 91	Pris de Vente	264 91 01	264 91 01
ASF (Autos for Rent)	908 09	908 09	Franchise 2	1120 39	1109 39	Pris de Vente	100 98	99 98
AGF 5000	808 09	803 25	Franchise	4881 41	4889 24	Quartz	127 24	124 14
AGF 501	1052 77	962 35	Futurology	1282 70	1251 47	Rebavox	915 52	888 85
AGF 502	117 03	114 18	Gesticon	12821 23	13025 20	Rentacore	180 27	167 90
AGF Inverse Flow	114 58	112 16	Gest. Associations	175 18	165 04	Repsol	5307 54	5307 54
AGF 503	422 05	422 05	Gest. Services	1775 18	1765 04	Repsol Vert	1182 01	1133 95
AGF 010	1121 77	1115 19	H.M. Moulinet	12461 22	12461 22	Repsol Vert-Alim.	912 30	870 93
AGF Salarial Flow	11421 42	11421 42	Intermap	110823 94	107886 05	St Howard Global	238 97	228 13
AGF LMO	548 91	633 08	Intermap	12805 68	12313 13	St Howard Inc.	739 11	705 58
AMER-GAR	7056 83	6794 28	Intermediat. Fra.	481 14	481 14	St Howard Inc.	1075 04	1058 98
Amor	619 59	619 59	Intermediat. Fra.	102 32	102 32	St Howard Inc.	691 78	554 93
Arlington Court, T.	5453 91	6441 02	Jouergroup	261 57	257 70	St Howard P.M.E.	513 21	498 94
Assoc.	1064 77	1064 77	Lafore America	216 14	207 33	St Howard P.M.	13433 20	13389 54
Atout Fra.	369 10	349 37	Lafore Spain	250 93	240 70	St Howard Services	502 08	482 77
Aurum	1238 68	1262 81	Lafore Spain	251 98	241 70	St Howard	1675 04	1675 04
Avenir Africa	1632 18	1632 18	Lafore France	302 34	302 34	St Howard	12537 94	12282 10
Avenir C.O.	106 12	103 03	Lafore Immobil.	231 67	222 23	St Howard	1253 48	1253 48
Asa Capital	153	146 41	Lafore Japan	439 25	403 12	Securicon	708 80	693 33
Asa Invest.	128 08	122 85	Lafore London	137 41	131 81	Securicon	16936 36	16936 36
Asa Investments	112 04	116 83	Lafore London	120 49	120 57	Securicon	654 89	649 89
Asa Investments	105 80	104 56	Lafore London	347 38	347 38	Securicon	412 13	401 10
Asa Values FGL	122 83	117 04	Lafore London	208 24	203 20	S.E. Co.	1427 47	1388
Capitorm	5680 87	5675 18	Lafore T.	11322 84	11322 84	Shimofusa	644 80	627 25
Capitorm	5786 02	5774 01	Lafore T.	633 89	617 81	Shimofusa	439 08	416 58
Cardinal	1176 78	1176 78	Lafore T.	11010 36	11010 36	Shimofusa	114 38	114 38
Cash	34 78	30 01	Lafore T.	26388 93	26384 12	Shimofusa	444 18	432 29
Cash	1192 95	1163 85	Lafore T.	875 12	857 95	S.H.J.	11798 80	11444 82
Compitorm	3146 46	3143 74	Lafore T.	2225 92	2203 98	S.H.J.	321 24	309 63
Comptorm	394 66	388 97	Lafore T.	23712 83	23712 83	S.H.J.	56762 95	56561 45
Credit	452 73	452 73	Lafore T.	115 23	115 23	S.H.J.	1029 27	1029 27
Credit	1182 39	1182 39	Lafore T.	707 07	680 98	S.H.J.	1311 81	1252 22
Credit	1218 69	1186 67	Lafore T.	181 31	184 89	S.H.J.	558 01	538 55
Droit Fra.	812 49	777 50	Lafore T.	10135 46	10094 13	S.H.J.	2115 35	2150 07
Droit Invest.	598 68	944 18	Lafore T.	415 58	387 92	Shimofusa	810 06	785 59
Droit Invest.	55 25	51 11	Lafore T.	107 13	107 13	Shimofusa	1029 27	1029 27
Droit Invest.	144 22	141 11	Lafore T.	80701 55	80701 55	Technico	1082 94	1051 40
Droit Invest.	1052 42	1035 67	Lafore T.	65421 01	65422 01	Technico	5535 39	5708 07
Droit Invest.	139 23	134 82	Lafore T.	73452 51	73453 51	Technico	591 42	585 96
Emission Capitalisation	228 09	228 24	Lafore T.	12519 81	12356 84	Technico	1186 78	1166 78
Emission Capitalisation	34 78	30 11	Lafore T.	2549 80	2543 18	Technico	1288 40	1268 40
Emission Capitalisation	58323 28	58288 25	Lafore T.	15949 52	15780 81	Technico	115893 95	115893 95
Emission Capitalisation	32349 51	32349 51	Lafore T.	123 38	120 09	Technico	5105 77	5005 22
Emission Capitalisation	218 26	218 26	Lafore T.	7032 04	7036 52	Technico	456 26	456 26
Emission Capitalisation	201 23	189 42	Lafore T.	117 13	117 13	Technico	563 61	543 61
Emission Capitalisation	496 04	496 04	Lafore T.	127 82	124 63	Technico	626 77	604 12
Emission Capitalisation	3221 80	3221 80	Lafore T.	22850 50	22850 50	Technico	631 27	606 45
Emission Capitalisation	4461 21	4464	Lafore T.	510 19	485 54	Technico	211 43	203 78
Emission Capitalisation	26115 83	26105 82	Lafore T.	10408 31	10373 30	Technico	172 88	168 19
Emission Capitalisation	551 97	551 74	Lafore T.	117 13	117 13	Technico	120 65	118 65
Emission Capitalisation	601 91	601 91	Lafore T.	1022 36	1013 23	Technico	1347 82	10866 67
Emission Capitalisation	1626 28	1637 24	Lafore T.	11763 17	11763 17	Technico	121	121
Emission Capitalisation	50 03	67 88	Lafore T.	832 82	811 80	Technico	1355 27	1322 21
Emission Capitalisation	26115 83	26105 82	Lafore T.	6121 76	6121 76	Technico	645 75	645 75
Emission Capitalisation	150 02	184 55	Lafore T.	1381 58	1378 80	Technico	1302 60	1274 68
Emission Capitalisation	1267 17	1222 83	Lafore T.	37 35	35 89	Technico	1405 84	1376 27
Emission Capitalisation	202 05	186 94	Lafore T.	2434 42	2386 44	Technico	2568 18	2505 54
Emission Capitalisation	13182 14	13083 34	Lafore T.	1074 53	1059 04	Technico	214 48	214 48
Emission Capitalisation	1307 23	1307 23	Lafore T.	1210 13	1198 15	Technico	1722 73	1680 74
Emission Capitalisation	1307 23	1275 25	Lafore T.	1164 53	1158 15	Technico	1862 20	1860 20
Emission Capitalisation	451 71	443 51	Lafore T.	1164 53	1158 15	Technico	1862 20	1860 20

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	préc.	21/3	achat	vente
Esso-Union (1 ton).....	5 851			
Esso.....	5 851			
Allemanne (100 dm).....	340 420			
Belgienne (100 p).....	50 521			
Allemanne (100 p).....	302 070			
Danemark (1000 litres).....	4 528			
Playmarket (1000 litres).....	86 440			
Edo-Bermark (1000 litres).....	9 576			
Gdo-Bermark (1000 litres).....	3 160		4 060	4 050
U.S. Colmar (1000 litres).....	39 330			
Subito (100 p).....	32 480			
Subito (100 p).....	87 290			
Subito (100 p).....	48 358			
Norvege (100 l).....	5 477			
Autriche (100 ach).....	3 904			
Espagne (100 ach).....	3 904			
Portugal (100 ach).....	3 904			
Canada (15 cent).....	4 062		3 680	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prés.	COURS 21/3		
fr fin (pilo en barre)	85700	.....	Arg.	300
fr fin (en lingot)	84850	.....	Brésil	147
monnaie (20 fr)	377	.....	Ch. de l'Inde	201
Real F (10 fr)	416	.....	Mexico	840
Real F (20 fr)	832	.....	Panama P.O.	1650
Real F (20 fr)	377	.....	Paraguay	265
couvert.	485	.....	Perou	240
200 dollars	2240	.....	Québec	395
100 dollars	1200	.....	Roum R.	191 50
50 dollars	700	.....	S. de l'Amérique	2220
25 dollars	350	.....	Siam Siam	211 50
100 pes.	2410	.....	S.E.P.A.	1565
100 florins	381	.....	S.P.A. ex. R.	378
			Visa	380
			Western	1300

Hors-cote

Bleach	405300	703600	Italy-Inst.	1205 95	U.A.P. Act. F.	563 61	540 24
Brown	281 23	286 48	Italy-Inst.	1277 82	U.A.P. Acc. Btl.	638 77	604 32
Emerald	3221 80	3221 80	Nato-Admcom	2289 50	U.A.P. Audit.	631 27	606 45
Emerald Silver	4484	4484	Nato-Admcom	2289 50	U.A.P. Audit.	211 47	203 79
Emerald Assoc.	20130 83	20130 83	Nato-Perucom	1366 10	U.A.P. Audit.	172 42	196 19
Emerald Capital	9612 72	9617 54	Nato-Perucom	63049 13	UAP Moyaen Team	125 05	120 54
Emerald Court Terms	606 91	606 91	Nato-Renov	1203 23	UAP Payer, Cdrq	11020 82	10898 67
Emerald Confidence	86 08	1637 24	Nato-Security	11765 17	UAP-Associates	121	121
Emerald Gold	90 18	90 18	Nato-Security	611 17	U-Factor	1327	1322 21
Emerald J.	63589 29	63589 29	Nippo-Gam	6121 76	Udence	563 48	549 76
Emerald Long Term	190 02	184 93	Nord Sub Develop	1381 56	U-Gencom	1302 60	1279 67
Emerald Metals	2357 17	1222 52	Oil-Associations	137 35	U-Regist	1406 64	1374 26
Emerald Develop	2307 18	196 04	Oil-Associations	2434 42	U-Regist	265 18	265 54
Emerald Premiums	13182 14	13005 94	Oil-Mexico	1074 93	U-Regist	214 48	214 48
Emerald Ocean	1089 63	1080 37	Only, tax cont.	161 61	Unicom	1284 27	1227 58
Emerald Invest	1307 23	1225 35	Oilcom	1210 13	Unicom	1722 73	1680 71
Emerald Invest	411 14	443 67	Oilcom	1545 13	Unicom	1892 34	1892 34
Emerald	4218 35	4218 35	Opacost	32352 97	Valmet	47906 45	47822 51
Est-Cash Ops	7581 21	7581 21	Opacost	1007 70	Varban	25593 85	25593 85
Est-Comm	652 33	643 04	Opacost	968 12			
Estimate Leaders	1045 34	1041 48	Opacost	62 85			
Estimate	1178 95	1142 34	Paribas Capitalization	1326 53			
Estimote	1858 28	6594 50	Paribas Capitalization	18857 45			
Estimote	12860 79	12860 79	Paribas Capitalization	127 64			
FRANCE-GAM	5546 74	8179 56	Paribas Participations	502 13			
FRANCE-GAM	5546 74	8179 56	Paribas Participations	94 07			
FRANCE-GAM	278 95	276 40	Paribas Participations	201 45			
FRANCE-GAM	101 19	82 22	Paribas Participations	201 45			
FRANCE-GAM	240 51	332 20	Paribas Participations	291 94			
FRANCE-ONG	480 52	475 78	Paribas Participations	10530 82			
FRANCE	433 57	421 33	Paribas Participations	1287 74			
FRANCE	113 31	106 14	Paribas Participations	6472 82			
FRANCE-Region	1036 40	1171 26	Paribas Participations	55946 14			
FRANCE-Associations	31 53	31 53	Paribas Participations	975 17			
FRANCE-ONG	38 04	37 48	Paribas Participations	1086 57			

FINIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

g : coupon détaché - o : offert - d : droit de suite - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 20 mars au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

● La fonction publique et l'Europe

(Le Monde du 21 mars.)

● Protection des consommateurs

M^{me} Neiertz, secrétaire d'État à la consommation, a présenté une lettre rectificative au projet de loi renforçant la protection des consommateurs. Il s'agit de modifier l'article premier de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme pour interdire, dans les mécanismes d'indexation, la prise en compte d'un indice qui inclurait le prix du tabac sans pour autant faire obstacle au calcul d'un indice incluant ce prix.

● La recherche universitaire

(...) Les orientations suivantes ont été retenues.

1) La priorité à la formation.

L'effort engagé depuis 1989 pour doubler le nombre des titres de docteur délivrés chaque année sera poursuivi grâce au doublement du nombre des allocations de recherche.

Pour assurer la formation à l'enseignement supérieur des futurs enseignants-chercheurs, mille cinq cents moniteurs ont été organisés au cours de chacune des années 1989 et 1990. Cet effort sera maintenu dans les années à venir.

Pour mieux encadrer les futurs docteurs, une carte des formations doctorales sera établie, des écoles doctorales seront créées et les chercheurs appartenant aux grands organismes de recherche seront incités à exercer leur activité au sein de l'enseignement supérieur. Un accent particulier sera mis sur la recherche dans le domaine de l'éducation, indispensable à la formation des maîtres et à la réno-

vation des programmes, et sur l'accueil des étudiants déjà titulaires d'un doctorat, en particulier ceux qui viennent d'Europe centrale et orientale.

2) L'égalité des chances.

Il s'agit d'établir une plus grande égalité entre équipes de recherche et entre disciplines.

Le programme « jeunes équipes », lancé en 1990 pour aider les nouvelles équipes de recherche, sera poursuivi. Quatre cents équipes de recherche devraient bénéficier à terme. Les sciences humaines ont obtenu une plus large part des allocations de recherche et des crédits distribués entre l'État et les universités. Les centres de recherche universitaire de province seront soutenus par l'action conjointe du ministère de l'Éducation nationale, du ministère de la recherche et de la technologie et du Centre national de la recherche scientifique.

La création, en 1990, de la prime d'encadrement doctoral et de recherche a permis de revaloriser la carrière des enseignants-chercheurs. Près de cinq mille en ont déjà bénéficié.

Un institut universitaire de France, qui sera prochainement créé, permettra aux meilleurs enseignants-chercheurs de mieux se consacrer à leurs activités de recherche et d'encadrement doctoral par un allègement de leur charge d'enseignement.

3) L'évaluation.

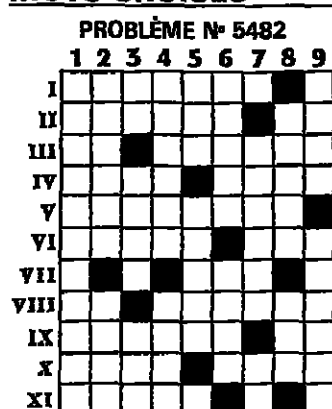
La politique de recherche universitaire fait l'objet d'une évaluation par un comité scientifique composé pour moitié de membres appartenant à d'autres États européens.

La préparation des contrats conclus entre l'État et les universités pour la répartition des crédits est précédée par une évaluation des projets de recherche qui incombe à des groupes d'experts.

● L'exécution du budget de l'année 1990

(Le Monde du 21 mars.)

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Les deux font la paire. — II. Donne du souffle. Article. — III. Ne nous montre pas toujours son meilleur côté. Bloque la sortie. — IV. Passe en silence. Faisait vibrer. — V. Se place peut être donnée à celui qui tend la main. — VI. Fut un moyen de trancher le sujet. Aimait beaucoup le bleu. — VII. C'est souvent le mot de la fin. — VIII. En France. Mauvaise action. — IX. Rendue forte. Utile pour représenter. — X. Travaille pendant que d'autres jouent. Ne court pas les rues. — XI. Ce n'est pas à la casserole qu'on le fait passer.

VERTICALEMENT

1. Avant d'y entrer, il faut avoir frappé. — 2. Est fait pour ce que l'on doit faire. Moyen d'y voir clair. — 3. Note. Sèvre fut son père. Partie d'un empire. — 4. Aiment des petits cochons. Eut du travail sur la planche. — 5. Va aux renseignements. Moyen d'occuper le terrain. — 6. Fils d'ouverture. Fait un tour. — 7. Porte des cônes. Dans la gamme. — 8. Source de chaleur. Bonne femme. — 9. Bonne ou mauvaise presse. Sans influence.

Solution du problème n° 5481

Horizontalement

I. Suprême. — II. Arrogants. — III. Piété. Cas. — IV. Râ. Léna. — V. Ogré. Oia. — VI. Feu. Piste. — VII. Soles. — VIII. Abstinent. — IX. Grue. Tia. — X. Euler. Rie. — XI. Tas. Asé.

Verticalement

1. Saphroplage. — 2. Uriage. Brut. — 3. Pré. L'été. — 4. Rôde. Orde. — 5. Egée. Pli. — 6. Ma. Neïst. — 7. Encenseurs. — 8. Ta. Et. Noh. — 9. Ossu. Est. Ai.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

— Blaudine LEJEUNE et Didier SPECQ ont la joie d'annoncer la naissance de

Constantin,

le 19 mars 1991 à Lille.

M. et M^{me} Specq-Lejeune, 12, rue Joë-Braems, 59700 Maro-en-Barzelle.

— Danièle LAMARQUE et Emmanuel FRAISSE ont la joie d'annoncer la naissance de

leur troisième enfant,

Jérémy,

le 7 mars 1991.

65, rue du Javelot, 75013 Paris.

Tél. : 45-86-31-21.

— Elisabeth et Maurice JORDY sont heureux d'annoncer la naissance,

le 15 mars, à Raleigh (USA), de

Liliana, Elisabeth,

au foyer de Vickie et Martin JORDY.

16, rue Jean-Racine, 31400 Toulouse.

Mariages

— M^{me} Geneviève DE CLERCK et

M. Patrick BARBERON,

sont heureux de faire part de leur

mariage qui a eu lieu, le 9 mars 1991,

dans la plus stricte intimité.

5, rue de Laborde, 75008 Paris.

— M^{me} Gaston GRASSIOT, M^{me} Yves LEMAIGNEN,

sont heureux d'annoncer le mariage de

Christine LEMAIGNEN,

psychologue clinicienne,

et

Jean-Claude GRASSIOT,

architecte,

célébré dans la plus stricte intimité, le

21 mars 1991, à Paris-XK.

5, passage Saint-Ambroise, 75011 Paris.

Décès

— Claudine Aubert,

Annick Berthelin,

Stéphane Colin-Berthelin,

Paul Berthelin-Chailou,

Les familles Berthelin, Claude Colin

et Francis Kootz,

ont la douleur de faire part du décès de

Edmond BERTHELIN,

survenu subitement le 19 mars 1991, à

l'âge de quarante-neuf ans.

Une bénédiction lui sera donnée le

vendredi 22 mars, à 8 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de

Châteaudun, Paris-9.

Ni fleurs ni couronnes.

Don à l'ordre de la Ligue nationale

contre le cancer.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité

au cimetière de Villemeuville (Aube).

21, rue Milton, 75009 Paris.

17, boulevard Victor-Hugo, 92200 Neuilly-sur-Seine.

— Le directeur,

Le président et les membres du

conseil d'administration,

Les enseignants

Et les étudiants,

Le personnel administratif de l'École

d'architecture de Paris-La Villette,

ont la profonde tristesse de faire part

du décès de

Jean-Marie BOUCHERET,

professeur de sociologie et philosophie.

— Nancy Metz,

François Cahen,

son épouse,

Christophe et Sébastien,

Les enfants,

M. et M^{me} Jean-Louis Paillier

et leurs enfants,

M^{me} André Cahen,

Lise Cahen,

M^{me} Denise Cahen,

Les familles Cinqulière et Paillier,

Et tous les parents,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} François CAHEN,

survenu subitement, le 6 mars 1991, à

l'âge de quarante-deux ans.

— On nous prie d'annoncer le retour,

à Dieu du

général de C.A.

Michel GOURAUD,

survenu, le 20 mars 1991, à son domi-

cile.

La cérémonie religieuse aura lieu le

samedi 23 mars, à 10 heures, en l'église

de Saint-Symphorien, à Versailles.

Pas de fleurs, des prières.

De la part de

M^{me} Michel Gouraud,

née Charlotte de Baillencourt,

son épouse,

De ses enfants, ses petits-enfants, ses

arrière-petits-enfants.

(Lire page 38.)

— Christine Astier,

Roland Hesse,

Mandela Hesse,

M^{me} Brunette

M^{me} de Poligny,

Patricia Hesse,

Dan Franck,

ont la douleur de faire part du décès de

Hugo HESSE,

survenu le 16 mars 1991, à l'âge de

vingt-deux ans.

— M^{me} Fatima Ibrahim,

Ses enfants,

La famille,

Et tous les amis,

ont le regret de faire part du décès de

M. Rachad IBRAHIM.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Thiais, le vendredi 22 mars 1991, à

10 h 30, dans l'intimité.

— M^{me} Jean-Pierre Lemoine

Et ses enfants

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre LEMOINE,

ancien grand reporter

de la presse filmée,

ancien rédacteur en chef

de la Télévision française,

survenu le 18 mars 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée

en l'église Saint-Lambert de Veugny,

place Gerbert, Paris-15^e, le samedi

23 mars, à 8 h 30.

78, rue Cambrouze, 75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès

de

M^{me} Léon ROUDINE,

née Sarah Suzanne Schlosberg,

survenu le 20 mars 1991, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi

22 mars.

On se réunira à la porte principale

du cimetière parisien de Bagneux, à

10 heures.

De la part de

M. et M^{me} Gérard Roudine,

Ses enfants,

M. et M^{me} Eric Alexandre,

M. Mathias Roudine,

Ses petits-enfants,

M. Jacques Schlosberg,

M. et M^{me} Henri Schlosberg,

M^{me} Simone Schlosberg,

Ses frères et belles-sœurs,

Ses neveux et nièces,

Les familles Schlosberg, Birman,

Baruch, Traube, Rudin, Wekstein,

Imhoff,

Toute la famille,

Et ses nombreux amis.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, rue du Général-Leclerc,

92270 Bois-Colombes.

THESES

Tarif Étudiants

50 F la ligne H.T.

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

— Son épouse,

Ses enfants,

Ses petits-enfants

Et sa famille,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Robert SABBAB,

le 11 mars 1991.

Saida (Algérie),

Hannou de Puissant,

06220 Vallauris.

— Danile et Colette Ouzilou,

née Chemama,

Les familles Chemama, Ouzilou,

Zerbib,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Huguette SCHUSTER,

née Chemama,

survenu le 13 mars 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité.

Remerciements

— Les familles Gail et Beauchesse,

dans l'impossibilité de répondre à

toutes les marques de sympathie reçues

lors du décès de

M^{me} Anne

GALLA-BEAUCHESSE

adressent leurs plus sincères remerci-

ments.

Anniversaires

— Il y a dix ans, le 22 mars, notre

abbé Alexandre GLASSBERG,

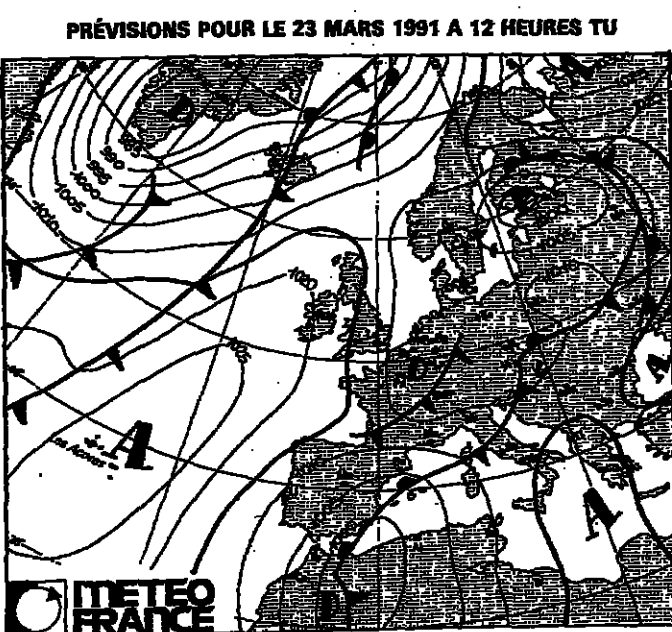
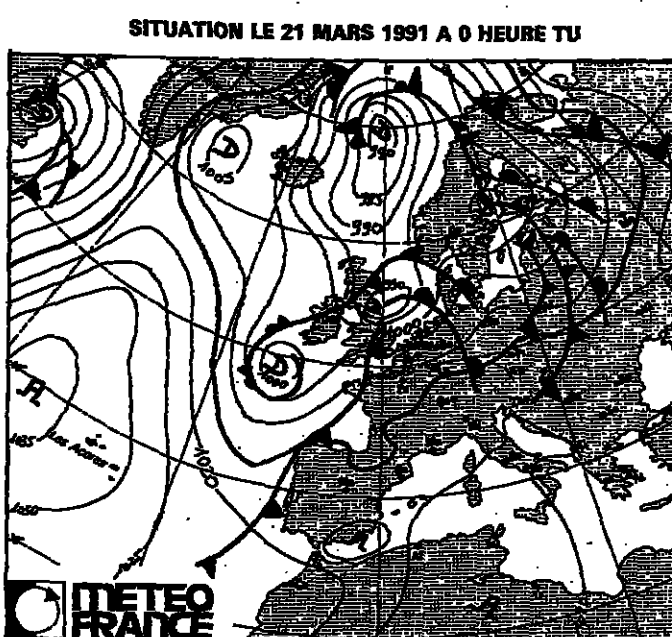
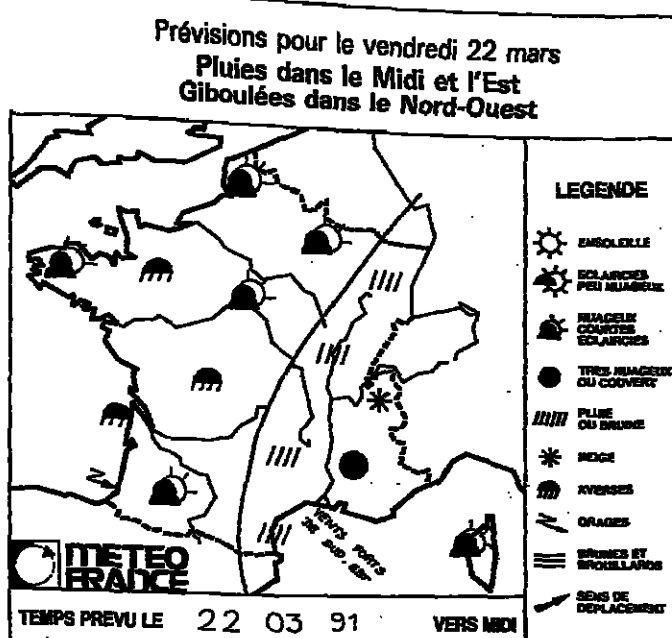
homme de combat, de conviction, de

tolérance, nous quitte.

Tous ceux qui l'ont connu, estimé et

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 20-03-1991 à 18 heures TU et le 21-03-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG
18	15	12	10	10
12	10	8	6	6
10	8	6	4	4
8	6	4	2	2
6	4	2	0	0
4	2	0	-2	-2
2	0	-2	-4	-4
0	-2	-4	-6	-6
-2	-4	-6	-8	-8
-4	-6	-8	-10	-10
-6	-8	-10	-12	-12
-8	-10	-12	-14	-14
-10	-12	-14	-16	-16
-12	-14	-16	-18	-18
-14	-16	-18	-20	-20
-16	-18	-20	-22	-22
-18	-20	-22	-24	-24
-20	-22	-24	-26	-26
-22	-24	-26	-28	-28
-24	-26	-28	-30	-30
-26	-28	-30	-32	-32
-28	-30	-32	-34	-34
-30	-32	-34	-36	-36
-32	-34	-36	-38	-38
-34	-36	-38	-40	-40
-36	-38	-40	-42	-42
-38	-40	-42	-44	-44
-40	-42	-44	-46	-46
-42	-44	-46	-48	-48
-44	-46	-48	-50	-50
-46	-48	-50	-52	-52
-48	-50	-52	-54	-54
-50	-52	-54	-56	-56
-52	-54	-56	-58	-58
-54	-56	-58	-60	-60
-56	-58	-60	-62	-62
-58	-60	-62	-64	-64
-60	-62	-64	-66	-66
-62	-64	-66	-68	-68
-64	-66	-68	-70	-70
-66	-68	-70	-72	-72
-68	-70	-72	-74	-74
-70	-72	-74	-76	-76
-72	-74	-76	-78	-78
-74	-76	-78	-80	-80
-76	-78	-80	-82	-82
-78	-80	-82	-84	-84
-80	-82	-84	-86	-86
-82	-84	-86	-88	-88
-84	-86	-88	-90	-90
-86	-88	-90	-92	-92
-88	-90	-92	-94	-94
-90	-92	-94	-96	-96
-92	-94	-96	-98	-98
-94	-96	-98	-100	-100

FRANCE

TOULOUSE

LYON

PARIS

STRASBOURG

ÉTANGER

ALGER

AMSTERDAM

ATHÈNES

BANGKOK

BARCELONE

BELGRADE

BERLIN

BOUTOUKES

COPENHAGUE

DAKAR

HAÏPHONG

HONGKONG

ISTANBUL

JERUSALEM

LA CAIRE

LEONARD

LONDRES

LOS ANGELES

MADEIRA

MALTE

MARSAKRA

MEXICO

MILAN

MONTREAL

MOSCOW

NAIROBI

NEW-DELI

NEW-YORK

OSLO

PALMA-DE-MAJORQUE

PEKIN

RIO-DE-JANEIRO

ROME

SINGAPOUR

STOCKHOLM

STUTTGART

TOKYO

TUNIS

VALENCIE

VIENNE

YOKOHAMA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 21 mars

- TF 1**
- 20.50 Série : Le Triplé gagnant.
Magazine : Ex Libris.
Des deux et des hommes. Invités : Roberto Calasso (les Noces de Cadmos et Harmonie), Amin Maalouf (le Jardin des amères), Jacques Lacarrière (le Livre des genèses), André Michel (les Arabes, l'islam et l'Europe).
- 23.25 Journal, Météo et Bourse.
23.50 Série : Mémoires (rediff.).
1.00 TF 1 Nuit. 7 Arts à la Une.
- A 2**
- 20.45 Magazine : Envoyé spécial.
La faim, en attendant... de Patrice Barrat et François Landmann (au Soudan) ; La France défigurée, de Louis Berio, Yves Breux et Jean-Marc Caro ; Invité : Brice Lalonde, ministre de l'environnement.
- 22.00 Cinéma : La Veuve.
Film français de Georges Wilson (1988).
- 23.35 Puissance 12 : Eurochallenge 91.
23.45 Journal et Météo.
0.10 Coup d'Europe des clubs champions : Limoges - Salonique.
- FR 3**
- 20.35 Cinéma : La Banquière.
Film français de Francis Girod (1980). Avec Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant.
- 22.50 Journal et Météo.

- 23.10 ▶ Cinéma : La Mort en direct. ■■■
Film français de Bertrand Tavernier (1979). Avec Romy Schneider, Harvey Keitel.
- 1.15 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Meurtres en sous-sol. □
Film américain de Dean Crow (1987).
- 21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : Presidio, base militaire, San Francisco. ■
Film américain de Peter Hyams (1988) (v.o.).
- 23.35 Cinéma : Lady Beware. ■■■
Film américain de Karen Arthur (1987).
- LA 5**
- 20.45 Feuilleton : Les Hordes.
22.10 Série : Arnold et Willy.
22.35 Magazine : Rapostar.
La Réunion : Le Golan ; Les Femmes dans les gangs.
- 0.00 Journal de minuit.
- M6**
- 20.35 Cinéma : Affreux, sales et méchants. ■■
Film italien d'Ettore Scola (1976).
- 22.35 Cinéma : Le Souffle de la tempête. ■■■
Film américain d'Alan J. Pakula (1979).

- Avec Jane Fonda, James Caan, Jason Robards.
- 0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Magazine : Dezibao.
- LA SEPT**
- 20.59 Série : Souvenirs souvenirs.
21.00 Théâtre : Mademoiselle Else.
D'après Arthur Schnitzler.
- 23.00 Documentaire : Yasser Arafat.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Sainte-Marie-des-Toits, de Bernard Mazéas.
21.30 Profils perdus. Marcel Duhamel (première partie).
22.40 Les nuits magnétiques. Adolescence.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Paulus, oratorio pour solistes, chœur et orchestre op. 36, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Emil Tchakaroff ; sol. : Sheri Greenwald, soprano, Hanna Schwarz, alto, Donald George, ténor, Tom Krause, basse.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Vendredi 22 mars

- TF 1**
- 14.25 Feuilleton : Côte Ouest (rediff.).
15.20 Série : Tribunal.
16.50 Série : Marie Perle.
16.45 Club Dorothée.
17.40 Série : Chips (rediff.).
18.30 Jeu : Une famille, en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Le Bébête Show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.50 Variétés : Tous à la Une.
Magazine : 52 sur la Une.
Les laboratoires de l'embouteillage.
- 23.50 ▶ Variétés : Rock'Voltaire - L'idole.
Chronique d'un triomphe en France.
0.45 Au trot.
0.50 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 13.40 Feuilleton : Générations.
14.25 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
15.55 Feuilleton : Le Tourbillon des jours.
16.55 Magazine : Giga.
18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.30 Série : Alf (rediff.).
19.05 Série : Mac Gyver (rediff.).
20.00 Journal et Météo.

- Le retour des Khmers rouges, documentaire de Shari Robertson.
- 23.45 Magazine : Musicales (rediff.).
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : Octopussy. ■
Film britannique de John Glen (1983).
- 16.00 Cinéma : Prof d'enfer pour un été. ■
Film américain de Carl Reiner (1987).
- 17.35 Cinéma dans les salles.
18.00 Canale peluche.
- En clair jusqu'à 20.30**
- 18.30 Ca cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : La Psychose du détective Grogan.
Maurice Sciacca en série à Los Angeles.
Documentaire : La Famille au pluriel.
De Marie-Ange Hordaville.
Les conséquences du divorce.
- 22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Suspect dangereux. ■■
Film américain de Peter Yates (1987).
- 0.55 Cinéma : L'Insoutenable Légèreté de l'être. ■■■
Film américain de Philip Kaufman (1987) (v.o.).
- LA 5**
- 13.30 Série : Arabesque.
14.25 Série : Le Renard.
15.30 Série : Solo.
brigade des stupés.
16.30 Youpi ! l'école est finie.
18.30 Série : Happy Days.
19.00 Série : Riptide.
20.00 Journal.
20.45 Journal des courses.
20.45 Feuilleton : La Parrain (3^e épisode).
La guerre des gangs se poursuit.
Série : L'Inspecteur Derrick.
23.35 Série : Hitchcock présente.
L'Œil de verre.
0.00 Journal de minuit.
- M6**
- 14.45 Musique : Boulevard des clips (et à 0.25).
15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.05 Magazine : Mode 6.
16.40 Série : Drôles de dames.
17.30 Jeu : Hit hit hit houn !
17.35 Jeu : Zygomus.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo 6.
20.35 Téléfilm : Droit de vengeance.
22.15 Série :

- La Malédiction du loup-garou.
- 22.40 Magazine : Vénus.
- 23.15 Magazine : La 6^e Dimension.
« Spécial Gainsbourg ».
- 23.45 Capital.
23.55 Six minutes d'informations.
0.00 Musique : Live.
Pierre Bachelet en concert à l'Olympia.
- LA SEPT**
- 16.00 Danse : Momix.
Chorégraphies de Moses Pandleston.
- 17.00 Cinéma : Timpie Run. ■■
Film pépou de Pengou Nengo (1990).
- 18.30 Documentaire : Sijalinen.
le garçon qui ne souriait jamais.
- 18.55 Magazine : Anicorches.
- 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes.
- 20.00 Documentaire : Les Rendille.
- 20.59 Série : Souvenirs souvenirs.
- 21.00 Téléfilm : La Croisade des enfants (2).
De Serge Moati.
- 22.15 Moyen métrage : La Trajectoire amoureuse.
- 22.35 Documentaire : Enfance.
- 23.00 Théâtre : Inventaires. Pièce de Philippe Minyana.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio-archives. Le carafon.
- 21.30 Musique : Black and blues. L'improviste.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Adolescence.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 7 mars au Théâtre des Champs-Élysées) : Six pièces pour orchestre op. 6, de Webern ; Concerto pour piano et orchestre n° 21 en ut majeur K 467, de Mozart ; Poèmes et Mélodies, poème symphonique op. 5, de Debussy, par l'Orchestre national de France, dir. Gary Bertini ; sol. : Marie-Josée Pires, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNECK COJEAN et la collaboration de « Monde ».

Audience TV du 20 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

Le Monde / SOFRES/NIELSEN

HOAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	52,8	13,1	14,0	18,0	2,1	2,1	3,4
19 h 46	61,1	23,7	16,3	10,7	5,2	1,8	2,9
20 h 16	70,2	26,4	15,1	11,2	7,6	2,6	5,8
20 h 55	73,9	25,7	16,4	12,2	9,8	6,2	5,3
22 h 6	66,5	21,1	19,5	4,4	12,1	7,2	3,9
22 h 44	45,9	24,5	4,3	2,3	7,8	3,6	3,9

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

